### GÉNÉRATIONS VERTES

REGARDS CROISÉS SUR 30 ANS D'ÉCOLOGIE POLITIQUE

### GÉNÉRATIONS VERTES

### REGARDS CROISÉS SUR 30 ANS D'ÉCOLOGIE POLITIQUE

**AUTEUR PRINCIPAL: JACKY MORAEL** 

CONTRIBUTEURS: OLIVIER BIERIN, SASKIA BRICMONT,
MATTHIEU CONTENT, MAXIME COUNET, MOHSSIN EL GAHBRI,
ROMAIN GAUDRON, DELPHINE MASSET, ALAIN MUGABO,
NICOLAS PARENT, JONATHAN PIRON, CAROLINE SAAL.

Etopia

étopia

centre d'animation et de recherche en écologie politique Espace kegeljan, av. de Marlagne 52 à 5000 Namur

t.: 00 32 81 22 58 48 - f.: 00 32 81 23 18 47

www.etopia.be info@etopia.be

**Relecture :** Éric Biérin, Christophe Derenne, Benoît Lechat

et Edgar Szoc

Photo couverture : Tom Morael

Mise en page: Métadesign

www.metadesign.be info@metadesign.be

©Creative commons:

© BY

**Editeur responsable :** Christophe Derenne

MAi 2014

ISBN : 978-2-930558-17-2 Dépôt légal : D/2014/11.983/5

### TABLE DES MATIÈRES

| PRÉFACE  | 6        |
|--|----------|
| Jean-Michel Javaux                                       |          |
| ÉCONOMIE, FISCALITÉ                                      |          |
| ET FINANCES  | 14       |
| Olivier Biérin   |          |
| ECOLO, L'ENSEIGNEMENT ET LE NON-MARCHAND : AU-DELÀ DES P | ILIERS27 |
| Romain Gaudron   |          |
| ECOLO ET LA STRATÉGIE DE COMMUNICATION                   | 41       |
| Nicolas Parent   |          |
| ECOLO ET LE FÉDÉRALISME                                  | 79       |
| Jonathan Piron   |          |
| ECOLO EN NÉGOCIATIONS                                    | 101      |
| Saskia Bricmont  |          |
| ECOLO, LA MARCHE BLANCHE                                 |          |
| ET LA REMISE EN CAUSE DES FONDEMENTS DE L'ÉTAT BELGE     | 141      |
| Mohssin El Gahbri  |          |
| ECOLO ET L'ÉTHIQUE EN POLITIQUE,                         |          |
| EN BELGIQUE, EN EUROPE ET DANS LE MONDE                  | 173      |
| Delphine Masset  |          |
| ECOLO ET LA PARTICIPATION AUX EXÉCUTIFS                  | 209      |
| Caroline SAAL  |          |
| LE CHANGEMENT À LONG TERME À L'ÉPREUVE DE LA POLITIQUE   | 243      |
| Aurélie Maréchal   |          |
| ECOLO ET L'AXE GAUCHE-DROITE                             | 267      |
| Maxime Counet  |          |
| ECOLO, L'EUROPE ET LES RELATIONS EXTÉRIEURES             | 289      |
| Alain Mugabo   |          |
| ECOLO ET SES CONTACTS AVEC LES AUTRES PARTIS             | 317      |
| Matthieu Content   |          |
| POSTFACE   | 333      |
| Eric Biérin  |          |
| REMERCIEMENTS  | 337      |

# PRÉFACE JEAN-MICHEL JAVAUX

Modernité. Modernité et clairvoyance. Vision aussi. Et avant-gardisme. N'en jetez-plus! Vous l'aurez compris, cette préface ne sera pas pompeuse et sera fatalement un peu subjective et personnalisée. Il n'empêche.

Les premiers mots qui me viennent au clavier lorsque je pense politiquement à Jacky tournent autour de sa capacité - depuis plus de 25 ans que je le connais maintenant - à toujours avoir une longueur d'avance sur les enjeux du moment. Et surtout, sur les nouvelles réponses à apporter à des nouvelles questions politiques peu appréhendées par des courants politiques traditionnels. Et parfois trop peu « investies » par ses amis politiques.

J'ai – vraiment - rencontré Jacky Morael lors d'un carnaval à Amay à la fin des années 80. Nous étions quelques jeunes issus d'organisations de jeunesse et de mouvements étudiants (dont le président des étudiants de Louvain de l'époque, qui habitait Amay). Nous vivions dans une commune à majorité absolue socialiste depuis plus de 75 ans (avec des pointes jusqu'à près de 80%) avec une opposition PRL/PSC réunie sous une même bannière et qui avait choisi l'opposition frontale. Nous cherchions une troisième voie, constructive et propositionnelle, sans complaisance ni mauvaise foi. Et nous envisagions de créer notre propre liste sur le plan communal. Nous avions reçu plusieurs courriers polis et des programmes sous enveloppes des autres partis…et une invitation à une rencontre pour discuter sans tabous avec Jacky Morael.

La plupart d'entre nous étaient attirés par le programme Ecolo - la participation, le rôle des jeunes au sein des structures, les combats au cœur de l'enseignement,...- mais personnellement je le trouvais trop « environnemental » et, comme fils, petit-fils, arrière petit-fils d'indépendant, beaucoup trop pauvre dans son chapitre économique (qui en dehors des filières « bois » et « eau » tenait sur une grosse page).

Passionné, à l'époque, de politique internationale et de géopolitique, je trouvais aussi que si le chapitre « coopération au développement » était percutant, il était urgent de déjà réfléchir l'après guerre froide (le Mur venait de tomber et c'est au pied du mur, etc.) et à la nouvelle donne

de répartition des matières premières et des ressources énergétiques à l'échelle de la planète.

Jacky va balayer ces doutes en quelques discussions. Je rencontre un homme accessible, sans langue de bois, qui ne fait pas « qu'écouter » les jeunes mais qui les entend aussi. Et cela, c'est rare. Si le Libéralisme fut essentiel au 19ème siècle pour se libérer des régimes éclairés ; si le Socialisme fut nécessaire au 20ème siècle pour mener les luttes sociales et améliorer la condition des travailleurs, ces deux courants sont restés scotchés sur le compromis fondateur des 30 glorieuses, le compromis capital-travail. Et ils n'ont jamais été en capacité d'une part de voir venir l'accélération de la finitude des ressources et de l'épuisement de la planète - « Seule une croissance débridée permettra de créer les emplois nécessaires » - et ce, malgré les appels du Club de Rome.

Et d'autre part l'accélération du rôle joué par les revenus de la finance qui va très rapidement prendre le pas sur la propriété des moyens de production et laisser les courants traditionnels sans réponses devant la mondialisation.

Ce jour là, Jacky ponctuera notre rencontre par un duel homérique, digne des meilleurs western spaghettis, en fin de carnaval. Rentrant avec nous dans un des cafés historiques d'Amay, le bourgmestre en fonction, que je connaissais par ailleurs très bien et futur Ministre-Président de la Région Wallonne, Robert Collignon, accoudé au bout du comptoir hélera Jacky en lui lançant « que viens-tu faire sur mes terres? Tu n'espères quand même pas implanter tes jeunes pousses dans ma commune? Ici, ce sera de toute façon socialiste pendant des siècles et après moi ce sera mon fils, et après lui etc.». Mi-plaisanterie, mi-symbolique de ce qui avait suscité notre indignation.

La réponse fusa : « Oh Robert, souviens toi de ce qui est arrivé à Louis XVI... Que bois-tu pour moi? ». Et le duel se poursuivit au peket dans la bonne humeur. Je n'ai pu m'empêcher d'y repenser un soir d'Octobre 2006 et je dois vous avouer que le choix du lieu pour fêter notre prise de la bastille ce soir là ne fut pas innocent...

Avec nous ce jour là, étaient aussi présents des syndicalistes FGTB et CSC de Cockerill - Usinor à l'époque - que Jacky avait connu en s'investissant dans le dossier et en fréquentant un peu les milieux culturels et associatifs d'Engis et de Flémalle. Des étudiants, des travailleurs, des indépendants, des profs, des chômeurs : ces personnes provenant d'horizons très différents se réunissent alors pour créer, à l'initiative de Jacky, une locale Ecolo qui, 22 ans plus tard, obtiendra près de 55% aux élections communales...

C'est évidemment une de ses forces et l'un de ses enseignements que j'ai toujours essayé de poursuivre : la capacité d'aller sur des terrains où on ne l'attend pas, d'aller visiter des usines tabous pour des verts, d'aller débattre avec des publics qui jusque là ne dialoguaient pas avec Ecolo.

Vous lirez que si, pour réaliser cela, il faut briser quelques codes vestimentaires ou communicationnels, de façon nettement plus importante, il faut avoir une tournure d'esprit particulière. Elle sera déterminante dans les succès engrangés plus tard par Ecolo sous la houlette de Jacky: « on n'a jamais raison tout seul. Il n'y a pas de sauveur providentiel. Nous devons former des alliances avec des mouvements sociaux, des fédérations patronales, des organisations représentatives des travailleurs ou des acteurs émergents pour porter nos combats. Nous ne devons pas nous isoler sur le champ politique mais osons affirmer notre indépendance avec la fierté de notre programme ancré dans ses valeurs. » Il n'y a pas vraiment de paternité à ces affirmations, mais elles symbolisent les invitations faites à François Martou, Jean Claude Vandermeeren ou Jean Pierre Hansen à participer à des débats historiques aux Rencontres Ecologiques d'Eté.

En fait, Jacky et moi n'avions a priori rien pour nous réunir ou nous rencontrer. Nos familles, nos parcours, nos sensibilités philosophiques, nos passions, nos loisirs (ha, la passion de Jacky pour le Standard et le foot ;-)étaient assez éloignés. Et c'est cela qui me fascine depuis des années. Jacky est un phare dans une nuit politique brumeuse ; il a la faculté d'attraction des aimants sur de nombreux types de métaux bruts.

Mais il n'est pas éphémère. C'est aussi un véritable animal politique, au sens noble du terme.

Il est également éminemment respecté par les actrices et acteurs politiques des autres formations, toutes générations confondues. Il a su gagner cette estime par son travail bien entendu, par sa connaissance des dossiers mais aussi par la crainte qu'il suscite : sa maîtrise de la stratégie.

Certes, il rivalisait déjà avec Jean Gol dans le jeu « Civilization ». Je me souviens aussi des concertations avec Urbain Destrée, Annick Thyré et Jean-Claude Vandermeeren lors des négociations de 1999. La FGTB ne recevait plus d'infos du PS. Jacky les tenait subtilement au courant dans les matières qui les concernaient au premier plan. Il fallait trouver un endroit neutre entre Bruxelles, Namur et Liège. La maison de ma grand-mère, dans laquelle je vivais à l'époque au cœur de la cité de Freddy Terwagne à Amay, était toute indiquée. Stratégiquement et symboliquement. Mon amoureuse étudiait à l'étage avec des boules Quiès. Et moi j'essayais d'assurer l'intendance jusqu'au milieu de la nuit. Heureusement que mon père, marchand de vins et de bons Whisky avait laissé quelques trésors au fond de la cave...

Certes, ses adages qui faisaient mouche dans un débat télé lui ont valu un réputation de « bon client » des médias. Je me souviens particulièrement de sa réponse à celui qui est devenu par après son ami, Alain Gerlache, quand il lui demande « Ecolo est-il prêt à prendre ses responsabilités et à rentrer dans un exécutif? ». Et Jacky de lui répondre : « Mais Monsieur Gerlache, vous avez quitté le pays ou quoi ?! ».

La force de Jacky réside aussi dans sa capacité à s'entourer, à dénicher des talents, à créer et structurer des réseaux très différents, à anticiper et s'approprier les innovations émergentes. En un mot, à être capable de faire rêver des altruistes progressistes, des idéalistes insatisfaits ou des traceurs de lendemain...

Il en va ainsi de l'enquête sociologique de Survey et Action en 1998, les nouvelles technologies (souvenez vous du fameux club Nokia en

1999, bien avant Twitter, Facebook et autres Blackberry ou Iphone), l'ouverture du mouvement avec les Etats Généraux de l'Ecologie Politique ; l'ouverture du parti au monde syndical ; la popularisation de l'écologie politique vers un grand public...

Si son tempérament est latin et vif, il existe une forme de sagesse politique ancrée quelque part en lui, et qui reste intemporelle.

Ses « haikus »par exemple ont structuré tout mon parcours. « Ecolo c'est comme un vélo : s'il n'avance pas, il tombe ». « Ce que tu gagneras un jour dans les médias, tu le perdras pendant des semaines en négociation ». Lorsque je relève le défi en 2003 d'essayer, avec tout un collectif, de relever le parti assommé par les résultats de mai 2003 et que je rêve secrètement de la barre des 10% pour les régionales de 2004, il me dira « tu auras besoin de bien plus d'un an pour retrouver la confiance des citoyens. Sois patient. Le travail paiera. Notre socle de valeurs et nos combats sont justes, il faut les remettre en adéquation avec les générations actuelles… »

Je parlais plus haut de nos divergences originelles. La vie amène parfois son lot de rapprochements impensables mais qui nous soudent au plus vif de nos tripes. Des anecdotes plus légères (nous sommes nés à deux jours d'intervalle, mais pas de la même année comme on peut le voir rapidement...), certaines ressemblances physiques ou de style, identifiées par des journalistes, même si les belles-mamans m'aiment beaucoup plus que lui. Et puis bien entendu, d'autres heures, jours, semaines, mois avec des moments d'intimité, de soutien, d'épreuve et de déchirures qui nous transforment en profondeur.

Des retrouvailles sur un parking d'autoroute lors d'un retour joyeux de vacances quelques jours avant l'impensable, et un T-Shirt en guise de lien indéfectible. Des soirées à refaire le monde avant l'impensable suivant et le seul appel téléphonique possible qui me vient à l'esprit comme bouée de sauvetage. Ce sont des moments qui marquent « à vie ».

Des moments politiques aussi. Le salon F en backoffice des brillantes négociations de 1999, le backoffice aussi du Conseil de fédération et de l'Assemblée générale de 1999... Les préparations des AG « Stop ou Encore » et la préparation de la campagne à l'élection du Secrétariat fédéral en 2003 (tu m'avais pourtant dit en 1999, c'est maintenant ou jamais ;-).

Le lancement d'Etopia avec José Daras, Christophe Derenne et Eric Biérin, nouvelle aventure innovante et téméraire dans un contexte budgétaire suicidaire pour Ecolo. Oser faire le pari de créer un centre de prospective travaillant sur le moyen terme et non sur l'actualité immédiate, nous a permis d'être les plus propositionnels lors des élections 2007 et 2009.

Je ne crois pas au hasard et j'ai souvent affirmé que beaucoup plus que les diplômes, les rencontres façonnent nos vies. Ces rencontres peuvent être transparentes ou aiguillage. C'est pourquoi je vais citer du Biérin pour conclure : « Ce qui compte dans l'héritage, ce n'est pas tellement ce que l'on reçoit mais ce que l'on est capable de transmettre ».

Jacky m'a dit un jour :« tu seras peut-être un bon président pour Ecolo si tu es certain que tu as assuré une relève capable de relever les défis de demain ». Cette obsession de donner le feu sacré à une jeunesse diversifiée et prometteuse a été le fil - vert - de ses engagements. C'est notamment dans cette lignée que nous avons voulu créer avec Etopia l'Académie Verte, qui a permis à un grand nombre des contributeurs de ce livre d'acquérir l'ADN écologiste complémentaire à leurs capacités intrinsèques.

Depuis sa bande de « jeunes cons » de l'époque - Nollet, Doulky, les frères Balcaen, Henry, Genot, Derenne, moi...- jusqu'à ces « arrières petits fils » des Pères fondateurs avec lesquels il dialogue dans cet ouvrage, Jacky reste disponible et essentiel dans la transmission des luttes originales des écologistes confédérés...

### ÉCONOMIE, FISCALITÉ ET FINANCES

OLIVIER BIÉRIN

## Le Sénat se dit favorable à une taxe sur les flux de capitaux

Le Sénat demande au gouvernement de défendre, sur le plan européen, un ensemble de mesures pour contrôler les transactions financières.

e Sénat a approuvé, mercredi, une résolution demandant au gouvernement d'envisager et de défendre sur le plan européen des mesures pour assurer une nielleure stabilité et transparence des transactions financières internationales. Parmi ces mesures figure l'idée d'une taxe sur ces flux financiers.

C'est en mars dernier que les sénateurs décidaient de créer un groupe de travail pour réfléchir sur le thème de la régulation des marchés de capitaux mondiaux. Celui-ci prenait l'appellation de «taxe Tobin» du nom de l'économiste américain qui, en 1972, lança l'idée d'imposer un prélèvement sur les flux financiers pour encadrer la mondialisation de l'économie. Pour la première fois dans notre pays, un débat sur ce thème était lancé de manière institutionnelle. Il avait déjà eu lieu (avec des bonheurs divers) au Canada, en France, au Parlement européen...

Une série d'auditions d'experts belges et étrangers avait été organisée au mois de juin dans le cadre de ce débat. Partisans et opposants à la taxe Tobin s'étaient notamment exprimés. Sur cette base, les parlementaires réunis en commission de l'Economie et des Finances parvenaient à se mettre d'accord sur un texte, le 7 novembre dernier. C'est ce texte qui a été confirmé, hier, par l'assemblée plénière du Sénat.

Il s'agit d'une résolution. Ce type de document ne possède aucun caractère contraignant. Il consiste en réalité en une demande adressée au gouvernement. Dans la présente résolution, les sénateurs demandent quatre points. Un: que le gouvernement belge défende une meilleure régulation du marché des capitaux, lors de sa présidence de l'Union européenne (qui débutera en juin 2001).

Deux: que les modalités pratiques pour instaurer une taxe sur les flux de capitaux soient examinées. L'n tel impôt pourrait prendre une autre forme que la taxe Tobin mais poursuivrait toutefois des objectifs analogues. A savoir: «prévenir les mouvements spéculatifs déstabilisateurs» et dégager un produit qui «pourrait être affecté en priorité au développement des pays pauvres».

Trois: que l'idée d'une plusgrande transparence dans le fonctionnement des institutions économiques internationales, en particulier du FMI, soit défendue. Et enfin, quatre: que le rôle du

FMI en temps de crise monétaire soit accru.

La résolution prévoit encore que le Sénat rouvrira le dossier en mars ou avril prochains, afin d'évaluer si le gouvernement a effectivement avancé. Au printemps dernier, le ministre des Finances, Didier Reynders, ne s'était pas dit opposé a priori sur le sujet et avait annoncé son intention de charger le Conseil supérieur des finances (CSF) de définir une projet de taxe qui soit opérationnelle. Ce devrait donc être la suite de ce dossier.

La résolution a été votée par 53 voix «pour» (PS, SP, Ecolo, Agalev, CVP, PSC, VI. Vlaams Blok), 8 abstentions (dont 7 PRL) et 4 voix «contre» (le sénateur PRL Philippe Bodson).

JEAN-CHRISTOPHE DE WASSEIGE

### QUATORZE ANS ET UN KRACH BOURSIER APRÈS

Je baserai ici mon propos sur deux interviews parues les 8 décembre 2000 et 4 avril 2002, intitulées «Le Sénat se dit favorable à une taxe sur les flux de capitaux » et « Imposer les plus-values sur actions ».

Il est d'autant plus frustrant de lire ces deux interviews 12 et 14 ans après, lorsqu'on a le recul et les conséquences de la crise de 2008 comme toile de fond. Une fois de plus, nous n'échapperons pas au syndrome du schtroumpf à lunettes qui s'exclame « je vous l'avais bien dit! », mais sans aucune forme de satisfaction. Bien au contraire.

En décembre 2000, le Sénat belge, à l'initiative notamment du sénateur Morael, vote une résolution invitant le gouvernement à réfléchir aux tenants et aboutissants de diverses mesures, dont une taxe de type « Tobin », pour une meilleure régulation de la finance. Est-ce l'espoir ou l'indignation que les porteurs de l'initiative auraient ressenti en apprenant qu'il aura fallu 14 ans et une crise économique mondiale pour que l'Union Européenne étudie la mise en place d'une taxe similaire, baptisée tout simplement « Taxe sur les Transactions Financières » (TTF)? A fortiori si nous prenons en compte le fait qu'il s'agit d'une coopération renforcée de 11 États membres, et si nous prenons en compte les réticences et retours en arrière du gouvernement d'un président français socialiste sur le sujet (dont l'action en général, à l'exception notable des enjeux éthiques, est difficile à distinguer de celle de son prédécesseur).

Il est piquant de constater que seul le groupe libéral s'est abstenu à l'époque, à l'instigation de Philippe Bodson, ancien patron de Tractebel, qui a lui-même voté contre. Il est également frappant de voir que, de façon générale, les tenants des politiques économiques libérales n'ont, depuis, subi aucune sanction électorale tandis que leurs solutions financières et économiques ont conduit de nombreux pays dans le gouffre. Il s'agit là des libéraux au sens strict, mais également des conservateurs qui, dans la plupart des pays européens, sur les plans financier et économique, ont adopté des politiques identiques.

Deux ans plus tard, avec le socialiste Jean Cornil, Jacky Morael dépose une proposition de loi visant à imposer les plus-values sur actions, dont le but principal avoué (au-delà d'une répartition plus juste de l'impôt) est de lutter contre la spéculation, en limitant les exonérations aux prises de participation structurelles et aux investissements de long terme. Les deux sénateurs proposaient, au même moment, d'organiser une commission d'enquête sur les sociétés de « clearing » financier Euroclear et Clearstream dont nous entendrons souvent parler par la suite.

### LA FISCALITÉ, UN ENJEU IMPORTANT DES ÉLECTIONS DE 2014

À l'heure où nous écrivons ces lignes, la fiscalité apparaît déjà comme un enjeu important des élections de 2014. Mais ce thème devrait être au centre du débat politique en permanence, car il s'agit d'un levier majeur afin, d'une part, de réformer de façon durable la finance et l'économie et, d'autre part, de rétablir de la justice sociale dans une société où l'impôt est devenu dégressif et où les travailleurs supportent une pression de plus en plus disproportionnée par rapport au capital. Autrement dit, où le capital profite d'une part de plus en plus disproportionnée des richesses créées, tandis que les catégories les plus faibles de la population ne cessent de percer de nouveaux trous dans leurs ceintures.

Le programme Ecolo avance de nombreuses pistes intéressantes et progressistes en matière de fiscalité, dans la lignée de ce que Jacky proposait au début des années 2000, et de ce que les écologistes ont toujours prôné. La globalisation des revenus, par exemple, permet de faire contribuer sur un pied d'égalité capital et travail, de simplifier la perception, et de créer un impôt réellement progressif, prenant en compte l'ensemble des revenus. Une taxe sur les grosses fortunes, qui figure dans le programme des écologistes depuis 1999, rapporterait, à la grosse louche, 700 millions d'euros par an (en se basant sur les chiffres français de l'ISF divisés par 6), mais surtout pourrait contribuer

à « moraliser » un système de plus en plus inégalitaire, accentué par la crise et dont les plus riches ont particulièrement profité.

Par ailleurs, il est plus que temps de réformer les intérêts notionnels, y compris – et cela peut paraître paradoxal voire ironique – pour l'inventeur de ce mécanisme : l'économiste Bruno Colmant.

Au-delà de la réduction du mécanisme et du nécessaire conditionnement nécessaire au maintien de l'emploi – qui devrait logiquement être étendue à toute aide publique à l'investissement –, une suppression (ou en tout cas une diminution drastique) des intérêts notionnels au profit d'un abaissement raisonnable du taux de l'ISOC pour favoriser les PME qui n'ont accès à l'expertise fiscale, ne devrait-elle pas être envisagée ?

Bien sûr, par rapport à nombre de ces propositions, il est toujours possible de rétorquer - et c'est ce que les gardiens du temple libéral font à longueur de temps - que la Belgique ne peut agir seule et que c'est d'une harmonisation européenne que nous avons besoin. À ce titre, nous nous réjouirons tout d'abord de l'évolution du débat sur la TTF, mais le prétexte de l'harmonisation à un niveau supérieur et de la crainte de fuite des capitaux, est-il si pertinent ? L'argument est à la fois moral et économique : sommes-nous vraiment certains qu'attirer des centres financiers de multinationales qui éludent l'impôt et des grosses fortunes qui ont à leurs dispositions d'innombrables niches fiscales soit au final positif pour notre économie et pour les rentrées financières des pouvoirs publics? Mais également pour l'équilibre et le bien-être de la société dans son ensemble (cfr Wilkinson et Pickett)?

Articles consultés : l'ensemble de la revue de presse et en particulier :

- 1. «Le Sénat se dit favorable à une taxe sur les flux de capitaux » (8 décembre 2000)
- 2. « Imposer les plus-values sur actions » (4 avril 2002)

### ENTRETIENS ENTRE OLIVIER BIÉRIN ET JACKY MORAEL - 26 JANVIER 2014

### ÉCONOMIE, FISCALITÉ, FINANCES

JACKY : Quelle est ton impression générale en ayant relu la revue de presse ?

olivier: Ce qui m'a le plus frappé, c'est qu'on répète la même chose depuis 30 ans. Mais en même temps, on ne peut pas nier que certaines choses évoluent positivement, même si c'est beaucoup trop lent par rapport à ce qu'on espérerait. La question de la finance, que j'ai abordée, l'illustre parfaitement. On avait presque pressenti, au début des années 2000, ce qui allait se passer par la suite avec la crise des *subprimes* et le krach boursier de 2008. Et, surtout, on proposait à l'époque des solutions pour éviter ce scénario. Je suis donc mitigé: il est très frustrant de se dire qu'on met en garde depuis trente ans sans être écouté. En même temps, je suis enthousiasmé par le fait que certains dossiers avancent malgré tout.

JACKY: Je partage ce sentiment. J'en ai marre de radoter, mais il faut reconnaître que, quand on dresse le bilan, bien des choses qui ont évolué. Nous avons réussi à imposer des bouleversements profonds en termes d'éthique en politique, de financement des partis et des campagnes électorales, de cumul des mandats, de parité homme-femme, de développement durable, etc. Les transformations manifestes de la société belge entre le début des années 80 et aujourd'hui nous doivent beaucoup.

**OLIVIER**: Je trouvais intéressant de constater que quelques années avant la crise, début des années 2000, nous proposons des garde-fous, qui ne sont pas du tout soutenus par les autres familles politiques, à part peutêtre par Cornil chez les socialistes. Quelques années avant 2008, on avertissait déjà des dérapages tout en proposant des solutions – notamment l'utilisation de la fiscalité comme un outil de régulation de la finance.

JACKY: Au travers de la fiscalité, tu abordes aussi le cœur de la stratégie économique du pays consistant à attirer les centres de décisions internationaux, notamment via les intérêts notionnels. Ce faisant, tu poses la bonne question, celle de savoir si cette stratégie est vraiment viable à long terme, et bénéfique même à court et moyen termes.

OLIVIER : C'est une question qui relève autant de l'idéologie et de la morale que de la stratégie économique concrète. Veut-on attirer les activités et investisseurs qui souhaitent ruser avec l'État et jouer le dumping fiscal? Je ne pense pas que ce soit la meilleure stratégie économique. Ce n'est pas forcément intéressant d'avoir les filous chez nous, mais en plus ce n'est pas très résilient d'avoir une économie qui se base sur le fait d'éluder l'impôt.

JACKY: On pourrait d'ailleurs se poser la même question avec la stratégie de l'aéroport de Charleroi. Cet aéroport veut à tout prix garder Ryanair, une compagnie qui n'arrête pas de faire du dumping social, d'éroder les conditions sociales et salariales de ses employés. Et Charleroi, bastion socialiste, l'accueille à bras ouverts et se plie à son chantage!

OLIVIER: Non seulement ils l'accueillent à bras ouverts mais en plus ils se vantent de présenter des redevances par passager treize fois inférieures à celles de Zaventem! C'est un argument marketing pour convaincre les investisseurs de venir à Charleroi, mais c'est un argument impossible à maintenir sans subsides massifs de la région wallonne. Cette politique aujourd'hui très soutenue par les socialistes, a été mise en place par Kubla (MR) puis Antoine (Cdh). Ils ont fait passer ces subsides directs comme un moyen de soutenir des missions de services publics (sécurité/sûreté, protection contre les incendies, etc.). Dès lors, l'aéroport peut éviter de répercuter ces coûts-là sur les voyageurs, et donner aux consommateurs l'illusion du bon marché. Par ailleurs, la Belgique est le seul pays européen à faire payer par les pouvoirs publics le contrôle et la sécurité aérienne. Dans tous les autres, ce sont les compagnies qui payent directement une redevance pour ces services.

JACKY: C'est toute la question de la cohérence européenne: aujourd'hui, chaque pays est un paradis fiscal à sa mesure contre les autres.

**OLIVIER**: J'aimerais aborder la question – un peu traumatisante, pour nous – des écotaxes. Nous avons commis des erreurs de forme, mais sur le fond, le fait de taxer les pollueurs, avait du sens. N'était-ce pas surtout un problème de forme et d'agenda, plus que de fond ?

JACKY: Nous avons commis plusieurs erreurs. La première, c'est d'avoir lié cette question aux réformes institutionnelles. Ce type de lien était évidemment illisible et a donné de nous l'image de « marchands de dossiers », comme il y a des marchands de tapis.

OLIVIER: C'est un peu la méthode d'André Antoine qui marchande des dossiers qui n'ont rien aucun rapport les uns avec les autres, selon la logique du « si tu me donnes ça, je te donne ça »!

JACKY : C'était en effet presque de cet ordre – à la différence que notre dossier sur les écotaxes était bien monté, ce qui n'est pas forcément le cas avec les dossiers d'Antoine. Le deuxième problème, qui aurait été encore plus marqué aujourd'hui, c'est que, dans notre proposition de l'époque, il s'agissait d'une couche de fiscalité en plus. Aujourd'hui, plus personne ne peut proposer de nouvelles taxes si elles ne s'accompagnent pas de réductions fiscales par ailleurs. Ce rejet de l'impôt était déjà un peu dans l'air du temps à l'époque et nos adversaires n'ont pas manqué de s'en servir, en nous traitant de taxateurs et en nous faisant apparaître comme nuisibles aux portefeuilles des ménages, à l'économie, etc. Rappelons-nous la mobilisation inégalée de Solvay : syndicats et direction étaient unis comme jamais pour affréter des cars, mobiliser des militants pour venir à Namur et à Bruxelles nous lancer des pétards dans les jambes. On a rarement vu une telle coalition de patrons et d'ouvriers. Cette coalition, qu'on a retrouvée lors des débats sur les licences d'exportation d'armes, il faut absolument l'éviter.

**OLIVIER**: Par ailleurs, en termes de communication, appeler cet impôt « écotaxe », c'était désastreux puisque ça faisait directement penser à Ecolo.

JACKY: C'est clairement la troisième maladresse, de communication. Ce qui est piquant, c'est de constater que ces derniers mois, à l'approche des élections de mai, des gens comme Wathelet, ou des ténors du PS et même du MR, dire affirment que la baisse de la fiscalité sur le travail est bien sûr LA priorité, mais qu'il faut trouver d'autres recettes financières pour l'État. Et, soudainement, la fiscalité verte fait son retour puisqu'elle est également bénéfique pour l'environnement et l'emploi.

**OLIVIER**: Si ce discours est évidemment plus audible qu'il y a vingt ans, il y a quand même loin de la coupe aux lèvres. Dès qu'on entre dans les modalités pratiques et qu'on touche tel secteur ou telle catégorie sociale, le début de consensus vole en éclats et le corporatisme réapparaît. Tout le monde est d'accord sur le principe tant qu'il n'est pas appliqué.

JACKY: On touche à un paradoxe. Par définition, de notre point de vue en tout cas, ce type de fiscalité vise à diminuer, voire dissuader certains comportements. Elle est donc, par définition, « biodégradable ». Nous n'envisageons pas la fiscalité verte comme une mesure structurelle en termes de rentrées financières pour l'État, contrairement au travail, à la finance, à l'immobilier, etc., qui existeront toujours. Quand nous propose ce genre de fiscalité, c'est dans le but de réorienter le comportement des consommateurs. Idéalement, les rentrées financières qui en découlent doivent donc se tarir après quelques années.

OLIVIER: Mais on peut aussi se dire qu'au vu de la trajectoire nécessaire pour atteindre certains objectifs à long terme, le niveau de certaines taxes environnementales peut être progressivement revu à la hausse pour continuent à orienter les comportements tout en assurant des revenus fiscaux. C'est par exemple ce que les Suédois ont fait avec leur taxe carbone.

JACKY: C'est vrai mais il est important de garder à l'esprit que ce n'est jamais l'aspect « recettes » qui prime dans ses mesures : c'est l'aspect

« comportement ». À cet égard, il est intéressant d'observer la concurrence électorale à laquelle nous sommes soumis actuellement. Prenons l'exemple des sacs poubelles payants. Le PTB en a fait très intelligemment un de ses chevaux de bataille dans les communes avec un argumentaire simpliste : « ce sont les petites gens qui vont devoir encore payer pour qu'on enlève leurs ordures ». Le sac payant et le tri obligatoire sont pourtant des mesures élémentaires de gestion des déchets. Mais les arguments du PTB porteront toujours beaucoup plus que les nôtres sur cette question, particulièrement auprès du public le plus pécarisé.

olivier: Quoique... Ils balancent constamment entre deux niveaux de discours. D'une part, ol y a, évidemment, l'argument simpliste et grand public selon lequel il est injuste que les plus pauvres payent. Mais, d'autre part, ils s'appuient sur une construction idéologique selon laquelle tout ce qui n'est pas progressif (c'est-à-dire tout, à part l'impôt sur le revenu) pénalise les plus les pauvres et est donc à proscrire. C'est une vision complètement biaisée, inefficace et même injuste. Leur position sur la TVA à 6 % en matière d'électricité l'illustre parfaitement : les contribuables qui ont une villa quatre façades avec piscine vont peut-être gagner 50 euros par mois, alors que les pauvres en gagneront 10 – avec au final, une perte sèche pour les finances publiques, et donc la capacité de l'État à mener certaines politiques.

Ce que j'écris sur les intérêts notionnels est tout de même assez basique. Le fait de proposer leur suppression totale serait peut-être plus lisible et plus facile comme réforme, couplée évidemment avec la baisse de l'ISOC. C'est la proposition du Cdh et une fois n'est pas coutume, dans l'état actuel des choses, je suis plutôt d'accord avec eux, même si je ne connais pas les modalités exactes de leur proposition. Mais ça me paraît un discours assez simple, destiné avant tout à être compréhensible par le grand public. J'ai aussi envie de parler de la globalisation des revenus.

JACKY: C'est un principe de base qu'on a souvent mis en avant. De là à le mettre en œuvre, c'est plus compliqué, puisque, dans une même déclaration, il faut additionner les revenus professionnels, salariés ou indépendants, les revenus du capital, l'épargne, les actions, les plus-

values et les revenus immobiliers. A priori c'est une formule de bon sens. Sauf qu'une bonne partie de ces revenus sont perçus par des sociétés – surtout en matière d'immobilier. D'ailleurs, André Verjans me faisait remarquer dernièrement que pour les logements les plus chers à Liège, actuellement, on achète le bien et, en même temps, la société qui est censée gérer le bien - bref, le bien et l'avantage fiscal du bien. Comment déclarer ce genre de revenus qui passent via une société? Si les loyers sont perçus via une société, ce n'est plus de l'IPP, c'est de ISOC. L'idée de globalisation des revenus est bonne en soi, mais vu toute l'ingénierie fiscale qui s'est mise en place, ses modalités d'application sont plus complexes.

OLIVIER: Tu disais au début 2000 qu'il y avait trop de dérégulation. Tu n'avais pas prédit le krach boursier en 2008, mais tu voyais quand même la nécessité de remettre de l'ordre dans cette jungle. Les deux articles que j'ai repris abordent ces aspects : il y a la taxe Tobin également cette idée de gestion « en bon père de famille » à long terme. Dans les deux cas, ce qui est recherché, c'est la stabilisation des marchés financiers.

JACKY: S'il est vrai qu'un des objectifs de la taxe Tobin était de stabiliser les marchés financiers, on ne peut pas dire pour autant qu'on avait prévu le krach de 2008. La fiscalité est aussi un indicateur de la mauvaise gouvernance européenne. D'une part parce qu'elle reste soumise au principe de l'unanimité qui empêche d'avancer sur cette question, sauf les cas prévus par la coopération renforcée - ce qui a permis à certains états d'avancer sur une taxe Tobin. D'autre part, parce qu'en l'absence d'avancées, tous les pays européens se font concurrence. Il faut se souvenir de l'origine du régime des intérêts notionnels. Pendant des années, le gouvernement belge a pratiqué la méthode des centres de coordination : les multinationales pouvaient déclarer le siège de coordination de leurs activités à Bruxelles en Belgique. En général, ça se limitait à un bureau, un ordinateur, deux chaises, un téléphone. En échange, tous les bénéfices de ce groupe étaient taxés à taux réduit en Belgique, pour faire concurrence au Luxembourg, et d'autres – chaque État membre avait développé une technique qui lui permettait d'attirer

des multinationales et de grands groupes. Le principe des centres de coordination a été cassé par la Cour de justice européenne. Dès le lendemain, l'État belge inventait les intérêts notionnels, ce qui revenait exactement au même. Nous avons toujours bataillé contre le système des centres de coordination. Le gouvernement n'a fait que remplacer une astuce par une autre et contribuer au *dumping* fiscal en Europe.

**OLIVIER**: Est-ce que ça a le moindre intérêt ? Est-ce que les gains sont supérieurs aux coûts ?

JACKY: À mon avis, c'est une discussion à perte de vue. Ce qui est sûr, c'est que cette surenchère entre États fait en tout cas perdre beaucoup de ressources aux États dans lesquels ces entreprises ont leurs activités réelles. Malheureusement, la perspective d'une harmonisation européenne s'éloigne. Nous sommes des Européens convaincus mais lorsque l'UE s'est lancée dans un élargissement forcené, nous réclamions d'approfondir d'abord le fédéralisme et la démocratie européens avant d'élargir le périmètre de l'UE. Je pense qu'il y a eu des raisons néolibérales à un élargissement aussi rapide et massif : il a permis de freiner l'harmonisation de certaines politiques comme la politique fiscale. La mouvance libérale européenne a joué un jeu pervers ; elle a bien compris qu'en élargissant si vite, vu la règle de l'unanimité, les chances d'harmonisation étaient réduites, notamment au niveau fiscal. Il y aura toujours bien un État membre qui fera blocage, et plus il y a d'États, plus ces chances de blocage sont augmentées, de même que les risques de nivellement par le bas.

OLIVIER: Comment expliquer le peu de sanction électorale pour la mouvance idéologique néo-libérale qui nous a amenés à la crise? L'argument de la dette des États sert d'écran de fumée, mais cette dernière s'est surtout accentuée avec la crise financière. Un autre écran de fumée consiste à dire que ça vient des États-Unis, mais c'est exactement le même esprit de dérégulation libérale qui était à l'œuvre chez nous. Et à part en Allemagne où ils se sont plantés (bien que la CDU défende également un programme socio-économique néo-libéral), plutôt pour des raisons locales, la mouvance libérale et néo-libérale

n'est pas sanctionnée par cette crise. Je ne comprends pas. Est-ce que c'est grâce aux écrans de fumée ? Ou est-ce que c'est grâce à certains discours comme ceux tenus sur l'immigration ou la sécurité ?

Tu as raison. C'est en effet un paradoxe immense de notre époque. Ceux qui nous ont amenés à cette crise financière, n'en sont absolument pas punis. Le discours sur l'immigration et la sécurité joue : ça fait aussi partie d'une politique de communication usée jusqu'à la corde mais qui fonctionne toujours dans les partis libéraux. Le MR, par exemple, va toujours parler du petit indépendant qui trime, qui a un petit revenu, une petite pension, une petite couverture sociale (et ça existe), mais il ne va jamais évoquer le gérant de multinationale qui gagne de l'or en barres. Or, en réalité, les propositions du genre de celles défendues par Hamal, qui se présentent comme des propositions en faveur des petits propriétaires, avantagent surtout les très gros entrepreneurs et les très gros propriétaires, pas les petits. C'est systématiquement la même astuce. Prendre l'exemple des petits, des victimes, pour finalement mettre en place des mesures qui favorisent concrètement les très gros et pas les plus petits. Qui protègent-ils en fait ? Pas le petit indépendant, pas le petit entrepreneur. Ce sont les mêmes arguments pour les intérêts notionnels : ce sont les plus gros qui en profitent le plus. Et ça marche, parce que même l'ouvrier qui regarde la télé le dimanche peut se dire : « Hey, il a raison hein, mon petit épicier, il a pas facile tous les jours ».

OLIVIER: C'est Walter le libraire, quoi!

JACKY: Oui, c'est exactement ça, Walter le libraire, c'est la quintessence de cette stratégie. Et inversement, quand nous proposons des mesures pour viser les grosses multinationales, on nous renvoie aux conséquences potentiellement néfastes pour les petits indépendants et les PME. L'argument fonctionne hélas dans les deux sens.

### ECOLO, L'ENSEIGNEMENT ET LE NON-MARCHAND : AU-DELÀ DES PILIERS

ROMAIN GAUDRON



#### Communiqué de presse

#### UN MINERVAL DE 5,000 È DANS L'ENSEIGNEMENT MATERNEL : LA PROPOSITION GRAFE EST SOCIALEMENT SCANDALEUSE ET CONTRAIRE A L'ESPRIT DE LA CONSTITUTION

C'est avec ahurissement qu'ECOLO a appris la proposition du Ministre Grafé d'imposer à partir de l'an prochain un minerval de 5,000 Fr pour l'accès à l'enseignement fondamental.

Cette proposition est une insulte à l'esprit de notre constitution qui stipule en son article 17, paragraphe 3 que "chacun a droit à l'enseignement dans le respect des libertés et droits fondamentaux. L'accès à l'enseignement est gratuit jusqu'à la fin de l'obligation scolaire".

Monsieur Grafé joue cyniquement sur le fait que l'enseignement fondamental ne relève pas de l'obligation légale. Il ravale donc au rang de garderie payante un enseignement dont chacun admet qu'il constitue une étape pédagogique cruciale dans la vie scolaire et un instrument de correction des inégalités culturelles.

La proposition Grafé est en outre hypocrite en ce qu'elle vise à reporter sur le pouvoir central les coûts que la Communauté Française s'avère incapable d'assumer financièrement.

Enfin, la proposition est mensongère en ce qu'elle camoufle maladroitement les effets sociaux négatifs : seuls les ménages disposant de revenus suffisants pourraient en effet bénéficier d'un remboursement sous forme d'abattement fiscal. Un minerval de 5.000 fr toucherait donc les familles déjà fragilisées par la redistribution à l'envers et l'accroissement des inégalités constatées depuis 1981.

Pour ECOLO, il est politiquement inacceptable que l'Exécutif PS-PSC de la Communauté Française tente d'échapper à sa responsabilité dans le mauvais système de financement des communautés et des régions en en reportant les conséquences sur la population.

Si l'intention du ministre Grafé était d'attirer l'attention sur l'impasse financière de son département par un geste spectaculaire, il aurait été bien plus noble et responsable qu'il démissionne de son mandat et s'en explique publiquement.

> Martine DARDENNE, sénateur Jacky MORAEL, secrétaire fédéral et porteparole.

Début des années 90, Ecolo entame son adolescence. Le parti et ses militants apparaissent toujours pour de doux rêveurs, certes sympathiques, mais peut-on réellement leur confier les rênes du pays? Pourtant, neuf ans plus tard, à peine majeur, ils vont convaincre un électeur sur cinq de leur faire confiance et dans la foulée, le parti intègre les gouvernements fédéral, wallon et de la Communauté française. Comment expliquer un tel succès quand, à la même époque, ailleurs, l'écologie politique peine encore à convaincre ?

#### RETOUR EN ARRIERE...

En 1842, le gouvernement de Jean-Baptiste Nothomb, élu de l'arrondissement d'Arlon, institue par la loi organique de l'enseignement primaire l'enseignement gratuit1. Première grande avancée afin de garantir l'accès pour tous à l'enseignement.

Mais cette loi reflète également la politique unioniste, l'alliance fondatrice de la Belgique entre libéraux et catholiques. En effet, l'histoire de la Belgique est marquée depuis ses premières heures par une scission qui apportera des sueurs froides à plus d'un gouvernement. Non pas celle de l'arrondissement de Bruxelles-Hall-Vilvorde, mais bien celle de l'organisation de l'enseignement, gâteau coupé en deux, afin de garantir à l'Église et à l'État une influence partagée dans ce domaine.

Cette marque de fabrique reste présente aujourd'hui dans notre pays qui a connu pas moins de deux guerres scolaires. C'est pourquoi, encore plus qu'ailleurs, l'enseignement est une matière capitale sur l'échiquier politique. Et pourtant, cette matière, forteresse des partis traditionnels, va contribuer à asseoir la crédibilité d'Ecolo.

Bien que la gratuité de l'époque soit d'application uniquement pour les « enfants pauvres dont les parents en font la demande » et que l'enseignement reste non obligatoire.

### LA PERTE DE CRÉDIT DES PARTIS TRADITIONNELS

A la suite d'une décennie d'austérité dans l'enseignement, la loi du 15 juillet 1988 transfère la compétence de l'enseignement de l'État fédéral vers les Communautés. Si le transfert de la compétence est bien suivi d'un transfert financier, il apparaîtra rapidement que l'évolution de ce financement est catastrophique pour l'enseignement francophone. Pratiquement, les partis traditionnels du sud du pays se sont laissé berner lors du fameux épisode des « Toshiba boys <sup>2</sup>», provoquant la dépendance du sud envers le nord. Le sous-financement chronique de l'enseignement francophone ne pourra éventuellement se résorber que par un accord sur un renforcement accru du poids des entités fédérées voulu par la plupart des partis flamands.

Ce manque de clairvoyance des partis traditionnels va déboucher sur la continuité des politiques d'austérités appliquées directement sur le monde de l'enseignement francophone. Le Ministre Jean-Pierre Grafé (cdH) ira même jusqu'à remettre en cause la gratuité de l'enseignement maternel comme le montre un communiqué de presse du 9 mai 1990<sup>3</sup>: « Le Mouvement ECOLO communique qu'il a appris avec grande satisfaction la « marche arrière » du Ministre Grafé en ce qui concerne sa proposition d'imposer à partir de l'an prochain un minerval de 5.000 Fr pour l'accès à l'enseignement fondamental. »

Le gouvernement de la Communauté se montre même très « créatif » pour essayer de dissimuler ce problème : « ECOLO estime inacceptable que l'Exécutif persiste à proposer des bricolages boiteux comme les titresrepas ou l'affectation de la redevance radio-TV à l'enseignement 4».

A travers ces deux exemples, la perte de crédit des partis traditionnels est manifeste. Face à une erreur politique flagrante, le financement au rabais obtenu pour la communautarisation de l'enseignement, la seule

Fait référence aux collaborateurs des partis néerlandophones qui disposaient lors des négociations de cette réforme de l'Etat d'ordinateurs de cette marque sur lesquels était installé un modèle de calcul de l'impact à moyen terme sur les finances de chaque Communauté des décisions prises.

Minerval de 5.000 Fr dans l'enseignement maternel: proposition GRAFE, Communiqué de presse du 9 mai 1990, Martine Dardenne, sénateur et Jacky Morael, secrétaire fédéral

Pas de trêve dans l'enseignement sans objectifs et sans calendrier, Communiqué de presse du 5 novembre 1990, Didier Paternotte et Jacky Morael, secrétaires fédéraux et porte-parole

réponse apportée est d'appliquer un peu plus d'austérité quitte à remettre en question la gratuité de l'enseignement maternel. Mieux vaut maquiller tant bien que mal son incompétence plutôt que de sortir par le haut de cette situation difficile en profitant de celle-ci pour ouvrir le débat sur l'organisation de notre enseignement. A ce titre, la gestion politique de la communautarisation de l'enseignement est une occasion manquée...

Face à cette situation, Ecolo se montre très clair, des «modulations équilibrées de la loi spéciale de financement permettent un refinancement immédiat des Communautés : l'apport supplémentaire dès l99l pourrait déjà se monter à 4,3 milliards pour l'enseignement francophone. (...)

Un refinancement et une gestion assainie rendent possible dès 1991 la rencontre des principaux enjeux du secteur : revalorisations salariales et corrections des inégalités barémiques entre enseignants, organisation de la formation continuée... et le lancement devenu urgent du débat fondamental sur les priorités et l'organisation générale de l'enseignement.<sup>5</sup> »

C'est un grand pas en avant pour Ecolo qui s'inscrit comme porteur d'une analyse fine, répondant aux attentes de la population, sur des matières sortant de son « corps business environnementaliste ».

### GARANTIR UNE SCOLARITÉ DE QUALITÉ, UN AVENIR POUR NOS ENFANTS

Mettre en place une politique ambitieuse et efficace pour répondre aux défis que notre société va rencontrer en ce début de XXIe siècle, voilà un enjeu majeur auquel Ecolo apporte déjà des réponses en 1990.

« Pour Ecolo, seule une société qui assure pour tous la qualité de l'enseignement et de la formation permanente est capable de se remettre en question et permet à chacun de participer activement à son évolution collective. 6 »

<sup>5</sup> Ecolo et l'enseignement : Pas question de reporter les solutions à 1992, Communiqué de presse du 22 octobre 1990, Marcel Cheron et Jacky Morael, secrétaires fédéraux et porte-parole

<sup>6</sup> Positions Ecolo dans le cadre des problèmes actuels de l'enseignement, Communiqué de presse du 28 mai 1990, Jacky Morael, secrétaire fédéral et porte-parole

Pour les écologistes, il est très clair que l'enseignement est un outil indispensable pour d'une part réduire les inégalités sociales et d'autre part former une jeunesse capable de développer les technologies et les services innovants pour un mieux vivre. Par la suite, Ecolo démontrera qu'il sait passer de la parole aux actes. En effet, le dernier refinancement significatif des communautés, et donc de l'enseignement, a eu lieu en 2001 dans le cadre des accords du Lambermont (ou de la Saint-Polycarpe), exclusivement grâce à Ecolo, seul parti à avoir mis l'exigence du refinancement sur la table Et pas d'effet Toshiba boys à la suite de celui-ci!

### AVEC LES PARENTS ET ENSEIGNANTS PAR-DESSUS LES CONFLITS DE RÉSEAUX

Le dimanche 18 novembre 1990, parents et enseignants s'unissent pour une manifestation historique réunissant 100.000 personnes dans les rues. Au lendemain de cette manifestation, Ecolo tire ses conclusions : « 1. Il existe un réel front commun, entre tous les réseaux, des parents et des enseignants pour affirmer ensemble que la qualité de l'enseignement pour tous est une préoccupation et un objectif essentiels pour l'avenir; (...). Ils revendiquent donc la nécessité d'un réinvestissement financier important et certaines modifications fondamentales du système (buts de l'école, égalité des chances, contenu des formations, participation directe des acteurs, dépolitisation)...

- 2. La politique d'enseignement ne peut plus se penser et s'organiser sur base de rivalités, politiques consolidées par des cloisonnements et rivalités entre réseaux (...)
- 3. Le débat de fond doit se poursuivre avec un calendrier, à tous les niveaux, et en interréseaux; et il faut le dynamiser localement d'abord, en y intégrant les responsables scolaires, syndicats, parents, élèves, enseignants de terrain, et associations locales.7 »

Enseignement : un front commun parents-enseignants sur lequel il faut compter, Communiqué de presse du 19 novembre 1990, Jean-François VAES, sénateur et Jacky Morael, secrétaire fédéral et porte-parole

Dans le paysage pillarisé de la société belge, Ecolo apparaît comme le seul parti capable de dépasser les éternelles guerres de clochers pour défendre la qualité de l'enseignement offert à la jeune génération. Depuis de nombreuses années, contrairement à ce que défendent les partis traditionnels, le modèle du pilier du berceau au cercueil, quel qu'il soit, ne correspond plus à la réalité de vie d'une majeure partie des familles belges.

De plus, Ecolo apporte un vent de fraîcheur en plaçant le dialogue, la construction collective de solution dans son mode de fonctionnement. C'est par exemple dans cet état d'esprit qu'est organisé par Ecolo le samedi 26 janvier 1991 un forum ouvert à tous pour définir un nouveau projet scolaire.

### LA TRIPLE FRAÎCHEUR ÉCOLOGISTE

L'exemple de l'enseignement illustre quelques unes des raisons de la percée de l'écologie politique en Belgique francophone, à travers trois facteurs centraux:

- La capacité d'Ecolo à formuler des propositions concrètes et porteuses, une analyse fine, en dehors des thématiques environnementalistes, conjuguée à la perte de crédit des partis traditionnels manquant d'une vision à long terme pour les habitants de notre pays ;
- La vision de l'enseignement comme facteur primordial d'émancipation et de lutte contre le déterminisme social :
- Le dépassement de tensions passéistes dans l'intérêt des élèves en collaboration constante avec les citoyens.

### ENTRETIENS ENTRE ROMAIN GAUDRON ET JACKY MORAEL - 7 MARS 2014

### ENSEIGNEMENT, NON-MARCHAND ET PILIERS DE LA SOCIÉTÉ BELGE

JACKY : Quel est ton sentiment général en ayant parcouru la revue de presse ?

ROMAIN: L'élément qui me marque le plus à la lecture de ces documents, c'est vraiment que tu incarnes une écologie politique pratique. Une capacité à pouvoir ancrer les idées du parti dans des réalités de terrain et des moyens de parler de ce qui touche les gens au quotidien. Parce que c'est bien d'avoir les convictions que nous avons en tant qu'écologistes mais il est également important de montrer aux gens en quoi notre projet leur est bénéfique dans leur vie.

JACKY: Ton texte se situe bien dans la question de l'enseignement et des piliers en général. Et c'est en effet fortement lié aux questions institutionnelles. Tu rappelles la portée extrêmement lourde de la négociation institutionnelle de 1989, de la première loi de financement des communautés et des régions avec l'épisode des Toshiba Boys. Il s'est très vite avéré que Busquin et Deprez se sont fait rouler dans la farine par Dehaene et ses collaborateurs qui disposaient de moyens techniques, qui étaient d'ailleurs à la portée de tout le monde à l'époque. Mais les collaborateurs de Dehaene avaient mis au point un logiciel capable de faire des simulations. Quand tu dis que dix ans plus tard en 1999, les accords du Lambermont sont liés à la participation d'Ecolo au gouvernement, ce n'est pas un hasard du tout en effet. En 1999, c'était un point fondamental de notre programme et je l'avais dit dès l'entame des négociations. J'avais directement dit qu'Ecolo exigeait une réforme fondamentale de la loi spéciale de financement. Jusque là, PS et MR restaient sur la position qu'ils avaient publiquement adoptée dans les médias : « oui, la loi de financement de 1989 est mauvaise ; oui, elle pose des problèmes de financement de l'enseignement et plus généralement

du non-marchand, mais nous ne voulons pas ouvrir une boite de Pandore avec les Flamands et commencer de grandes négociations institutionnelles qui seraient aventureuses et dangereuses ». Et donc pour eux il fallait faire seulement de l'intrafrancophone avec une contribution de la Région wallonne et de la Région bruxelloise au budget de la Communauté, avec en plus de l'austérité dans les moyens de l'enseignement. C'était pour eux le seul moyen de s'en sortir en ce qui concerne l'enseignement francophone. Nous avions un avis complètement différent. Pour nous, il fallait une négociation sur la loi de financement et nous l'avions donc rappelé au début des négociations. Jusque là les partis flamands restaient silencieux, mais on savait qu'ils n'étaient pas très partants à l'idée de renégocier la loi, même au sein d'Agalev (Groen). On a fini par aboutir à un acccord mais à la condition que je n'en parle pas à l'extérieur, car les partis flamands ne voulaient pas se faire flunguer à l'occasion de la fête de la Communauté flamande, qui avait lieu quelques jours plus tard. Je pouvais le comprendre. Mais cela m'a mis en grande difficulté à l'interne devant l'AG puisque je ne pouvais pas en parler. Mais l'important était surtout le résultat et donc l'accord. 8

ROMAIN: Oui, c'est un peu tout le cheminement entre le moment où Ecolo se rend compte et se montre conscient de la réalité et des difficultés de financement de l'enseignement jusqu'au résultat et à la concrétisation via les accords du Lambermont, où il est l'acteur clé du refinancement. Et où il a joué un rôle majeur. Et il y a aussi un certain pragmatisme d'Ecolo sur ces questions.

JACKY: Et donc tout le monde a tenu parole en 2001 lors des accords du Lambermont et la loi a été revue dans le sens qu'on souhaitait. Parce qu'aujourd'hui, je ne dirais pas que la situation de la communauté est florissante, mais elle n'est pas dans l'état d'étranglement des années 90. Ce qu'on fait aujourd'hui pour les bâtiments scolaires à Bruxelles et en Wallonie aurait été tout à fait impossible sans les accords du Lambermont.

<sup>8</sup> La description de cette étape politique importante est davantage développée dans le chapitre « communication », pages xxx.

**ROMAIN**: A nouveau, il y a un certain pragmatisme d'Ecolo dans la continuité de ce que tu as pu faire. On a désormais un plan d'investissement concret sans étrangler les finances de la communauté à outrance.

JACKY: Et sans oublier non plus les marges de manœuvre bruxelloises et wallonnes. Parce qu'un des drames des années 90, c'est que le financement de la communauté était non seulement une catastrophe mais que le seul moyen pour s'en sortir était de puiser dans les budgets wallons et bruxellois. Et donc c'est autant de moyens budgétaires en moins qui n'ont pu participer au redéploiement économique, à la mobilité, à la formation, etc.

ROMAIN: Oui et la posture des autres partis, quand on relit la revue de presse, est uniquement l'austérité. On doit couper à droite, à gauche.

JACKY: Oui tout à fait. Entre 1989 et 2001, les francophones toutes entités confondues, Bruxelles, Wallonie et Communauté française, ont dû se serrer la ceinture et ont perdu douze années en termes de redéploiement économique, de moyens budgétaires pour soutenir l'activité, soutenir l'emploi, soutenir la formation professionnelle, les jeunes et tout le non-marchand en général. On l'a payé excessivement cher!

**ROMAIN**: Comment expliques-tu le fait que les questions d'enseignement sont devenues un sujet majeur chez Ecolo?

JACKY: Premièrement, dès le début de la création d'Ecolo, il y avait beaucoup d'enseignants dans les membres fondateurs et dans les gens qui ont adhéré par la suite. Parce que les enseignants sont probablement assez volontiers politisés, intéressés par la chose publique, le débat de société et peut-être plus sensibles que d'autres aux questions de moyen et de long termes. En tout cas, Ecolo a toujours compté un nombre élevé d'enseignants. Cette seule présence explique déjà une grande partie de l'attention particulière portée à l'enseignement mais aussi au non-marchand de manière générale. Mais l'enseignement est aussi au cœur de nos réflexions sur l'autonomie des individus, leur émancipation, leur formation professionnelle. C'est une des clés de réponse à la crise

sociale, à la crise économique et à la crise sociétale de manière générale que nous vivons aujourd'hui.

ROMAIN: Ces enseignants se rendent compte aussi qu'Ecolo dépasse des clivages classiques et passéistes, dépasse les réseaux et la pilarisation, etc. Aujourd'hui globalement, on ne fait plus ses choix en fonction des piliers.

JACKY: Ce n'est plus l'élément déterminant. Mais il ne faut pas non plus oublier que les élections de 99 ont été précédées par un long processus de fond très profond qui sont les États Généraux de l'Écologie Politique (EGEP), coordonné par Christophe Derenne, l'actuel directeur d'Etopia. L'organisation sur deux années de forums thématiques dont un grand nombre étaient consacrés aux questions de l'enseignement pas seulement sur son angle de financement, mais aussi sur les contenus. Et vu la méthodologie des EGEP qui était un processus participatif où étaient permises des contributions écrites et orales, il y a eu toute une série d'enseignants non membres d'Ecolo qui ont trouvé cela intéressant et qui ont participé au processus. Cette participation nombreuse des enseignants au cours des EGEP n'a fait qu'accentuer notre attention aux questions d'enseignement.

ROMAIN: Cette approche participative semble faire partie de l'ADN du parti. On le voit aussi dans la revue de presse : déjà en 1991, Ecolo proposait des forums ouverts pour définir le projet scolaire et c'est encore quelque chose qui se fait aujourd'hui. C'est vraiment quelque chose qui est propre à Ecolo. Tu l'expliques comment ?

JACKY: C'est aussi une question générationnelle. Jusqu'à ce momentlà, les questions d'enseignement se réglaient entre piliers autour d'une table dans un château! Avec les partis, les pouvoirs organisateurs et les syndicats. Et donc avec des piliers qui avaient leurs a priori sur ce qu'il fallait constater et ce qu'il fallait changer ou maintenir. L'idée d'organiser un forum plus large ouvert aux enseignants, aux parents et à la société civile pouvait paraître incongrue dans les partis traditionnels, mais chez nous ça tombait sous le sens. Comme tu le dis c'est notre ADN. Les forums citoyens, ça figure dans notre programme depuis 1981. On ne fait qu'appliquer en pratique notre programme, ce qu'on dit en théorie.

**ROMAIN**: Comment avez-vous pu consulter des gens inscrits dans les piliers justement? Parce qu'il y a dû avoir des réticences.

JACKY: C'est à nouveau lié à la spécificité d'Ecolo. Quand tu regardes les enseignants proches du MR et du PS, ils sont plutôt issus de l'enseignement officiel, alors que ceux issus de l'enseignement libre sont surtout proches du PSC/Cdh. Donc manifestement le rapport en termes de ressources internes est biaisé dès le départ. Les programmes du PS et du MR vont tourner surtout autour de l'enseignement officiel. Ceux du PSC/Cdh autour de l'enseignement libre et confessionnel. On n'est pas sorti de l'auberge avec ça. Chez nous, il y a eu dès le départ des enseignants qui venaient de l'officiel ET du libre et donc ils ont directement été confrontés à la nécessité de dépasser les piliers. Par exemple, dans notre commission enseignement, pour élaborer des positions, nos membres enseignants sont obligés de confronter leurs points de vue et leurs expériences et d'arriver à une synthèse. Donc par définition de dépasser les piliers. C'est dû à la sociologie de nos membres militants enseignants.

ROMAIN: On peut aussi estimer que si Ecolo n'a pas créé son propre pilier, c'est justement parce qu'il avait la volonté de fonctionner autrement.

JACKY: Tout à fait. Certains nous ont posé la question de savoir si on ne créerait pas un syndicat. Malgré mon attachement aux questions socio-économiques, j'ai tout de suite dit non. Parce que je ne voyais pas en quoi la création d'un nouveau pilier allait pouvoir changer les choses ou résoudre quoi que ce soit. J'ai préféré qu'on multiplie et qu'on intensifie nos contacts avec les syndicats déjà existants. Et il y a eu de nombreux échanges très constructifs. Nos contacts avec les centrales d'employés ont souvent été les plus constructives car elles étaient beaucoup plus ouvertes sur certaines questions comme celle de la réduction du temps de travail. Avec la CNE et le Setca, on a eu de nombreux échanges. Cela nous a aussi permis de se confronter à des gens de terrain. Je préférais donc ce dialogue ouvert avec les syndicats existants aux yeux desquels on s'est progressivement fait reconnaître et respecter.

ROMAIN: C'est vrai qu'on peut facilement comprendre cela par rapport à une base syndicale qui est présente chez Ecolo.

JACKY: Comme pour les enseignants, on a toujours eu des gens très impliqués dans la vie syndicale chez Ecolo, mais à nouveau autant à la FGTB qu'à la CSC.

ROMAIN: Comment avez-vous pu avancer dans ces contacts? Parce qu'on peut imaginer que de leur côté, les piliers ont dû avoir des contre-ordres.

JACKY: Ça n'a pas fait plaisir à tout le monde en effet. Quand j'étais secrétaire fédéral, ma ligne a toujours été de rencontrer tous les piliers sur le même pied d'égalité. Ma méthodologie a toujours été de travailler en toute franchise et en toute confiance, en mettant tout sur la table. On faisait régulièrement l'état des questions sociétales. On a désamorcé beaucoup de choses. Alors que ce soit mal vu par le PSC et le PS, c'est évident, mais ce n'était pas notre souci principal, au contraire! Et ça a modifié les rapports entre les piliers et Ecolo. Maintenant, aucun syndicat ne se permettrait d'attaques frontales à l'égard d'Ecolo puisqu'ils savent aussi qu'une bonne partie de leurs militants sont aussi militants d'Ecolo. Je voudrais citer un exemple concret : on connaît l'attachement plus ou moins grand des deux grands syndicats avec des partis spécifiques. Mais cela n'empêche pas que nous puissions parfois déposer des amendements au parlement en concertation avec les syndicats qui vont dans un sens opposé à ce que proposent les partis desquels ils sont proches. Donc on ne se contente pas de se parler. Parfois on travaille ensemble sur des propositions parlementaires.

ROMAIN: Au niveau plus global, n'y a-t-il pas un enjeu lié à la logique productiviste pour laquelle tout ce qui est non-marchand, dont l'enseignement, n'a peut-être pas la même importance que pour nous écologistes pour qui l'enseignement est un moyen pour augmenter l'émancipation des gens et donc une nécessité pour changer notre modèle économique ? On voit aussi la place importance du nonmarchand dans notre société car on sait que l'émancipation des gens et

la recherche du bonheur ne passent pas uniquement par la croissance du PIB. Comment a-t-on pu construire ça ?

JACKY: On doit bien constater un changement de discours de la part des syndicats et d'autres acteurs sur ces questions sociétales liées au développement durable et aux questions systémiques comme le productivisme et la croissance. Et je pense que sans que ce soit la cause permanente, le dialogue entre les syndicats et Ecolo a permis de changer une approche qui jusque là, en dehors de nous, étaient quasi exclusivement productiviste. Il y a encore quinze ans, quand on parlait de filières vertes aux syndicats, on avait en face de nous un regard un peu condescendant, un peu amusé. C'était perçu comme des hochets d'Ecolo. Aujourd'hui, tant à la CSC qu'à la FGTB, les alliances emploi-environnement sont saluées. Ils demandent qu'on les intensifie, qu'on investisse là-dedans, car ils voient les résultats tous les jours. Donc il y a à la fois le dialogue avec Ecolo, l'évolution de la société, l'évolution des réflexions des universités. Tout cela a contribué à modifier grandement le discours syndical sur ces questions.

ROMAIN: Ce travail qui a été mené dans les années 90 et notamment les EGEP, au-delà des syndicats, avec les acteurs de l'enseignement et du non-marchand, ça a aussi contribué à montrer qu'Ecolo est autre chose qu'uniquement le meilleur défenseur des enjeux environnementaux. Cela a montré qu'il y a un réel projet de société différent porté par Ecolo qui était déjà dans le programme mais qui n'était pas forcément perçu par la population.

JACKY: Oui tout à fait, ça y a contribué, parmi d'autres choses et c'était l'objectif qu'on recherchait. Il ne serait d'ailleurs peut-être pas inutile d'en remettre une couche.

# ECOLO ET LA STRATÉGIE DE COMMUNICATION

**NICOLAS PARENT** 

# LEcologie\_

# Jacky Morael (Ecolo): « Seuls les écolos sont encore progressistes »

La "vague verte" qui a émergé dimanche au cours du scrutin européen a également déferié sur la Belgique puisqu' ECOLO dispose aujourd'hui de deux sièges à Strasbourg, ajouté à celui de leurs homologues flamands d'AGALEV. Sur cet éclat de vert teinté, nous avons interrogé Jacky Morael, secrétaire fédéral et porte-parole d'ECOLO.

Comment expliquez-vous que cen'est qu'aujourd' sui que se manifeste électoralement le phénomigne "vert" alors que des catastrophes écologiques ont démontré depuis tant d'années l'actualité de vos préoccupations ?

Je tiens d'abord à souligner que l'on parle de vague verte depuis plusieurs années... Mais il est vrai que júsqu'ici, celle-ci n'avait touché que le Nord de l'Europe, particulièrement l'Aliemagne et la Flandre où la communauté culturelle est très présente. Adjourd'hui, nous constatons avec plaisir que les idées écologistes ont également percé dans le Sud de l'Europe. Voyez les résultats en Espagne, en Italie, au Portugal et en Grèce où l'on a raté à 1.000 voix près un élu. Cela s'est manifesté aussi dâns le Sud de la Belgique puisque nous avons décroché un siège supplémentaire

Il est important aussi de constater que la vague verte a changé parce que les problèmes se sont, au cours dés dernières années, manifestés davantage à un niveau transnational ou international. Des démonstrations émanant d'observateurs indépendants, de politiques ou de scientifiques ont amené l'opinion publique à comprendre que beaucoup de problèmes dépassent le cadre géographique national. Pensons à l'éffet de serre ou à la couche d'ozone... Ne serre ou à la couche d'ozone... Ne

sachant trop comment affronter ces problèmes, beaucoup de pays n'ont pas trouvé d'autre échappatoire que de convoquer des réunions internationales. Ce la a été le cas du président Mitterrand qui a convoqué le sommet de La Haye sur la couche d'ozone. Je crois que cela a manifestement contribué à renforcer la vaque verte.

Les succès électoraux des écologistes forcent désormals les partis traditionnels à prendre en compte vos revendications. Quelles sont vos priorités d'action en Europe, mais aussi en Belgique?

On ne peut pas nier qu'effectivement, l'ambiance générale est aujourd'hui favorable à nos idées. C'est tout bénéfice pour nous. Mais il convient d'insister aussi sur le fait que le mouvement écologiste s'est amendé lui-même aussi. Il a pris ses racines dans le mouvement associatif et s'est falt connaître au départ par des actions d'opposition à l'implantation de sites industriels ou de centrales suciéaires. L'on peut dire que l'histoire du mouvement écologiste a débuté par la contestation. Aujourd'hui, je dirais que notre mouvement est dans une phase plus positive.

J'ai personnellement oeuvré pour qu'ECOLO soit désormais davantage un mouvement de proposition qu'un mouvement d'opposition. Progressivement aussi, ECOLO a pris des positions publiques sur des questions qui ne touchaient plus seulement à l'environnement. Nous, avons fait des propositions sur des questions touchant à la répartition du temps de travail ou à la gestion de la dette publique, ce qui peut surprendre dans le chef d'ECOLO mais aui s'inscrit, me semble-1-il, dans une logique plus "responsable". Je veux dire que nous avons voulu montrer que nous étions capables d'assumer nos responsabilités jusqu'au bout, que nos priorités ne concernaient pas que l'environnement et que le pouvoir ne nous faisait pas peur.

#### Les écologistes sont-ils progressistes?

La question est complexe. D'abord, parce que nous considérons que sur l'échiquier politique actuel, la gauche, la droite et le centre n'ont plus de sens. De queique tendance qu'ils se réclament, les politiciens "traditionnels" appliquent la même politique. Leur postulat est le même: la croissance và tout résoudre. Nous refusons cet ace politique.

D'autre part, si le progressisme comprend un attachement aux valeurs d'équité, de miss au service des gens de l'économie et de justice sociale, incontestablement ECOLO est un mouvement progressiste. Je dirais même qu'ECOLO est à ma consinsissance le seul mouvement progressiste.

Les couleurs rose et verte se marient-elles harmonieusement? Absolument. Mais malheureusement, dans la foulée de ce que je viens de vous dire, le dois constater

que les socialistes n'ont plus grand chose de progressiste. Prenons la réforme fiscale. Elle a été portée à bout de bras par les libéraux quand ils étaient au pouvoir et c'est quasiment la même réforme, à quelques amendements près, qui a été mise en place et votée par les socialistes. Alors que les socialistes avec qui nous étions dans l'opposition. contestaient cette réforme. Je vous rappelle un slogan d'ECOLO: "Ce n'est pas la majorité qu'il faut changer mais la politique !". Les socialistes sont au pouvoir, mais ils font quasiment la même politique que leurs prédécesseurs. Je constate que seuls les écologistes défendent encore des valeurs de progressisme.

Etes-vous prêt à participer à un niveau de pouvoir et avec quels partenaires ?

Ce qui importe pour nous, c'est d'obtenir des garanties du changement que nous revendiquons. Si nous les obtenons, nous sommes prêts à participer au pouvoir, peu importe le partenaire, à l'exception des formations antidémocratiques du type Front National ou Vlaams Blok, Je pense d'ailleurs qu'il devrait y avoir un large consensus des formations politiques démocratiques pour contrer efficacement cette vaguelette "brune" ou "noire" qui a aussi émergé du scrutin européen. Et ce, sans tenter de récupérer leur discours par demagogie politique. Ce doit être aussi aujourd'hui une priorité de tous les démocrates.

Recueilli par Jean-Pierre De Staercke

## 86-99: JACKY ET LA COMMUNICATION D'ECOLO

1986. Jacky devient Secrétaire Fédéral à 27 ans, le parti a 6 ans. Durant ses premières années d'existence, Ecolo a commencé à prendre sa place lors de plusieurs scrutins, nationaux ou communaux. Reste à savoir si le parti sera comète ou planète dans le système politique belge.

L'image d'Ecolo pour le grand public à l'époque, ce sont les manifestations contre le nucléaire, contre les politiques d'austérité, pour les droits des femmes... Ecolo incarne la contestation, le contre-pouvoir. A l'écran, la pilosité et le style vestimentaire des pionniers du parti marquent les esprits. C'est l'époque des barbes, moustaches et « pulls qui grattent ».

C'est dans ce contexte que Jacky Morael, d'abord assistant parlementaire de José Daras, devient Secrétaire Fédéral au sein d'une équipe de sept personnes, chacune se présentant et étant élue individuellement. Licencié en journalisme de l'Université de Liège, correspondant à la Cité, animateur de la radio des Amis de la terre, fondateur de la revue « Ecolo en action », Jacky est imprégné et passionné par la manière de relater l'information et par la communication. Ce n'est pas un hasard s'il prend très vite une place importante dans les médias et, dans sa fonction de porte-parole, incarne progressivement le SF et Ecolo aux yeux du « monde extérieur ».

Son style étonne le landerneau médiatique qui remarque très vite ce jeune en « costume trois pièces » et tiré à 4 épingles.

« Jacky a rarement mis des costumes trois pièces. Généralement, il se contentait de mettre une veste, une chemise et une cravate mais restait en jeans. Mais c'était tellement différent de l'image d'Ecolo que les journalistes ont retenu « costume trois pièces ». Le look il a fait ça tout seul parce qu'il savait qu'on manquait de crédibilité » (Eric Biérin, attaché de presse et porte-parole d'Ecolo de 1992 à 2001 et de 2003 à 2013).

« Tiré à 4 épingles, en costume vert (si possible), il rompt avec le cliché « Ecolo-Folklo » qui colle aux Ecolos comme de la glu. Sobre, la démonstration

limpide, il a le poil net et le verbe vif du jeune cadre » (Pierre Bouillon dans le Soir du 28 novembre 91).

Cette volonté d'afficher un changement de style correspond-elle à la volonté de donner une autre image d'Ecolo? De faire passer d'autres messages sur ce qu'est et ce que veut le parti ? Est-ce une stratégie collective ou individuelle ? Les premières interviews de Jacky démontrent en tout cas qu'en matière de communication, rien n'est laissé au hasard. Pour Jacky Morael, une stratégie de communication doit être développée par Ecolo:

« Je me bats depuis 1986 pour imposer le recours à des concepteurs professionnels pour nos messages, même si nous gardons évidemment la main sur le fond des discours » (Le Soir, 28 novembre 1991).

Progressivement, une nouvelle image d'Ecolo s'impose. Jacky contribue à donner à Ecolo une posture de parti plus généraliste... et prêt à prendre des responsabilités, un tournant pour le mouvement devenu parti.

« Ecolo n'est pas qu'un parti de protection de l'environnement. Nous sommes défenseurs d'une certaine idée de la qualité de vie » (Jacky Morael. La Libre Belgique, 2 décembre 87).

« L'histoire du mouvement Ecolo a débuté par la contestation. Aujourd'hui, nous sommes dans une phase plus positive. J'ai personnellement œuvré pour qu'Ecolo soit désormais un mouvement de proposition plutôt qu'un mouvement d'opposition (...). Progressivement Ecolo a pris des positions publiques sur des questions qui ne touchaient plus seulement à l'environnement. (dette publique, répartition du temps de travail, gestion de la dette). Nous avons voulu montrer que nous étions capables d'assumer nos responsabilités jusqu'au bout. (...)La seule chose qui nous intéresse est le programme politique sur lequel un accord pourra intervenir ou non. Nous n'avons aucune exclusive vis-à-vis des partenaires éventuels, à l'exception des partis antidémocratiques » (Jacky Morael, Le Peuple, 15 novembre 1991).

Après des premières tensions en interne. Jacky Morael va durant cette période et au travers de plusieurs interviews, positionner Ecolo sur l'axe socio-économique. Avec de l'audace diront certains, de la témérité diront d'autres, de « la pertinence dans l'impertinence » conclut Eric Biérin. Ecolo se positionne à la fois comme alternative au système mais également comme alternative aux autres forces dites « progressistes » ou de gauche.

« Seuls les Ecolos sont encore progressistes » lance Jacky... dans Le Peuple le 23 juin 89! Et un peu plus tard « De quelques tendances qu'ils se réclament, les politiques traditionnelles appliquent la même politique » (Le Peuple, 15 novembre 1991).

Électoralement, Ecolo va de victoire en victoire. D'abord aux élections européennes en 1989 avec 16, 6% puis aux élections législatives.

Le 24 novembre 1991, les Belges sont invités aux urnes. C'est le fameux dimanche noir avec la percée de l'extrême droite, singulièrement en Flandre. Cette percée en cache en partie une autre, celle d'Ecolo. Ecolo réalise le score de 13,6% en Wallonie et 7,1% à Bruxelles. Ecolo enregistre une progression de155.000 voix par rapport au scrutin législatif de 1987 et quadruple le nombre de ses parlementaires, dont fera partie Jacky Morael. Le président du PS de l'époque, Guy Spitaels, communique très rapidement pour saluer la victoire des écologistes, sans impact néanmoins pour le Gouvernement PS-PSC de l'époque.

Jacky place dans l'analyse du scrutin la communication du parti comme l'un des facteurs de la victoire électorale : « On a une politique de la communication. Nombreux sont les électeurs qui votent en connaissance de cause, c'est-à-dire en sachant quelles sont nos positions sur tels et tels sujets » (Le Peuple, 26 novembre 91).

En 1991, Jacky Morael devient député à la Chambre des représentants et abandonne, conformément aux règles déterminées par Ecolo, son poste de Secrétaire Fédéral. Il n'en perd pour autant pas de vue la nécessité pour Ecolo d'avoir une communication performante. Dans ce contexte, il contribue alors à l'engagement d'Eric Biérin comme attaché de presse et porte-parole du parti. Celui-ci prend ses fonctions en octobre 1992. La fonction change. Eric Biérin ne se borne pas à l'envoi de communiqués mais est placé au cœur du dispositif du parti, où il assiste à toutes les réunions stratégiques, à partir des négociations institutionnelles de 1992, auxquelles Ecolo est associé et lors desquelles il impose les « écotaxes ».

Devant non seulement faire face à sa première crise de croissance, qui voit notamment le sommet du parti happé par les mandats parlementaires à la suite de l'éclatante victoire électorale, Ecolo est dans le même temps plongé dans la « real politic » des négociations dites de la Saint-Michel avec les partis traditionnels qui forment le gouvernement Dehaene, lequel est à la recherche d'une majorité des deux tiers. La multiplication des fronts va générer quelques couacs et des moments difficiles en matière de communication.

On reprochera bien sûr longtemps les écotaxes aux écologistes, bien qu'elles ne furent jamais appliquées, mais le premier reproche d'une partie des membres et sympathisants du parti à l'époque, c'est d'avoir participé à des discussions institutionnelles AVEC les partis traditionnels. Ecolo se perd-il? Jacky Morael doit justifier le positionnement du parti et défendre la posture d'un parti qui prend ses responsabilités : « Certains n'avaient pas compris qu'Ecolo n'ambitionnait pas d'être une île déserte au milieu du monde politique. (...) Ceux qui parlent de compromission attendent-ils que nous fassions 51% des voix?» (Le Soir 16 novembre 92).

Le parti tangue sous le poids des critiques et ne parvient plus à émerger malgré les scandales liés au financement des partis qui commencent à occuper largement la surface médiatique. En vue des élections fédérales de 1995, Jacky est rappelé comme Secrétaire Fédéral. Il replace la communication du parti sur la voie de l'alternance en matière socioéconomique et tire à boulet rouge sur l'austérité du Gouvernement fédéral. De nouveau, le positionnement étonne hors Ecolo. « Au secours, Ecolo serait-il devenu un parti de gauche? » titre La Wallonie le 4 mars

1994. Jacky y donne une interview « synthèse » de la posture du parti qu'il entend afficher:

- « Ecologie/syndicalisme, chacun devrait se rendre compte que ce sont là deux facettes d'une même lutte, celle contre les dégâts d'un productivisme et d'un libre-échangisme effréné. L'écodéveloppement implique pour nous la recherche d'emplois durables tournés vers la satisfaction des besoins des gens et vers la réduction des dégâts écologiques et sociaux. (...) ».
- Au sujet de l'austérité : « Le gouvernement est occupé à faire descendre les difficultés vers les communautés et les régions ». « On peut supposer que le gouvernement a fait le deuil de la concertation sociale ». « Les partis traditionnels créent de l'exclusion puis se plaignent de ses effets ».
- Et enfin : « Ecolo est candidat au pouvoir ».

Trop tard pour cette fois, l'image et la dynamique renvoyées par l'épisode écotaxes ne seront pas inversées aux yeux de l'opinion, qui sanctionne électoralement Ecolo aux élections de 1995. Certains en interne pointent le SF et Jacky du doigt. En janvier 1996, une Assemblée Générale réunissant les membres d'Ecolo porte sur la stratégie « com » du parti, jugée comme étant trop marketing par certains. Jacky se justifie dans le Soir du 30 janvier 1996 :

« Je conteste cette analyse en termes marketing. Le marketing, c'est l'étude du conditionnement d'un produit pour le vendre, pour toucher les gens aux tripes. Le marketing c'est communiquer en sens unique. Ici c'est quoi? Ecolo pose les constats de difficultés électorales et dit « comment diffuser son message en amplifiant sa dimension démocratique et en dialoguant avec toute une série de publics. » Va-t-on mener une opposition de type PRL-FDF, du style gouvernement tout mauvais, nous tout bon? Ce n'est pas la culture des verts. Mais sur une série d'enjeux, on va montrer les impasses cuisantes des gens qui nous gouvernent et quelles sont les alternatives en les expliquant le plus clairement du monde. Oui, on va durcir le ton. ».

Le ton est donné pour les trois années qui vont suivre. La communication sera une pierre angulaire de la stratégie politique d'Ecolo. Sa direction est aussi donnée : elle sera orientée vers une série large de publics, à l'image

de la volonté d'ouverture du parti à la société civile à travers la mise en place des États Généraux de l'écologie politique. Deux leitmotivs sont encore une fois remis sur la table : Ecolo ne doit pas s'enfermer dans les thématiques environnementales et Ecolo doit se crédibiliser sur les questions socio-économiques. Jacky veut sortir du constat suivant : « On nous médiatise plus sur ce qui fait le fond de l'écologie. Quand Ecolo fait de l'écologie « écologisante » comme une arrivée sur le Mox à Tihange, on peut espérer 30 secondes au JT. Sur le temps de travail non. » (Le Soir, 30 janvier 1996). La gouvernance fait également son apparition dans la réflexion stratégique : « On n'a pas cherché à en tirer un profit électoral (des affaires). (...) Aujourd'hui, on mettrait nos spécificités en exergue ». (Jacky Morael. Le Soir, 30 janvier 1996).

Le contexte politique entre 1996 et 1999 va donner à cette stratégie une caisse de résonance inouïe. Ecolo fait le constat, avec les acteurs de la société civile, d'une société bloquée alors que d'importants piliers de l'appareil d'Etat tremblent sur leur fondement : appareil judiciaire, police, financement des partis politiques... C'est l'époque des affaires Agusta/Dassault, de l'affaire Dutroux, des marches blanches, de la Commission Verwilghen et, quelques semaines avant les élections, de la dioxine... Le tout dans un contexte budgétaire toujours marqué par l'austérité et les privatisations. « Nous sommes passés en Belgique comme dans d'autres pays d'un régime de crise à une crise de régime. » résume Jacky le 25 octobre 1996 dans la Libre Belgique.

En interne, Jacky ne laisse rien au hasard dans l'élaboration de la communication en résonance face à cette société en crise. Sur le fond : « *Jacky était updaté sur tout tout le temps* » (Eric Biérin). Les notes sont à jour et la prise de pouls de l'opinion est également affinée régulièrement. Des contacts ont notamment lieu avec des membres de l'équipe de « Survey and Action », auteur de l'enquête « radioscopique » de la Belgique « Noir, jaune, blues », qui s'inscrit dans le contexte post marche blanche. Sur la forme, Jacky veille au grain et sur le moindre détail dans la préparation des conférences de presse hebdomadaires et des communiqués de presse, deux outils qui ont une importance

nettement plus grande qu'aujourd'hui, à l'heure de la communication instantanée et numérique. « Pour Jacky, il était normal qu'un SF se mouille dans l'expression du parti. » (Eric Biérin).

Rapidement, la cote d'Ecolo s'emballe dans les sondages. Le parti reçoit alors des appels du pied des autres partis. Des libéraux d'abord, par la voix de Louis Michel, qui rêvent de mettre les socialistes dans l'opposition au Fédéral grâce au CVP et dans les Régions et Communautés grâce à Ecolo. Des socialistes ensuite, avec Philippe Busquin qui lance un appel à la constitution d'Olivier et de Philippe Moreaux qui propose une liste commune PS-Ecolo à Bruxelles. On apprendra dans les semaines suivantes que le PS négociait en parallèle un pré-accord électoral.

Sur les plateaux et dans les émissions radios, le style Morael fait mouche auprès des journalistes et du public. Le look est travaillé, les formules sont claires. Les face-à-face tournent généralement en sa faveur. Jacky peut être lapidaire notamment face à l'étoile montante du PS :

« Elio Di Rupo comme d'autres dans son parti ont participé à une série de déglingues de l'État dans différentes fonctions au même titre que les sociaux chrétiens ou les libéraux. Le parcours et les décisions d'Elio Di Rupo sont bien plus symptomatiques d'une certaine forme d'idéologie dominante. » (Le Soir. 25 octobre 1996). Jacky enfoncera le clou quelques mois plus tard lors d'un duel télévisé face à Di Rupo animé par Alain Gerlache. Jacky prépare le débat soigneusement pendant plusieurs jours pour contrebalancer les caractéristiques de son adversaire jugé alors comme un bon gestionnaire. Le débat porte sur les chiffres, Jacky fait mouche.

Les interviews comme les passages médias se multiplient. Ecolo a le vent en poupe. Différentes personnalités d'Ecolo commencent à apparaître dans les médias dont Vincent Decroly, à travers son travail au sein de la Commission Verwilghen, Isabelle Durant aussi, Secrétaire fédérale avec Jacky depuis 1995. Jacky est la pièce maîtresse du jour. C'est un « bon client » qui entre dans le salon d'un grand nombre de Belges à cette époque... Il sait qu'il va gagner les élections.

Aux élections de 1999, Ecolo fait le meilleur score de son histoire lors d'un triple scrutin. Plus de 18% en Wallonie, 21 à Bruxelles, 22, 7% à l'Europe. Fort de ces résultats, Ecolo est appelé à la table des négociations et s'apprête à entrer au Gouvernement fédéral et au Gouvernement wallon. Jacky mène ses dernières batailles de communication en tant que SF lors des négociations. Le PS est décidé à ne pas laisser Ecolo profiter de sa victoire. Les déstabilisations en off se multiplient. Après quelques jours, Jacky orchestre alors avec Éric Biérin un passage devant les journalistes au parlement fédéral pour dénoncer la tiédeur du PS sur les thèmes sociaux. La pression redescend. Professionnel jusqu'au bout, Jacky ne lâche rien.

A travers cet ultra résumé des quelques événements qui ont marqué une dizaine d'années de la vie politique d'Ecolo mais aussi du pays, on sent à quel point l'attention portée à la communication et à son évolution a été déterminante. Elle a été un des outils majeurs pour faire d'Ecolo un parti qui, refusant de s'enfermer dans une niche, a vu sa crédibilité croître au fur et à mesure qu'il choisissait de devenir un parti généraliste.

Cependant, cette attention à la communication n'aurait probablement pas eu autant d'impact si elle n'avait pas été de paire avec une rupture radicale, qui a permis à Ecolo de se démarquer d'une langue devenue quasiment à l'époque déjà la langue commune de l'ensemble du champ politique traditionnel, toute tendance confondue : la langue de bois. Ecolo apparaissait comme pouvant effectivement « débloquer la société » parce qu'il venait de « débloquer le langage ».

L'alternative proposée par les écologistes n'apparaît crédible à des publics de plus en plus larges à partir du milieu des années nonante que parce que le discours et le principal porteur du message le sont aussi.

Un autre élément est déterminant. Entre Ecolo en 1986 et Ecolo en 1999, il y a un monde de différence. A chaque période toutefois, il y a une volonté d'une stratégie réelle de communication vers l'opinion publique au sens large à chaque fois que Jacky Morael prend des responsabilités

à la direction d'Ecolo. Sans cette constance, les résultats n'auraient pas suivi. On sait bien que dans un parti politique, la communication n'est qu'un aspect et qu'on ne gagne pas des élections uniquement sur de la communication, mais quand il y a une véritable stratégie construite derrière, on constate qu'elle produit généralement ses effets. Parfois elle a ses limites. L'épisode des écotaxes a pu peser lourd mais cette période a ensuite permis de reposer les bases d'une nouvelle stratégie de communication entre 1995 et 1999 qui a été démultipliée par une caisse de résonance inattendue, à savoir les affaires de toutes sortes qui ont émaillé une législature un peu folle.

Jacky a enfin rapidement identifié la nécessité de faire appel à des experts de la communication, que ce soit Éric Biérin comme porte-parole ou les auteurs d'études d'opinion dans les années 90. Il y a un tournant à cette période-là en termes de professionnalisation de la communication. Ce n'est pas propre à Ecolo mais il eut été très dommageable de le louper. Ce tournant, Ecolo en bénéficie encore aujourd'hui et il en a aussi bénéficié dans les périodes avant 2009, quand le parti a pu rééditer un travail sur le message, sur la posture de la co-présidence. Les recettes de ces années 90 ont pu contribuer à d'autres victoires d'Ecolo par la suite.

Mais il est temps de s'en référer à Jacky lui-même.

## ENTRETIENS ENTRE NICOLAS PARENT ET JACKY MORAEL - 7 MARS 2014

### ECOLO ET LA STRATÉGIE DE COMMUNICATION

JACKY: Moi, ma conviction a toujours été que la communication était indissociable du contenu. La condition essentielle pour pouvoir développer une bonne communication, c'est d'abord d'avoir un bon contenu. Même si l'histoire politique et commerciale nous montre

qu'il y a des communicants qui arrivent à vendre de la merde, en politique comme dans le marché des biens et services. Donc la règle n'est pas absolue. Mais c'est vrai que l'effort que j'ai mis avec d'autres sur la communication n'est pas le fruit du hasard. Avant de rentrer au secrétariat fédéral, j'avais déjà un bon pied dans Ecolo, j'avais été assistant parlementaire, secrétaire régional à Liège, délégué au Conseil de Fédération, etc. On était tous déjà confusément conscients des lacunes et des dangers de notre image. Une image d'amateurisme, de dogmatisme, image d'un parti mono-thématique, image de pas sérieux, baba cool un peu romantique pas forcément antipathique, mais pas l'image d'un parti pour lequel on va voter car apporteur de solutions. Donc une image de parti un peu déconnecté de la réalité, sympa mais doux rêveur. Et donc c'est à toutes ces tares qu'on a décidé de s'attaquer très vite. Tu parlais du look, ça n'a pas été une décision de coquetterie de ma part. Dans nos apparitions publiques et surtout télévisées, je sentais que le look des porte-paroles d'Ecolo à l'époque était, pour certains publics, complètement rédhibitoire, notamment pour les personnes plus âgées qui avaient une image des politiques comme des gens bien propres sur eux, en costume trois pièces. Il fallait une image d'hommes sérieux et je parle des hommes volontairement car c'était quasi principalement des hommes. Et dès qu'on présentait un look un peu moins sérieux, je constatais que les gens ne nous écoutaient même plus car ils commentaient le look vestimentaire! Dans mes réunions de famille, c'était ça. Donc ce que les écolos disaient n'était même pas entendu tout simplement parce que les gens passaient plus de temps à commenter la manière dont ils étaient habillés. Ca, je ne voulais plus que ça se reproduise. Je voulais que, dès qu'on ouvrait la bouche, notre message soit audible et entendu. Avec un look que certains disent soigné, moi je dirais qu'il était plutôt neutre par rapport à l'image que les gens se faisaient de la politique. Maintenant, une plus grande décontraction serait tout à fait possible, mais pas à l'époque. Par ailleurs, pour revenir sur la dialectique entre le fond et la forme de la communication, on a mis au point avec Éric Biérin et d'autres une série de slogans mais qui tous avaient leur pertinence sur le fond. Quand on sort une phrase du

style « ce qui est important c'est l'alternative, pas l'alternance », c'est un bon mot, mais il y a également du sens derrière. C'est-à-dire qu'il faut sortir d'un débat politique où certains disent « ils sont au pouvoir depuis 25 ans, il faut changer ». Oui, c'est un argument, mais ce n'est pas le seul. Changer pour faire quoi ? Remplacer par qui pour mettre en œuvre quelle autre politique? Et même encore aujourd'hui, on sent dans le discours par exemple du MR qu'il y a cette notion de « c'est notre tour, ça fait dix ans qu'on est écarté des gouvernements régionaux, il est temps qu'on revienne ». Donc eux privilégient l'alternance sur l'alternative et c'est aussi pour ça qu'ils sont si attachés au scrutin majoritaire. Mais l'alternance, ce n'est pas l'alternative. C'est très frappant dans la vie politique française, qui est réglée par des scrutins majoritaires. Toute la campagne présidentielle française de 2012 a été posée en termes d'alternance et pas en termes d'alternative. Il fallait un autre style de présidence, il fallait changer, alterner. Oui, mais pour faire quoi ? Ca a été très peu présent. Et les Français sont désormais tout aussi mécontents d'Hollande qu'ils ne l'étaient de Sarkozy. Donc derrière le slogan, l'alternative pas l'alternance, il y a du fond. De même quand je disais qu' « on est passé d'un régime de crise à une crise de régime ». Depuis qu'Ecolo est né, notre principal adversaire a été l'austérité, en corollaire d'une vision très néo-libérale de la société. Et ça je pense que les jeunes générations ne s'en rendent pas bien compte. Ça a commencé par Martens-Gol en 1981, les pouvoirs spéciaux, les sauts d'index, et puis il y a eu Dehaene. Et moi j'en ai marre de devoir me battre depuis 30 ans contre l'austérité. Pour les jeunes de votre génération, ça peut paraître neuf, ça peut paraître être la conséquence de la crise bancaire et financière de 2008, mais ça ne l'est pas du tout. C'est un invariant en Belgique et dans d'autres pays européens depuis 81. Le moins d'État, les coupes budgétaires, la remise en cause des mécanismes de solidarité, de la sécurité sociale, de la redistribution des revenus, etc. Et donc dire que nous sommes passés d'un régime de crise à une crise de régime se justifie encore plus aujourd'hui. Et à mon avis, une bonne part du fossé qui ne cesse de se creuser entre la population et le monde politique vient du fait que ça fait trente ans

qu'on se serre la ceinture et que personne ne voit de résultats. Alors à quoi bon faire autant de sacrifices si la qualité de vie se dégrade de jour en jour, d'année en année, de décennie en décennie ? Donc régime de crise, crise de régime. Et on pourrait trouver d'autres formules qui étaient bien tapées, mais moi, je veillais toujours avec Éric à ce que les bons mots aient du sens.

NICOLAS: Tu parles de l'austérité et du grand public mais il y a aussi, dès la fin des années 80 et au début des années 90, une posture dans une presse qui, à l'époque, était toujours estampillée de gauche, comme La Wallonie ou Le Peuple. Il y a une volonté de s'afficher comme un parti progressiste. Un des deux journaux titre même « Ecolo le seul parti progressiste encore présent aujourd'hui ». Il y a aussi une posture assez dure vis-à-vis du Parti Socialiste. Ce sont les années d'après Martens-Gol où les socialistes sont au pouvoir avec Dehaene.

JACKY: Et c'est là que Di Rupo a opéré la poursuite des privatisations de beaucoup d'entreprises publiques, qu'il avait rebaptisée « consolidations stratégiques ». En fait, ça visait simplement à vendre des actifs de l'État dans des sociétés à participations publiques. Donc on peut appeler cela comme on veut, ce sont des privatisations. Donc forcément ça ne plaît pas du tout à ces journaux de gauche que sont Le Peuple et La Wallonie, mais il ne faut pas oublier qu'ils sont totalement marginaux sur le marché de la presse écrite. Ce sont les quotidiens des grands groupes, La DH, Le Soir, La Lanterne, La Meuse, La Libre qui donnent le ton. Des journaux comme Le Peuple et La Wallonie avaient le mérite de titiller la classe politique en instaurant des débats qu'on ne trouvait pas dans la presse plus généraliste et plus neutre en théorie.

NICOLAS: Était-ce une stratégie d'attaquer le PS à l'époque ou était-ce un constat sincère que tous les partis traditionnels pratiquaient l'austérité et qu'on devait incarner l'alternative ?

JACKY: C'était les deux. Il y avait bien sûr un objectif stratégique à attaquer le PS, mais il y avait du fond. Il faut se remettre dans le contexte de l'époque. De 1981 à 1987, c'est Martens-Gol, centre-droit-droite

avec Verhofstatd « Baby Thatcher », ministre du budget, qui coupe dans tous les budgets au point d'agacer ses propres collègues libéraux. Puis en 87, il y a un retournement d'alliances suite à une campagne du PS qui porte sur deux thèmes : le communautaire avec José Happart et les Fourrons : « il faudra nous passer sur le corps », etc. On a vu ce que ça donnait. Et « halte à l'austérité », « halte au libéralisme », « le retour du cœur ». Spitaels avait mis le paquet sur ces deux axes. Et en 1987, le PS fait son meilleur score. Et puis très vite, dès l'installation des gouvernements Rouge-Romain, socialistes et sociaux-chrétiens, il ne faut pas quelques mois pour qu'on se rende compte que les Fourrons sont complètement sacrifiés sur l'autel du cynisme et du réalisme – on donne quelques hochets financiers à Happart pour qu'il la ferme, et que sur le terrain socio-économique, c'est Di Rupo qui mène la danse au gouvernement fédéral. C'est l'austérité et le libéralisme à tout crin. Il n'y a aucune remise en question, ni dans le discours, ni dans la pratique, par les socialistes de la ligne politique Martens-Gol. Et donc pour nous, il faut qu'on attaque cette politique parce qu'elle repose sur un mensonge et une tromperie de l'électeur. Par ailleurs, à l'époque, nous sommes très souvent en contact avec les syndicats et la société civile de manière générale. Ça aussi, ça me tenait à cœur. On sentait donc monter une exaspération et une colère dans le corps social suite à cette tromperie des socialistes, après sept années de libéralisme aveugle. On a donc tiré sur les principaux « traîtres ».

NICOLAS: Avec, par rapport aux syndicats, un boulet au pied qui revient dans plusieurs interviews, qui est la question « Ecolo est-il de gauche ?».

JACKY: Oui, c'est une question existentielle qui nous poursuivait depuis notre création; on l'avait pourtant déjà réglée en interne, lors de l'assemblée générale de Neufchâteau-Virton en 1986, où Paul Lannoye et moi avions mis au point un texte volontairement provocateur à l'égard de l'extrême gauche, très bruxelloise d'ailleurs, qui faisait à l'époque beaucoup de tort à Ecolo car elle l'empêchait d'avancer et de se responsabiliser. Nous avions donc mis au point la motion de Neufchâteau-Virton dont on savait qu'elle provoquerait

le départ de l'extrême gauche si elle était adoptée. Ce qui n'a pas manqué d'arriver. Nous étions donc très contents d'autant plus que sur le fond, ce texte est très bon : il se compose de douze points qui ne sont même pas à remettre en cause aujourd'hui. Donc première étape : on vire l'extrême gauche. Et ce n'est pas sans lien avec la situation politique actuelle. Quand je vois certains « nouveaux partis » soi-disant, il m'arrive de rigoler, il n'y a rien de nouveau sous le soleil, je connais leurs pratiques et leur méthodes depuis des années. Alors restait la question de notre ancrage à gauche qui nous était constamment posée à l'extérieur, non seulement par la presse, mais aussi par le monde universitaire, les politologues, les intellectuels, les gens qui étaient des leaders d'opinions, des observateurs influents. Ils ne cessaient de nous interroger sur cette question, parfois avec de très bonnes intentions, parfois avec de mauvaises intentions. Est-ce que vous êtes de gauche ou de droite ? Et donc on a appliqué une stratégie évolutive qui a permis de clore la question dès la fin des années 90 : oui, nous sommes les héritiers de la gauche, les héritiers d'une série de valeurs qui remontent à la fondation de la gauche, mais nous ne sommes pas réductibles à la gauche, nous ne sommes pas la gauche conservatrice, nous sommes des progressistes novateurs, des gens qui veulent tenir compte des réalités nouvelles et modernes et qui visent tant à la protection des plus faibles qu'à l'émancipation des gens. Et donc on a commencé à parler de la « ligne Maginot » de la gauche historique et traditionnelle qui chaque fois adopte la stratégie du bouclier et du « sans nous ce serait pire », mais qui s'effrite et qui recule de plus en plus. Le dernier recul en date est celui sur les chômeurs. Et la gauche traditionnelle a totalement perdu de vue l'horizon d'émancipation des gens, y compris des plus faibles, qui leur permette de se rendre autonomes, dignes d'eux-mêmes et de ne pas seulement dépendre d'un État protecteur paternaliste. D'où tout notre corpus programmatique sur la participation du citoyen non seulement à la vie démocratique, mais aussi économique, sociale et culturelle. C'est la comparaison entre le bouclier et la lance, encore une formule, un peu guerrière, mais qui a du sens.

NICOLAS: Et quid de la préparation d'Ecolo à participer au pouvoir? Un autre axe à l'époque dans ce processus de sortie de la niche, ce sont les questions économiques avec la question de l'éco-développement, où tu mets en avant que l'écologie est aussi une réponse à la crise économique.

JACKY: Ce qui se met en place actuellement clairement avec les alliances emploi-environnement. Et désormais, une bonne partie des acteurs extérieurs reconnaît leur efficacité. Aujourd'hui, le débat n'est plus de savoir si c'est bon ou si c'est mauvais mais c'est de savoir si on crée une deuxième alliance emploi-environnement, par exemple sur les circuits courts. Et ça, c'est un saut mental extrêmement positif.

NICOLAS: Et cette ligne sur l'éco-développement était aussi développée par d'autres partis écologistes en Europe ?

JACKY: C'était aussi développé par les Allemands qui étaient très actifs là-dessus au travers de la fondation Heinrich Boel, qui travaillait déjà aux mutations nécessaires de l'économie allemande, par exemple pour la sortir de l'omnipotence du secteur automobile. Ils avaient réalisé des études très fouillées avec le concours d'universités réputées, mais ils avaient des moyens que nous n'avions pas. Et par ailleurs, très vite, l'ancêtre d'Etopia, le Centre d'Etudes et de Formation en Ecologie, le CEFE, avait publié dès 1984, sous la houlette de Gérard Lambert et Jean-Luc Roland, un bouquin consacré à la nécessaire reconversion du tissu économique wallon. C'était un bouquin très ardu, très aride, à portée universitaire. C'était le fruit d'une recherche avec des universitaires, avec le monde syndical, déjà un peu avec certains patrons plus éclairés d'entreprises innovantes, etc. J'ai aussi veillé à ce que se multiplient les contacts avec le monde patronal, en parallèle de ceux avec le monde syndical. Et on a été progressivement de plus en plus écouté et entendu. Je ne dis pas qu'on a eu des adhésions, non, mais on avait un dialogue. Et cela culminera avec Jean-Michel Javaux dans les années 2000. Il a continué et systématisé ces contacts avec le monde patronal. Et ce n'est pas tellement éloigné de la communication. Quand je dis que la communication est indissociable du fond, pour être entendu, il faut aussi dialoguer et donc rencontrer. On ne peut pas être entendu du

monde patronal si on se place sur une île déserte qui canonne le monde patronal pour ses turpitudes, ses dérives, son cynisme, sa voracité. Si on met tous les patrons dans le même sac, on devient inaudible et c'est pareil avec les syndicats.

NICOLAS: Et tu parles ici d'ouverture vers les syndicats et les entreprises, mais la communication, c'est extrêmement répétitif en fait. Mais c'est une nécessité d'être répétitif car il y a des clichés qui sont là et qu'il faut systématiquement contrer. Est-ce que la nécessité de devoir se répéter sans fin est quelque chose qui t'a marqué?

JACKY: Ça n'a commencé à me peser que bien plus tard, il y a quelques années seulement. J'ai même déclaré au Soir que j'en avais marre de radoter. J'en ai marre de répéter la même chose. Et quitte à répéter les mêmes choses qu'il y a trente ans avec d'autres mots, je préfère qu'elles soient répétées avec spontanéité par des jeunes avec une nouvelle fraîcheur. Mais oui il faut se répéter, c'est en effet une nécessité. Nous avions une feuille de route de la communication avec Éric Biérin, qui était constante, mais qui était chaque fois mise à jour avec des précisions, des ajouts, des modifications, avec des exemples actuels récents pour illustrer des propos qu'on avait tenus deux auparavant.

NICOLAS: Éric explique que dans les années 90, tu étais updaté en permanence. Il disait qu'il apportait des formules ou des éléments parfois neufs, mais il disait aussi que le week-end, tu avais lu ou entendu tout ce qui s'était dit ou écrit d'un peu singulier. C'était une nécessité ou une boulimie des médias et de la politique ?

JACKY: C'était les deux. J'ai toujours été très curieux de l'actualité politique. Je ne devais pas me forcer pour ça, ce n'était pas une corvée pour moi. J'étais scotché devant ma télé et ma radio, j'étais boulimique d'information et de communication. Mais pour moi c'était un plaisir. L'avantage d'Éric et c'est très rare dans le monde des communicants, c'est qu'il ne vient pas du secteur privé, que c'est à la fois un excellent communicant qui a une intuition des mots, de la formule, de l'expression, de la posture à prendre, mais qu'en amont de cela il a aussi une vision

de société extrêmement complexe. Il est capable de décoder des faits de société parfois très récents avec une acuité de vision comme le ferait un sociologue universitaire. C'est pour cela que le tandem a toujours bien fonctionné. Avant même de parler de la manière dont on allait communiquer et de ce qu'on allait dire, on commençait toujours nos réunion de travail par une analyse de la situation. Où en est-on? Que se passe-t-il? Et c'est comme cela qu'on a pu, me semble-t-il, analyser des mouvements aussi imprévisibles que les grandes crises du monde enseignant, de la justice, de la police au travers de l'affaire Dutroux, de la gouvernance au travers des affaires Dassault-Agusta. Avant même d'écrire trois lignes de communiqué de presse, il y avait toujours la question de « qu'est-ce qui se passe ? ». Avant même de penser à ce qu'on allait dire, comment analyse-t-on ce qui est en train de se passer, quelles conclusions en tirer et après seulement que communiquer et comment?

NICOLAS: Il a été engagé comme attaché de presse, mais il est devenu rapidement beaucoup plus que ça.

JACKY: En fait je me souviens très bien de la période où je l'ai engagé. Je l'ai très clairement imposé à Ecolo parce qu'il n'était connu par personne. Il était sympathisant, mais pas militant. Cela faisait quelques années que je le connaissais et j'ai tout de suite senti un bon feeling entre nous. Il arrivait à exprimer des pensées qui étaient parfois un peu confuses chez moi avec ses mots à lui. Il m'aidait à structurer ma pensée et ma vision de la société, il arrivait à dire des choses que je pensais. Pour communiquer, il faut bien comprendre et bien conceptualiser. Après seulement vient la conception du message. Mais si on ne conceptualise pas bien ce qui est en train de se passer et ce qu'il faut proposer, on communique mal. Avec Éric, il y avait ce bon mélange, c'est pour cela que j'ai insisté pour qu'on le recrute. Parce que, avant lui, on avait des attachés de presse qui était un peu des boîtes aux lettres, des techniciens de la communication, qui tenaient à jour le listing des journalistes, leurs spécialités. C'est la base d'un service de presse, mais ce n'était pas suffisant. Je trouve qu'Ecolo a eu beaucoup de chance de recruter

quelqu'un comme Éric parce que je pense que sans lui on n'aurait pas atteint un tel niveau d'efficacité. Et d'ailleurs je suis curieux de lire sa postface.

NICOLAS: Ça a même été plus loin que le renforcement du service presse dans les années 90 puisqu'il y a eu de la consultance et des études d'opinions sur la base notamment de la fameuse enquête « Noir, Jaune, Blues ».

JACKY: C'était une enquête qui faisait beaucoup de bruit, qui était publiée sous forme de feuilletons par Le Soir et qui s'intitulait effectivement « Noir, Jaune, Blues ». C'était une équipe de sociologues qui s'appelait « Survey and Action ». J'avais été comme d'autres très frappé par cette série d'études qui pour la première fois ne se bornait pas à être un sondage d'opinion. Pour la première fois, c'était vraiment une autopsie au scalpel le plus fin de la Belgique francophone avec des questions beaucoup plus qualitatives que quantitatives. Comment a évolué et comment continue à évoluer l'opinion publique belge francophone ? Que pense le peuple en fait ? Qu'est-ce qui lui fait mal ? Qu'est-ce qui le passionne ? De quoi a-t-il peur ? Et donc pour nous c'était une mine d'information parce que c'était justement sociétal et qualitatif et nous sommes toujours très attentifs à ce genre de choses. Et donc très vite, je suis entré en contact avec certains de ces sociologues. En marge de leur collaboration avec Le Soir, on a commencé à systématiser quelques réunions avec eux. Avec quatre ou cinq personnes de chaque côté, avec Nollet, Doulkeridis, Biérin. C'était des discussions à bâtons rompus qui avaient notamment l'intérêt de nous fournir des résultats y compris sur des choses que ne publiait pas Le Soir parce qu'il n'en voyait pas l'intérêt mais qui pour nous étaient passionnantes. Ces informations étaient beaucoup plus précises que ce que Le Soir publiait. Beaucoup plus en dehors du champ politique habituel. Sur base de cela, ça nous a permis d'affiner notre compréhension des grands courants qui traversaient la société belge francophone, donc d'améliorer notre diagnostic de l'état de l'opinion. Et donc d'améliorer par conséquent notre communication. Non pas en se permettant de dire aux gens ce qu'ils avaient envie d'entendre, mais plutôt d'identifier dans notre

corpus programmatique et idéologique ce qui pouvait être une réponses aux attentes, aux inquiétudes, aux angoisses viscérales de la population belge francophone.

NICOLAS: Avec parfois une tension en interne sur la stratégie et les fondamentaux. Notamment dans des AG, par exemple après les élections de 1994, il y a une contestation. Mais tu as voulu garder le cap.

JACKY: Oui, on a maintenu le cap car il n'y avait pas d'alternative. Personne ne se présentait à la direction d'Ecolo avec un programme différent du nôtre. On écoutait et on entendait les critiques, on y répondait de la meilleure façon possible mais je ne voyais pas d'autre posture possible. Et le résultat de 99 l'a amplement prouvé. Mais c'est vrai qu'il y avait des mécontentements. Certains étaient fondés et d'autres beaucoup moins. Et puis il y avait aussi le mécontentement du fait qu'on ne disait pas tout, tout le temps, et c'était très mal supporté à l'époque, ce que je comprends. On développait notre stratégie visible dans les réunions internes, mais notre stratégie plus confidentielle, on la gardait pour nous. Parce que dès l'instant où on communique une stratégie de ce type à quarante ou cinquante personnes au Conseil de Fédération, on peut être sûr que ça se retrouve dans la presse quelques jours après. C'est ce qu'on résumait à l'époque en disant « Avoir une stratégie de communication, ce n'est pas communiquer sa stratégie »...

NICOLAS: Au début des années 90 il y aussi l'épisode des écotaxes, négociées après les élections de 1991 mais que tu traînes encore comme un boulet en 1994 alors que tu redeviens SF...

JACKY: pour avoir une bonne communication, il faut un bon fond. On ne peut pas communiquer efficacement et avec succès sur quelque chose qui est foncièrement mauvais. On l'a vu avec les écotaxes et avec Francorchamps plus tard. Quand on s'obstine dans une voie qui nous paraît, avec nos œillères parce qu'on en a comme tout le monde, fondamentale parce qu'on se monte le bourrichon les uns les autres dans les réunions internes, on finit par s'auto-persuader qu'on a raison et donc qu'on doit gagner, parfois contre toute forme de

rationalité. Les écotaxes, c'était ça. Francorchamps, c'était ça au cube. A se vouloir plus catholique que le pape et à vouloir imposer du haut de nos 19 % notre volonté à tout le monde, parfois on prête le flanc à des critiques non seulement politiques mais également syndicales, patronales, journalistiques. A certains moments, on sent même que les journalistes nous lâchent en rase campagne en se demandant pourquoi on s'obstine à ce point-là.

NICOLAS: Après les éco-taxes, tu n'arriveras pas vraiment à relever Ecolo de cette erreur puisqu'aux élections de 95, il y a plutôt un reflux. Mais la stratégie à l'époque quand on relit les interviews, c'est évidemment de ne pas en parler et d'axer plutôt la campagne sur le socio-économique et les questions européennes.

JACKY: On s'est rendu compte que le thème de l'écofiscalité, qui est désormais paradoxalement repris par les partis traditionnels (le MR en parle, les socialistes en parlent, en Flandre comme en Wallonie et à Bruxelles), est un problème très très complexe sur le plan de la communication. Parce que chaque fois qu'on parle de taxe, c'est perçu, quelles que soient les précautions et les promesses, comme une taxe en plus. On vient encore de le voir récemment avec la taxation au kilomètre de l'automobile. Les défenseurs de cette taxe ont beau dire qu'elle viendrait en remplacement d'une autre taxe, les gens ne sont pas convaincus et on ne peut pas leur donner totalement tort. Et donc autant l'écofiscalité est à mon avis une des solutions, parmi d'autres, aux problèmes de développement économique, de préservation de nos ressources, de lutte contre les pollutions diverses, autant d'une part elle demande une pédagogie extrêmement poussée et d'autre part, elle demande qu'on soit aux manettes. Proposer ça depuis l'opposition sans pouvoir assurer une série de garanties et de promesses de non augmentation du taux de fiscalité, c'est extrêmement dangereux. Donc oui, nous sommes devenus beaucoup plus prudents sur ce terrain. Et c'est paradoxal puisque nous avons été les premiers à en parler.

NICOLAS : Je voudrais aborder une autre dimension : dès la fin des années 80, Ecolo est quand même encore très jeune, il y a cette volonté

aussi, à la fois sur la forme et sur la communication, de quitter l'aspect mouvement et de devenir un parti crédible et candidat au pouvoir. Et tu soulignes cela très vite dans ta communication.

JACKY: En théorie, cette question est réglée à une très large majorité en 86 à Neufchâteau-Virton. C'est la substance de cette déclaration. Un des douze points dit : « Participer au pouvoir, un objectif qui peut être valable ». Donc la participation au pouvoir peut être une bonne chose, pas à n'importe quelles conditions, mais bien si elle nous permet de faire avancer des points significatifs de notre programme. Donc là on vise à couper court à toute question existentielle du style « sommes-nous un mouvement de pression ou un parti politique ? ». La réponse est que nous sommes un parti politique. Donc en théorie, la question est réglée depuis 86. Et c'est d'ailleurs ça qui contribue à faire fuir l'extrême gauche qui nous considère toujours comme un aiguillon du PS. Comme si on existait uniquement pour faire ch... le PS et pour l'empêcher de trop dériver à droite. Qu'ils aillent se faire foutre : le PS c'est le PS, nous c'est nous. Donc on s'affirme en théorie dès 86 mais la question n'est évidemment pas réglée dans les esprits individuels. Il y a des gens qui ont continué à utiliser à l'interne l'expression de « contagion culturelle à l'envers » qui signifie que si nous participons aux institutions, nous allons nous imprégner des codes, des mauvaises habitudes, des travers, etc. Donc le pouvoir pour ces gens, c'est diabolique. Le contact avec le pouvoir corrompt, en gros, pour ces personnes. Alors c'est vrai qu'il faut toujours se méfier et c'est la raison pour laquelle Ecolo a mis en place des garde-fous en termes de transparence, de non-cumul des mandats, de contrôle des rémunérations, etc. Mais ce qui a beaucoup contribué à faire évoluer les esprits, c'est probablement la multiplication des participations à des majorités communales depuis 82. En 82, à Liège, on est les seuls écolos en majorité, puis aux élections suivantes, ça change fortement, les entrées en majorité se multiplient en 1988. Maintenant tout le monde trouve normal que lorsque les circonstances le permettent et lorsque les résultats de négociations sont bons, on monte en majorité. Plus personne ne se pose cette question existentielle s'il est bon ou mauvais a priori d'envisager une participation dans une

commune. Il n'y a plus aucun groupe local qui se pose cette question-là. On se pose les questions de avec qui, pour faire quoi, comment, avec quel budget, quels moyens, quels départements? Des questions plus concrètes, plus méthodologiques qu'existentielles. Donc je pense que le nombre de militants qui se sont retrouvés à un moment ou à un autre dans une majorité communale avec leur groupe local ont abandonné la question existentielle de la participation au pouvoir. D'ailleurs le débat de 99 sur l'évaluation des négociations a été très dur, mais il était sur le contenu, sur le résultat des négociations, pas sur le fait qu'il fallait ou pas négocier. Personne n'a soulevé cette question. Les critiques, à tort ou à raison, se posaient sur le contenu! Et ça c'est légitime. Ça, c'est le vrai débat politique. Donc aujourd'hui la question ne nous est même plus posée.

NICOLAS: Sur les relations avec la presse, tu as acquis à l'époque une grande estime dans le chef de pas mal de journalistes dont certains sont encore actifs aujourd'hui. Comment envisageais-tu ces relations? On sait qu'à l'époque, Ecolo avait mis en place des points presse hebdomadaires, mais est-ce que ça allait au-delà? Des coups de fil informels, des discussions informelles?

JACKY: Bien sûr! Déjeuner, coup de fil. Je pense que j'ai été un des premiers au sein d'Ecolo à pratiquer le off et l'informel à large échelle avec les journalistes. Je leur disais pas mal de choses, mais en relation de confiance car je disais que c'était en off et aucun ne m'a jamais trahi. Je leur donnais des informations en leur disant que je ne voulais pas qu'ils mettent ces informations dans ma bouche, en leur disant que c'était pour leur information pour contribuer à leur analyse personnelle, qu'ils en faisaient ce qu'ils voulaient, et ça fonctionnait bien puisque je n'ai jamais été trahi et que je n'ai jamais dit à qui je disais quoi. Tu connais le off, c'est un respect de part et d'autre. Si un des deux rompt le respect, il n'y a plus de respect du tout et tu le payes pendant des années. Et puis j'étais très jeune à l'époque et certains journalistes l'étaient aussi, beaucoup plus que les hommes politiques en place à l'époque. Il y avait dans le ton, dans la posture, dans la culture, une

plus grande proximité entre certains journalistes et moi qu'entre eux et d'autres hommes politiques. On écoutait la même musique, on lisait les mêmes bouquins, on aimait les mêmes films, ça facilite évidemment les contacts. Je pense donc qu'il y a aussi eu une question de génération avec certains journalistes. Il y avait aussi un coté respect professionnel : beaucoup me disaient que j'étais clair, structuré, méthodique, au contraire d'autres hommes politiques de l'époque. Et donc je leur facilitais leur travail aussi. Et moi je les regardais toujours avec admiration car j'ai toujours voulu être journaliste donc je marquais de l'intérêt pour leur métier et évidemment, cet intérêt les marquait aussi. Je ne les ai jamais méprisés en tant que groupe. J'en ai méprisé certains individuellement et ils le savaient d'ailleurs.

NICOLAS: Et au niveau des rapports avec la presse télé? J'imagine que ça impliquait une préparation plus importante tant sur la forme que sur le fond du message.

JACKY: La grosse différence entre la presse écrite et la presse audiovisuelle qui s'est encore accentuée ces dernières années, c'est surtout la brièveté de la presse audio-visuelle. On sait que dans une émission du style « Mise au point » ou « Controverse », on aura un maximum de cinq interventions et qu'on sera déjà rappelé à l'ordre après 45 secondes. Donc on ne prépare pas une émission de télé ou de radio comme on prépare une interview de presse écrite. Il y a plus de distance, mais c'est quand même le journaliste qui va choisir ce qu'il écrit. Donc à la fois il y a un avantage dans la presse audio-visuelle, c'est qu'on est maître de ce qu'on dit, pour autant qu'on se maîtrise soi-même, alors que dans la presse écrite, ce n'est pas le cas. Mais en presse écrite, on a plus de temps pour expliquer, pour argumenter, pour rendre crédible un propos, pour l'illustrer avec des chiffres. La justification ne sera peut-être pas publiée, mais le propos sera publié car le journaliste a été convaincu que c'était crédible. Si tu prends dix minutes à expliquer une phrase, le journaliste va peut-être publier ta phrase, pas nécessairement ton explication. Ce que tu ne peux pas faire en presse audio-visuelle. Et donc ce que nous faisions pour préparer une intervention audiovisuelle, c'était tirer la substantifique moelle de ce qu'on voulait dire en des termes aussi simples et aussi corrects que possible. Mais une de nos difficultés a toujours été d'expliquer notre vision complexe du monde avec des mots simples et brefs. Il y a des émissions qui ne se font plus du tout. Je me souviens d'une émission sur La Première où on avait une heure tout seul. En 99, le tirage au sort a fait que j'étais seul pendant une heure à la radio un samedi midi, à quinze jours de l'élection. C'est génial. Là, on avait préparé à fond avec Éric, on maîtrisait tout, on avait anticipé les questions parce qu'on connaissait le journaliste. Il y avait trois-quarts d'heure de discussion avant l'émission avec le journaliste et une heure au téléphone deux jours avant. Bref, il y avait une plus grande disponibilité en termes de temps. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas du tout, à part des émissions comme « Sans chichis » où tu parles de la couleur de tes caleçons. J'ai une anecdote sur cette fameuse émission de la Première. Christos Doulkeridis avait lancé une tradition stupide qui était d'imposer des mots à placer dans l'interview. Et je me souviens que Cheron et Christos m'ont dit la veille de l'émission que je devais placer trois mots : petite culotte, spéculoos et peau de banane. Je leur ai dit qu'ils étaient vraiment vaches. Alors je vais à l'émission. J'avais l'horloge devant moi car pour moi le temps est vraiment très important dans ce genre d'exercice. Et je me concentre pendant toute l'émission sur le message qu'on veut faire passer parce que c'était important, on était vraiment proche des élections, on sentait qu'on avait le vent en poupe et il ne fallait pas prendre ça à la légère. Et puis je vois l'aiguille, il est moins cinq et on arrive à la fin de l'émission. Le journaliste, Jean Rosoux, me dit : « Monsieur Morael, dans quel état d'esprit allez-vous aux élections et surtout comment envisagez-vous l'après élections ? Êtes-vous bel et bien candidat au pouvoir comme vous le clamez dans la presse ? Et si oui, dans quel état d'esprit et à quelles conditions? ». Et je vois l'aiguille de l'horloge qui s'approche de la fin, je ne peux donc placer qu'une seule phrase. Alors je dis : « Monsieur Rosoux, que ce soit clair pour tous ceux qui nous écoutent : si certains s'imaginent qu'on va aller négocier en petite culotte, pour glisser sur des peaux de bananes et revenir avec des spéculoos, ils se trompent

lourdement! ». Alors après l'émission, j'ai commencé à recevoir plein de messages de mes amis Ecolo qui étaient au courant des trois mots à placer évidemment. Et puis le plus fort, c'est qu'on va boire un verre au bar de la RTBF après l'émission avec Rosoux, Biérin et quelques journalistes de la maison et Rosoux me dit : « Mais Jacky, ta dernière phrase, c'était un message codé ? ». Et je lui dis : « Oui, évidemment, et ceux qui devaient le recevoir l'ont bien reçu ». Ils m'ont tous regardé avec des yeux énormes comme si j'étais le stratège du siècle. Là j'étais fier de moi. En plus j'étais en forme parce que j'étais content de l'émission, je trouvais qu'on avait rempli le contrat et donc je pouvais me libérer un petit peu. Mais pour moi le côté ludique n'a jamais été absent, je ne suis pas un moine de la politique, je ne suis pas un Decroly. Je n'ai pas besoin de saigner pour avoir des idées politiques et pour les défendre. J'ai pris beaucoup de plaisir à communiquer.

NICOLAS: En tant que SF, tu devais aussi assurer la ligne du parti dans une période où d'autres personnalités chez Ecolo émergeaient dans les médias : Decroly, Isabelle Durant, etc. Comment ça se passait ?

JACKY: Avec Isabelle, il n'y avait pas de problème, puisque je l'avais recrutée en 95. Je lui avais dit : « pas de communication avant que tu ne sois prête ». Elle a donc fait beaucoup le tour du parti, des régionales, elle participait à tous les conseils de fédération, aux réunions des groupes parlementaires. Pour bien s'imprégner du parti. Elle était aussi très bruxelloise et connaissait très peu la Wallonie. Donc elle a fait ça pendant au moins un an et demi. Et puis on travaillait dans le même bureau en face-à-face. On échangeait sur tout le temps. Et puis à un moment donné, on a senti qu'elle était prête, ce qui m'a valu une engueulade avec Vrebos. Il m'invite à un débat le dimanche midi et je lui réponds que je ne viendrai pas et que ce sera Isabelle qui viendra à ma place. Il commence à s'énerver en disant que personne ne la connaît, qu'il ne sait pas ce qu'elle vaut devant une caméra, qu'il préfère ne pas prendre le risque. Je lui dis que ce sera elle et qu'il en sera très content. Il raccroche fâché. Puis il me rappelle une heure plus tard en réessayant de m'avoir et je tiens bon, je lui dis que c'est Isabelle

ou personne. Et finalement il a accepté et puis après il ne voulait plus qu'elle. Il n'y a jamais eu de problème avec Isabelle, on était entièrement sur la même longueur d'onde. Je pense qu'on faisait un bon tandem complémentaire avec des tempéraments différents mais pas antagonistes. Avec Vincent, ça a été beaucoup plus compliqué. J'ai assez mal vécu sa posture très solo dans la commission Verwilghen sur l'affaire Dutroux. Je trouvais qu'à certains moments, il perdait les pédales. Je crois qu'il n'a pas fait cela par démagogie ni par calcul, je crois qu'il était vraiment persuadé de ses soupçons. Je pense qu'à certains moments, il était dans la théorie du complot. Les relations avec Vincent n'ont cessé de se dégrader. Avec moi surtout, mais pas seulement avec moi. On trouvait son attitude dangereuse et sur certains points inacceptable. Notamment sa posture de chevalier blanc. C'était un peu l'escalade dans la commission Verwilghen, entre Decroly, Moriau, Verwilghen, avec une absence totale du respect des procédures et de la confidentialité. Et j'étais assez touché car je faisais partie à ce moment-là du comité de soutien aux parents Russo. C'était un comité discret de soutien qui se réunissait tous les mois. C'était un soutien psychologique, amical, désintéressé. Et moi, je voyais à quel point Carine et Gino souffraient de ces rumeurs de complots et de réseaux. C'était le pire de ce qu'ils pouvaient entendre. Et forcément, ils hésitaient entre leur donner foi ou pas. C'était atroce pour eux. Donc j'étais choqué politiquement et humainement par l'attitude de Vincent. Je crois qu'il n'a pas changé d'avis et moi non plus. Mais de manière plus générale je n'ai pas eu de difficultés à gérer des personnes quant à leur communication. Je n'étais pas le seul à communiquer pour Ecolo à l'époque et il n'y avait pas de différence de fond sur le message envoyé. Sauf avec Vincent.

NICOLAS: Et la fin des années 90 ? En 99, c'est un triomphe électoral. Les quelques semaines avant les élections il y avait beaucoup de pression, beaucoup de tensions et puis il y a eu les négociations. A ce moment-là, comment as-tu vécu ces moments de pression médiatique ? Avec des médias et des journalistes qui appellent quasiment chaque heure pour savoir ce qu'il se passe. Et parfois des décisions et des rapports en interne qui sont difficiles à gérer. Comment as-tu vécu cette période ?

JACKY: Il faut d'abord revenir un peu en arrière. J'avais, en 97, obtenu des rencontres bilatérales avec les autres partis. J'avais dit qu'il ne serait pas inutile d'avoir des conversations exploratoires pour comparer nos programmes et nos priorités. Et finalement, les trois ont accepté. On a commencé par les libéraux, puis les sociaux-chrétiens, puis les socialistes. Il y a eu plusieurs rencontres avec chacun des trois en délégations. Trois de chaque côté. Et on était allé assez loin dans la comparaison des programmes. C'était un travail utile sur le fond. Il n'y avait pas de grosses surprises ni en termes de convergences, ni en termes de divergences. Avec les libéraux, on pouvait avoir des convergences sur la gouvernance, les intercommunales, l'éthique en politique, ce qui était plus problématique avec le PS évidemment. Par contre, sur le terrain socio-économique et fiscal c'était plus difficile avec les libéraux qu'avec les socialistes. Et puis avec le PSC/Cdh, comme toujours, c'est « ji vou ji n'pou », « p'têt ben que oui, p'têt ben que non », on ne sait pas on verra bien. Mais ce qui ressortait de tout cela, c'est qu'on était observé avec une grande attention. Et que pour la première fois dans des propos explicites, certains nous demandaient si on était vraiment prêts à négocier, à rentrer dans un gouvernement. Parce que ça pourrait éventuellement arriver. Et je me souviens de discussions off avec Louis Michel où il me disait : « ça va peut-être être votre tour ». J'ai appris par la suite qu'il n'en était pas convaincu à l'époque. Par ailleurs, bien avant, Verhosftadt en 91 m'avait rencontré et il m'avait demandé si on serait prêt à rentrer dans un gouvernement sans les sociaux-chrétiens. Et on a eu une discussion de fond dont j'ai un bref compte-rendu dans mes notes manuscrites. On parlait déjà d'éthique, de mariage gay, de la naturalisation, de l'acquisition de la nationalité, toute une série de thèmes sur lesquels CVP et PSC faisaient obstruction. Donc l'idée d'un gouvernement Arc-en-ciel avec les écologistes se posait dès 91. On était déjà ressenti comme un partenaire potentiel par certains (je ne dis pas comme un partenaire désiré) si numériquement c'était nécessaire. Puis il y a eu ces discussions de comparaison de programme en 97. On sentait que les libéraux envisageaient la chose. Et tout cela nous mettait dans une position mentale qui nous permettait de hausser

le ton. Non pas explicitement. Jamais je ne dis dans ma communication : « on sera dans le gouvernement en 99 ». Jamais je ne dis ça, je dis qu'on est prêt à négocier si besoin. Mais j'avais la conviction qu'on était devenu un partenaire sérieux potentiel, ça me permettait d'être plus affirmatif, plus revendicatif, plus dénonciateur dans mes propos publics. Ca renforçait notre confiance en nous. Ca nous donnait la niaque. Ca change l'approche psychologique qu'on peut avoir de la stratégie. Selon que tu es persuadé qu'on ne veut pas de toi ou que tu es persuadé qu'on veut bien de toi, ton attitude mentale est tout à fait différente. On savait qu'on allait gagner les élections et qu'on allait éventuellement être appelé à une table de négociation. Ça change toute la donne ça. En 2003, l'état mental était totalement inverse. On ne pouvait pas faire une campagne en 2003 comme on a fait celle de 1999. On savait qu'on allait se planter en 2003 et que plus personne ne voulait de nous. Il n'y a rien à faire, ça modifie ton sentiment, ton appréciation de la situation politique, ta perception et donc ta communication. Tu fais moins le fanfaron quand tu sens que tu vas être éjecté que quand tu sens que les autres sont prêts à s'allier avec toi. C'est comme une jeune fille au bal : elle se comporte différemment si elle sait qu'elle est désirée par tous les mecs de la salle ou si personne ne la regarde et que si quelqu'un lui demande si elle veut danser, c'est pour lui emprunter sa chaise (ça c'est du Biérin). Donc il y a les élections de 99, les résultats qu'on connaît, un record dans l'histoire d'Ecolo. Et très vite on se rend compte qu'il y avait depuis plusieurs mois un accord signé devant notaire entre Busquin et Michel. Busquin était furieux du résultat et notamment du nôtre. On a un peu été l'intrus dans ces négociations, le partenaire non seulement non désiré mais non prévu. Comme c'est Busquin qui était le plus en colère, c'est Michel qui a pris les premiers contacts avec nous dès le soir des élections pour nous demander si on était d'accord de commencer une négociation. Ce à quoi on a dit oui et on a commencé à négocier. Très vite, des problèmes se sont posés en termes de communication puisque certains partenaires demandaient une certaine confidentialité des discussions pour ne pas s'énerver les uns les autres par presse interposée. On sentait très vite que le PS faisait beaucoup

de off avec les journalistes en nous discréditant. En disant des trucs du style « les écolos ne sont pas très pertinents, pas très pugnaces ». Et nous-mêmes, on a aussi commencé à faire du off. À l'interne, on avait un groupe d'une quinzaine de personnes qui se réunissait tous les midis dans un restaurant près du Parlement fédéral. J'informais donc une quinzaine de personnes, jour par jour quasi en temps réel. C'était important à la fois que je les informe, mais aussi que je prenne le pouls de leur vision par rapport aux négociations. Parce que parfois on peut être pris dans un bocal et perdre la distance nécessaire avec le résultat des négociations. Mais l'effet pervers et indirect, c'est que dès l'instant où 15 personnes sont au courant, il y a des choses qui filtrent dans la presse. Avec plus ou moins d'exactitude. Et ça, ça énervait très fort les partenaires. Une fois, j'ai fait volontairement du semi off au milieu des négociations. On voyait très bien que les départements et les zones d'influence étaient déjà répartis entre libéraux et socialistes et que chacun se battait sur les thématiques liées aux portefeuilles qu'ils s'étaient déjà répartis. C'était visible après quelques jours. Ça avait le don de m'énerver. Et j'avais l'impression d'être un peu seul à certains moments à me battre sur le terrain socio-économique pur et notamment sur le terrain social. Et quand je dis seul, en ce compris Agalev (Groen) qui était représenté par Magda Alvoet qui avait d'emblée accepté une logique des territoires. Ils savaient qu'ils allaient avoir des départements proches de ce qu'on considérait comme les dadas des écologistes : mobilité, transports, santé, etc. Elle se battait donc surtout sur ces terrains-là. Elle se battait très peu sur les autres sujets notamment les thèmes liés à la sécurité sociale et à l'emploi. Un jour, j'ai fait rapport au groupe des quinze et on a monté un coup médiatique avec Éric. On avait prévu qu'Éric préviendrait la presse que je passerais vers 14H dans le grand hall du rez-de-chaussée du parlement et qu'ils pourraient éventuellement me poser des questions. Et donc c'est ce qui s'est passé. A 14h, je suis passé au parlement et il y avait une foule de journalistes et de caméras et ils m'ont interrogé sur les négociations. Je réponds que je suis tenu à une certaine confidentialité mais que mon sentiment général est que je suis très inquiet sur l'évolution très négative sur les

terrains sociaux et de la santé et que j'espérais que ça allait s'améliorer dans les jours suivants. C'est une interview qui était spontanée et officiellement imprévue et donc officiellement j'étais pris de court par la meute des journalistes mais tout cela était évidemment préparé de façon à faire pression sur les négociations. C'est là que j'ai lâché la fameuse phrase: « J'ai l'impression qu'on va se retrouver avec une grosse limousine bleue avec un petit autocollant vert et un petit autocollant rouge ». Et donc effectivement, ça n'a pas loupé, vers 14H15, dans la salle de négociations, les téléphones commencent à sonner. Verhofstatd et Michel me regardent avec de grands yeux et puis Busquin bondit de sa chaise comme un chat hors d'une bassine d'eau. Il pique une colère homérique, il hurle, il m'insulte, à tel point qu'on a dû interrompre les travaux. Verhofstadt demande une interruption de séance pour pratiquer ce qu'il appelait « le confessionnal », c'est-à-dire qu'il voyait chaque délégation en tête à tête. Il m'a passé un savon, pas très méchant d'ailleurs. Et je lui ai dit que j'en avais marre de l'évolution des négociations et que si ça continuait j'aurais un résultat complètement invendable à mon assemblée générale et qu'alors on perdait notre temps. Les travaux ont repris deux heures plus tard un peu plus sereinement. Mais dès le lendemain, j'ai senti que le PS était beaucoup plus pugnace sur les dossiers sociaux, sur le terrain de la sécurité sociale et de la santé. D'autant qu'Éric avait fait du off avec la presse en disant que je m'inquiétais des négociations sur le terrain de la sécurité sociale et de la santé et que c'était comme ça qu'il fallait interpréter ma phrase, ainsi qu'une grosse inquiétude sur les terrains de l'environnement où nous étions les seuls avec Agalev (Groen) à défendre cet aspect. Et donc le soir même dans les JT et le lendemain dans la presse écrite, il y avait ma petite phrase, plus les explications en off. Et donc la manœuvre était évidente : Morael veut faire pression sur les négociations. C'est la seule fois où j'ai fait ça durant les négociations. Ça a plutôt marché, mais insuffisamment à mes yeux et aux yeux de beaucoup d'autres aussi. Mais si je n'avais pas fait cela le résultat aurait été pire. Le deuxième problème de communication que j'ai eu c'était en toute fin de négociation, la dernière nuit, c'est la logique de l'entonnoir : on

garde pour la fin les dossiers qui posent le plus de problèmes. Il restait sur la table la répartition des compétences et quelques dossiers de fond comme le nucléaire, l'acquisition de la nationalité et le gros paquet que j'étais seul à défendre : le refinancement des communautés. Le nucléaire s'est réglé assez vite, sur les grands principes qui fonderont la loi de sortie, sans difficultés, il n'y a pas eu d'engueulade. Je ne dirais pas que ça s'est fait facilement, mais ça a été. Par contre sur le refinancement des communautés, c'était beaucoup plus difficile. Lorsqu'on aborde ce point, il est quasiment une heure du matin et je rappelle qu'Ecolo demande un accord là-dessus depuis le début des négociations. Je leur rappelle que j'ai déposé une note avec des critères et que je tiens à ce qu'on ait un accord. Premier tour de table : non de tous, y compris du PS et un peu moins du PRL. Mais à ce moment-là, le PS estimait qu'il était dangereux d'exiger un refinancement des communautés parce que c'était ouvrir la Boite de Pandore à des revendications flamandes au détriment de l'intérêt des francophones. Le PS acceptait l'idée que la loi de 1989 était calamiteuse pour les communautés et pour l'enseignement francophone, qu'elle allait plomber les finances de la communauté pendant des années au détriment des finances wallonnes et bruxelloises. Mais ils préféraient se débrouiller avec cette très mauvaise loi que d'ouvrir des négociations avec les Flamands sur l'institutionnel. On a vu plus tard que cette négociation allait venir de toute façon. Puis au fil de la discussion, Michel sauve la question et dit qu'il faut m'entendre, que j'ai posé cette revendication depuis la première réunion, que je dis que si je n'ai rien là-dessus, ça ne passera pas devant l'AG d'Ecolo et qu'il faut donc un accord. Et à ce moment-là j'avais en ligne Jean-Marc Nollet et d'autres qui étaient à quelques dizaines de mètres de là avec leurs ordinateurs et leurs simulateurs. On entame alors la discussion de fond sur les critères après que tous, surtout les partis flamands, aient marqué leur accord de principe sur l'ouverture d'une négociation sur le refinancement. Commence une discussion de marchands de tapis très technique. Au fur et à mesure des discussions, j'envoyais des sms avec les critères proposés sur la table à Jean-Marc qui me renvoyait le résultat de son simulateur quasiment en temps réel.

Et puis au bout d'une heure ou deux, on arrive à un ensemble de critères qui s'interpénètrent et Jean-Marc me dit : « c'est bon, on n'aura pas mieux, prends ». Je dis que je prends. Puis Verhofstadt fait une réunion avec les partis flamands, revient et me dit : « c'est d'accord, mais certains partis flamands veulent la garantie que tu ne communiqueras pas publiquement là-dessus car le 11 juillet c'est la fête de la communauté flamande et ils ne veulent pas se faire allumer par les nationalistes et les autres partis flamands ». Moi je pouvais comprendre cet argument, mais c'est difficile de ne pas communiquer là-dessus. Donc je dis que je ne suis pas d'accord et je demande ce qui me prouve qu'ils vont respecter leur parole si je ne peux pas communiquer? Et c'est à ce moment que dans un geste très théâtral, Louis Michel sort son Mont-Blanc et une feuille de sa poche et commence à rédiger le texte de l'accord. Tout le monde signe, il date la feuille de papier et dit : « bon, je suis le notaire de l'accord, si quelqu'un ne tient pas parole, il aura affaire à moi ». Je voyais bien que même les francophones soutenaient la revendication flamande de discrétion. Moi, ce qui m'importait c'était d'avoir un accord sur le fond plus que d'avoir une plume à mon chapeau médiatiquement. Donc j'ai donné ma promesse que je ne communiquerais pas publiquement là-dessus. J'ai néanmoins le lendemain communiqué aux quinze le résultat de la dernière nuit de négociations sur tous les points que je viens d'évoquer ainsi que sur la répartition des compétences. Et gros embarras de tous sur le fait qu'on devait se taire sur le refinancement. Mais certains, dont Jean-Marc et Marcel, disent que l'accord est bon et quasiment inespéré et qu'il vaut mieux un bon accord sans communication que rien du tout. C'est un de nos gros points de programme qui a des chances de se réaliser. Et donc jusqu'à l'assemblée générale du 10 juillet, je me suis tu là-dessus. Jusqu'à ce qu'à l'AG, l'un des quinze que j'avais informé le lendemain de l'accord m'interroge en plein débat de l'AG sur le refinancement de la communauté. En me disant avec un air tout naïf: « Jacky, je m'étonne que dans ton rapport sur les négociations, tu n'as pas touché un mot de la révision de la loi de financement des communautés alors que c'est un point essentiel de notre programme et que c'est ce qui nous a valu beaucoup de votes des

enseignants ». Alors qu'il était parfaitement informé. Mais il savait que je devais me taire parce qu'à l'époque les journalistes et les caméras étaient dans la salle. J'ai donc dû faire des ronds de jambes. Donc de la langue de bois, en disant que le problème avait été évoqué, qu'il n'y avait pas d'accord formel et chiffré mais qu'il y avait un engagement de tous les partis à entamer une discussion sur la loi de financement. Mais je ne pouvais dire que ça. Et ça, ça faisait partie de la cabale interne contre moi. Et là, j'étais en très grande difficulté, surtout devant l'AG, mais y compris à l'externe car des journalistes m'avaient déjà interrogé sur la question. C'est donc un bon exemple, rare, où tu obtiens un résultat mais où tu dois t'interdire de communiquer. Mais ce qui est important, c'est que l'accord sera effectivement respecté deux ans après et qu'il y aura une révision des critères de refinancement des communautés et des régions. Sans ces accords, on serait vraiment dans la merde financièrement.

NICOLAS: Dans les années 90, tu apparais un peu comme le gendre idéal, la trentaine et le costume trois pièces, même si tu n'as jamais mis de trois pièces. Mais à l'époque au PS, il y a aussi Di Rupo qui commence à vraiment émerger et il travaille beaucoup sa communication et son apparence. Il continue aujourd'hui d'ailleurs. Et donc autant par rapport à Busquin ou à d'autres tu apparais avec un certain avantage dans la communication, autant par rapport à Di Rupo tu dois tenir compte du fait qu'il est également très fort en communication. Tu vas te retrouver face à lui. Et tu n'hésites pas à le cibler dans la presse écrite puisqu'il incarne les privatisations. Et puis il y a un duel télévisé face à lui où d'après les observateurs tu l'emportes. Mais face à ce personnage qui émerge au PS comment te prépares-tu? Quelle attitude adoptes-tu?

JACKY: C'est vrai que c'est un personnage qui monte à l'époque et dont on sent bien qu'il va devenir quelqu'un d'important au PS. Mais assez bizarrement, j'ai très peu de contacts avec lui parce qu'il n'est pas président de parti et que je ne suis pas parlementaire. Mes contacts au PS sont surtout avec Busquin. Et donc outre des échanges croisés dans la presse écrite sans qu'on se rencontre physiquement, c'est quelqu'un

que je ne connais quasiment pas. Donc lorsqu'on arrive à ce face-à-face télé animé par Gerlache, en fait, on ne se connaît pas bien et on n'a pas forcément d'atomes crochus sur le plan humain. Autant je connais bien mes rapports avec les autres présidents de partis, autant avec Di Rupo je me trouve en terrain complètement inconnu. Mais on connaît déjà sa dialectique de communication très maîtrisée, très calculée. Et donc avec Éric, on prépare sur base de ça. Je savais que je devais venir avec un profil calme, déterminé, des arguments forts et chiffrés, parce que c'était un homme de chiffres qui se présentait surtout comme un bon gestionnaire plus que comme un idéologue. Je savais que c'était là-dessus que je pouvais éventuellement le contrebalancer. Mais le fait qu'on n'avait pas d'affinités humaines parce qu'on ne s'était jamais rencontré a fait que le débat a été d'une froideur extrême. On pouvait voir la haine vis-à-vis d'Ecolo dans son regard dès le début du débat. Il me voyait comme un rival pas seulement politique mais médiatique aussi.

NICOLAS: Quand tu arrives en 86, à 27 ans au secrétariat fédéral d'Ecolo, quelles sont tes ambitions, les défis que tu souhaites relever?

JACKY: En 86, je n'ai pas de plan de carrière, je suis appelé par Paul Lannoye qui me dit qu'il prépare une motion et une équipe pour le secrétariat fédéral. On se connaissait depuis les années 70 où José m'avait présenté à Paul au local des Amis de la Terre à Liège et on s'était beaucoup croisé au conseil de fédération. Donc on n'était pas des inconnus l'un pour l'autre et on s'appréciait beaucoup. J'ai donc pris ça comme un défi. Paul m'expliquait ses objectifs en termes de réformes internes, de communication externe, de stratégie politique et j'adhérais totalement à ce qu'il me proposait. J'ai d'abord été emballé par le défi : remettre Ecolo sur des rails efficaces, travailler dans la bonne humeur et dans le plaisir. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, c'est un vrai hédoniste, les plaisirs de la table sont importants pour lui, les balades dans la nature, la camaraderie, la confiance, l'amitié sont des choses qui comptent beaucoup pour lui. En plus, c'est un intellectuel impressionnant. Donc moi j'étais content de pouvoir relever ce défi avec quelqu'un qui pouvait m'apporter beaucoup. Ce qui n'a pas manqué d'ailleurs.

Comme José l'avait fait avant d'ailleurs depuis que j'étais devenu son attaché parlementaire. Mais moi je voyais ça comme une étape et je n'avais pas abandonné mon rêve de me rediriger vers le journalisme et je n'avais pas à ce moment bien conscience qu'à mesure que je faisais des pas de plus en plus affirmés en politique, je m'éloignais de plus en plus d'un jour faire du journalisme parce que j'étais de plus en plus marqué politiquement. Mais en 86, j'étais parti pour un mandat de deux ans, je sentais qu'avec Paul et le reste de l'équipe on pourrait faire de l'excellent boulot et je ne voyais pas plus loin. Et c'est en 89, lorsque Paul a quitté le SF parce qu'il venait d'être élu au parlement européen que je suis vraiment devenu le moteur du SF et le porte-parole attitré du parti. C'est à ce moment-là que j'ai commencé à prendre les choses très au sérieux. De 86 à 89, j'aidais Paul, je lui donnais mes conseils, mes avis, notamment en termes de communication, de stratégie interne et externe. Mais en 89, je me trouve au gouvernail. Et je savais que la prochaine échéance, c'était les élections de 91. L'objectif était de tout mettre en place : organisation interne, stratégie, ressources humaines, communication, approfondissement du programme, pour maximiser nos chances de faire un bon score en 91. C'est ce qui s'est produit. Et donc à partir de 91, j'ai senti que je ne pouvais plus décrocher de la vie politique. Nos conversations s'arrêtent à 99. Certains pourraient trouver un peu bizarre qu'après avoir tant communiqué, je sois relativement discret de 99 à 2003 lorsque je suis au Sénat : c'est volontaire. Je travaillais sur mes dossiers au Sénat, mais je m'interdisais de communiquer sur la stratégie du parti. Il y a avait une équipe qui n'avait pas mes faveurs, je la trouvais très brouillonne et souvent dans l'erreur comme avec les convergences de gauche, mais je ne voulais pas jeter de l'huile sur le feu. Je l'ai fait quelques fois et ça a évidemment été très mal perçu. Mais il y avait des moments où je ne pouvais pas me taire. Et donc un rôle que j'ai joué à ce moment était un lien avec Verhofstadt. J'étais un peu un sonneur d'alarme auprès de lui via notamment son porte-parole, Alain Gerlache, avec qui j'avais de bonnes relations. Verhofstadt était obnubilé par la seule presse flamande et commettait des erreurs de stratégie qui énervaient très fort les francophones en général et Ecolo

en particulier, notamment sur des dossiers emblématiques comme le renvoi brutal des 130 Roumains. Sur ce dossier, j'ai eu longuement Verhofstadt au téléphone en lui disant que s'il faisait ça il allait mettre le feu aux poudres, que ça péterait chez Ecolo. Et là, on était tout au début de la législature. Il ne voulait rien entendre. Et donc voilà, il m'est arrivé au début de la législature de faire la courroie de transmission vers Verhofstadt, parce qu'immanquablement quand tu négocies pendant des semaines, il y a d'une part tout ce qui est écrit mais il y a aussi tout ce qui n'est pas écrit, ce qui est informel et tacite, toutes ces choses qui se disent dans les discussions et en marge des discussions lors des repas et des interruptions de séance, où chacun mesure les limites de l'autre. En sachant déjà les erreurs qu'il n'a pas à commettre dans les années de gestion qui vont suivre. Et ça c'est un bagage qu'Isabelle n'avait pas et donc je servais parfois de rappel, mais discret. Ce qui explique que je ne suis pas beaucoup intervenu sur la stratégie du SF, sauf concernant certains trucs que je trouvais calamiteux comme la « participe-opposition » ou les « convergence de gauche ». Et encore, j'ai fortement poussé sur le frein.

## ECOLO ET LE FÉDÉRALISME

### JONATHAN PIRON

## Morael tend la main aux démocrates du Nord

Laissons hurler les parce qu'il serait l'otage de José Happart ? Tant que José Hap quelques ultras de Flandre, dit le porte-parole d'Ecolo, ils sont minoritaires. Et gare au PS. le « maillon faible » du débat communautaire.

#### **UN ENTRETIEN**

de Pierre Bouillon et Bénédicte Vaes

omment Jacky Morael, le secrétaire fédéral et porte-parole d'Ecolo, analyse-t-il les déclarations d'une certaine Flandre, qui veut fédéraliser la Sécurité sociale ou investir Bruxelles ? Est-ce une avant-garde prémoni-

toire ?

- Le communautaire revient au galop quand le gouvernement se met aux abonnés absents sur le terrain socio-économique ou démocratique. Une minorité flamande ultra fait l'impasse sur le fait que ses fantasmes n'ont de sens que si un francophone au moins embraie. Personne ne le fait. Sauf l'inévitable Clerfayt qui a tout à gagner à la surenchère. Il ne va donc rien se passer du tout. Mais le PS est le maillon le plus faible.
- Pourquoi ? J'ai apprécié l'appel de Busquin à ne prendre aucune attitude susceptible de cautionner l'extrême droite. Mais il devrait aller jusqu'au bout de son raisonnement en s'engageant à ne pas aller autour d'une table où l'on discuterait de la fédéralisation, même partielle de la Sécu. ni de sa privatisation, ni de nouvelles avancées régionales s'apparentant à des démantèlements (comme la justice, la coopération au développement).

Le danger de fédéralisation de la Sécu vient autant de Wallonie que de Flandre ?

☐ La question principale pour les francophones, c'est : Busquin va-t-il résister à la pression de la base ? Ou va-t-il se laisser mener à la table de négociation avec un anneau dans le nez part roulait pour la cause fouronnaise, son combat était légitime. Dès l'instant où son enjeu devient le leadership du parti socialiste, il pourrait amener Busquin à une table de négociation, où le PS renierait tout ce pour quoi il s'est battu ces dernières années.

M Les francophones n'ont aucune raison d'avoir peur des Flamands?

Les françophones ont tout intérêt à changer d'interlocuteurs. Les questions de fédéralisme se discutent entre ultras. des deux camps. C'est malsain. Les formations non séparatistes, soit l'essentiel des francophones, ne doivent pas discuter avec Van den Brande, ou les pèlerins de l'Yser, mais avec les démocrates et les vrais fédéralistes flamands : le SP, Agalev, les modérés du CVP, même une partie de la VU. En Flandre, seule 10 à 15 % de l'opinion est séparatiste. Pour des raisons purement stratégiques, elle est l'enieu de surenchères entre le VLD, la frange dure du CVP, le Vlaams Blok et la VU.

@ Certains francophones jouent leur jeu ?

Oui. Cela arrange Gol, pour dénoncer, avec un culot monstrueux, la dernière réforme de l'Etat, Happart, parce que ça alimente son propre discours. Clerfayt parce ça lui donne une raison d'exister.

■ Le gouvernement pourrait-il tomber sur l'amnistie ?

Ce serait dramatique. La plupart des francophones sont sur la même ligne : d'accord pour discuter de cas individuels, en, particulier des descendants, qui ne sont pas responsables des agissements de leurs parents, mais pas de mesure générale de pardon. En Flandre, les ultras ajoutent ce symbole à d'autres. Il suffit que les francophones ne bougent pas pour que la ques tion n'avance pas.

maginez-vous une coalition violette (rouge et bleu) avec une pointe de vert ?

☐ L'énorme différence dans l'opposition, c'est que les libé raux se placent sur le terrain de l'aitemance et les Ecolos sur le terrain de l'alternative. Gol estime qu'en remplaçant Deprez, il apporterait une bouffée d'air frais. Cette alternance continue nissement, le non-emploi, la non-démocratie. A l'alternance. Ecolo oppose l'alternative, Peu importe de savoir qui gère, mais ce qu'on fait. Nous disons : une majorité politique est en train de trahir une maiorité sociale.

E La société civile contre la société politique ? C'est dangereux!

 Je ne parle pas des propos d'autobus ou de la file chez le boucher, ni d'une volanté populaire qui aurait la vérité révélée . ce serait du poujadisme ! Mais d'une majorité sociale organisée, structurée, avec des interlocuteurs responsables. Cette majorité est sociale, syndicale, culturelle, associative, intellectuelle. Cette majorité est contre le Gatt, contre les normes de l'union économique et monétaire, pour une redistribution du temps de travail, pour une opé-ration sur la dette. Cette majorité pourrait se croire représentée par un gouvernement de centre-gauche. Or la majorité gouvernementale mène la politique exactement inverse tandis que la majorité parlementaire est complètement muselée.

E Le budget, pour une fois, était indolore. Pourquoi criezvous aussitôt à l'intoxication ? Ce budget n'est pas indolo-re! Il applique le plan global. Voyez les 30 milliards de réduction de cotisations donnés aux patrons : où sont les emplois ? Si on les avait affectés aux troisquarts temps — le plan Ecolo — ils auraient mis au travail 150.000 personnes. Le gouvernement place toute l'initiative sur le terrain des entreprises. Il fait une confiance aveugle au marché. Aujourd'hui la classe politique est en sursis : elle est dépossédée, avec son consentement, par l'économie. Elle est déconsidérée à cause des affaires; si ça continue, dans dix ans, on va se demander à quoi servent les gouvernements.

Le 7 octobre 1992, les écologistes, réunis à Bruxelles, émettent un «oui conditionnel» aux Accords de la Saint-Michel qui engagent l'Etat belge dans une nouvelle réforme de l'Etat. Après plusieurs mois de tensions, presque un an après les élections de 1991, la Belgique entre dans une nouvelle phase de son histoire, en devenant officiellement un Etat fédéral. Cette évolution est rendue possible par la participation des Verts aux négociations institutionnelles.

### UNE INVITATION À LA TABLE DE NÉGOCIATION POUR LES ACCORDS DE LA SAINT MICHEL

Un an plus tôt, aux élections du 24 novembre 1991, le recul des principales formations politiques a surtout sanctionné la coalition sortante entre les sociaux-chrétiens et les socialistes. En Wallonie et à Bruxelles, Ecolo en est le grand vainqueur, en passant de 6,5% à 13,5%. En Flandre, la poussée du Vlaams Blok tétanise les esprits, avec un score dépassant les 10%.

Le processus de formation de gouvernement est long et difficile. Dans un premier temps, une coalition originale composée des libéraux, des socialistes et des écologistes, et dés lors excluant les sociaux-chrétiens, est tentée. En vain, les libéraux et le FDF ayant rapidement décidé de ne plus y participer. Les négociations, tendues et difficiles, se terminent en juillet sur un constat d'échec. La possibilité d'une séparation du pays est désormais ouvertement évoquée dans la presse. Mais à la fin du mois de septembre, le Premier ministre présente de nouvelles propositions qui intègrent les acquis du « dialogue de communauté à communauté » auquel Ecolo a participé.

Le 29 septembre 1992, l'accord de la Saint Michel fait officiellement de la Belgique un état fédéral, ce qui se manifeste non seulement par le changement d'appellation, mais également par l'élection directe pour un mandat de cinq ans des parlementaires régionaux. Les régions reçoivent les compétences en matière d'agriculture, de commerce extérieur et de relations internationales. La province du Brabant est divisée en trois, mais l'arrondissement électoral de Bruxelles-Halle-Vilvorde n'est pas scindé. Officiellement, Ecolo se réjouit alors d'avoir consolidé les facilités des francophones de la périphérie.

Le principal motif de satisfaction des Verts est d'avoir obtenu, en échange de leur vote, un refinancement des compétences de la communauté française et notamment de l'enseignement qui vient de traverser une longe période de grèves. Pour la première fois, la part du financement des Communautés qui est prélevée dans l'Impôt des Personnes Physiques est liée à la croissance du PIB¹. Ecolo et Agalev arrachent aussi la promesse de l'introduction d'une écofiscalité, d'abord sur le carbone, et, ensuite, après le refus du parti du Premier ministre, Jean-Luc Dehaene, sur certains produits jetables. L'interminable discussion sur la mise en œuvre des «écotaxes » qui durera quasiment jusqu'au début du siècle suivant, laissera un souvenir douloureux aux écologistes, dans la mesure où elle leur vaudra une image aussi injuste que durable de « taxateurs ».

Jacky Morael qui est alors élu à la Chambre des représentants, soutient les compromis institutionnels mais il regrette que le nouveau Sénat n'ait pas été transformé en véritable parlement des entités fédérées. Il prône aussi et surtout une simplification des institutions. En septembre 1992, il déclare ainsi que « l'intérêt d'une réforme de l'État qui accentue le poids des Régions est qu'elle conduit à une simplification du paysage institutionnel. Ce mouvement permettra peut-être de réconcilier le citoyen et la politique. » Cette volonté de renforcer le poids des régions inspire l'accord de la Saint Quentin conclu le 31 octobre 1992 entre, d'une part, les partis francophones de la majorité, le PS et le PSC qui forment l'exécutif de la Communauté française, et, d'autre part, Ecolo. Il permet ainsi à la Communauté française de transférer à la Région wallonne et à la Commission communautaire de la région de Bruxelles-Capitale une série de compétences, sans leur transmettre l'ensemble des moyens liés à ces compétences, ce qui donne à la communauté française un ballon d'oxygène supplémentaire. Le PS

<sup>1</sup> BEYEN & DESTATTE, op. cit, p. 326.

et le PSC s'engagent alors à assurer jusqu'en 1999 « une croissance annuelle moyenne de 1% en termes réels des moyens financiers affectés par l'ensemble des pouvoirs publics au financement des compétences actuelles de la Communauté française ».2

### LES ACCORDS DE LA SAINT-MICHEL À L'INTERNE D'ECOLO

Le vote du Conseil de Fédération qui se réunit le 4 novembre 1992 est précédé de difficiles débats. Le refinancement obtenu est réel mais il reste insuffisant. Surtout, la perspective des écotaxes paraît bien lointaine. Cependant, le soutien à la réforme de l'État a permis à Ecolo d'entrer pour la première fois dans une négociation de longue haleine, et de choisir de peser sur l'évolution institutionnelle de la Belgique. Cette participation marque aussi une évolution très complexe du positionnement institutionnel d'Ecolo. En 1981, le premier programme d'Ecolo était marqué par la doctrine du fédéralisme intégral, héritée de l'engagement de certains fondateurs d'Ecolo dans le mouvement fédéraliste et autogestionnaire des années 1970. Ce fédéralisme intégral, au moins jusqu'à la fin de la première moitié des années 1980, entendait décentraliser au maximum la décision politique, à la fois pour démocratiser et écologiser la société. Paul Lannoye affirmait alors que fédéralisme et écologie sont non seulement compatibles, mais qu'ils sont également indissociables. Ecolo refusait énergiquement de remplacer l'Etat-nation belge par deux Etatsnations, l'un flamand, l'autre francophone ou wallon. Les Verts belges prônaient une décentralisation la plus large possible vers les contrées, les communes et les quartiers. Ensuite, ce n'est qu'à la fin des années 1980 et la seconde phase de la réforme de l'Etat qui communautarise l'enseignement qu'Ecolo commence vraiment à se préoccuper de très près de la situation des compétences de la communauté française. Tout au long des années 1980, le parti écologiste est partisan d'une Europe des régions (dans laquelle la Belgique doit se dissoudre) permettant, en ce sens, d'être qualifié de régionaliste. Mais Ecolo ne partage pas

<sup>2</sup> BEYEN & DESTATTE, « Un autre pays, Nouvelle histoire de Belgique, 1970-2000 », . p. 326. Le Cri, 2011.

le projet de certains mandataires socialistes dont le premier objectif est de renforcer les compétences de la région wallonne pour y déployer des réformes économiques très ancrées dans un paradigme industrialiste que les Verts francophones jugent dépassé. Les écologistes wallons partagent cependant avec ceux-ci un refus de fusionner la Communauté française et la région wallonne, comme le veulent les libéraux et les sociaux-chrétiens francophones, dans leur grande majorité. De même qu'Ecolo s'oppose au transfert de l'exécutif wallon à Bruxelles, suivant le refus de renforcer un « centralisme » belge.

Après la grande crise de l'école de 1991, au moment où les francophones se rendent compte que la loi de financement qui a été votée en 1989 n'a pas prévu assez de moyens pour l'enseignement et les compétences culturelles en général, un consensus implicite finit par se nouer entre écologistes wallons et bruxellois. Ce compromis de fait se réalise entre deux tendances : celle très attachée aux compétences communautaires et à leur refinancement et celle aspirant à un renforcement des régions wallonne et bruxelloise. Ce compromis est à l'œuvre dans l'accord de la Saint Quentin. Mais si les compétences communautaires sont précairement et insuffisamment renflouées, le fédéralisme intégral disparaît alors progressivement des écrans radars, l'élargissement de l'Europe à de nouveaux États le rendant de plus en plus difficile à mettre en œuvre. En outre, l'autogestion est en grande partie rendue obsolète par le déclin des nouveaux mouvements sociaux ayant porté très haut la demande de participation citoyenne. Ecolo n'insistera d'ailleurs pas beaucoup pour que la troisième phase de la réforme de l'Etat soit soumise à référendum, position qui aurait été inconcevable au début des années 1980 pour les fédéralistes intégraux qui souhaitaient soumettre toute réforme à référendum.

#### ENTRETIEN ENTRE JONATHAN PIRON ET JACKY MORAEL - 1ER FÉVRIER 2014

### INSTITUTIONNEL, FÉDÉRALISME, RÉGIONALISME

JACKY: Après la lecture de la revue de presse, quelle est ton impression générale?

JONATHAN: Quand je relis la plupart de tes interventions, je me dis que finalement tout était déjà là. Les propositions sont visionnaires et restent d'actualité. Je trouve vraiment intéressant de voir comment à partir du fédéralisme intégral, l'idée régionale est arrivée à Ecolo. Au fond, on y trouve les prémices d'une Belgique à quatre régions et d'un dialogue constant entre Wallons, Bruxellois et Flamands. C'est passionnant de voir comment Ecolo a pu construire une identité fédéraliste bien distincte de celle du PS. L'idée régionale d'Ecolo, ce ne sont pas les baronnies du PS. C'est une région démocratique qui se projette dans l'avenir et qui reconnait ses interdépendances avec toutes les autres régions. Avec la Saint-Michel et la Saint-Quentin, Ecolo est vraiment sur un pied d'égalité avec les autres partis, alors que les premières négociations des années 1980, le confinent encore dans un rôle de « junior ». Du coup, les autres partis essayent de faire passer Ecolo comme un parti comme les autres. Six ans après la motion de Neufchâteau-Virton, où Ecolo s'autorisait pleinement à entrer dans des gouvernements, on passe de la théorie à la pratique. Ce que j'aimerais que tu m'expliques, c'est à la fois comment cela s'est passé avec les autres partis et comment cela a été perçu à l'intérieur d'Ecolo. Comment aussi le positionnement institutionnel a évolué.

JACKY: Ton impression confirme celle de tous ceux qui ont contribué au projet. Nous étions visionnaires: ce que nous disions est encore pertinent aujourd'hui. On pourrait bien sûr nous reprocher qu'on n'arrête pas de dire la même chose depuis trente ans. Il va donc falloir aussi qu'on rappelle les avancées qu'on a obtenues. Par exemple l'éthique en politique : quand je me suis vraiment engagé en politique, les

campagnes électorales étaient financées par des entreprises privées, des banques, des assurances, des grands conglomérats énergétiques comme Electrabel, etc. A chaque campagne, les présidents de partis allaient, la queue entre les jambes, trouver les présidents de ces grands groupes en demandant leur « dringuelle ». Donc depuis lors, au plan éthique, en termes de financement des partis, on a réalisé des avancées qui étaient totalement inconcevables au moment où j'ai entamé ma carrière politique. Nos positions ne suscitaient que la risée. L'idée qu'il faille un financement public des partis, un contrôle des dépenses électorales, une parité, un décumul des mandats, ça faisait franchement rigoler. On était perçu comme des martiens. Ce sont des avancées importantes sur le plan démocratique qui n'auraient pas été possibles si les partis traditionnels n'avaient pas été mis sous pression par la concurrence d'un acteur émergent qui faisait de « la politique autrement » son fil conducteur, et cet acteur, c'était Ecolo.

### JONATHAN: Et sur le thème du régionalisme?

JACKY: Je suis content que tu aies décelé le thème régionaliste, même si c'est un peu compliqué. Le régionalisme n'a jamais été affirmé comme tel au sein d'Ecolo. Il était toujours latent. Et Ecolo a toujours comporté en ses rangs une importante frange de personnes attachées à la Communauté française parce qu'ils étaient viscéralement attachés à ses compétences, comme Marcel Cheron ou Jacques Liesenborghs. Le PS a eu – médiatiquement – une stratégie plus claire en récupérant à la fin des années 1980, une série de figures du Rassemblement Wallon, comme José Happart. Dans les années 1990, j'ai été vice-président de l'Institut Jules Destrée qui a toujours été à la pointe du combat intellectuel pour la Wallonie et ses institutions. Mais chez Ecolo, le régionalisme n'a jamais été proclamé, même s'il est là depuis le début, entre les lignes. Bien qu'ayant toujours été régionaliste dans mon for intérieur, je n'ai jamais clamé mon attachement à une Belgique à quatre régions. Je l'ai fait seulement tout récemment. Je sais que ça traverse des clivages qui ne sont pas évidents à Ecolo. Il n'y a jamais eu d'assemblée générale ou de congrès disant clairement notre préférence pour le régionalisme ou le rejetant explicitement.

JONATHAN: Est-ce que la question a déjà été posée clairement?

JACKY: Pas à ma connaissance. Il faudrait faire quelques recherches pour en être sûr, mais mon impression est qu'à chaque fois qu'on a dû se pencher sur un programme politique, en ce compris son volet institutionnel, il y a toujours eu un arrangement tacite pour n'exclure aucune des deux pistes, renforcement des régions ou renforcement de la Communauté française. Mais avec la dernière réforme - et notamment au vu de la situation à Bruxelles et des conséquences probables d'un tout aux communautés, on s'est rendu compte qu'il fallait régionaliser. Sinon on aboutissait à des nationalités multiples et concurrentes à Bruxelles. Ma conviction, c'est que dans ses tripes, Ecolo a toujours été régionaliste. Mais comme il est attaché à la culture, à l'audiovisuel, à l'enseignement – et que cet attachement a mobilisé beaucoup de nos cadres et de nos élus – le fait communautaire (la Communauté française de Belgique), s'est maintenu. On a toujours balancé entre les deux, mais, confrontés à la réalité, notamment à Bruxelles, dans la sixième réforme de l'État, on a privilégié le fait régional.

JONATHAN: Mais les accords de la Saint-Michel et de la Saint-Quentin sonnent quand même la victoire des régions, non? Elles parviennent à gagner énormément de compétences. A l'époque, tu disais dans certaines interviews qu'on ne devait laisser aux communautés que la culture, l'enseignement et l'audiovisuel. Tout le reste devait aller à la région. Comment cela s'est passé en interne pour que cette idée soit acceptée ? Est-ce que ça a été difficile ?

JACKY: Il faudrait interroger quelqu'un comme José Daras, qui était très actif dans ces négociations et qui a joué vraiment le rôle d'un « sage », qui a été reconnu plus tard à travers sa nomination comme ministre d'Etat, mais à mon souvenir, cela n'a posé aucun problème en interne. Nous reconnaissions à la fois, ce que j'appellerais « le fait communauté » qui était en charge de l'enseignement, de l'audio-visuel et de la culture. Mais pour tout le reste, c'étaient les régions. On n'imaginait pas un urbanisme ou une mobilité gérée par la communauté française pour Bruxelles et la Wallonie. Et le dernier pas qu'on franchira immanquablement, c'est

de dire que la communauté germanophone doit devenir une région à part entière. Ça, je le prédis pour les quelques années qui viennent. On ne l'a jamais encore dit aussi clairement mais Ecolo le dira bientôt.

JONATHAN : Cela renvoie aussi à la spécificité du fédéralisme d'Ecolo qui explique nos relations privilégiées avec Agalev...

JACKY: Depuis 1981, nous avons un groupe commun structurel Ecolo-Groen au parlement fédéral qui se réunit chaque semaine: les collaborateurs travaillent ensemble. C'est une de nos fortes caractéristiques. Que les parlementaires et les collaborateurs se voient une fois par semaine, ça n'a l'air de rien, mais c'est très important. Cela s'explique parce que nous sommes « nés fédéralistes ». Au moment où les grands partis traditionnels se scindaient en ailes communautaires, nous commencions d'emblée à collaborer avec Agalev qui était créé distinctement d'Ecolo. Encore récemment, je discutais avec un collaborateur du groupe MR qui me disait que Charles Michel était très fier d'avoir réuni dernièrement les groupes parlementaires chambre MR et VLD, une fois, pendant deux heures. Une fois, en quatre ans... A Ecolo, c'est toutes les semaines. Ça peut passer comme de l'organisationnel, mais culturellement ça change tout.

JONATHAN: Est-ce qu'il y a eu des gros moments de tensions avec les verts flamands, Agalev-Groen, dans les négociations institutionnelles auxquelles tu as participé? Que ce soit à la Saint-Michel ou même un peu plus tard, est-ce qu'à un moment tu as senti qu'il y avait un danger pour la viabilité du groupe commun dans des propositions qui étaient faites ou qui auraient pu être faites?

JACKY: Non, il n'y a jamais eu de tensions trop fortes. Et le fait que les ponts soient tellement institutionnalisés entre Ecolo et Groen y est pour beaucoup. J'ai oublié d'en mentionner un, qui est pourtant tout aussi structurel, c'est le GI où la direction d'Ecolo et celle de Groen se voient au moins une fois par mois avec leurs chefs de cabinet et attachés de presse respectifs. Cela fait au moins trois réunions mensuelles systématiques qui mettent du liant. Donc, potentiellement il pourrait y

avoir des conflits, mais ils sont très vite désamorcés parce qu'il viennent très vite en amont, dans ces réunions où chacun exprime son point de vue et constate le point de vue de l'autre. Ça permet de comprendre l'approche de l'autre communauté sur certains problèmes.

JONATHAN: Le 7 décembre 1992, dans La Libre Belgique, Francis Van de Woestyne te demande si la réforme de l'Etat aurait été différente si Ecolo avait été seul à décider. Tu réponds alors « si nous avions eu le choix, il est clair que le sort réservé aux francophones de la périphérie aurait été meilleur ». Qu'est-ce qui a bloqué ?

JACKY: Nous avons été confrontés à un veto absolu des partis flamands, en ce compris d'Agalev/Groen. Tout le microcosme politique flamand est imprégné de la hantise de la tache d'huile. A leurs yeux, Bruxelles est une ville historiquement flamande qui s'est un peu francisée à mesure qu'elle s'embourgeoisait. Ce n'est pas qu'un mythe d'ailleurs. Mais, on peut penser que ce phénomène ne risque pas de s'arrêter. Quels que soient les mouvements historiques, il y a dans les communes de la périphérie une forte population, parfois même largement majoritaire, de francophones dont les droits linguistiques ont été drastiquement réduits, singulièrement depuis cette réforme de 1992 avec les lois sur l'emploi des langues, l'accès au logement, aux terrains. Mais c'est aussi lié au fait régional. A mes yeux, la région de Bruxelles ne se limite pas et ne se limitera jamais aux seules dix-neuf communes. Idéalement, Bruxelles devrait être élargie à son hinterland culturel et économique. Mais comment le définir ? Je pense plus réaliste de privilégier une vraie coopération entre les trois régions pour valoriser ensemble les avantages de Bruxelles et répondre aux énormes défis que posent son développement. Cependant, si la NVA veut pousser jusqu'au bout la logique confédérale, elle s'expose toujours au risque que la Flandre perde son lien avec Bruxelles et que les limites de la région bruxelloise soient revues. On ne pourrait pas, ce serait humainement et politiquement intenable, figer les frontières d'un nouvel État confédéral sans consulter les populations, sauf à provoquer des heurts et des violences. Et donc une bonne partie des communes de la périphérie pourraient s'autodéterminer pour la région bruxelloise

JONATHAN : Mais tu continues à croire en la Belgique ? Ou tu penses qu'elle est amenée à disparaître ?

JACKY: À disparaître non, parce que je pense que maintenant, même les plus ultras des Flamands comprennent qu'un scénario séparatiste, c'est-à-dire une Flandre qui s'autoproclame indépendante, non pas de façon négociée mais de façon unilatérale, laisse une Belgique résiduaire, constituée de Bruxelles, de la Wallonie et de la communauté germanophone (future région). Ils savent que c'est cette Belgique résiduaire qui hériterait de toute la légitimité diplomatique, économique, politique, notamment au regard de l'Union Européenne, des institutions internationales telles que l'OCDE, le FMI, la Banque Mondiale, l'ONU, etc. Les francophones deviendraient donc dépositaires de tout l'acquis diplomatique, économique, commercial, politique, culturel, et les Flamands se retrouveraient tout nus et ils devraient, à la limite. déposer une demande d'adhésion à l'Union Européenne. L'Union Européenne, vu ce qui se passe en Écosse, en Catalogne, au nord de l'Italie, ne va sûrement pas alimenter le scénario séparatiste. Donc, à mon avis, même les plus bêtes des nationalistes flamands ont compris que le séparatisme est une voie sans issue. La Flandre serait rayée de la carte politique et diplomatique internationale et donc bonjour pour aller faire des voyages commerciaux au nom de Vlanderen.vl. Même les plus anti-belges de Flandre comprennent qu'il faudra conserver une structure belgo-belge minimale, squelettique, mais au moins pour garder une présence de la Flandre auprès des institutions européennes et internationales.

JONATHAN: Tu parles de la Catalogne, de l'Écosse, du nord de l'Italie. Comment ressens-tu les poussées nationalistes ou séparatistes qu'on voit un peu partout en Europe? Quels sont les points communs et les différences avec notre fédéralisme régional?

JACKY: Les dérives sont toujours possibles, mais je pense que le régionalisme ne peut que contribuer positivement à une Belgique fédérale à quatre régions autonomes, indépendantes, fières d'elles-mêmes et de leurs projets. Nous sommes fédéralistes, ce qui veut dire que nous sommes

pour le rassemblement et la solidarité, à partir de la reconnaissance ce qui nous distingue. Nous ne sommes pas nationalistes. Nous refusons l'identification absolue entre une communauté et son territoire, sa culture, sa langue ou éventuellement sa race. Nous refusons le repli sur soi et le rejet de l'autre, auxquels tendent les nationalismes. Mais il y a aussi parfois quelque chose de paradoxal chez certains régionalistes qui ont des sympathies pour des mouvements autonomistes en Corse, en Bretagne, en Écosse, en Espagne, etc. alors qu'ils sont très méfiants visà-vis de l'autonomisme flamand. Pourquoi est-ce que des autonomistes seraient sympathiques partout en Europe et antipathiques en Belgique? Il n'y a pas de raison. Même si on sait que l'autonomisme flamand est souvent plus porté à droite que d'autres autonomismes.

JONATHAN: Beaucoup disent qu'une Belgique à quatre régions affaiblirait la région bruxelloise qui ne parviendrait pas à assurer son avenir seule. Tu es d'accord?

JACKY: Non, une Belgique à quatre régions n'empêche pas des concertations, des connivences, des solidarités entre régions. Et il est évident qu'entre la région wallonne et la région bruxelloise, même si elles deviennent de plus en plus maîtresses de leurs compétences propres, il y a des passerelles à construire. En matière d'emploi, de formation professionnelle, d'enseignement, d'audiovisuel, il est évident qu'on ne peut pas avoir un pré-carré bruxellois et un pré-carré wallon. Il y aura toujours des solidarités et je ne vois pas la région bruxelloise entrer dans un scénario d'isolement, ni par rapport à la Wallonie, ni par rapport à la Flandre. Ces deux régions auront toujours un énorme intérêt économique, financier, culturel, historique, à s'impliquer dans la vie de Bruxelles.

JONATHAN: Pour avoir négocié avec la Volksunie en 1992, est-ce que tu penses qu'il est possible aujourd'hui de négocier avec la NVA? Ou est-elle est trop unilatérale?

JACKY: Je ne pense pas qu'il soit impossible de négocier avec qui que ce soit, même avec des gens qu'on ne souhaiterait pas voir autour d'une table de négociation. Ceci dit, la Volksunie ce n'était pas la NVA. La Volksunie était très hétéroclite comme tout le mouvement flamand qui comportait une droite très traditionaliste avec une frange d'excollaborateurs et une gauche qui est toujours présente aujourd'hui. Par exemple, Bert Anciaux est un ancien de la Volksunie qui se retrouve aujourd'hui au SP.A. C'est un vrai progressiste et un vrai pacifiste. La Volksunie était un conglomérat hasardeux qui agrégeait des courants très divers qui ne s'accordaient que sur l'autonomie flamande. La NVA me paraît moins diversifiée. Sur l'axe socio-économique, elle est clairement à droite. Sur le plan des libertés publiques et de l'immigration, c'est un parti conservateur et sécuritaire. La NVA ne représente pas la pluralité de la Volksunie.

### JONATHAN: Dangereuse la NVA?

JACKY: C'est un parti démocratique, ce n'est pas un parti fasciste, ce n'est pas le Vlaams Belang. Même si elle compte quelques éléments qui en viennent. On peut ne pas être d'accord avec ses thèses, mais la NVA n'est pas un parti qui menace les libertés publiques. Bien sûr, ce n'est pas vraiment un parti progressiste. Même si je ne partage quasiment aucune de ses thèses, je ne dirais pas que c'est un parti dangereux, sauf si on est un belgicain conservateur et qu'on ne voit pas quelle sera l'évolution de ce pays.

JONATHAN : Quel regard portes-tu sur le succès d'Ecolo en 1991 et la tentative avortée d'un premier Arc-en-ciel ?

JACKY: En 1991, j'ai une entrevue avec Verhofstadt qui me demande si on est prêt à monter dans une majorité avec eux sans les sociaux-chrétiens. Et je lui réponds oui évidemment. La tentative a avorté, parce que les socialistes flamands étaient totalement opposés au refinancement des compétences des communautés que nous voulions à tout prix. Elle ne réussira que huit ans plus tard.

JONATHAN: L'échec du premier Arc-en-ciel a quand même permis qu'Ecolo soit invité quelques mois plus tard invité à la négociation institutionnelle...

JACKY: La tentative des libéraux, Verhofstadt et Gol, de mettre en place une coalition Arc-en-ciel qui aurait mis les sociaux-chrétiens (CVP et PSC) dans l'opposition, a été vue comme un crime de lèsemajesté. Ces deux partis considéraient et considèrent encore au moins en partie, qu'au même tire que la monarchie est héréditaire, ils ont un droit naturel à gouverner. Et donc tant Dehaene que Deprez se sont dit qu'ils allaient amener les Verts du nord et du sud dans une négociation institutionnelle et qu'ils allaient faire payer aux libéraux le prix de leur trahison. Pour eux, il était absolument diabolique d'avoir osé commencer les négociations gouvernementales avec l'idée de mettre les sociaux-chrétiens dans l'opposition.

JONATHAN: Qui est venu trouver Ecolo?

JACKY: C'était Jean-Luc Dehaene, je pense. Mais cela a été relayé par le Palais royal. J'ai été reçu en audience un peu après les élections. Après les convenances, le Roi m'a demandé : « Monsieur Morael, vous qui êtes un homme averti, très au fait de la vie politique interne de la Belgique, comment pourrait-on faire pour éviter que les sociauxchrétiens ne soient rejetés pas dans l'opposition? ». La question me paraissait tellement surprenante que j'ai dû répondre un truc du style : « Sire, ce n'est pas ma préoccupation du moment, il faut tenir compte du résultat des élections. Nous n'avons pas de partenaire privilégié ni d'adversaire particulier ». Ensuite, il m'a demandé si les écologistes accepteraient de participer à une réforme de l'Etat. Je lui ai répondu oui.

JONATHAN: Les négociations ont été longue et chaotiques...

JACKY : Dehaene nous présentait cette réforme comme la « der des ders ». Son texte portait le titre de « Projet de loi visant à achever la structure fédérale de l'Etat ». Les francophones, du coup, n'étaient « plus demandeurs de rien ». Comme en 1994, nous avions voté une réforme de l'État qui visait « à achever la structure fédérale de l'État », il n'y avait plus de raison de remettre l'institutionnel. Cela a été une grande erreur. J'en suis en partie responsable. En dehors d'une modification de la loi de financement des communautés, nous n'étions plus demandeurs

de rien du tout. Cette attitude a exacerbé les pulsions flamandes et a abouti au vote des cinq résolutions au parlement flamand, le 3 mars 1999. Une partie d'entre elles a d'ailleurs été votée par Agalev. Ces résolutions qui demandent le transfert de toute une série de compétences et un renforcement de l'autonomie fiscale sont devenues le cahier de revendications de tous les partis flamands par la suite. Nous avions devant nous un bloc inébranlable et nous nous sommes rendu compte que la politique du « demandeur de rien » n'était plus tenable.

JONATHAN: Ça se passait comment à l'intérieur des francophones, entre les divers partis francophones qui participaient aux négociations institutionnelles? Est-ce qu'il y avait des échanges, une même vision, une idée de faire un front commun?

JACKY: En 1999, les francophones n'étaient officiellement « plus demandeurs de rien ». Ecolo est venu tout seul avec la demande d'un refinancement des communautés. J'ai retrouvé des notes d'une rencontre avec Philippe Busquin, le président du PS, où je lui ai dit que nous allions demander une réforme de la loi de financement. Il m'a répondu: « tu es fou, ils n'accepteront jamais, ce sera le bordel, il faut que la communauté, avec l'appui des régions, se débrouille avec ce qu'elle a, on s'est planté en 1989, il faut en payer les conséquences, il est hors de question de réclamer un balle de plus à l'état fédéral et donc aux Flamands ». Nous étions donc complètement isolés. Ce qui nous a sauvés, c'est qu'au cours d'une interruption de séance, Louis Michel, qui était alors président du MR, a complètement basculé et m'a dit « oui, sur ça je vais te soutenir à fond ». Alors, au cours de la dernière nuit de négociation, au terme d'un psychodrame épouvantable, nous avons obtenu un accord, avec l'appui de Verhofstadt qui était impatient de devenir Premier ministre et qui voulait absolument conclure avant la fête de la communauté flamande le 11 juillet. Je me souviens très bien comment Louis Michel a pris son stylo Mont Blanc et a rédigé un texte d'accord promettant un refinancement structurel. Mais, celui-ci devait rester absolument secret, y compris à notre AG de participation. Cela n'a pas empêché certains Ecolos qui étaient parfaitement au courant de m'y accuser de

n'avoir rien obtenu sur le refinancement. Ils m'ont piégé alors qu'ils savaient parfaitement que je ne pouvais rien dire.

JONATHAN: Rétrospectivement, quand tu compares les négociations de 1991-1992 et celles de 1999, est-ce que 1991-1992 n'a pas été une marche pour 1999?

JACKY: Si, on peut le voir comme ça, même si on aurait tout de même négocié en 1999 si on n'avait pas participé en 1991-1992. 1991-1992 a en effet été une période d'écolage et on a été forcé d'approfondir notre programme institutionnel, pressentant qu'un jour ou l'autre on pourrait être ramené à une table de négociation. Donc chaque étape de notre participation à une réforme de l'Etat prépare la suivante. Et il y en aura encore.

JONATHAN: Il faudra un jour que les écologistes aient un vrai débat sur leur vision de l'avenir de la Belgique.

JACKY: Oui, pour moi il est limpide, mais bon... On va droit vers quatre régions qui auront l'essentiel des compétences, avec un Etat fédéral belge croupion, résiduel, dépositaire officiel de la participation de la Belgique à l'Union Européenne, à toutes les institutions internationales, qui désigne un représentant à l'ONU qui sera une tournante entre flamands et francophones. Les partis flamands devront progressivement renoncer à leur rêve de cogestion de Bruxelles par les communautés. À terme, la région germanophone va se créer. Elle est déjà en germes, on le sent, dans l'unanimité du discours et dans le non-refus des partis frères. Je veux dire que ni le PS, ni le MR, ni Ecolo, ni le Cdh, n'ont dit clairement « non » aux germanophones. Donc cela va arriver, même si je ne sais pas dans quels délais. A Bruxelles, l'évolution est en route. On a vu dans la dernière réforme avec les allocations familiales et les soins de santé qui n'ont pas été confiés aux deux communautés, mais bien aux conseils communautaires de Bruxelles. Ces compétences ont été régionalisées et pas communautarisées. Paradoxalement, chaque fois que le mouvement flamand arrive à imposer une réforme de l'État, il pose aussi des jalons qui l'éloignent de son projet originel. Et la prochaine réforme sera encore plus régionaliste.

JONATHAN: Il faudra alors mettre en place des passerelles pour renforcer le dialogue de régions à régions, comme la circonscription fédérale par exemple.

JACKY: Oui, mais il faut espérer que cela se fasse dans un climat non-conflictuel. Si on mettait les Wallons, les Germanophones et les Bruxellois autour d'une table, il n'y aurait, à mon avis, pas de gros conflit, sauf sur le plan financier parce que les temps sont durs. Mais il n'y aurait pas de conflit idéologique.

JONATHAN : Est-ce qu'il y a des compétences qui devraient remonter pour plus de cohérence ? On a parlé de la coopération au développement. Est-ce qu'il y en a d'autres ?

JACKY: Moi, je ne vois pas trop le problème à avoir une coopération au développement qui soit uniquement aux régions. Ne fut-ce que de par la langue, chaque région a des affinités particulières au plan international. Évidemment, les Bruxellois et les Wallons sont plus tournés vers l'Afrique francophone que ne le sont les Flamands et c'est compréhensible. Je ne vois pas de limite à la dévolution des compétences.

JONATHAN: Mais la limite, ne serait-ce pas la cohérence des politiques?

JACKY: Pourquoi?

JONATHAN : Je prends l'exemple de la coopération au développement avec ses effets régionalisés : si les affaires étrangères restent fédérales, il pourrait y avoir des contradictions avec les politiques régionales de coopération.

JACKY: De toute façon, tout ce qui est fédéral est immanquablement le fruit d'un compromis. Je ne connais pas une seule mesure, que ce soit en emploi, sécurité sociale, soins de santé, sécurité, qui ne soit pas d'abord le fruit d'une longue négociation et d'un long compromis entre partis flamands et francophones. Dans ce pays, tout se négocie et cela débouche parfois sur des compromis bancals entre les demandes originelles des uns et des autres. C'est ce qui empêche de mettre en

place des politiques claires. Si la Flandre veut mener une politique de droite au plan socio-économique et sécuritaire, mais qu'elle le fasse. Si une majorité des électeurs flamands se prononcent pour la NVA, pour plus de libéralisme, pour moins de protection sociale, pour plus de sécurité, pour plus de caméras et de flics dans les rues, c'est leur choix. Qu'ils le fassent, mais qu'ils ne nous l'imposent pas.

Prenons la question de la nationalité : Philippe Moureaux m'a rappelé dernièrement à quel point on a été les seuls, lui et moi, en 1999 à vouloir un assouplissement des conditions d'octroi de la nationalité belge. Entre des partis francophones qui demandaient presque tous un assouplissement et des partis flamands, y compris Agalev, qui disaient qu'il ne fallait pas brader la nationalité, le compromis final est bancal. Alors plutôt que de chaque fois arriver à des compromis boiteux, il vaudrait mieux que chacun fasse ce qu'il veut!

JONATHAN: Pour caricaturer, finalement, ta position c'est chacun chez soi et la Belgique sera bien gardée.

JACKY: Mais oui. Si la Flandre est à droite c'est son droit mais qu'elle ne nous embête pas avec sa politique de droite. Les Français ont dû supporter Sarkozy pendant cinq ans. C'est leur droit. Il y a un point sur lequel De Wever a raison : il y a deux opinions publiques dans ce pays, au moins. Sur toutes les questions de société, lorsque tu fais un sondage, tu as des résultats complètement différents selon que tu questionnes la population flamande ou la population francophone. C'est la raison pour laquelle, nous avons absolument besoin d'une circonscription fédérale qui permette de débattre de ces différences et de formuler un point de vue commun. A quelques semaines des élections, on a mis en place une commission parlementaire pour étudier sa création. Il y a une hypocrisie terrible autour de cette question de la part de partis qui se déclarent favorables mais qui ne le sont en réalité pas du tout. Le président du PS, dit qu'en son nom personnel il y est favorable. C'est n'importe quoi! Ou tu es président de parti ou tu ne l'es pas. Ou bien tu engages ton parti ou bien tu ne dis rien. S'il y avait vraiment une envie profonde de maintenir un semblant de cohésion

fédérale, ce serait la première mesure à prendre. Il faudrait que ceux qui veulent être Premier ministre fassent campagne dans l'ensemble du pays et qu'ils soient élus d'Ostende à Arlon. Didier Reynders l'a intelligemment compris. Il a fait un tour de Flandre. Il a été accueilli par les bourgmestres, il a fait des soirées-débats... Même si je ne partage pas ses idées et ses projets, il faut reconnaître que c'est courageux. Il n'a rien à y gagner, mais il le fait.

JONATHAN: Il gagne quand même en stature...

JACKY: Oui, cela préfigure la circonscription fédérale où plus personne ne pourrait être Premier ministre sans avoir fait campagne dans l'ensemble du pays. Ça nous donnerait des profils de Premiers ministres mesurés, intelligents et connaissant bien les contraintes des opinions publiques des deux côtés de la frontière linguistique. Leterme a fait 800 000 voix en Flandre sans rien comprendre à ce qui se passait au sud du pays. Je crains hélas que cette schizophrénie ne continue.

JONATHAN: En suivant la même logique, ne faut-il pas absolument mettre en place une circonscription wallonne qui couvre toutes les provinces wallonnes?

JACKY: Absolument. C'est d'ailleurs une revendication d'Ecolo depuis très longtemps. Elle doit permettre à la Wallonie de sortir des sous-localismes en développant une vision globale pour toute la région, une vision qui transcende les intérêts locaux ou sous-régionaux. Une telle circonscription wallonne constitue à mes yeux le pendant de la réforme des cumuls qu'Ecolo a arrachée de haute lutte au plan wallon. C'est elle qui lui donnerait tout son sens. Il faut en finir avec cette manie très belge des responsables wallons qui disent qu'ils servent leur ville en devenant ministre dans un gouvernement régional. Il est temps de dépasser cette concurrence intra-wallonne, complètement stérile. Dans le même temps, nous devons développer des procédures de décentralisation et de participation démocratique au niveau des bassins ou de ce qu'on appelait jadis les contrées. Cela permettrait de dynamiser la vie démocratique et sociale pour

l'exercice de certaines compétences au niveau de l'enseignement, la culture, l'économie, tout en réduisant le poids administratif et budgétaire beaucoup trop lourd des provinces.

JONATHAN: Tu as l'air assez désabusé sur l'évolution de la Belgique.

JACKY: Non, parce que je n'ai jamais eu de sentiment affectif pour la Belgique. Contrairement à Olivier Deleuze par exemple, qui chaque fois qu'il prend la parole là-dessus dit que la Belgique est un exemple pour le monde de coexistence pacifique de différentes cultures. C'est vrai, mais avec un tas de problèmes.

IONATHAN: Tu te définirais comment?

JACKY: Comme démocrate. Si les Flamands veulent leur indépendance, qu'ils la prennent. Je ne suis pas un nostalgique de la Belgique.

JONATHAN: Alors plus Wallon, plus Liégeois, plus Européen?

JACKY: Les trois ensemble. De la Wallonie à Outremeuse, jusqu'à la Planète. J'ai des identités multiples, comme la plupart des gens. Je suis incapable de me définir unilatéralement. Je peux me reconnaître dans une certaine forme de Belgique, notamment au plan culturel, si on parle du cinéma, de la littérature, même du sport. Mais je me sens aussi fortement européen et citoyen du monde. C'est difficile de couper dans ces tranches d'identités.

IONATHAN: Dans les années 1980 et 1990, tu utilisais déjà la formule « crise de régime, régime de crise ». La crise est toujours là, lancinante, mais le pays tient toujours. Comment fait-on dès lors pour renouveler son discours et pour empêcher que le mot « crise » devienne un instrument d'une certaine politique que nous récusons ?

JACKY : C'est vrai qu'il y a eu peu d'avancées sur les constats globaux qu'Ecolo effectue depuis ses débuts. Parfois, j'ai l'impression de radoter. Les jeunes de ta génération peuvent avoir l'impression que l'austérité est une conséquence du TSCG, de l'Union Economique et Monétaire, de l'Europe, etc... Mais en fait, pas du tout. En 1983, l'austérité était

déjà notre principale cible. C'était l'époque du gouvernement libéralsocial-chrétien Martens-Gol, des sauts d'index, de la dévaluation. Cela fait trente ans qu'Ecolo se bat contre l'austérité et en dénonce les conséquences. J'aimerais bien que les gens d'aujourd'hui sachent que cela fait trente ans qu'on se bat contre le fait que les partis traditionnels n'ont pas été en mesure de s'opposer à la croissance des inégalités, qui se trouve à la racine de la dette publique. Et que ce sont, globalement, les travailleurs et les allocataires sociaux qui en ont sans cesse fait les frais. C'est en partie ce qui motive mon envie de passer à autre chose. Je sais aussi qu'une nouvelle génération va reprendre mes combats.

# ECOLO EN NÉGOCIATIONS

### SASKIA BRICMONT

## L'appel de Morael au PS

Pour Ecolo, il invite les socialistes à négocier, à Bruxelles et en Wallonie

lair et net : Jacky Morael lance un appel aux socialistes.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le Secrétaire fédéral d'Ecolo invite le Parti socialiste à négocier en Wallonie comme c'est déjà le cas à Bruxelles.

« Pour nous, les discussions avec le PS à Bruxelles ne sont pas sans rapport avec ce qui pourrait se passer en Communauté française et à la Région wallonne. Pourquoi donc ne mènerait-on pas des discussions du même type en Wallonie ? Je suis pour. Si l'on veut une politique nouvelle, pourquoi ne la vouloir qu'à Bruxelles? Il faut la vouloir partout. Qu'on appelle cela une politique progressiste, novatrice, de développement durable... On ne va pas se diviser sur l'étiquette. »

Jacky Morael signifie l'urgence de prendre une telle initiative. « Tout va se jouer dans les trois ou quatre prochaines semaines, car, pour l'essentiel, avant l'été, les appareils de partis vont bétonner les alliances. »

Objectif: contrecarrer la logique d'une entente entre socialistes et libéraux. « A titre

personnel, je suis persuadé que l'alliance PS-PRL est la pire des alliances possibles, sans imagination, sans fertilité, strictement politicienne ».

Le Secrétaire fédéral d'Ecolo, tout en affirmant ne pas vouloir s'adresser « à la hiérarchie » mais « aux militants, socialistes et sociaux-chrétiens », n'interpelle pas moins de manière indirecte. mais explicite, Philippe Busquin: « Si j'étais aujourd'hui président du PS en voulant mener une politique cynique de pur appareil, je signerais un accord avec les li-

béraux. En revanche, si j'étais ce président du PS animé d'une volonté de changement, j'écarterais toute alliance avec le PRL et je tenterais l'aventure (...) D'autres majorités sont possibles ».

Au moment où, dans ces mêmes colonnes, François Martou, au nom du MOC, relance vigoureusement l'idée de l'Olivier, l'appel de Jacky Morael restera-t-il sans réponse ? Demain. le PS tient son congrès d'actualisation...

D.C et L.V.R.

...lire page 12

### L'appel de Jacky Morael aux socialistes

### Ensemble ? « Tentons l'aventure ! »

acky Morael, la non-participation d'Ecolo aux négociations sur les réformes des polices et de la Justice a été comparée à un splendide isolement...

Dès lors que l'opposition a proposé de discuter de manière constructive avec la majorité, celle-ci a réagi en considérant qu'il y avait une opposition unique, univoque, celle des libéraux et des nationalistes en l'occurrence, alors même que nous, écologistes, nous avions, au travers d'un communiqué, signalé notre ouverture au dialogue... Le

Premier ministre a fait semblant de n'avoir rien entendu, et a sciemment considéré qu'il pouvait se passer de nous. Quelques jours plus tard, Pierre Jonckheer, au Sénat, a réédité nos propositions, expliquant en substance qu'Ecolo était preneur... Et Jean-Luc Dehaene a persisté, répétant qu'aucun signe n'était venu des écologistes! Bref. clairement, il ne pouvait y avoir qu'une seule logique politique.

Il s'agissait donc de mettre Ecolo hors jeu?

J'ai la conviction aujourd'hui

que, dans une société lourdement en crise, deux voies sont possibles. D'un côté, la voie novatrice, visant le fonctionnement même de la société, et ceci bien au-delà des réformes des nolices et de la Justice, en matière socio-économiaue entre! autres. L'autre voie, conservatrice, consiste à modifier le système à sa marge de manière à ce qu'il puisse continuer à fonctionner sans trop dysfonctionner. Les partis traditionnels ont choisi la deuxième option. Et ceci, soit par des accords à trois composantes, socialiste, libérale et sociale-chrétienne, comme c'est le cas pour les négociations en cours, soit à deux composantes, socialiste et libérale, comme on en parle côté francophone en vue d'alliances futures.

Dans tous les cas de figure, Ecolo devient le principal ennemi, car quel que soit le sujet, temps de travail, réforme de la sécu, statut des chô-

meurs ou autres, les partis traditionnels savent au'inviter Ecolo à la table de discussion, c'est se confronter à des exigences de changement de cap qu'ils ne veulent pas.

En toile de fond de ces négociations en cours, vous voyez donc, vous aussi, la perspective d'une alliance entre socialistes et libé-

D'un côté, socialistes et libéraux veulent prouver aue des pas peuvent être faits en commun. De l'autre, Dehaene et le PSC veulent montrer que la famille chrétienne reste bel et bien l'une des trois familles gouvernementales de ce pays, responsable et indispensable. Tout cela en excluant Ecolo des discussions, présenté comme un partenaire « martien », radical, intraita-

Elio Di Rupo, dans ces colonnes, avait déclaré qu'Ecolo l'inquiétait par sa « dérive moralisa-

En quoi et par qui Elio Di Rupo a-t-il été le plus durement attaqué et blessé ces derniers temps?... Il a été attaqué sur des faits qui relevaient de sa vie privée et dans des conditions on ne peut plus douteuses, par Didier Reynders et Herman De Croo! Ecolo s'est montré d'une réserve dont il ferait bien de se rappeler... En tant que baron d'un PS qui lorgne vers le PRL, il préfère aujourd'hui faire patte douce avec les libéraux, enfouissant sa rancœur au fond de sa poche, et il charge Ecolo de manière totalement injuste. Ecolo ne cesse de faire des propositions, dans tous les domaines. Des propositions concrètes. Voilà notre consigne : il ne suffit pas de dénoncer, d'annoncer des utopies, mais il faut construire des projets de changement,

Les jeux sont faits ? L'alliance PS et PRL, c'est du tout cuit ?

Non. Je dis que c'est actuellement en préparation... Ce qui ne signifie pas que c'est définitif, ni que cela va réussir.

Si j'étais aujourd'hui président du parti socialiste et que je voulais mener une politique cynique de pur appareil, je signerais un accord avec les libéraux. D'un point de vue politicien, c'est la voie rovale, affai-

blissant le PSC, écartant Ecolo. En revanche, si j'étais président du parti socialiste mais animé d'une volonté de changement, alors, j'écarterais toute alliance avec le PRI, et je tenterais l'aventure. J'essayerais de faire l'expérience d'autres majorités. En ce sens, je n'ai pas de message à adresser à la hiérarchie. Mais aux militants socialistes, démochrétiens, je dis : vigilance ! Si vous voulez un changement de société, cela va se jouer dans les trois ou quatre semaines qui viennent. Les appareils de partis vont bétonner les alliances avant l'été.

Et ce président du PS qui, dans votre seconde hypothèse, serait animé d'une volonté de changement, trouverait-il en face de lui un interlocuteur Ecolo qui lui dirait : ok, mettons-nous à table ?

Oui. A Bruxelles, Philippe Moureaux avait dénoncé l'arrogance et la politique libérales. Il nous avait alors contactés, nous avions répondu positivement et les négociations ont lieu depuis lors. Même si nous ne sommes pas d'accord sur tout, des convergences de fond sont mànifestes. Ecologistes et socialistes en conviennent.

Cela signifie-t-il que vous êtes demandeur d'une même démarche en Wallonie?

Pour nous, les discussions avec le PS à Bruxelles ne sont pas sans rapport avec ce qui pourrait se passer en Communauté française et à la Région wallonne. Pourquoi donc ne mènerait-t-on pas des discussions du même type en Wallonie? Je suis pour. Si on veut une politique nouvelle, pourquoi ne la vouloir qu'à Bruxelles ? Il faut la vouloir partout. Qu'on appelle cela une politique progressiste, novatrice, de développement durable... On ne va pas se diviser sur l'étiquette.

### LES NÉGOCIATIONS ARC-EN-CIEL - 1999

Le 13 juin 1999, Ecolo réalise un score électoral sans précédent et la question de la participation aux différents gouvernements est rapidement posée. Dès le 19 juin, les verts sont invités à la table des négociations avec le PS et le PRL qui ont conclu un accord préélectoral. Dans cette configuration, Ecolo est le partenaire « obligé », les négociations sont ardues. « Le premier pavé dans la mare viendra de Jacky Morael qui, soucieux de faire pression sur le PS pour que l'accord soit plus favorable au plan social évoquera un accord de gouvernement qui "ressemble de plus en plus à une limousine bleue avec des autocollants verts et rouges". »¹

L'Assemblée Générale de Louvain-la-Neuve du 10 juillet votera la participation gouvernementale fédérale à 57%. « Après avoir conduit les négociations, Jacky ne deviendra pas vice-premier ministre : "*c'est toi ou la participation*", lui a-t-on expliqué. »<sup>2</sup>

A Bruxelles, les militants estimeront que les écologistes ne sont pas pris en compte dans les négociations et rejettent la participation à l'exécutif bruxellois.

En quelques semaines, Ecolo passe de 18 ans d'opposition au triomphe électoral, forçant la porte des gouvernements. Le visage d'Ecolo a changé, notamment au travers de l'action d'un des leaders de l'époque : Jacky Morael.

### RÉTROSPECTIVE SUR LA PRÉPARATION DES NÉGOCIATIONS DE 1999.

J'avais 14 ans en 1999. Mon adolescence a donc été profondément marquée par l'affaire Dutroux et consorts et, sur le plan sanitaire et environnemental, par les affaires de la vache folle et de la dioxine. Mes souvenirs, notamment quant à l'émergence de figures Ecolo dans ce

<sup>1</sup> http://www.etopia.be/IMG/pdf/brochure\_dd.pdf

<sup>2</sup> http://www.etopia.be/IMG/pdf/brochure\_dd.pdf

contexte, sont pour l'essentiel liés aux journaux télévisés de l'époque et aux commentaires de mes parents, très attentifs à la vie politique. C'est donc la lecture des coupures de presse de l'époque qui m'a permis, 15 ans plus tard, de me « re »plonger dans des enjeux qui pourraient être ceux de la campagne électorale de 2014, laquelle bat son plein au moment de rédiger ces lignes.

### LA PÉRIODE PRÉCÉDENT LES ÉLECTIONS DE 1999

Le 15 mai 1998, soit un an avant les élections, Jacky appelle le PS à négocier en Wallonie comme c'est déjà le cas à Bruxelles.3

« PS-MR est la pire des alliances possibles, sans imagination, sans fertilité, strictement politicienne [...] Si j'étais président du PS et que je voulais mener une politique cynique d'appareil, je signerais avec les libéraux. En revanche, si j'étais président du PS animé d'une volonté de changement, j'écarterais toute alliance avec le PRL et je tenterais l'aventure (...) d'autres alliances sont possibles ». Le Matin – 15 mai 1998

« Dans une société lourdement en crise, deux voies sont possibles. D'un côté la voie novatrice, visant le fonctionnement même de la société... L'autre voie conservatrice, consiste à modifier le système à sa marge de manière à ce qu'il puisse continuer à fonctionner sans trop dysfonctionner. Les partis traditionnels ont choisi la 2e option » « Quel que soit le sujet, les partis traditionnels savent qu'inviter Ecolo à la table de discussion c'est se confronter à des exigences de changement de cap qu'ils ne veulent pas. » Le Matin – 15 mai 1998

En pleine campagne électorale, Jacky Morael appelle à « en revenir au fond ».

« Les partis traditionnels se profilent sur une ou deux propositions qui correspondent à leur niche... ils choisissent un thème en périphérie de l'ordre économique qu'ils défendent. »

<sup>3</sup> Le Matin, 15 mai 1998 « L'appel de Morael au PS »

Pour Jacky, le PS ne peut se fier à une alliance pré-électorale vu qu'il n'est pas en forme. Le PRL s'il gagnait les élections pourrait se tourner vers un autre partenaire... « Le PS a développé tous les tics d'un parti dominant en RW » *Le Vif/L'Express* – 13 novembre 1998.

### LES PROBLÉMATIQUES DOMINANTES DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Les questions d'emploi et de redressement de la Wallonie sont centrales : biens, services, réduction du temps de travail, soutien aux filières vertes, réforme des OIP et soutien aux PME .... Le développement durable s'est imposé dans le vocabulaire courant. Ecolo est convaincu qu'il est encore possible de créer de l'emploi dans ces secteurs à plus-value sociale. Il y a un énorme besoin des personnes dans le domaine de l'accueil de la petite enfance et de l'aide aux personnes âgées.

Quinze ans plus tard, la présence des écologistes dans les Gouvernements bruxellois puis wallon a permis le développement des Alliances emploienvironnement ainsi que des investissements importants dans l'efficacité 
énergétique des bâtiments publics, des logements, dans les énergies 
renouvelables pour se rendre moins dépendant, etc. De même, des 
moyens considérables ont été consacrés à la création de nouvelles places 
en crèches et dans les écoles. Autant d'avancées et de réalisations qui 
montrent que l'influence écologiste est réelle.

Un des fils verts des interviews de Jacky sur les questions d'emploi concerne la concertation sociale, les accords interprofessionnels. La politique énergétique est également à l'ordre du jour, avec la sortie du nucléaire bien sûr.

Le contexte est à l'arrivée de l'euro. Jacky n'hésite pas un instant à rappeler « nous sommes des européens convaincus ». Mais « les conditions de l'arrivée de l'euro ne sont pas optimales : pas de politique de l'emploi, pas d'harmonisation sociale et fiscale ».<sup>4</sup>

<sup>4</sup> La Libre Belgique – 16 janvier 1999

### LES NÉGOCIATIONS, LEUR PRÉPARATION ET L'ENTRÉE DANS LES GOUVERNEMENTS

Alors que les négociations semblaient bien enclenchées en Région bruxelloise, à quelques jours de conclure, Philippe Moureaux propose une liste commune à Ecolo. Moureaux voulait de la sorte faire endosser aux Ecolos la responsabilité de l'échec. Mais au lendemain des élections, le préaccord PS-MR doit faire de la place aux écologistes. La négociation qui s'ouvre est difficile.

La revue de presse ne fait évidemment pas état de la manière dont Ecolo s'est préparé, en interne, aux négociations et à une entrée en majorité, avec la constitution des cabinets notamment. Nous l'avons dit, il s'agit d'une première, d'où une série de questions qui émergent à destination de Jacky.

Pouvait-on s'attendre à une telle victoire ? Jacky s'y attendait-il ? Quel était le degré de préparation pour une entrée en négociation ? Etait-ce la première fois qu'Ecolo s'y préparait la veille d'un scrutin ? Il s'agit d'une première négociation suivie d'une participation gouvernementale, un fait exceptionnellement marquant dans l'histoire d'un parti. Quel est l'état d'esprit d'Ecolo à ce moment-là ? L'inexpérience se fait-elle ressentir ?

Jean-Marc Nollet en était. Avant les négociations, Christophe Derenne et Jean-Marc Nollet se rendent chez les verts français, alors en majorité au sein du gouvernement Jospin, afin de tirer les enseignements du Cabinet Voynet. Le système français est instructif mais ne s'applique pas à la réalité belge. C'est ainsi que se développe l'idée de participation « autrement » et des liens à développer et à renforcer avec la société civile.

D'abord « sherpa » dans le cadre des négociations, Jean-Marc Nollet est désigné chef de file ministériel à la Communauté française. Il souligne la capacité de confiance de Jacky envers des jeunes, « les jeunes cons » comme il les appelle. Jean-Marc Nollet est alors le plus jeune ministre de Belgique. Il lui est offert la possibilité de prendre des responsabilités réelles, avec, en contrepartie, une réelle exigence de résultat.

#### AGALEV

Les enjeux communautaires semblent peu présents dans cette campagne de 1999. Dès lors, une série de questionnements émergent, qui donnent envie d'en demander un peu plus à Jacky : quel type de concertation existait-il avec notre homologue du nord du pays ? Des réunions communes ont-elles lieu sur base régulière ? Ecolo et Agalev ont-ils préparé ensemble l'entrée en négociations ? Constate-t-il une évolution dans les relations entre les deux partis ? Quel est le point de départ du groupe commun ?

### UNE POSTURE, UNE OUVERTURE AU DIALOGUE, UNE APPROCHE STRATÉGIQUE QUI PORTENT LA MARQUE DE JACKY MORAEL.

Ecolo a été longtemps catalogué pour ne pas dire caricaturé comme le parti du « ni ni », ni à gauche, ni à droite, ni partenaire privilégié, ni adversaire... Jacky va largement contribuer à mettre à distance cette approche. Ecolo se positionne en partenaire potentiel, ouvert à la négociation. Jacky a ainsi instauré le dialogue et a fait de l'entrée d'Ecolo dans les majorités non plus seulement une possibilité ou une revendication, mais une réalité. Dans les moments les plus importants, même ceux où on se retrouve seul, Jacky a toujours apporté un leadership important, une analyse fine de la chose politique. Il est considéré par ses pairs comme un excellent communicateur, très vite respecté par les partenaires. Il a contribué à rendre les écologistes plus audibles, moins monothématiques, en positionnant Ecolo en parti généraliste. Il a eu à cœur de développer des contacts plus forts avec les syndicats, tout en portant des propositions concrètes pour les PME et le milieu entrepreneurial, faisant du développement durable une réelle opportunité pour le développement économique.

Dans ce contexte, Ecolo reste fidèle à son ADN en matière de gouvernance et décide de conclure un contrat avec le citoyen pour faire de « la politique autrement ». Ainsi, à la veille du scrutin, Ecolo s'engage à gouverner

autrement, avec les citoyens, au travers du « Contrat entre Ecolo et la société pour gouverner autrement ». Ce sera un des défis de cette première participation, qui se reflètera dans le bilan particulièrement transparent sur les rapports de force, les compromis, le lien continu avec les instances d'Ecolo qui auront rythmé la participation.<sup>5</sup>

### ENTRETIENS ENTRE SASKIA BRICMONT ET JACKY MORAEL - 13 MARS 2014

### ECOLO EN NÉGOCIATIONS

JACKY: Quelle est ton impression générale après avoir parcouru la revue de presse?

SASKIA: D'abord un plaisir immense de m'être plongée dans cette lecture et je me dis quelle perte finalement de ne pas l'avoir fait plus tôt et de ne pas avoir le temps de le faire pour toute l'histoire d'Ecolo. Parce que je me dis qu'on a loupé pas mal d'épisodes en ayant débarqué seulement en 2007 dans les rangs militants et puis professionnels du parti. Et donc il y avait beaucoup de facettes que je ne connaissais pas. Et les seules que je connaissais, c'étaient celles que je voyais à la télé ou que j'entendais de mes parents. La deuxième, c'est l'impression d'un Jacky Morael qui a quelque part révolutionné le paysage écologiste et la manière dont Ecolo et les écologistes sont appréhendés par la presse, mais aussi par l'opinion publique. Tu as imposé une marque qui n'existait pas dans les figures Ecolo, à la fois dans la posture : la cravate, le costume, une image qui casse avec l'image caricaturale de l'écolo en sandales. Tu as vraiment imposé une autre image, une image sérieuse de l'écologie politique et aussi une professionnalisation dans la préparation, dans les prises de contacts avec d'éventuels partenaires, avoir un discours propre et fort qui ne soit plus uniquement environnemental, mais qui soit aussi axé sur les priorités du moment qui sont très proches des priorités

http://www.etopia.be/IMG/pdf/brochure\_dd.pdf

d'aujourd'hui. Parfois, en lisant les interviews, j'ai l'impression d'être aujourd'hui. Surtout sur les enjeux socio-économiques et en matière d'emploi, on est vraiment en plein dans un discours qu'on pourrait retaper tel quel aujourd'hui dans l'actualité.

JACKY: D'ailleurs, on s'était dit qu'on monterait bien un gag : retirer quelques extraits de toutes ces interviews et en fabriquer une interview contemporaine, en guise de canular, en annonçant une grosse interview de Jacky Morael et puis au verso, on indiquerait de quand date chacun des extraits.

SASKIA: Il y a vraiment des petites phrases que j'ai reprises et qu'on pourrait réutiliser. Et tu as aussi amené ça : des phrases choc qui ont été retenues par la presse et qui ont été maintenues ensuite. Tu as aussi imposé un respect de la part du partenaire : « Non, je ne me laisserai pas marcher sur les pieds, ce n'est pas comme ça que ça marche ». Et ça, je crois que c'est aussi une empreinte que tu as laissée comme dans la préparation d'éventuelles négociations (j'ai eu l'occasion d'en discuter avec Jean-Marc) et donc de tout le volet préparation des négociations, même si elles étaient encore hypothétiques : la visite de Jean-Marc et Christophe au cabinet Voynet pour voir un peu comment « ça » marche, prendre des contacts pour voir comment fonctionnent les uns les autres, préparer tout simplement le contenu et nos priorités à nous. Il y a énormément de professionnalisation à ce moment-là.

JACKY: Tu exprimes un sentiment quasi unanime de tous ceux qui ont eu l'occasion de participer à l'exercice. Moi, ça me fait plaisir parce que ce sont parmi les objectifs que je m'étais assignés: professionnaliser, se faire respecter, une image de parti généraliste, responsable, etc.

Dans ton très intéressant texte, il y a une étape que tu oublies et qui a été importante dans la suite des événements, c'est la comparaison des programmes avec les autres partis. En 1997, le PRL nous propose par voie de presse un putsch dans les régions pour changer la majorité et virer le PS. Et j'ai répondu en substance « pas question », ce n'est pas dans nos méthodes de se livrer ainsi à un putsch. Par contre, je leur ai

proposé de comparer sérieusement nos programmes parce que ce qui nous importe à nous, c'est le programme avant la coalition. Louis Michel embraye en disant qu'il veut bien. Donc on prépare toute une note de travail en synthétisant nos priorités de programme et on rencontre Michel, Reynders, Ducarme et Miller, au cours de deux longues séances de travail. Ils se prennent au jeu, mais sans trop y croire. Et puis, le PSC et le PS ont aussi demandé de comparer les programmes. On a vu les trois partis, en bilatérale chaque fois, ça a duré quelques mois. Et à la fin, on en a même tiré une communication presse où on a livré la synthèse de cet exercice avec les points de convergence et les points de divergence. C'était un exercice intéressant pour nous car on dépassait les textes et les programmes écrits, on pouvait aussi percevoir ce qu'il y avait dans leur arrière-pensée. Cet épisode a aussi contribué à nous installer dans l'esprit des autres comme un partenaire potentiel, en tout cas pas à écarter d'un revers de main. Ils voyaient qu'on était capables de développer, détailler, chiffrer chacune de nos propositions, expliquer pourquoi on la proposait, à quoi elle devait servir, comment elle devait être implémentée, etc. Ils se sont rendu compte qu'on était sérieux. Et donc ça a contribué à modifier l'image mentale que les trois partis traditionnels se faisaient de nous. Et nous, ça nous a permis de comprendre un peu mieux leur mécanique programmatique.

Il y a aussi une précision à clarifier d'emblée : il y avait bel et bien un accord Busquin - Michel signé devant notaire pour gouverner ensemble dans les régions et au fédéral. C'est confirmé, y compris par certains acteurs eux-mêmes. Le fait est que notre résultat de 99 a été une surprise pour tout le monde et donc ils se sont trouvés un peu baba. Même si j'avais déjà eu des contacts exploratoires avec Busquin ou Michel, ils ne s'attendaient pas à devoir nous appeler. Ils avaient déjà été tellement loin dans l'accord qu'ils s'étaient déjà répartis les postes ministériels et qu'ils avaient déjà vaguement débroussaillé leur accord de majorité. Donc on vient un peu comme le chat dans les poules. Ca a rendu les négociations encore plus difficiles. Notamment à Bruxelles où ils s'étaient déjà répartis les postes. Ecolo s'impose donc dans les négociations dans une situation où on fait un meilleur score

que le PS à Bruxelles. C'était un vrai traumatisme pour eux. On était au-dessus du PSC et du PS, ça n'est arrivé qu'une fois jusqu'à présent. Et le PS allait avoir deux ministres, le PRL deux ministres et nous, ils nous proposaient un secrétaire d'État. Gueulade dans les rangs écolos de Bruxelles, Henri Simons en tête en disant que c'était inacceptable. J'en avais discuté à plusieurs reprises avec Busquin et Michel qui me disaient que c'était impossible car ils avaient déjà promis des postes à leurs potes. En Région wallonne, on a même dû augmenter le nombre de ministres pour laisser une place légitime aux écologistes, à tel point que Deprez fera une sortie dans la presse en parlant de « gouvernement de pygmées ». Tout simplement parce que PS et PRL avaient promis des postes à des copains.

SASKIA: Et tu avais anticipé cette alliance?

JACKY: On en avait eu vent, comme avant chaque élection il y a des rumeurs qui circulent, mais on n'en avait pas du tout la preuve et je ne m'imaginais pas qu'ils étaient allés aussi loin, jusqu'à la répartition des postes ministériels; ça a pollué complètement les négociations au fédéral, en Région wallonne et en Région bruxelloise, à tel point qu'à l'AG, les Bruxellois ont voté contre les accords à Bruxelles pour cette raison-là.

SASKIA : A un moment donné, tu avais appelé à entamer des contacts plus ou moins un an avant les élections, vers le 15 mai 98.

JACKY: Oui, j'avais déclaré un truc du style : « plutôt que de faire des accords pré-électoraux en secret, voyons-nous pour discuter de programmes aux yeux de tout le monde ». Autant dire que c'est resté lettre morte puisqu'ils étaient précisément en train de négocier un accord qui devait rester secret.

**SASKIA**: Et la stratégie que tu avais adoptée à l'époque, c'était plutôt une posture « anti-libéraux » en disant que si le PS voulait avancer sur le plan socio-économique, ce n'était pas avec les libéraux qu'il devait aller.

JACKY: Attention à ne pas mélanger les époques. Après ou juste avant les élections de 91, Verhofstadt demande à me rencontrer (il était

président du VLD à l'époque) et me demande si les écologistes seraient d'accord de monter dans un gouvernement sans les sociaux-chrétiens. Parce qu'il y avait plein de questions éthiques qu'il fallait régler et qui n'avançaient pas: tant qu'ils sont dans les majorités, ils bloquent toute avancée en la matière. Et j'avais répondu que oui, c'était une éventualité mais que ça dépendait évidemment du programme et pour quoi faire. Donc l'idée trottait déjà dans la tête depuis 91.

De plus, en 1998-1999, ce n'est pas Michel fils, c'est Michel père qui est à la tête du PRL, avec Richard Miller comme principal conseiller, et donc on est dans la période du « libéralisme social », avec une ouverture que j'ai sentie de la part de Louis Michel qu'on n'aurait plus aujourd'hui avec son fils, par exemple sur l'octroi de la nationalité aux citoyens d'origine étrangère. C'est Michel qui m'a soutenu, avec Moureaux bien entendu puisqu'on était en pointe lui et moi là-dessus. Mais sans Louis Michel, on n'aurait jamais obtenu cette partie de l'accord. Le libéralisme en tant que doctrine et en tant que politique concrète européenne et nationale était déjà notre principal adversaire, mais le PRL n'était pas l'ennemi qu'il est aujourd'hui parce qu'il y avait ce vernis de « libéralisme social », et qu'ils paraissaient plus ouverts. Donc le contexte était bien différent de ce qu'il est devenu actuellement et donc je ne faisais pas du PRL notre ennemi pour répondre à ta question. Et j'avais déjà eu des discussions informelles, notamment avec Louis Michel qui me disait qu'une coalition laïque ce serait bien, mais je ne savais pas qu'il avait déjà en tête une coalition PRL-PS et il ne me le disait pas, évidemment.

SASKIA: A l'époque, comment as-tu instauré les relations avec tes homologues des autres partis? Est-ce que c'est quelque chose qui s'est fait naturellement parce qu'il y avait des débats, des interviews, etc. ? Ou est-ce que c'est à un moment donné une prise d'initiative de ta part ?

JACKY: C'est les deux. Les premiers contacts se font évidemment autour de plateaux de télévision et de radio, dans des débats dans les universités, dans des associations diverses, syndicats et autres. C'est là où on se frotte en premier et puis ça dépend des tempéraments individuels. Il y

a des gens qui te disent : « Tiens, c'est intéressant ce que tu as dit, est-ce qu'on ne se verrait pas en tête à tête informellement pour en parler un peu plus ? ». Ça a été le cas notamment avec Louis Michel, Jean Gol ou avec Joëlle Milquet. Ça a toujours été beaucoup plus difficile au PS, Busquin avait une aversion quasi épidermique pour les écologistes. Donc je n'ai jamais eu de rapport chaleureux avec Busquin. Par contre avec Michel, ça se passait plutôt bien. Ce sont donc des rencontres de natures diverses. Il y a des rencontres informelles ou d'autres plus formelles, comme celles sur la comparaison des programmes dont je parlais précédemment. Et ces rencontres aident les gens à se jauger, se mesurer et éventuellement se respecter.

**SASKIA:** Sur cette comparaison des programmes, c'est vrai qu'à plusieurs reprises on peut voir que les autres partis surfent sur l'une ou l'autre proposition pendant la campagne et tu rappelles plusieurs fois à en revenir au fond plutôt qu'aux querelles politiciennes. Est-ce que tu penses que c'est un message qui est passé dans l'opinion publique à l'époque ?

JACKY: Je pense. En tout cas par le public sensible à Ecolo, c'est sûr. Et dans le grand public aussi je pense que c'était bien perçu. Est-ce que ça a convaincu? Manifestement oui, vu notre résultat, mais je pense que c'est un ensemble d'arguments qui a convaincu, pas seulement celui-là.

**SASKIA**: Mais c'est le genre de choses qu'on redit maintenant. On en appelle à revenir au fond. Est-ce que c'est quelque chose que tu referais dans le contexte actuel? Se mettre autour de la table avec les autres partis et parler programme et fond? Parce qu'aujourd'hui la presse fait un petit peu ce travail, elle se penche sur les programmes de partis pour les comparer.

JACKY: Oui, la presse le fait. Bon, on a fait l'expérience dans les années 90, je ne sais pas s'il faudrait répéter l'exercice aujourd'hui. De toute façon maintenant, à deux mois des élections, il est trop tard. Le terrain est beaucoup trop piégé, personne ne se laissera avoir dans ce jeu-là, craignant des fuites, etc. Si on avait dû faire ça, on aurait dû le faire il y a un an ou six mois. Mais les interlocuteurs ne sont plus les mêmes non plus. L'époque n'est plus la même. Et Ecolo a changé de statut,

la question existentielle de savoir si les écolos sont des gens avec qui on peut aller dans une coalition ne se pose plus, puisqu'on y est déjà allé à plusieurs reprises. Ils aiment ou ils n'aiment pas notre style ou notre programme mais ils ne peuvent pas dire qu'on n'est pas capables, qu'on n'est pas aguerris, qu'on ne sait pas monter des cabinets. Ça, ils ne peuvent plus dire.

SASKIA: Donc à cette époque-là, l'objectif était bien de montrer l'ensemble des propositions portées par Ecolo en en faisant des propositions crédibles et Ecolo prêt à gouverner.

JACKY: Oui et convaincre pas seulement les partis, mais aussi les organisations extérieures, à commencer par les syndicats. Je rappelle aussi que j'avais multiplié les signaux et les sollicitations auprès du monde patronal et surtout du monde des PME et des indépendants, avec lequel on avait réussi à rompre la glace, à s'expliquer, à s'entendre, au moins à se comprendre quitte à rester sur des points de désaccords, mais plus en termes de caricatures les uns des autres. Et j'arrivais à la fois à entretenir un bon dialogue avec les syndicats et avec les PME et les indépendants. Les grandes entreprises, c'était un peu plus difficile.

SASKIA: Si on en vient maintenant au cœur de la préparation des négociations, qu'est-ce qui pour toi t'amène, en tant que secrétaire fédéral, à te dire qu'on doit se préparer aux négociations? Tu sentais les choses venir? Tu t'es dit qu'on devait s'armer? Même ne fusse que pour exister même si on n'en est pas et pour pouvoir donner la réplique ? Et comment surtout as-tu pensé cette préparation ? Parce que c'était un fait inédit, il n'y avait pas d'antécédents, il n'y avait pas de fiches de négociations disponibles sur lesquelles on pouvait se baser, personne n'avait encore vraiment négocié une montée en coalition.

JACKY: J'aime beaucoup la phrase qui dit : « Tout cela nous dépasse, feignons d'en être les instigateurs ». Plus sérieusement, on a préparé dans une impréparation totale. On n'avait pas de fiches de négociation, on avait rompu avec les points de rupture, on avait des priorités. On n'avait jamais été autour d'une table de négociation gouvernementale.

Notre seule expérience c'étaient des expériences communales, mais ce n'est pas du tout la même dynamique. On ne savait pas comment constituer un cabinet, comment fonctionnait sa dynamique de travail, quelle était la dynamique entre des ministres et leur groupes parlementaires respectifs. On partait de rien. Tout ça ce sont des choses qu'on essayait d'anticiper, mais va voir dans la littérature de science-po, il y a très peu de chose là-dessus. Comment fonctionne une négociation, une majorité, les cabinets. Il existe des réflexions en termes éthiques, mais pas en termes fonctionnels, pratiques. Et je ne pense pas que dans les formations en sciences politiques, on apprenne aux gens comment se forme en pratique un gouvernement. Alors oui, il y a eu cette visite de Jean-Marc au Cabinet Voynet en France, mais comme tu le fais remarquer, la composition et le fonctionnement des cabinets ministériels en France sont très différents de ce qu'ils sont ici. Donc on a préparé un peu de façon empirique. Par exemple les cabinets se sont constitués pendant l'été. Quand on a su qu'Isabelle et Olivier allaient être ministres, on est parti en vacances quinze jours avec Éric et Isabelle et tout le monde tournait autour de la piscine avec son GSM en communication avec Christophe Derenne pour voir dans le volumineux carnet d'adresses de Christophe, qu'il avait étoffé grâce notamment aux Etats généraux de l'écologie politique, qui pouvait être sollicité pour faire quoi et pour constituer les cabinets. Et donc c'étaient des coups de fil bilatéraux, c'était très compliqué.

SASKIA: Il y avait beaucoup de gens surpris d'être sollicités?

JACKY: Oui et qui ne s'y attendaient pas. Mais il y a eu beaucoup de refus aussi pour diverses raisons, professionnelles notamment parce que des gens pensaient qu'ils n'étaient pas faits pour ça. Mais on n'avait pas encore un corps de cabinetards expérimentés. Maintenant, c'est tout à fait différent. Après les différentes participations, on a un petit vivier dans lequel on peut puiser. Nos relations avec l'administration sont différentes de ce qu'elles étaient en 99. Du fait de nos participations, on connaît plus de gens dans les administrations, on a pu repérer des fonctionnaires intègres, dévoués, compétents,

qu'on pourrait éventuellement solliciter un jour pour participer à un travail de cabinet. Tout ça, ce sont des atouts qu'on n'avait pas en 99. On a dû apprendre en marchant.

SASKIA: Et donc tout ce travail-là se fait durant l'été.

JACKY : Oui, pour la Région wallonne, la communauté et le fédéral. Pas pour Bruxelles puisque les Bruxellois avaient refusé de monter en majorité à l'AG de participation.

**SASKIA**: Et comment est-ce que le rejet bruxellois a été vécu en interne?

JACKY: Ça a été les vacances. Je te rappelle que ce sont seuls les Bruxellois qui ont voté là-dessus. Les Bruxellois ont pris leur décision non pas tant sur le résultat programmatique des négociations mais sur le fait qu'ils n'avaient pas de poste de ministre. Ils s'estimaient désavoués, ils se sentaient humiliés (et c'était compréhensible), mais moi je leur répétais que j'avais fait tout ce que je pouvais auprès de Busquin et Michel et qu'ils me disaient que c'était impossible. C'était une situation complètement ubuesque, je le reconnais.

SASKIA: Et avec le recul, est-ce que tu proposerais encore à une assemblée de rentrer dans un gouvernement sans portefeuille ministériel ?

JACKY: Je crois que ça ne se reproduirait plus de toute façon à l'heure actuelle. Parce que non seulement on était les intrus, non prévus, on arrivait comme la surprise dans ces négociations, un peu comme le type qui rentre dans une chambre à coucher, qui y trouve un couple en train de faire l'amour et qui dit « salut, vous faites un peu de place? » ; et en plus, on était les petits nouveaux au sens gouvernemental du terme. Et donc ils se sont permis à plusieurs reprises de nous marcher dessus, de s'essuyer les pieds sur Ecolo. Moi, j'ai fait tout ce que j'ai pu, mais je ne pouvais pas renverser toute la vapeur d'un coup. Maintenant, ça ne se reproduirait plus du tout. Ils n'oseraient même pas nous refaire cette proposition.

SASKIA : Malgré tout, même si c'est le petit dernier que les électeurs invitent à la table de négociation, il y a des choses qui se sont mal passées, mais en même temps, il y a eu aussi beaucoup de bons accords, comme par exemple la sortie du nucléaire. Et ça, c'est quand même un des gros acquis de l'époque même si on n'y est toujours pas.

JACKY: On n'y est toujours pas, mais c'était prévu comme ça. Il n'y a pas eu de recul là-dessus, sauf l'éventuelle prolongation des centrales mais qui n'est toujours pas décidée formellement. Donc personne n'a osé dénoncer la loi de sortie du nucléaire. Personne n'a déposé une proposition de loi visant à supprimer ou amender cette loi. C'est quand même un signe. Donc jusqu'à présent, la victoire n'est pas contestée, elle est entrée dans le droit et donc elle va finir par s'appliquer un jour. Ce n'est pas la seule victoire, il y a eu aussi des avancées sur les droits des citoyens, en matière de santé, en sécurité sociale, etc.

SASKIA: Parmi les acquis, tu cites notamment le lien avec les citoyens. C'est lié à un acquis de campagne aussi, ce contrat avec les citoyens qui révolutionne un peu l'approche de faire de la politique. Il n'y a aucun autre parti qui cherche ce lien avec la population.

JACKY: Non, c'est sûr, les autres partis restent dans un rapport clientéliste, utilitariste, instrumentaliste avec la population et chaque fois qu'on leur parle de ça, ils lèvent les yeux au ciel de manière exaspérée. Tu demandais aussi si on avait préparé avec Agalev (Groen). Il y a eu des discussions avec Jos Geysel que je voyais régulièrement. C'était une préparation plus mentale que fonctionnelle, je veux dire qu'il n'y a pas eu de groupe de travail commun Ecolo-Agalev pour déterminer nos priorités communes si on était appelé à négocier. Je crois que c'est dû au fait que si Ecolo sentait venir sa victoire de façon assez forte, donc l'éventualité qu'on soit appelé à négocier, c'était moins le cas chez Agalev. Ils étaient moins convaincus que ça arriverait. Et dès qu'on est entré en négociation, j'ai été très surpris par l'attitude de Magda Alvoet qui a accepté très vite la logique des territoires. C'est-à-dire, tout ce qui est économique, c'est pour les libéraux, tout ce qui est social et santé, c'est plutôt les socialistes et tout ce qui est l'environnement, mobilité, c'est plutôt pour les Ecolo. Et moi j'ai d'emblée refusé cette logique, je n'étais pas d'accord avec ça. C'est pour ça que j'avais très sérieusement

demandé, lors de la dernière nuit de négociation où on s'est réparti les compétences, l'emploi et le travail. Et là, ils n'ont pas respecté les règles. La règle c'est que la dernière nuit, on prend les partis dans l'ordre du nombre de parlementaires et chacun dit à son tour quel poste ministériel il revendique. Quand vient mon tour, je dis l'emploi et le travail. Busquin explose, grimpe au mur, se met à hurler comme un putois. Interruption de séance, Verhofstadt voit tout le monde en tête à tête puis revient vers moi et me dit « non, Jacky, ce n'est pas possible ». Il me dit que cette fois-ci, la règle ne fonctionnerait pas car il y avait un veto du PS. Et tout le monde était d'accord y compris Agalev pour dire que j'exagérais de demander l'emploi et le travail. Ça faisait suite à des années de travail de ma part pour montrer qu'on sortait de notre pré carré imposé, qu'on était capable de gérer de gros départements non-environnementaux comme l'emploi et le travail. Par ailleurs, on avait un programme très étoffé en matière d'emploi et d'organisation du marché du travail, donc il y avait une logique à ma demande. Un jour, avant les élections de 99, il y avait eu un tour de table dans une réunion interne, je crois que c'était au bureau politique, sur les postes qu'on aurait revendiqué si on était appelé à négocier. Et José avait dit à son tour de parole : « Moi, je revendiquerai le ministère de l'intérieur et je serai candidat ». C'était à moitié de la provoc', mais à moitié seulement.

SASKIA: Les mentalités étaient encore très cloisonnées, chacun son rôle, chacun son domaine, c'est ça?

JACKY: Oui tout à fait. Et donc cette attitude d'Agalev nous a très fort déforcés dans les négociations puisque chaque fois qu'on était dans notre territoire, on était écouté poliment, parfois on acceptait et on négociait sur nos propositions. Mais dès que j'essayais de négocier sur quelque chose qui se trouvait en dehors de mon territoire, j'avais les pires difficultés. Agalev concentrait toute son énergie à ce que Magda savait déjà, c'est à dire qu'elle avait réussi à savoir ce qu'on lui donnerait comme compétence.

SASKIA : Et c'était plus par une absence de volonté des autres de lâcher leurs territoires que de crédibiliser les positions et la parole d'Ecolo dans ces matières-là?

JACKY: Je crois que c'est les deux. Ils ne voulaient pas qu'Ecolo sorte de son petit nid de communication. « Vous vous occuperez des petites fleurs, de l'énergie, du nucléaire, etc., mais pas question que vous vous occupiez de justice, d'intérieur, d'emploi et de travail, etc. ». Si j'avais demandé la sécurité sociale, je n'imagine même pas, mais Busquin l'avait déjà demandée. Et ça c'est la prochaine évolution historique pour Ecolo, au fédéral comme dans les régions : obtenir des postes ministériels qui ne sont pas a priori dans notre besace de compétence, dans des matières où on ne nous attend pas forcément.

**SASKIA**: Ça me fait penser aux stéréotypes femmes hommes. Et tu penses qu'aujourd'hui si on va en négociation au fédéral à l'issue des élections, Ecolo pourrait revendiquer d'autres types de poste ?

JACKY: Oui et ça a déjà commencé à changer car même dans la communication de Jean-Marc et de Christos pour l'instant, dans leur discours, à travers les aides à l'isolation et à la rénovation des bâtiments, du logement, on est dans de la fiscalité, de la création d'emplois, dans du soutien à des filières industrielles et Jean-Marc articule toujours cela avec le pouvoir d'achat des ménages, le confort de vie, le social, la création d'emploi, le soutien à des filières d'avenir. Et donc à partir de domaines qui peuvent paraître écologiques au sens étroit comme la réduction de la consommation de l'énergie, par exemple, on déborde sur le marché du travail et sur le marché économique.

SASKIA: On est dans l'opérationnalisation du Green Deal.

JACKY: Oui c'est ça. Et donc ça nous crédibilise sur ces terrains-là, sur lesquels il y a peut-être encore des gens qui ne nous attendent pas.

**SASKIA**: Il y a aussi un gros boulot qui a été mené par les parlementaires dans les commissions justice notamment, donc le travail y est, mais de là à revendiquer des compétences régaliennes ?

JACKY: Oui, pourquoi pas. Je pense qu'il y a des gens chez nous qui ont au moins autant d'étoffe que certains anciens ou actuels ministres pour revendiquer n'importe quel portefeuille.

SASKIA: On a pu lire aussi qu'il y avait pas mal de reproches qui t'avaient été adressés à l'époque quant aux acquis des accords de majorité. Et donc, c'est toujours adressé au chef à ce moment-là. C'est donc toi qui étais pointé par rapport à ces reproches qui étaient faits sur la faiblesse des acquis.

JACKY: Ah, mais je n'étais pas moi-même très heureux des accords et j'aurais aimé que ce soit bien meilleur que ça. Mais à un moment je me suis retrouvé assez seul, non pas à deux contre quatre, mais à un contre cinq, désolé mais l'histoire a ses droits. Agalev (Groen) me disait parfois : « Ecoute, tu vas trop loin, arrête, tu ralentis les travaux à force d'être exigeant sur tout ».

SASKIA: Comment a évolué la relation avec Agaley/Groen? Avant, il n'y avait pas vraiment de travail en commun, ce n'était pas aussi poussé.

JACKY : Ce n'était pas aussi systématique que maintenant comme ça peut l'être avec le GI (groupe de travail institutionnel). Il y avait eu des premières tentatives de conseil de fédération commun qui avaient lieu une ou deux fois l'an. Mais ce n'était pas des réunions opérationnelles, c'étaient plutôt des réunions militantes où on se prononçait sur de grands enjeux de société francophones et flamands pour les écologistes. Mais il n'y avait pas comme aujourd'hui de systématisation des contacts entre les directions des partis, les centres d'études. Aujourd'hui, c'est vraiment périodique. Ça n'existait pas à l'époque.

SASKIA: Et l'attitude d'Agalev dans les négociations a-t-elle entaché les relations par après ?

JACKY: Non, parce qu'il n'y a que moi qui l'ai vécue. Et donc dès qu'Isabelle et Olivier ont été installés, ils ont travaillé ensemble et je pense que ça n'a pas soulevé de problèmes. Je ne veux pas être méchant avec Agalev car ils ont à l'époque choisi une stratégie qui était de se concentrer sur leurs compétences, sur les deux portefeuilles qu'ils savaient qu'ils obtiendraient. À la fois pendant les négociations mais aussi en termes de communication gouvernementale. Ils communiquaient très

peu au sein du gouvernement sur autre chose que leurs compétences. Ils communiquaient sur ce qu'ils faisaient dans le cadre de leur portefeuille. Cela dit, Magda Alvoet a fini par démissionner en cours de mandat à cause de l'exportation d'armes très controversée vers le Népal, qui n'avait pourtant rien à voir avec ses propres compétences. Je respecte mais je m'interroge sur la cohérence.

Ecolo de son côté était chargé par sa base voire mis sous pression par un certain nombres d'associations d'intervenir sur différents dossiers qui n'avaient rien à voir avec les compétences d'Isabelle et d'Olivier, mais ceux qui exerçaient ces pressions trouvait normal qu'on intervienne sur ces dossiers-là, comme sur le dossier des Roumains par exemple.

**SASKIA**: Et ça nous était reproché par les partenaires. Parce qu'à nouveau, chacun devait rester dans son pré carré.

JACKY: Oui, mais Agalev n'a pas eu tous ces problèmes avec son électorat. C'est assez étrange. Est-ce qu'il y a un plus grand pragmatisme en Flandre et un plus grand idéalisme dans la partie francophone du pays? Je n'irais pas jusqu'à dire ça mais on était scruté par les milieux politiques éveillés, agissants, associatifs, syndicaux, non pas seulement sur ce qu'on faisait dans nos départements (énergie, transports, etc.) mais sur l'ensemble de la politique gouvernementale. Et une interpellation sur deux qui nous était adressée, c'était pour savoir pourquoi on n'avait pas empêché tel ministre de faire telle chose.

SASKIA: C'est encore un peu le cas en Wallonie aujourd'hui.

JACKY: Oui et c'est normal. C'est pour ça qu'il ne faut pas rentrer dans la logique des territoires. Parce que de toute façon quand on est en exercice, on est responsable de l'ensemble de la politique du gouvernement et pas seulement de ses portefeuilles, ce qui est logique. C'est la même chose pour les parlementaires.

SASKIA: La société civile et les syndicats n'ont pas la même attitude par rapport aux socialistes. Ils ne l'avaient pas à l'époque et ne l'ont toujours pas.

JACKY: Oui, ils ne regardent que ce qu'ils font dans leurs départements. Il y a manifestement des attentes particulières à notre égard ; faut-il s'en plaindre ou s'en réjouir ?

SASKIA: Bruxelles est un peu à part car il y a très peu de « belle-mère », chacun intervient très peu dans la politique des autres. Ce qui n'est pas le cas en Wallonie. Et ça, c'est depuis le début. Tu as une explication à cela? Ecolo, le petit qu'on contrôle plus parce qu'il est porteur de valeurs éthiques et de transparence ?

JACKY: Je pense malgré tout qu'il y a un côté très positif à cela, c'est qu'on attend beaucoup de nous. On n'est pas perçu comme le parti gouvernemental à tous prix qui est prêt à n'importe quel compromis, n'importe quelle contorsion pour se maintenir au pouvoir. Un peu à l'inverse du PS avec ce qu'il vient d'accepter en matière d'exclusion des chômeurs. Jamais la base d'Ecolo n'accepterait un truc pareil, jamais, jamais, jamais, quels que soient les arguments, jamais Ecolo n'accepterait ça. Et donc il y a une plus grande attente, une plus grande exigence éthique, mais aussi programmatique et sociétale à l'égard d'Ecolo de la part de la société civile qu'à l'égard du PS. Mais je pense qu'il faut prendre ça comme un compliment. Qui aime bien châtie bien.

SASKIA: Et comment as-tu vu l'évolution avant et après 99 dans les contacts entre Ecolo et la société civile, mais aussi les PME, les indépendants et les secteurs vers lesquels tu as voulu élargir le champ?

JACKY: Rappelons qu'après 99, je n'étais plus à la manœuvre. J'étais sénateur et j'évitais autant que faire se peut de m'exprimer publiquement par voie de presse sur l'activité du gouvernement, pour ne pas donner l'impression qu'il y avait une belle-mère qui pesait au-dessus des deux ministres. Je crois que c'est toujours assez pénible. Je participais au « MPM » (Ministre Parlementaire Mouvement). C'était une réunion qui avait lieu tous les lundis et qui a donné par la suite le bureau politique actuel. Je donnais mon point de vue à l'interne. La configuration juste après l'installation du gouvernement a été fortement chamboulée puisque moi je suis resté en fonction au SF jusque novembre. Et puis il a fallu

élire une nouvelle équipe dans laquelle je ne me suis pas présenté et c'est une toute autre équipe en termes de stratégie qui a été élue. Elle a mis en œuvre la « participe-opposition » : on est dedans mais on n'est pas dedans, on est dedans mais avec un regard critique, comme si eux seuls avaient un regard critique. Et je pense qu'ils n'ont pas contribué à valoriser le travail de nos ministres et de nos parlementaires auprès de la société civile. Ce n'était d'ailleurs pas leur objectif. Ils continuaient à s'exprimer comme un parti d'opposition quand ils rencontraient les syndicats, les associations, etc. Je pense que là, Ecolo a fait une maladie de jeunesse. Je le dis très honnêtement. L'accord de majorité gouvernemental est passé à une nette majorité de l'assemblée générale, mais quand même avec un goût de remord chez certains militants. Est-ce qu'on n'a pas signé un pacte avec le diable ? Est-ce que ça ne va pas être de la contagion culturelle à l'envers ? Est-ce qu'on ne va pas devenir comme tous les autres ? Et c'est ce qui a facilité le vote pour une équipe qui faisait campagne sur l'opposition plutôt que sur le soutien à la majorité. Il y a une logique de balancier, qui peut se comprendre sociologiquement mais qui a eu des répercussions terribles en termes fonctionnels. Parce que notre message était complètement brouillé. Imagine Magnette qui va manifester avec les syndicats contre les mesures prises par le gouvernement Dirupo sur l'exclusion des chômeurs. Et puis, il y aussi eu le fait que j'avais négocié mais que je n'étais pas ministre. Quand les autres partis de la coalition ont appris le résultat de l'assemblée générale, ils ont d'abord été soulagés par rapport à la participation et puis ils ont été étonnés sur la désignation d'Isabelle comme vice-première. Ils s'attendaient tous à ce que ce soit moi. Et j'ai eu quelques contacts avec certains qui m'ont appelé après en me demandant ce qu'il se passait. Je leur ai un peu expliqué. Et ça s'est avéré très vite embêtant parce que d'une part Isabelle a été perçue d'emblée comme une intruse parce qu'elle n'avait pas négocié avec eux. Et je crois qu'ils le lui ont fait payer assez durement dès le début. Et par ailleurs, Isabelle n'avait pas tout le background des discussions bilatérales lors des nombreuses interruptions de séances, où on discutait les travaux en cours, tantôt avec Busquin, tantôt avec Michel, tantôt

avec Magda, etc. Pendant ces discussions, il y avait des accords tacites qui se prenaient et qui ne figuraient pas dans les textes. Du style : « oui, je suis d'accord avec toi là-dessus, mais on n'arrivera pas à faire passer ça maintenant dans les négociations, il vaut mieux revenir avec par après via une voie parlementaire », etc. Et le cas le plus parlant en cette matière, c'est l'accord que j'ai réussi à arracher la dernière nuit sur l'engagement à revoir le financement des communautés et des régions qui était une de nos grosses revendications pendant la campagne électorale. Il y a eu finalement un accord, mais avec une condition mise par les partis flamands : l'interdiction d'en parler publiquement. Et je n'ai même pas pu en parler à l'assemblée générale. Isabelle était évidemment bien au courant, mais elle n'avait pas assisté à la discussion. C'était vraiment un accord de maquignon. À part le texte écrit par Louis Michel, il n'y avait aucune autre trace. Mais il y avait un engagement solennel à respecter l'accord, ce qui arrivera deux ans plus tard avec les accords du Lambermont.

SASKIA: Et les partenaires ont pu aussi penser qu'il y avait un risque pour qu'Ecolo n'aille pas au bout de ses engagements puisque celui qui avait négocié n'était pas là?

JACKY: À l'époque, on n'a rien fait comme les autres. On n'avait pas les mêmes habitudes, pas la même expérience que les autres. Donc on a fait comme on pensait faire le mieux, mais en même temps on surprenait souvent.

SASKIA: Et est-ce qu'on peut revenir sur cette période du choix du casting? Comment les choses se sont-elles passées? Et comment l'astu vécu sur un plan personnel?

JACKY: Sur le choix des ministres, il n'y a eu aucune négociation. C'était du jamais vu. Pour être tout à fait correct par rapport à la vérité historique, avant les élections, j'avais déclaré que je ne serais pas candidat ministre et que je me voyais plutôt rester au secrétariat fédéral pour assurer la vie interne du parti, son expression externe et soutenir éventuellement l'un ou l'autre de nos ministres si on participait à une majorité. Je l'avais dit par voie de presse. Et puis au fur et à mesure des négociations, moi

je négociais au fédéral, José à la Région wallonne, Henri Simons à la Région bruxelloise et Isabelle à la Communauté française, avec d'autres, mais c'étaient les chefs de file des négociations. Au fur et à mesure que passaient les jours et les nuits de négociations, fatalement on se prend au jeu. Et notamment pour les raisons que je viens d'expliquer, il y a tout ce qui se conclut tacitement, dans les couloirs, en tête à tête ou en petit groupe. Et donc vers la fin des négociations, je deviens vraiment partisan d'être vice-premier même si ce n'était pas mon choix initial. Je pensais que c'était mieux comme ça avec ce que j'avais moi-même appris des expériences de négociations puisque c'était la première fois évidemment. Et puis pour des raisons diverses avouables et moins avouables, le fait que les négociations ne se passaient pas bien à Bruxelles, le fait qu'il fallait écarter l'éventuelle candidature d'Isabelle Durant à un poste de ministre à Bruxelles en la mettant au fédéral pour laisser la place à quelqu'un d'autre à Bruxelles. Tout ça a pesé et moi je n'ai rien vu venir. Il y a eu un petit groupe de personnes qui s'est réuni quelques fois à Bruxelles et qui m'ont averti le dimanche matin alors que j'étais en route pour l'assemblée générale de participation. J'ai reçu un coup de téléphone qui me disait : « on me charge de te dire que certaines personnes se sont vues, ne veulent pas que tu sois vice-premier et que si tu t'obstines à maintenir ta candidature, ils feront tout pour faire capoter l'AG ». Et puis, dès que je mets les pieds à l'AG, je vois déjà qu'il y a une série de rumeurs qui circulent et donc je sens que la rumeur d'une cabale n'est pas aussi infondée que cela. Et puis par ailleurs, j'assiste à quelques épisodes comme la question sur le refinancement des communautés. Donc il faut savoir que pendant les négociations, je voyais tous les midis un groupe d'une quinzaine de personnes auquel je faisais rapport des travaux du matin et de l'après-midi de la journée précédente puis je prenais leur pouls et leurs avis. Et après la dernière nuit de négociation, j'ai revu ce groupe de quinze personnes à qui j'ai expliqué qu'on avait un accord sur le refinancement des communautés, Nollet était quelques mètres plus loin dans un bureau avec ses ordinateurs et au fur et à mesure de la discussion sur les critères, il a fini par me dire : « prends, ça c'est bon à court, moyen et long terme ». Donc on

s'est mis d'accord sur une série de critères qui seront modifiés dans la loi spéciale de financement des communautés et des régions. Jean-Marc explique techniquement la teneur de l'accord et tout le monde convient, Marcel en premier, que ce n'est pas le nirvana mais qu'on n'obtiendra jamais mieux de la part des Flamands en terme de refinancement et que pour cela il faut respecter la consigne de silence. Parce que les Flamands avaient très peur de se faire allumer à la fête du peuple flamand qui a lieu le 11 juillet. Alors que tous les congrès de participation avaient lieu le 10. Et donc si Ecolo disait qu'il avait obtenu de l'argent pour l'enseignement francophone, les partis flamands se faisaient allumer à la tour de l'Yser par les nationalistes et le CVP : les Flamands ont encore lâché du fric aux Wallons. Ils avaient très peur de ça et c'était compréhensible, d'autant que le CVP était mis dans l'opposition, crime de lèse-majesté donc ils auraient tiré à boulet rouge sur les libéraux et les socialistes : vous voyez, quand le CVP n'est pas là, c'est la cata, on donne de l'argent aux francophones. Et le jour de l'AG, une des quinze personnes à qui j'avais expliqué tout cela a le culot de m'interroger publiquement à l'AG pour faire remarquer que je ne parle pas de refinancement de la communauté dans mon rapport à l'AG. Et donc à ce moment-là, j'ai senti que si ça continuait, ils étaient capables de toutes les manipulations pour faire capoter l'AG. Et on sentait des remous dans l'AG, des gens qui hésitaient, qui me demandaient dans les couloirs s'il fallait vraiment y aller, etc. Des militants de bonne foi qui étaient vraiment partagés. C'était la première fois qu'on devait faire un vote pareil. Ça n'arrive pas tous les jours. Un peu comme quand on doit signer un contrat de mariage. Et donc comme je sentais que ça pouvait capoter à tout moment. Après une interruption de séance, je suis monté à la tribune en disant que au cas où, je n'étais pas candidat vice-premier ministre. La tension est redescendue d'un coup, ils m'ont foutu la paix et l'assemblée a pu se poursuivre dans de bonnes conditions. Mais ça restait dans les tripes de chaque militant. C'était une décision pas facile à prendre.

SASKIA: Et sur le plan personnel, tu l'as vécu comment, toi?

JACKY: Très mal, parce que d'une part j'avais vraiment envie de relever le défi et parce que c'est toujours difficile de renoncer. Mais je n'avais

pas envie de prendre le risque que l'AG capote. Ça aurait été un traumatisme, après des semaines de négociations, avec la chance d'entrer pour la première fois dans un gouvernement, avec la chance de monter dans une coalition susceptible de faire avancer des dossiers éthiques.

SASKIA: Tu as renoncé au profit du collectif.

JACKY: Oui, j'ai renoncé, on peut dire ça comme ça. Je n'ai pas voulu prendre de risque. Il y a encore des gens aujourd'hui qui me disent que si en 99 j'avais tapé du poing sur la table, que j'avais dénoncé un complot et que j'avais dit qu'il fallait y aller et que je voulais en être, j'aurais gagné. Oui peut-être, mais je n'ai pas voulu prendre le risque. J'ai pris la moins risquée des solutions. Parce qu'après tout ce que j'avais fait, ressortir à poils de l'AG avec un non, on aurait franchement eu l'air con. On aurait été la risée de la presse le soir même. Et alors sur le plan humain, ce qui m'a vraiment choqué, blessé et scandalisé, ce sont les méthodes. Des réunions secrètes, des gens qui ne disent pas leur noms, qui m'envoient Olivier Deleuze me téléphoner le matin même de l'AG alors que lui n'était pas informé du tout mais qu'il avait été chargé par x ou y de me prévenir. Et Olivier était emmerdé comme tout au téléphone. Et voilà, donc manifestement, il y a des gens, y compris des gens que je considérais comme proches à l'époque et qui ont probablement dû être au courant, mais qui n'ont pas jugé opportun de m'avertir. Mais bon, c'est la vie hein.

SASKIA: Et ça, ce serait encore possible aujourd'hui?

JACKY: Tout est possible. La nature humaine reste ce qu'elle est. Je crois qu'on est un parti avec des règles éthiques très strictes, très profondes, une culture qui n'est pas celle des autres partis, une culture collective. Mais on l'a vu tout au long de notre histoire, en termes de comportement individuel, tu ne peux jamais rien éviter. C'est le collectif qui se porte bien, avec des hauts et des bas, mais tu ne peux jamais être garant du comportement d'une ou plusieurs personnes. Quelle que soit ton éthique collective.

SASKIA: Pour revenir à autre chose, pendant la précampagne, il y a eu des thématiques mises en avant. C'est aussi lié à ce que tu disais

tout à l'heure : pour sortir des territoires, des prés carrés, attribués aux écologistes, il faut imposer les thèmes dans la campagne et dans le contexte socio-économique mais vus sous un autre angle. Entrer dans la discussion sur les enjeux socio-économiques, sur la situation sociale, sur l'emploi en partant des problématiques environnementales. Et c'est notre ADN, c'est notre manière de voir les choses. Mais à l'époque, encore plus que maintenant, puisque ce discours commence à percoler, ça devait être difficile de faire passer cette approche. Comment est-ce que les choses étaient perçues ? Est-ce que les gens pensaient qu'on était complètement fous de parler d'emploi et d'environnement sans les opposer?

JACKY: Personne ne disait qu'on était fous, mais il y avait deux attitudes présentes : il y avait ceux qui disaient : « l'environnement c'est sympa, mais en période de forte croissance, quand on a les moyens de se le permettre », et on le sent bien aujourd'hui, il y a encore une traînée de comète de ce discours un peu condescendant : « non, c'est pas le moment de s'occuper de l'environnement, parce qu'il y a le chômage, le déficit public, on n'a pas les moyens, etc. ». Alors que c'est justement le moment où il faudrait mettre le paquet, mettre la gomme. Donc ça, c'est le premier type de discours, lié à la croissance, ce qui est quand même piquant : il faudrait de la croissance pour faire de l'écologie, c'est quand même un paradoxe. Le deuxième, mais qui est corollaire pour toute une série d'acteurs du monde politique et syndical traditionnel : l'environnement était l'ennemi de l'emploi. Pourquoi se mettre des contraintes dans nos entreprises alors que nos concurrents voisins ne les ont pas ; donc on va affaiblir notre compétitivité ; donc on va devoir licencier. Et puis, ils avaient en mémoire l'épisode des écotaxes sur le PVC, avec les ouvriers de Solvay appuyés et emmenés par la direction qui venaient manifester à Namur. Donc il y avait toujours une perception dans une partie de l'opinion que l'écologie est l'ennemi de l'emploi. Aujourd'hui, on n'entend plus ça. C'est très marginal, il n'y a plus que le Parti Populaire qui dit ça. Le côté condescendant lui n'a pas totalement disparu, mais il faut tout de même bien admettre que c'est une condescendance d'une très grande imbécilité.

**SASKIA**: Est-ce que tu n'en dégages pas une certaine fierté sur le plan personnel ? Est-ce qu'au long de ta carrière, tu ne t'es pas dit que si la question du développement durable s'impose, ça vient quand même de quelque part.

JACKY: Mais je ne suis pas et je n'ai jamais été le seul acteur à porter cela, c'est un mouvement collectif et je suis content d'y avoir participé. Ce sont aussi nos ministres, nos parlementaires, nos bourgmestres, nos échevins, nos conseillers et tous nos militants. Ce sont aussi nos partenaires à l'étranger, les Verts français, les Verts allemands surtout. Toute la littérature, toute l'agitation sociétale qui s'est faite autour des questions de développement durable. C'était toute une symphonie, donc tout un orchestre. Et c'est là qu'on se rend compte qu'on ne perd pas son temps. Que du contraire. Parce qu'une des premières impressions à la suite de la lecture du portefeuille de coupures de presse, c'est que si on pourrait répéter aujourd'hui ce qu'on disait il y a dix, quinze ou vingt ans, ça veut dire que rien n'a bougé. Ce n'est pas vrai, il y a dans toute une série de domaines des choses qui ont fortement bougé. Simplement, c'est le constat sur l'état général de la société qui n'a pas beaucoup changé malheureusement. Et qui s'est au contraire durci parce que l'état de la société s'est aggravé. Et donc c'est ça qui peut nous donner parfois l'impression qu'on radote, de devoir redire les mêmes choses. Mais n'empêche qu'au fil du temps, au fil de nos participations et parfois même depuis l'opposition, on arrive à engranger des changements qui sont vraiment structurels. Quand pendant des années, on est les seuls à réclamer un financement public des partis, puis qu'à l'occasion de la succession de quelques scandales dans les années 80 il y a une table ronde qui se mène au parlement où Ecolo peut développer sa thèse en disant qu'il faut un financement public des partis, une interdiction des dons des entreprises, un plafonnement des dépenses électorale des partis et des candidats, on nous regarde d'abord comme des martiens et puis en 89, c'est la première loi sur le financement des partis et des campagnes électorales. C'est un bouleversement par rapport aux habitudes quotidiennes des partis où à chaque campagne, leur trésorier devait faire le tour des popotes en demandant des sous.

C'était humiliant. Et puis ça prêtait le flanc à toutes les suspicions, je l'ai dit à d'autres. Electrabel et Tractebel étaient un des gros pourvoyeurs de fonds de tous les partis avant les campagnes, ce n'est pas un hasard si c'est devenu un état dans l'État et si le nucléaire a été à ce point protégé en Belgique par toute la classe politique traditionnelle. Un autre exemple quand José Daras en 1985 fait adopter un décret sur les incidences sur l'environnement. Aujourd'hui, c'est entré complètement dans les mœurs, plus personne ne se souvient d'où ça vient, mais face à tout grand projet industriel, il doit y avoir une enquête publique, un rapport d'incidence sur l'environnement, des débats citoyens dans les quartiers, dans les communes. Aujourd'hui, tout le monde trouve ça normal, habituel, mais ça ne date que de 1985 et ça ne l'était pas à l'époque.

SASKIA: C'est le bon tremplin pour ma question suivante: dans la revue de presse, il y avait très peu de choses dans les thèmes de campagne et dans les propositions mises en avant lors des négociations sur l'éthique en politique.

JACKY: Pour citer un exemple encore plus récent : on vient de voir la mise en place de l'École d'Administration Publique pour la formation des fonctionnaires wallons qui souhaitent une nomination ou une promotion. Ça veut dire que c'est un rempart solide contre le clientélisme. Tout qui n'aura pas passé cette formation et n'aura pas réussi ses examens ne pourra pas être nommé ou promu. C'est génial. Ça, ce sont des réformes qui ne sont pas ponctuelles. Ce sont vraiment des réformes que j'appelle structurelles dans la mesures où elles ont des effets sur le long terme et des effets démultiplicateurs parce qu'on sait bien qu'une des tares de la Région wallonne, c'est l'extrême politisation de son administration principalement au profit d'un seul parti.

SASKIA: Mais tu le dis toi-même avec l'exemple des études d'incidences: ce sont des avancées majeures obtenues pas Ecolo, mais on ne sait pas que ça vient d'Ecolo. Est-ce qu'on a un déficit dans la communication et dans la manière de vendre notre bilan?

JACKY: Le problème, c'est que la presse a très peu de mémoire et donc l'opinion aussi. Et je suis sûr que si on faisait un sondage à l'intérieur d'Ecolo, on serait probablement étonné du résultat. Si on demande à nos militants de nous citer trois acquis d'Ecolo depuis trente ans, je ne suis pas sûr qu'ils soient nombreux à pouvoir répondre. Et il y a aussi beaucoup de choses qu'on a obtenues à partir de l'opposition. La parité sur les listes, s'il n'y avait pas eu Ecolo, on en serait loin. À tel point que la prochaine fois, c'est la tirette donc plus question de mettre cinq hommes au début et puis cinq femmes après. Mais c'est à nous d'entretenir la mémoire de tout cela.

saskia: Oui, mais on ne le fait pas.

JACKY: Le message est lancé. Je dois t'avouer que je suis moi-même surpris en me replongeant dans cette revue de presse de certains événements dont je n'avais plus qu'une vision assez confuse. La sortie du nucléaire, c'est encore une avancée structurelle. Le prochain grand combat en Région wallonne, qui est déjà entamé en termes de démocratisation des représentations dans les intercommunales, mais sur le fonctionnement général des intercommunales, sur leur nombre, sur la rémunération de leurs dirigeants, c'est en cours au parlement wallon, ça n'aura probablement pas lieu sous cette législature mais je suis sûr qu'à terme il y aura une refonte et une réforme très forte des intercommunales parce que ça ne peut plus durer comme ça. Donc voilà une série d'exemples de réformes structurelles qu'on a obtenues mais il y en a beaucoup d'autres. Mais on est utile, ça oui! Et on doit l'être encore plus.

SASKIA: C'est donc un devoir de mémoire qui doit aussi permettre de booster les nouvelles générations. Et je pense qu'on est peut-être un peu en manque de ça. Quand on voit la tendance parfois à succomber à des discours qui se voudraient plus marqués d'un côté ou de l'autre du spectre politique ou à une parole qui derrière n'est pas nécessairement suivie de résultats. Ces extrêmes sont dans l'ordre du discours et de la posture plus qu'autre chose. Or, la valorisation des acquis d'une participation qui se base sur un projet, sur un programme, doit aussi pouvoir rendre cette fierté aux écologistes d'être écologistes. Et participer à des gouvernements pour faire avancer concrètement les choses, dire haut et fort que ce n'est pas se corrompre!. C'est comme dans tout, la

mémoire orale et la mémoire collective doit être renforcée. Et c'est vrai que l'exercice de se replonger dans cette revue de presse nous permet de nous rendre compte que la transmission de la mémoire est faible finalement. Parce qu'il y a énormément de choses que je ne sais pas et que j'ignore sur l'histoire de mon parti.

JACKY: Et pourtant Étopia fait déjà beaucoup de choses.

SASKIA: Oui et qu'en plus, j'ai l'impression de me tenir informée.

JACKY: Oui, tu n'es pas la moins informée du parti, ça sûrement pas!

SASKIA: Oui et donc je me demande ce que dirait quelqu'un qui n'est pas actif au jour le jour.

JACKY: Il y aura bientôt une autre histoire et il serait temps, c'est au-delà de l'activité du parti, comment se vit de l'intérieur une participation. Par les principaux intéressés, c'est-à-dire les ministres et les membres des cabinets. Parce qu'on peut dire ce qu'on veut, mais un accord de majorité n'est jamais qu'une feuille de route qui ne prévoit pas tous les imprévus et les problèmes qui se posent au cours d'une législature. Comment s'établit un rapport de force, un rapport de confiance, entre les partenaires, entre les partis, entre les hommes et les femmes, ça c'est une histoire à écrire.

SASKIA: Sur les thèmes de campagne, il y a aussi celui de l'Europe. Tu replaces à plusieurs reprises dans tes interviews lors de la campagne de 99 la phrase suivante : « nous sommes des Européens convaincus ». Est-ce que c'est une nouveauté dans la campagne en 99 ?

JACKY: Oui, parce que jusque-là, tous les gens qui se disaient radicaux plus ou moins de gauche étaient en général eurosceptiques. Mais ce n'est pas une nouveauté pour Ecolo, puisque dès notre fondation, dès nos textes fondateurs, on se déclare fédéralistes intégraux. Mais durant la campagne de 99 l'Europe revient au premier plan avec la question de l'euro et la question de l'élargissement. Il fallait rappeler qu'on était des Européens convaincus parce qu'on était très critiques sur la marche de

l'Europe. On disait : « pas de nouveaux élargissements et pas d'euro tant qu'il n'y a pas d'harmonisation sociale et fiscale et tant qu'il n'y a pas une réforme des processus de décision et notamment la fin de l'unanimité obligatoire au Conseil ». C'était la formule « Pas d'élargissement sans approfondissement ». Si ces verrous-là sont levés alors bien sûr on peut instaurer une monnaie commune et élargir l'Union à d'autres partenaires. Mais plus on élargissait sans harmonisation et sans réformes des processus de décision, plus ça rendait ces harmonisation et ces réformes difficiles. C'était d'ailleurs un des objectifs des mouvements de droite. Mais pour pouvoir critiquer l'Europe, il fallait d'abord dire qu'on était des Européens convaincus. Sinon on versait implicitement dans le camp des eurosceptiques et des anti-européens, ce qu'on ne voulait pas évidemment. Il y a des gens qui ont fait des parcours spectaculaires par rapport à la question européenne. Je pense à Guy Verhofstadt par exemple, qui au début de sa carrière était Baby Thatcher et anti-européen et aujourd'hui, est devenu un chantre du fédéralisme européen, de la démocratisation de l'Europe, de son approfondissement. C'est vraiment devenu un avocat dévoué et vindicatif de l'Europe. C'est une bonne évolution.

SASKIA: Là encore une fois la mémoire fait défaut. Et puis, il est un peu à part dans son parti sur cette question pour l'instant.

JACKY: Oui, c'est une évolution positive, mais tout à fait personnelle.

SASKIA: Ce que je retiens vraiment, c'est cette nouvelle approche, cette nouvelle marque et l'imposition d'Ecolo comme partenaire crédible qui met les mains dans le cambouis et qui n'a pas peur, qui n'est pas le petit frère d'un autre, qui impose sa vision des choses, sans crainte d'aller sur le territoire des autres. Il y a un vrai partenaire vert qui émerge et qui s'impose dans le champ politique. Ça se ressent aussi je trouve dans les interviews et dans la manière dont tu mènes les interviews parce que quand on lit d'autres interviews politiques, elles sont plus générales. Toi, tu rentres dans le cœur des thématiques.

JACKY: C'était très préparé. Je préparais au moins avec Éric Biérin et j'identifiais selon le format trois, cinq ou dix choses que je voulais

absolument faire passer. Y compris en imaginant des reformulations dès le départ. Quelle que soit l'attitude du journaliste, j'avais déjà une vision avant de voir le journal de ce qu'il y aurait dedans.

SASKIA: Et ça c'était aussi une nouveauté dans l'approche communicationnelle du parti.

JACKY: Oui, c'était une nouveauté pour Ecolo mais en même temps, c'était une passion pour moi. Je ne devais pas me forcer.

SASKIA: Et ça, ça venait vraiment de toi, tu n'avais pas de modèle?

JACKY: Non, aucun. D'emblée, je me suis trouvé à l'aise sur ce terrain et je le trouvais très indispensable. Si on ne communique pas bien ce qu'on est, on ne se fera jamais comprendre de personne.

SASKIA: Et c'est venu des observations que tu avais faites du parti auparavant?

JACKY: Ca vient de ma première passion pour le journalisme, donc de mes études. J'ai toujours été très intéressé par l'activité des médias et par la question de savoir si les médias sont ou pas le reflet de la société réelle. Et donc dès que j'ai commencé à militer chez Ecolo au début des années 80, je me suis posé la question de quelle était notre image dans les médias et souvent j'étais très insatisfait.

**SASKIA**: La communication comme vecteur politique.

JACKY: La communication comme outil stratégique. C'est un des éléments du rapport de force. Certains ont parfois oublié ça. Le but, ce n'est pas de s'exprimer, le but c'est de coincer des gens dans un discours ou de les avertir de ce qui risque de se produire s'ils font un faux pas de travers. Il y a plein de circonstances qui peuvent être les conséquences d'une interview. Mais ce n'est pas donner une interview pour donner une interview. Une interview doit toujours avoir un but précis, sur un ou plusieurs partenaires, sur la société civile, sur l'interne du parti. Parfois, il faut faire des interviews avec comme premier objectif de toucher l'interne. Quand dans des interviews, je déclare qu'on est

fiers d'être écolos et que je le démontre, ça parle bien sûr au monde extérieur, mais ça parle en premier à nos militants. Ils sont contents de lire ça et ça les motive.

**SASKIA**: Et avant le début des négociations ? L'état d'esprit en interne était plutôt ouvert ou on était toujours dans l'idée d'un mouvement qui ne veut pas participer au pouvoir ?

JACKY: Non, il y avait plutôt une prise de conscience, en tout cas auprès des actifs, de la première ligne (parlementaire, secrétaires fédéraux, membres du conseil de fédération, les permanents) du fait qu'on allait peut-être un jour nous appeler à gouverner. Mais les versions pouvaient varier. Tous les scénarios étaient sur la table dans toutes les têtes. Mais en tout cas, chacun se préparait à l'éventualité de la participation mentalement. Ça, c'était très perceptible.

**SASKIA**: Et la spécificité d'Ecolo qui doit revenir devant sa base pour faire valider une participation, un accord de gouvernement, etc., ça a été d'emblée accepté par les partenaires ou ils ont essayé que tu te détaches de ta base?

JACKY: Ils n'avaient pas le choix. Et d'ailleurs, je m'en suis servi comme arme notamment lors de la dernière nuit de négociations, lorsqu'ils ne voulaient pas parler du refinancement des communautés et des régions. A un moment donné, devant un tel blocage des partis flamands et de la part de Busquin et de Michel, puis de Busquin tout seul à la fin (qui tenait un discours du style : « si on met sur la table la loi de refinancement, on va s'embarquer dans une vaste négociation institutionnelle », ce à quoi je répondais : « non, pas du tout, on ne demande que ça »), je leur ai dit au final, écoutez les gars, si vous m'envoyez devant mon AG sans rien sur le refinancement, ce sera non, c'est sûr, ça je vous le garantis, et d'ailleurs je ne plaiderai pas vraiment avec beaucoup de conviction. Et là, ils se sont tous regardés et puis Louis Michel a dit qu'on ne pouvait pas prendre le risque que l'assemblée générale d'Ecolo dise non et mette par terre un mois de travail. Mais ce genre d'argument, tu ne peux pas le répéter tous les jours, c'est le genre de truc dont tu te sers une fois en cours de négociation.

SASKIA: Et encore, après tu ne pouvais pas en parler...

JACKY: Oui, mais enfin ça a marché en négociation. Et je n'ai pas pu en parler, mais il y avait quand même quinze personnes qui étaient au courant parmi celles qui pesaient le plus : Jean-Marc, Marcel, Isabelle, Daniel Burnotte,... Et ceux-là en avaient parlé à une ou deux personnes de confiance autour d'eux, donc il y avait au moins quarante ou cinquante personnes qui devaient connaître l'existence de l'accord secret. Mais quarante à cinquante sur sept-cents... Mais enfin, c'étaient des personnes influentes qui auraient pu se faire entendre violemment. Mais bon, eux ont tout de même été corrects.

SASKIA: Et tu t'es dépatouillé comment devant l'AG concernant ce point?

JACKY: J'ai dû faire un festival de langue de bois : « si bien sûr on en a parlé, j'ai un accord des partenaires à s'engager à ouvrir le plus rapidement possible une discussion sur les conséquences de la loi de financement et sur son éventuelle réforme », bref un truc qui ne veut rien dire. Et ce à quoi on m'a répondu qu'il n'y avait rien dans le texte, même pas une phrase. « Oui, mais enfin tout n'est pas dans le texte »... Qu'est-ce que tu veux faire ? Il y avait les télés flamandes au fond de la salle. Ce n'était pas comme aujourd'hui où les assemblées se tiennent à huis-clos. Et moi je voyais les caméras de la VRT et de VTM, etc. : « et alors, est-ce qu'on a obtenu de l'argent pour l'enseignement francophone? ». J'avais une promesse, je devais me taire. Heureusement que j'avais pu informer les quinze personnes parce que si Marcel, Jean-Marc et tous les autres n'avaient pas été au courant, je n'allais même pas devant l'AG.

SASKIA: Et donc ça aussi c'était une nouveauté puisque jamais auparavant il n'y avait eu une telle négociation et donc jamais auparavant il n'y avait eu d'accord non-divulgable, de groupe de négociateurs, etc.

JACKY: Là aussi, on a appris en marchant. Dès le début des négociations, on s'est dit que si j'y allais tout seul avec mon secrétaire Marc Terwagne, on ne pouvait pas contenir l'information à seulement deux personnes. Donc on s'est trouvé une salle au-dessus d'un resto rue de l'Enseignement (ça ne

s'invente pas!) et tous les midis, je faisais rapport notes à l'appui avec Marc qui complétait les détails et c'était bien utile parce que j'avais leurs avis. Parce qu'une négociation c'est un aquarium, à un moment donné tu n'entends plus les bruits de l'extérieur. Et donc j'avais un feed-back tous les midis.

SASKIA : Et là, il y avait une confiance ? C'était une équipe désignée par le conseil de fédé ?

JACKY: Je ne sais plus. Il y avait en tout cas le secrétariat fédéral, le bureau du conseil, les chefs de groupes des parlementaires et les principaux animateurs des commissions thématiques internes. Donc c'était un échantillon représentatif des forces vives d'Ecolo. Des gens en qui j'avais en même temps confiance et dont je respectais le point de vue aussi. Je n'avais pas envie de chien fou qui me tire dans les pattes ou qui aille raconter partout ce qui se disait. Et jamais rien n'a filtré de ce groupe-là, jamais. Parce qu'ils savaient que ça allait faire capoter les négociations s'il y avait la moindre fuite.

SASKIA: Je reviens sur tout ça parce que je fais l'analogie avec ce qui se passe aujourd'hui et les équipes de négociations qui sont mises en place. Et il y a différentes méthodes en fonction du secrétariat fédéral qui est en place. Mais malgré tout, c'est l'héritage de cette époque qui est encore là aujourd'hui dans la manière de fonctionner.

JACKY: J'avais quand même très présent à l'esprit le souvenir de la négociation de 1982 à Liège. J'étais tout jeune militant à l'époque. Je me voyais faire du journalisme. Et j'assistais déjà aux AG locales lors de la négociation de la participation à Liège. Les gueulantes que j'entendais, la méfiance à l'égard des négociateurs, les premiers soupçons de carriérisme. Et donc j'avais déjà en tête, un peu confusément, les chausse-trappes à éviter. Et puis, on m'avait raconté un tas de souvenirs des négociations : comment s'établissait un rapport de force, une complicité, etc. Parce que c'était vraiment la toute première fois qu'on négociait.

Et puis depuis 82, on a chaque fois augmenté notre nombre de participations communales aux élections locales. Et donc la terreur

existentielle du militant de base vis-à-vis de la participation disparaît progressivement parce qu'ils savent de plus en plus ce que c'est à leur échelle locale. Maintenant, la question d'une participation à une majorité ne se pose plus d'un point de vue théorique mais plutôt d'un point de vue pragmatique, pratique. Pour faire quoi ? Avec quels accords de majorité? Avec quel projet? Je crois qu'il n'y a plus personne qui dirait que ce n'est pas dans notre nature de participer à un gouvernement.

SASKIA: Et quid des permanents d'Ecolo à ce moment? De quelle manière ont-ils participé?

JACKY: Ce n'était pas organisé de la même façon à l'époque et c'était beaucoup plus restreint qu'aujourd'hui. Mais tous les permanents thématiques étaient mis à contribution pour fournir des notes de négociations à tous les niveaux en fonction de leurs compétences. Il y avait les collaborateurs des groupes, quelques conseillers du parti, mais il n'y avait pas autant de conseillers sur autant de spécialisation qu'aujourd'hui, ils étaient plus généralistes. Quant à Éric Biérin, j'étais en contact avec lui tous les jours. C'était avec lui que se montaient des opérations du genre « limousine bleue ».

SASKIA: C'était amusant l'ambiance de la campagne de 99?

JACKY: C'était très gai, on sentait partout un enthousiasme autour de nous, l'accueil sur les marchés, on avait le vent en poupe. C'est à peine si on n'était pas accueilli par des applaudissements. Donc on sentait que ça allait bien marcher. C'est gai de faire campagne dans des conditions pareilles.

# ECOLO, LA MARCHE BLANCHE ET LA REMISE EN CAUSE DES FONDEMENTS DE L'ETAT BELGE

MOHSSIN EL GAHBRI

## Jacobs-Morael: renforcer la puissance publique

#### -LE POINT-

ENSEMBLE DANS LA RUE. Voici deux nouvelles analyses de l'état de la société belge au lendemain de la grande marche blanche. Il s'agit de deux hommes qui d'ordinaire se heurtent, tant leurs conceptions des choses de la vie sont éloignées. Mais ils avaient dimanche dernier un point commun: tous deux ont participé à la marche. Ce jour-là, leur motivation était pareille: dire leur soif de justice, apporter leur soutien aux parents et, par leur présence, susciter un électrochoc.

ANALYSES DIVERGENTES. Leurs avis divergent cependant lorsqu'ils 'agit d'analyser les raisons du malaise actuel. Pour Jacky Morael, secrétaire fédéral d'Ecolo, ce sont les mises à l'écart successives qui ont poussé les citoyens dans la rue. Georges Jacobs, président du comité exécutif d'UCB, estime que c'est la déglingue de l'administration publique belge qui a provoqué la lassitude et le désir de changement.

### La lente dégradation des institutions belges

-Vous avez, tous les deux, participé à la marche blanche du 20 octobre. Quelles sont les raisons qui vous ont poussé à y aller?

- Georges Jacobs: J'ai réagi spontanément, en tant que citoyen, face à un problèmé épouvantable qui touche la chose la plus sacrée qui soit, les enfants. Au-delà de la réaction émotionnelle, il fallait que nous soyons très nombreux à marcher pour créer un électrochoc qui amènera à des changements de mentalités.

- Jacky Morael: J'avais deux grandes motivations. L'une politique : dès l'instant où, contact pris avec les organisateurs, il s'avérait que cette marche se voulait citovenne. nullement antipolitique, poujadiste, les politiques, dans ce cadre-là, étaient les bienveus à condition de ne pas s'afficher en tant que tels. Beaucoup ont estime à Ecolo qu'il fallait y aller. La deuxième raison est une motivation plus individuelle; on ne peut pas faire abstraction de son statut de père de famille. Je suis allé marché avec ma fille de 12 ans. Quand on est père, on ne peut pas rester insensible à ce drame, le regarder froidement en observateur, en homme poli- Ces événements révèlent-ils une crise plus profonde de la société belge ?

- Georges Jacobs: Je ne crois pas que la société belge soit plus en crise que d'autres sociétés, même s'il y a quelques specificités à la Belgique. Il y a une crise de la civilisation européenne dont l'origine est multiple. Nous sommes au bout d'une très longue période d'évolution du bien-être -qui n'est peut-être pas encore idéalement partagé- qui a déjà duré 50 ans, sans grand trouble interne. Parallèlement, il y a un effondrement des idéologies qui ont fait disparaître un certain nombre de repères.

G. Jacobs:
« Pourquoi
le fonctionnaire peut-il
se permettre de traiter
avec négligence,
avec dédain le citoyen
qu'il est sensé servir
et qui, après tout, le
paye ».

-Quelles sont les spécificités de la crise belge ?

- Georges Jacobs: Nous avons vecu historiquement avec un Etat relativement

faible. Traditionnellement le citoyen belge a peut-être moins de sens civique que dans d'autres pays. L'évolution de la Belgique -que je ne conteste pas- n'a pas contribué au renforcement de nos institutions. De plus, nous avons assisté à une dégradation de l'administration. La chose publique connaît des dérives. Pourquoi les entreprises publiques doivent-elles répondre à des critères d'efficacité différents de ceux du privé? Pourquoi le fonctionnaire peut-il se permettre de traiter avec négligence, avec dédain le citoyen qu'il est sensé servir et qui, après tout, le paye. Il faut constater qu'aujourd'hui, dans un monde où les points de repères disparaissent, l'entreprise est un des corps organisés qui se maintient avec des sanctions internes et externes. Là où les contraintes et les sanctions demeurent, cela fonctionne.

-Les missions, la volonté de rentabilité d'une entreprise publique sont-elles comparables à celles d'une entreprise privée?

- Georges Jacobs: Je ne parle pas de rentabilité, mais d'efficacité. Je crois qu'un certain nombre de principes qui permettent l'efficacité d'une entreprise privée devrajent être appliqués à des responsabilités publiques.

J. Morael: « Nous sommes passés, en Belgique comme dans d'autres pays, d'un régime de crise à une crise de régime »

- Jacky Morael : Sur le diagnostic de notre société, je suis plus pessimiste que M. Jacobs. Nous sommes passés, en Belgique comme dans d'autres pays, d'un régime de crise à une crise de régime. Y-a-t-il des causes profondes qui expliquent la crise ou le malaise est-il circonscrit? La population n'accepte pas que l'appareil public ait été à ce point défaillant dans la recherche de responsables des rapts et d'assassinats d'enfants. Au-delà de cette émotion, il y a un certain délabrement d'une série de fonctions publiques. J'ai la conviction, aussi, que nous assistons à un sursaut, inconscient, d'une partie de la population devant une ultime mise à l'écart du citoven.

 Dans quels domaines, ces mises à l'écart

- Si on considère l'histoire de

Belgique de ces 20 dermières années, après les errements budgétaires des années 70, vinrent, début 80, les premiers gouvernements à participation libérale. Le message envoyé à la population fut : renoncez au modèle de concertation sociale belge, il n'y a plus rien à négo-

Il y eut blocage des salaires, sauts d'index. Fin 80, au moment où l'on commençait à négocier le traité de Maastricht, l'Europe s'est réduite à son seul espace marchand, économique. Message : il n'y a plus de débat possible sur les prio-rités des missions d'un Etat, d'une administration. L'objectif ultime devient 3 pc. Et ce n'est pas fini. Aujourd'hui, face aux dysfonctionnements constatés dans les enquêtes, le message des autorités est : « La Justice non plus, ce n'est pas votre affaire. Il y a des institutions légitimes. Il y a des procédures. Inscrivez-vous là-dedans ». Sur des questions aussi essentielles que l'accès au dossier, les droit à l'information à l'explication... c'est non. On ne discute pas. On a ainsi atteint des sommets de « hauteur glaciale » de l'institution judiciaire. Etat de droit, d'accord; consensus : le citoyen attend indépendance de la Justice, d'accord; secret de l'instrucdire leur mot. Il s'agit donc bien guerre.

d'une révolte contre la mise à l'écart d'un des droits élémentaires

-Le mécontentement viendrait donc aussi de la mauvaise gestion de l'Etat

- Georges Jacobs : Si le social semble être réduit aujourd'hui, reconnaissons deux éléments. D'une part, nous avons payé notre spécificité: on s'est préoccupé du communautaire, de l'institutionnel. On s'est permis des dérives qui expliquent que notre situation soit moins bonne objectivement parce qu'on n'a pas géré le pays. Le niveau de la dette belge est le plus élevé au niveau européen. C'est la raison pour laquelle l'austérité, l'assainissement ont été imposés dans un contexte européen de perte de compétitivité. Pour assurer ce bien-être auquel nous sommes arrivés, nous devons serrer les écrous. Sinon on devra remettre en cause un certain nombre d'avantages sociaux. D'autre part, il est plus difficile d'obtenir aujourd'hui un consensus car il n'y a plus grand chose à partager. Or, il faut continuer à rechercher des ces messages apaisants. Je n'aime pas l'attitude de la tion, ok. Mais les gens veulent FGTB qui déclare déjà la

### L'AFFAIRE DUTROUX, LE DÉTONATEUR D'UNE CRISE DE RÉGIME

L'année 1996 représente le point culminant de la crise qui secoue des grandes institutions de l'État et du pouvoir politique : la justice, la police et la gendarmerie ainsi que les partis politiques traditionnels. Xavier Mabille qualifie prudemment ce moment de l'histoire de Belgique comme « une crise politique au sens le plus large du terme ». Certains parleront plus nettement. C'est le cas de Jacky Morael, alors secrétaire fédéral d'Ecolo, qui affirmera le 10 septembre 1996 dans une interview au journal *Le Peuple* : « En Belgique, on est en train de passer d'un régime de crise à une crise de régime ». L'affaire Dutroux a profondément marqué la mémoire collective du pays. Elle sera le détonateur de cette crise sans précédent et la Marche Blanche sa manifestation la plus spectaculaire.

Une séquence politique particulièrement intense s'ouvre avec le développement de l'affaire Dutroux au mois d'août 1996. Elle fut le détonateur de cette « crise de régime ». Le 15 août, Sabine Dardenne et Laetitia Delhez, disparues quelques semaines plus tôt, sont retrouvées au domicile de Marc Dutroux et de Michel Lelièvre à Marcinelle près de Charleroi. Le lendemain, Dutroux et consorts sont arrêtés et celui-ci reconnaît l'enlèvement de Julie Lejeune et Mélisssa Russo, disparues plus d'un an auparavant ainsi que celui de An Marchal et Eefje Lambreckx. Leurs corps sont retrouvés et exhumés du jardin de Marc Dutroux. L'opinion publique est sous le choc. Mais l'indignation et la colère succéderont au choc quand on apprendra qu'après avoir été condamné à treize ans de réclusion pour l'enlèvement et le viol de cinq mineurs. Marc Dutroux a bénéficié d'une mesure de mise en liberté conditionnelle en avril 1992. L'institution judiciaire est une première fois la cible des récriminations des parents des victimes et de la population. La légitimité de la justice – déjà passablement abîmée par une série de scandales politiques – est remise en question par une très large partie de l'opinion publique. Dans cette affaire, la justice sera une seconde fois l'objet de la colère citoyenne lorsque le juge d'instruction Connerotte sera dessaisi de l'instruction de l'affaire suite à un recours en suspicion

déposée par l'avocat de Marc Dutroux. On reproche au juge d'avoir participé à une fête organisée pour marquer la libération de Sabine et Laetitia. La dessaisie du juge Connerotte provoque un tollé général tel que, dans l'opinion publique, la petite musique « pour qui roule la justice en réalité? » commence à prendre des proportions inquiétantes. La justice n'est plus seulement critiquée pour ses dysfonctionnements, c'est son action structurelle, son identité, qui est durement délégitimée. Pire, l'institution est accusée dans la version soft d'être aveugle à la souffrance des familles des victimes (« la justice ne rend plus justice ») et dans une version hard de « rouler pour le système et de protéger Dutroux ». Une commission d'enquête parlementaire est chargée de faire la lumière sur les dysfonctionnements de l'enquête menée dans l'affaire Dutroux. Les travaux de la commission sont lancés en octobre 1996. Les séances, huis-clos excepté, sont retransmises par la télévision publique et donnent à cette affaire un retentissement considérable dans l'opinion. Les nombreux dysfonctionnements mis en lumière lors de ces auditions vont se concentrer sur le manque de collaboration et la concurrence entre la gendarmerie et la police judiciaire. Des policiers et des magistrats sont publiquement mis en cause en direct à la télévision. La publicité des séances de la commission parlementaire ainsi que l'important traitement médiatique de l'affaire vont alimenter, le plus souvent indirectement, « l'hypothèse du réseau » : la justice, la police et la gendarmerie protègent d'importantes personnalités politiques impliquées dans des affaires de pédophilie et de meurtres d'enfants.

Frappé au cœur de son pouvoir régalien, l'État s'en trouve passablement déstabilisé. Les gens n'ont plus confiance dans la justice et la police de leur pays. C'est dans ce contexte que sera organisée le 20 octobre 1996 la Marche Blanche, une manifestation spectaculaire de la solidarité de l'opinion à l'égard des parents des victimes mais aussi de la défiance considérable de la population à l'égard des institutions centrales de l'État : justice, police et partis politiques.

L'affaire Dutroux a été le détonateur de cette « crise de régime » sans précédent. La Marche Blanche du 20 octobre 1996 quant à elle en a été la manifestation la plus spectaculaire. Cette crise était donc « latente ». Quels en sont les fondements ? À l'époque déjà, les interprétations divergeaient d'abord quant à l'ampleur de la crise. Pour Jacky Morael, interrogé dans la foulée de la Marche Blanche, cette crise représente « un sursaut d'une partie de la population devant une ultime mise à l'écart du citoyen ». Pour le secrétaire fédéral d'Ecolo, la crise est démocratique : la parole n'est plus donnée aux gens et quand elle l'est, cette parole n'est pas écoutée. L'austérité budgétaire permanente, la faille des grandes institutions de l'État à assurer l'égalité, la dignité et la sécurité des citoyens, l'incapacité des partis politiques à se mettre au service de l'intérêt général, la sclérose du « pouvoir à la belge » ou la politisation des institutions de l'État, voilà ce qui fondaient cette « crise de régime ». Le parallèle avec l'époque actuelle saute aux yeux. En 1996, Jacky Morael dénonçait « la pensée unique, les piliers, la fossilisation du débat politique, les appareils, l'asphyxie totale des débats de société en Belgique... ». Cette dénonciation n'a pris que bien peu de rides depuis lors : la défiance des citoyens à l'égard des institutions de l'État et des partis politiques atteint des sommets. Rapprocher les citoyens de leurs institutions, mettre celles-ci au service des politiques de changement social et non l'inverse, redonner parole et confiance aux citoyens dans « leur » démocratie apparaissent toujours comme des défis majeurs pour les écologistes et celles et ceux qui comme eux en appellent à une démocratie refondée.

Comment contrecarrer la méfiance croissante et indistincte de la population à l'égard des partis politiques ? La formule « parti politique » n'est-elle pas dépassée ? Les partis politiques peuvent-ils encore être des facilitateurs du débat démocratique et des acteurs de la réforme de la société ? Et porteurs de solutions plutôt que parties du problème aux yeux de nombreux citoyens ? *Quid* d'Ecolo en particulier ? Son projet démocratique et son fonctionnement est-il encore la hauteur des enjeux ? Ne faudrait-il pas revivifier l'apport majeur du fédéralisme intégral dans la pensée écologiste, cette critique radicale du fonctionnement démocratique des partis et de l'État ?

### ENTRETIENS ENTRE MOHSSIN EL GAHBRI ET JACKY MORAEL - 1ER AVRIL 2014

### ECOLO, LA MARCHE BLANCHE ET LA REMISE EN CAUSE DES FONDEMENTS DE L'ÉTAT BELGE

JACKY: Quelle a été ton impression générale de la lecture de la revue de presse ?

MOHSSIN: Très bonne. C'était vraiment particulièrement intéressant, à plusieurs points de vue : d'un point de vue purement intellectuel et historique, se replonger dans une époque aussi fondatrice, qui a tellement compté dans l'imaginaire collectif, mais aussi très intéressant politiquement de te lire en interview et de voir comment tu arrivais à la fois à précisément comprendre le contexte dans lequel tu étais et à avoir un discours politique clair et intelligent. Je t'assure que ça fait un bien fou. On est un peu en manque de fraîcheur dans le langage politique. Et relire ces interviews, c'est revigorant! Finalement, j'ai lu tout le dossier de presse. Il y a des choses moins actuelles que d'autres, mais il y a quand même une grande permanence des thèmes. La question des convergences économiques par rapport à la question de l'euro, la question de l'austérité, la question communautaire, de manière plus transversale le rapport au parti socialiste (qui est quelque chose qui m'intéresse beaucoup). Et plus particulièrement dans le périmètre qui m'était donné, ce que j'ai lu au travers de tes interventions et du contexte politique, c'est la question de l'immobilisme, des piliers, des partis politiques, qui m'a le plus marqué. Ce que j'ai essayé de précisément comprendre dans ta manière de te profiler à l'époque, c'est une chose que je ne parviens pas encore à dénouer pour moi-même : comment peut-on parler de manière facile et claire de l'immobilisme politique alors qu'on est aussi dans le système ? Tu étais porte-parole d'un parti qui était quand même représenté au Parlement. Il y avait à la fois un discours au Parlement et un discours sur le Parlement. Comment estce qu'on fait quand on est porte-parole d'un parti politique représenté

au Parlement pour parler des partis politiques et de leur immobilisme autrement qu'en disant « nous sommes les plus jeunes et que les autres sont des partis traditionnels » ?

JACKY: Tous ces entretiens ont été passionnants parce qu'on allie à la fois le passé et la fraîcheur. On se rend compte mutuellement que malheureusement une série de choses n'ont guère changé, voire se sont aggravées. Je viens de relire l'article du 25 octobre 1996 dans *La Libre* sur lequel tu sembles t'être surtout basé : pour replacer le contexte, ça fait suite à la Marche Blanche où la société belge était tellement ébranlée qu'on retrouvait dans cette marche les gens les plus divers : des syndicalistes, des politiques, des intellectuels et même des représentants du monde patronal. Et donc *La Libre* avait publié une interview croisée de Georges Jacobs (président de l'Union Chimique belge) et de moi. Je ne me souvenais plus de cette interview, mais je la trouve d'une densité et d'une exemplarité glaçantes. Georges Jacobs dit que les services publics sont défaillants. Il attaque d'une certaine manière la particratie, mais sans trop remettre en cause les choses pour ne pas pousser au désordre. Il dit que c'est seulement en retrouvant la compétitivité et des performances économiques qu'on pourra rétablir la confiance entre les citoyens et ses institutions. C'est hallucinant. Et on est en 1996, après déjà quinze ans d'austérité budgétaire. Ce à quoi je réponds que non, on est passé d'un régime de crise à une crise de régime. Parce que tous les services publics se sont déglingués, pas seulement la justice. Je démarre de la Marche Blanche qui était essentiellement tournée vers la justice et la police évidemment, fonctions régaliennes, pour dire qu'il y a une crise de confiance qui s'est ouverte et approfondie entre les citoyens et leurs institutions parce que les institutions dysfonctionnent parce que les objectifs donnés à la société ne sont pas bons. Et je dénonce déjà l'obsession de l'austérité (on est à l'époque qui suit les sauts d'index, les gouvernements Martens-Gol, etc) et je dis qu'il ne faut pas s'étonner. J'ajoute que la démocratie ce n'est pas la particratie. Autant je dis que les débats et les rapports de force au Parlement sont extrêmement légitimes, autant la vie de la société ne peut pas se borner à cela! C'est déjà un début de réponse à une de tes questions. Je reprends aussi une

parole des parents Russo qui disent : « le politique n'est pas le seul concerné par la remise en question, le citoyen aussi s'il ne sort pas de ses rapports clientélistes ». Ces gens ont été d'un courage énorme à cette époque, on ne s'imagine pas. On était dans une société complètement bloquée complètement grippée, sans projet d'avenir. Sans horizon, sauf l'austérité, la compétitivité, la mondialisation : j'aime bien de le rappeler à votre génération. Avant même que les projets de l'euro et de l'élargissement de l'UE sans approfondissement des institutions ne soient mis sur la table, on était déjà dans une impasse. Et cette impasse n'a fait que s'aggraver. Pour la petite histoire, on avait un fameux culot à l'époque. Quand le journaliste demande si Dutroux était un produit du libéralisme, Jacobs s'insurge évidemment, en disant que ça n'a rien à voir. C'est normal puisque c'est un ultra-libéral et moi je dis que non, que c'est un phénomène individuel, qu'il y a eu des psychopathes à toutes les époques de l'histoire de l'humanité. Et je dis : le produit du libéralisme, c'est plutôt Di Rupo lui-même avec son démantèlement des services publics etc. Je crois qu'on n'oserait plus faire ça aujourd'hui.

монssıм : Mais quand tu dis ça, ça donne quoi comme réaction à l'interne et au sein du Parti socialiste?

JACKY: Le débat était permanent. Il portait parfois très vivement. Cette phrase n'a, je crois, même pas été relevée. J'ajoute que le parcours et les décisions d'Elio Di Rupo sont bien plus symptomatiques d'une certaine forme d'idéologie dominante. Et donc le problème général ce n'était pas tellement Dutroux; si, bien sûr au plan individuel et criminel, mais c'était surtout : « pourquoi nos institutions n'ont-elles pas répondu à ce besoin légitime des citoyens d'être protégés, de retrouver les gamines qui avaient été enlevées, etc. ». Il fallait donc remonter à la source : déglingue, particratie, politisation à outrance de la magistrature, etc. Et je dénonce aussi le côté hautain et glacial de la magistrature de l'époque à l'égard du citoyen. Aujourd'hui ça ne se concevrait plus, mais il fallait voir, sur les plateaux de télévision, le dédain qu'avaient certains magistrats, pas tous heureusement, pour les questionnements légitimes, parfois maladroits, des citoyens. La réponse c'était : séparation

des pouvoirs, allez-vous faire foutre, il n'y a rien à voir. Aujourd'hui, ça provoquerait un tollé, ça l'a d'ailleurs aussi provoqué à l'époque. Je trouve cette interview assez glaçante finalement.

MOHSSIN: Elle est très intéressante, notamment sur la question des services publics parce qu'elle donne à voir deux écoles. Mais Georges Jacobs est très caricatural. Il y a l'école de l'efficacité versus la légitimité des institutions. Toi, tu dis systématiquement qu'il faut faire un saut en avant en terme de démocratie et lui n'entend pas du tout ça. Il ne comprend pas. À la limite, pour lui, ça ne se passe pas à ce niveau-là.

JACKY: D'ailleurs, il y a un moment où dans cette interview (et avec le recul du temps c'est quand même assez choquant), il oppose les services publics qui ne sont soumis à aucun contrôle avec le monde de l'entreprise qui est soumis à un double contrôle interne et externe beaucoup plus fort. Quand il y a des déviances, il y a des sanctions très dures qui tombent, ce qui explique selon lui l'efficacité différente du secteur privé par rapport au secteur public. Quand on voit que dix ans plus tard le monde bancaire nous a précipités dans le gouffre, on ne sait pas très bien où sont réellement les contrôles internes et externes et les sanctions.

MOHSSIN: On va dire que l'histoire peut donner raison à l'un ou l'autre et là c'est plutôt clair. Tu as dit qu'aujourd'hui, notamment par rapport à l'attitude de la magistrature, ce ne serait plus possible. Mais est-ce que c'est le seul point qui a véritablement changé — avec la police ? Le reste m'a semblé très actuel en fait. Au niveau de la particratie, est-ce que tu vois une différence entre la particratie de cette époque et celle d'aujourd'hui ? Moi je n'ai pas l'impression que ça ait changé.

JACKY: La particratie reste un fléau, mais elle était à un point invraisemblable à cette époque-là. Et depuis des décennies, car ça ne date pas des années 90. Tout passait par des nominations politiques. Il y a eu une évolution culturelle. La société civile, la presse, les médias, les observateurs n'ont plus vraiment toléré cela. Cette particratie s'est donc quand même un peu au dissimulée, même si elle a continué. Mais on a essayé d'apporter des réponses. Il y a un mois a été mise en place l'École

d'administration publique wallonne pour les hauts fonctionnaires qui veulent être nommés ou promus. C'était une revendication très claire d'Ecolo. Je ne dis pas que ça va mettre fin à toute forme de nomination politique, je n'oserais pas m'avancer jusque-là. Mais c'est quand même un pas vers une objectivation des nominations et des promotions et donc vers une culture de reddition des comptes chez les hauts fonctionnaires. On verra à l'usage ce que donnera cette haute école d'administration.

MOHSSIN: Je pense que sur la question de la politisation de la fonction publique il y a des choses qui ont bougé. On a tenté d'objectiver les processus de recrutement et je pense que c'est dû aussi à cette période-là.

JACKY: On ne change pas un phénomène quasi séculaire en quelques années.

MOHSSIN: La particratie a évidemment cette dimension de volonté de mainmise sur la fonction publique, mais la particratie telle que je la vois aussi aujourd'hui, c'est vraiment la mainmise des partis politiques sur le débat public. À un moment, tu dis que les deux piliers qui font la vie publique en Belgique, c'est le dialogue social et la vie parlementaire et tu dis que les deux sont grippés. Je trouve que c'est très intelligent, parce que ça a le mérite d'être très clair et de dire des choses complexes de manière simple. Et aujourd'hui, on en est là. J'aimerais avoir ta vision sur le rapport entre les exécutifs et le fonctionnement parlementaire, le pouvoir législatif. J'ai parfois l'impression de l'extérieur qu'on demande aux parlementaires d'être des presse-boutons alors qu'ils sont censés incarner et représenter les gens avec toute la complexité que cela suppose.

JACKY: Ils ne sont pas obligés d'être des presse-boutons, ils choisissent de l'être. Il n'y a personne qui leur met un pistolet sur la tempe en leur disant qu'ils doivent voter dans un certain sens. On n'est pas à l'époque des commissaires politiques. Mais tu as raison, dans le fonctionnement quotidien, trop souvent, les parlementaires sont caporalisés par leur parti. Je crois que c'est beaucoup moins fort chez nous qu'ailleurs, vraiment nettement moins, même si nos parlementaires doivent nécessairement s'inscrire dans une action collective, concertée en amont, débattue, étudiée,

etc. Je n'ai pas beaucoup d'exemples de parlementaires écolos qui aient eu vraiment un gros malaise à voter telle ou telle loi. Je voudrais ré-élargir le débat : j'ai été frappé lors de la soirée électorale française suite aux élections municipales. C'était affligeant de pauvreté de contenu. On a une droite traditionnelle UMP qui a incontestablement alourdi la fiscalité, aggravé les déficits, qui n'a guère résolu les problèmes de l'emploi et qui se permet de donner des leçons à un PS tétanisé et qui semble à demi-mot se retrancher sur l'argument du manque de communication d'Ayrault et sous-entendre que ça ira mieux avec Valls parce qu'il en a sous le capot, etc. Mais à aucun moment n'a été mis sur la table le projet de société, le « pour faire quoi » ? Parce que c'est ça qui compte. J'ai été frappé par une phrase d'Henri Guaino (ancien conseiller particulier de Sarkozy) qui dit qu'on ne pourra pas continuer avec une démocratie où à peine élu on est immédiatement désavoué. Et Guaino est un type intelligent, je ne partage pas ses convictions, mais c'est un type de haut vol. Le problème c'est que sa phrase est juste mais qu'il ne va pas jusqu'au bout de son raisonnement. Pourquoi à peine élu, parfois triomphalement, quelques années plus tard c'est la désillusion, c'est le rejet, c'est la colère et c'est le refuge vers le FN et d'autres extrémismes ? Il ne se pose pas fondamentalement la question. Je trouve que c'est grave. Ca me fait repenser à une autre phrase que j'avais lâchée : ce n'est pas l'alternance qu'il nous faut, c'est l'alternative. Ce n'est pas seulement un jeu de mots. Et le débat en France porte toujours sur l'alternance et jamais sur l'alternative. Donc maintenant les Français ont le choix entre un libéralisme parfois un peu social à l'UMP et très clairement maintenant un social-libéralisme du côté du PS déclaré par Hollande dès le début de l'année et confirmée par la nomination de Valls au poste de premier ministre. Tu parles d'un choix. C'est la peste et le choléra. Et après on s'étonne de voir que les gens ne sont pas contents.

MOHSSIN : Je pense qu'il y a un vrai problème de lisibilité de la vie politique. Ce genre de soirées électorales renforce l'idée que la politique est un grand théâtre où les acteurs répètent toujours la même chose et où chacun joue son rôle. On aurait pris la campagne municipale de 2008 en parallèle, les socialistes étaient précisément dans la situation de l'UMP aujourd'hui.

JACKY : Canal plus l'a fait : ils ont repris des extraits des réactions de Ayrault et Hollande après les municipales de 2008, c'était du copié collé par rapport à ce qu'on a entendu après cette campagne-ci. Le désaveu est cinglant, le président ne peut pas rester sur ces positions, un remaniement ne suffira pas, il faut un changement de cap.

монssin : Tout le monde voit ça. Et en même temps, il y a quand même une fascination pour ce type de politique et pour ces petits jeux. Le succès des séries de type politique comme House of Cards en sont un exemple. Alors qu'il y a beaucoup de cynisme dedans, il y a une attirance du public vers cette espèce de mystique du pouvoir : les gens finissent quand même par regarder ce genre d'émission post-électorale où finalement c'est comme si les scripts étaient écrits à l'avance. La question du langage me fascine beaucoup aussi.

JACKY: Mais le langage est piégeant dès lors qu'il n'est pas au service d'un projet.

MOHSSIN: Mais tu peux avoir le meilleur projet du monde, si tu ne sais pas le présenter de manière percutante, ça ne passe pas. C'est un média le langage, ce n'est pas la fin en soi, mais si tu ne sais pas présenter ton projet de manière dynamique et percutante, ça ne passe pas. Et je trouve que tu réussis bien l'exercice quand tu réponds aux questions dans les interviews.

JACKY: Je ne distingue jamais le langage du contenu. Pour moi, le langage est un média au service du contenu. Chaque fois que je fais un apparent jeu de mot, je veux que ça transmette du fond. Toujours dans cette interview de 1996, il y a un moment où je dis qu'il ne faut pas s'étonner de ce qu'il se passe, de la déception des gens. Les citoyens se sont déjà sentis mis à l'écart, ignorés, méprisés par le pouvoir public depuis le début des années 80 par les politiques d'austérité, les saut d'index, les attaques frontales contre les syndicats et les associations. Et en plus, il y a une crise majeure qui touche la justice et la police. Le citoyen descend dans la rue pour dire « mais que fout l'État » ? « En quoi s'occupe-t-il de nous ? En quoi nous protège-t-il ? En quoi nous

guide-t-il vers un horizon, vers un projet de société? ». Mais même le simple fait de réclamer d'être protégé par l'État était complètement hors des esprits, était dénié par tout le monde. Et je pense que c'est ce qui vient de se passer en France. Il va falloir y être très attentif parce que pour caricaturer, l'électorat de gauche est resté chez lui, l'électorat de droite s'est mobilisé, mais toujours avec le même sentiment qui est que les gens ont l'impression de ne plus être pris en compte.

MOHSSIN: Ce sentiment est toujours là. La Marche blanche, c'est un événement qui a rassemblé toute cette déception qui était latente. Ce sentiment qui était relativement diffus a trouvé un objet autour duquel se cristalliser. Aujourd'hui encore, la défiance à l'égard de l'État est majeure et c'est un risque très important. Pas seulement pour les dérives que ça pourrait amener, mais en tant que tel aussi. Ça mine complètement la démocratie.

JACKY: Ce qui m'a aussi frappé sur les plateaux lors de cette soirée électorale française, c'est le boulevard qui est ouvert au Front national dans sa critique de l'Union Européenne. Avec des arguments parfois très fondés, il faut le reconnaître: l'Europe du chômage, l'Europe sans projet, l'Europe pas démocratique, tout cela est vrai. On peut détester le Front national, mais ce n'est pas parce que c'est un Front national qui le dit que c'est faux. Et le Front de Gauche dit pareil. Et les autres restent là béats en disant que ce n'est pas aussi simple que ça et ils s'emmêlent les pinceaux. Dans les enjeux du moment et des années à venir, on doit approfondir et réformer profondément l'UE à la fois dans son fonctionnement et dans son projet. Il faut que le projet européen ne se limite plus uniquement à la création d'un libre marché à la fois interne et ouvert sur l'extérieur. Ce qui est le cas actuellement : c'est à cela que se résume le projet européen depuis des années, avec une monnaie unique sans harmonisation fiscale et sans harmonisation sociale. C'est un suicide collectif. On le voit tous les jours. Alors soit l'UE se réforme et nous y sommes évidemment favorables, soit la crise va s'approfondir parce qu'il n'y a rien à faire. Il est vrai qu'on a délégué une partie de notre souveraineté à l'Union Européenne et nous y étions favorables, mais quand on voit le résultat, c'est inquiétant.

MOHSSIN: Mais vous ne pressentiez pas ça?

JACKY : Si, notamment lorsqu'à contre-courant je m'opposais à des élargissements successifs vers des pays d'Europe centrale en disant qu'il fallait d'abord approfondir l'UE et son fonctionnement avant l'élargissement, c'est parce que je pressentais que ça allait poser problème. Et tous les écologistes le disaient : approfondissement avant élargissement. Et de même lorsque le projet de l'euro est venu sur la table, on a dit « Pas sans harmonisation fiscale et sociale ». Parce que ça va être une catastrophe.

MOHSSIN: Et pour le coup c'était bien vu. La question de l'Europe se posait finalement à l'époque dans les mêmes termes qu'aujourd'hui. Moi je suis un converti tardif à l'idée européenne, j'étais très eurosceptique pour des raisons de gauche, parce que je ne voyais pas le projet. J'ai changé d'avis mais je constate aussi qu'aujourd'hui on n'ose même plus parler d'Europe fédérale par exemple.

JACKY: Si, il y a un tas de gens qui le disent: Cohn-Bendit, Verhofstadt, Isabelle Durant, Philippe Lamberts. Il y a partout en Europe dans chacun des pays membres, sauf peut-être en Grande-Bretagne, des gens qui sont convaincus par l'Europe fédérale.

MOHSSIN: Mais même Philippe et Isabelle n'en parlent pas en interne.

JACKY: C'est parce que ça va de soi en interne. Mais le problème c'est qu'actuellement l'Europe n'est pas fédérale, elle est intergouvernementale, elle fonctionne sur un grand nombre de dossiers sur la règle de l'unanimité. Et tant qu'on maintient cette règle, il y aura toujours un pays pour dire qu'il ne veut pas avancer et donc rien n'avance.

монssin : La complexité extrême des institutions n'aide pas : va-t'en expliquer aux gens la différence entre la Commission, le Conseil, le Parlement européen. L'imbroglio institutionnel rend l'Europe illisible.

JACKY: Je ne suis pas d'accord avec ça, ce n'est pas parce que des institutions sont complexes qu'elles sont mauvaises.

MOHSSIN: Oui, mais ce que je dis c'est que tu ne peux pas rendre contagieuse l'idée européenne si les gens ne la comprennent pas.

JACKY: Si, par des mécanismes démocratiques. C'est bien pourquoi les Verts, partout en Europe, plaident pour l'élection du président de la Commission européenne au suffrage universel. Là ce serait clair. Actuellement ça se négocie dans des cénacles à Bruxelles au Juste Lipse, où ils font tout un paquet avec le président du Conseil, le président du Parlement, la Haute représentation aux affaires étrangères. Et personne n'y comprend rien. Personne ne comprend pourquoi Barroso a été désigné. Et c'est d'ailleurs difficile de le dire. Mais c'est dans le cadre d'un vaste marchandage, d'une vaste discussion de marchands de tapis, c'est là où les institutions sont compliquées. Mais si tu demandes aux citoyens de choisir directement le nom de la tête de la Commission en leur expliquant ce qu'est la Commission, ça prend une autre tournure.

MOHSSIN: Mais il faut aussi que la question européenne, redevienne une question intérieure. Il faut que nous interpellions les ministres fédéraux sur les positions qu'ils prennent au Conseil.

JACKY: On le fait tous les jours. Il y a même des procédures et la Belgique est un des pays les plus avancés en la matière. Il y a ce qu'on appelle le comité d'avis sur les questions européennes. Et avant chaque Conseil européen, les ministres concernés sont tenus de venir nous présenter l'ordre du jour, la position que compte prendre la Belgique, nous dresser l'état des lieux des rapports de force (l'Allemagne pense ceci, la France cela, la Grande-Bretagne refuse ça, etc). Puis il y a un débat, les parlementaires disent ce qu'ils voudraient que le gouvernement soutienne, etc. Et puis après le Conseil, on réunit une nouvelle fois ce comité d'avis qui est une commission mixte Chambre et Sénat et les mêmes ministres viennent rendre compte de ce qui s'est passé. Un problème c'est que la presse ne suit pas beaucoup cette commission. Elle n'est pas médiatisée.

MOHSSIN : Ce qui est très intéressant quand on relit des articles de l'époque, c'est de voir à quel point la presse ne faisait pas le même travail

qu'aujourd'hui. À l'époque, les articles sont longs et permettent de dire beaucoup plus de choses : on laisse à chacun le temps de développer son point de vue. Ça change la donne en terme de débat public. C'est assez frappant. Il y a aussi plus d'interviews croisées. Ça, ça change tout.

JACKY: C'est une des choses qui me désolent le plus, c'est l'immédiateté de l'information, il faut à la fois que l'information sorte le plus vite possible et de la manière la plus courte possible. Ça, c'est une évolution redoutable – et je partage entièrement ton avis – qui ne favorise pas la démocratie. C'est un chien qui se mord la queue. Qui dans les citoyens va encore acheter un journal avec des interviews aussi longues? Mais ce sont aussi les médias qui ont installé ces changements. C'est l'œuf ou la poule. Il m'est arrivé de refuser des interviews parce qu'on ne me laissait pas assez de temps pour expliquer mon point de vue. Tu ne peux faire que du slogan ou de la provoc' quand on te dit que tu n'as que trente secondes.

MOHSSIN: Mais c'est un élément structurant très inquiétant et je ne vois pas bien la manière de le contourner.

JACKY: En fait les temps médiatique et politique se sont fortement accélérés, ça c'est vrai. Et quand on en discute avec certains journalistes, au fil des années ils avouent que c'est terrible. Avant, quand ils proposaient un papier à leur rédacteur en chef, il leur disait qu'il donnait deux jours pour enquêter, prendre des contacts, etc. Aujourd'hui, c'est pour demain! Ils ont à peine de temps de donner trois coups de fil et de taper ça sur un traitement de texte et de le balancer à la rédaction, sans possibilité de recouper les infos, de remettre en perspective, de rechercher d'éventuels avis un peu originaux, etc. Ils n'ont pas le temps de bien faire leur travail. Et internet ne fait qu'accélérer ça. C'est aussi fabuleux sous d'autres aspects parce que tu as à toute heure du jour et de la nuit des dépêches qui tombent sur ton ordinateur. Mais c'est parfois d'une pauvreté ou même d'une fausseté extraordinaires.

MOHSSIN: Cette nécessité pour les journalistes de produire rapidement leurs articles implique aussi une nécessité pour les partis politiques de se positionner rapidement.

JACKY: Revenons à l'affaire Dutroux. À l'époque les institutions judiciaires, policières, politiques étaient tellement remises en question que je me souviens que les journaux écrits et les médias audiovisuels ont consacré beaucoup d'espace et de temps à se replonger dans le fonctionnement des institutions. Avec une volonté de pédagogie parce qu'ils sentaient qu'il y avait une incompréhension totale dans la population. Il fallait expliquer ce qu'est l'indépendance de la justice, ce qu'est un procureur, c'est quoi le secret d'instruction, c'est quoi la présomption d'innocence, comment sont organisées les polices... À l'époque, on était en pleine compétition Gendarmerie-Police, aujourd'hui ce n'est plus le cas. Expliquer tout ça prenait du temps et de l'espace. Et ils ont fait ce travail pédagogique. Je ne suis pas sûr qu'aujourd'hui ce serait toujours possible. Je ne dis pas que ça a été utile pour résoudre la crise, mais c'était au moins le minimum nécessaire.

монssin : Il y avait une défiance considérable, il y avait de grandes inquiétudes dans la population. J'ai l'impression que c'était un réflexe de salubrité publique presque, parce que les gens partaient dans des délires. J'ai l'impression qu'il y avait un climat qui n'était pas loin d'un climat insurrectionnel.

JACKY: Les faits étaient d'une gravité horrible. Des petites filles qui sont kidnappées. Certaines qu'on ne retrouve pas pendant très longtemps. D'autres qu'on retrouve enterrées dans un jardin. Avec un pouvoir judiciaire et policier qui cafouille complètement. Avec une commission parlementaire d'enquête qui faisait plus du show qu'autre chose et je le pensais déjà à l'époque. En plus c'était rediffusé en direct à la télé, ça a été redoutable. Ça ne faisait qu'accentuer la défiance du citoyen à l'égard de tout ce qui était une institution publique. Ce n'était pas le magistrat, le policier, c'était tous pourris, point!

монssin : Ecolo y compris ?

JACKY: Non, je ne pense pas. Je n'ai jamais senti ça. Parce qu'on n'était pas au pouvoir, on ne participait pas aux nominations, on n'avait pas un rôle historique dans la construction de l'appareil judiciaire et policier.

Donc non, moi j'ai encore le souvenir de la Marche blanche et je ne ressentais pas ça à notre égard.

монssіn: Mais tu disais dans l'article que tu étais à la Marche blanche à titre personnel.

JACKY: Oui j'y étais de manière personnelle avec ma fille. Il n'y avait pas de drapeaux, pas de badges, pas de calicots. J'étais dans la foule, pas en tête de cortège. C'était le minimum de décence. Et je n'ai jamais senti qu'Ecolo était mis dans le même sac que les autres. C'était vraiment les institutions qui étaient surtout visées. Le gouvernement, le parlement, la magistrature, la police et même la presse. Le drame était tellement profond et on ne tellement peu d'explications que les pires scénarios complotistes ont commencé à circuler. Des scénarios qui mettaient en scène des complicités obscures et maléfiques entre autres des hommes politiques, des magistrats, des hauts industriels, des financiers, même des journalistes. Les théories du complot ont volé. J'ai entendu des choses abominables. Mais il faut replacer cela dans le contexte du moment. C'est dire la profondeur du désarroi et de la colère citoyenne. Et même si les problèmes n'ont rien à voir, je pense que ce qu'il s'est passé en France avec les municipales procède un peu du même processus. Ces gens ne s'occupent pas de nous, ils ne font pas leur job, ils nous laissent dans la merde et ils voudraient qu'on vote pour eux ?

MOHSSIN: On le ressent ici aussi pendant la campagne. Les gens sont fâchés et sur Ecolo y compris. Ils ne font plus la distinction entre Ecolo et les autres.

JACKY: L'eau a coulé sous les ponts. On a été au gouvernement fédéral, on est dans les gouvernements régionaux et communautaire. On ne peut plus jouer les vierges effarouchées non plus même si on fait tout notre possible.

MOHSSIN: Ça reste la question qui m'oppresse le plus actuellement: redonner du sens. C'est difficile lorsque tu t'engages de te dire que malgré tous les efforts que tu peux faire, tu seras considéré quand même

comme quelqu'un qui au mieux est un naïf, au pire est un salaud. Ce n'est quand même pas très confortable. Et c'est aussi épuisant, surtout quand tu le fais pour un projet. Politiquement est-ce qu'il y a des signaux forts envoyés aux gens ? Il y a des points de crispation.

JACKY: En même temps il ne faut pas accabler seulement le monde politique et comme le disaient les Russo en 1996, il y a aussi une responsabilité citoyenne. Ce qui me frappe depuis des années, c'est à quel point les gens peuvent en même temps développer le discours du « tous pourris », que j'ai toujours connu, et voter toujours pour les mêmes. Ce sont toujours les députés des autres qui sont tous pourris, pas le miens. C'est une belle contradiction.

MOHSSIN: La prise de position des parents Russo est très courageuse, mais pour un politique c'est difficile de dire que la responsabilité peut être partagée entre le mandataire et celui qui le mandate.

JACKY: Moi je ne me gêne pas pour le dire. Je me suis encore récemment pris la tête avec un type dans le train sur cette question. Et ce n'est pas la seule fois que c'est arrivé. Je prends le train pour Bruxelles et un vieux bonhomme s'installe près de moi et me dit : « Vous n'êtes pas Jacky Morael? », je dis « Si », « Ah ben justement j'en profite tant que j'ai un politicien devant moi ». Déjà l'expression me crispe. Il commence à cracher sur la classe politique : tous des incapables, tous des pourris, ils s'en mettent plein les poches, cumuls de mandats, etc. l'essaye d'en placer une de temps en temps en disant qu'à Ecolo on n'a pas les mêmes salaires, qu'il y a des règles sur le cumul, qu'on ne fait pas de permanences sociales. Mais il ne voulait pas m'écouter. Et puis on arrive à proximité de Bruxelles, il se calme un peu et puis il me dit : « Est-ce que je pourrais avoir votre carte de visite parce que mon fils cherche un stage pour l'instant ». Je lui réponds : « Vous vous foutez de moi? ». Pour lui il n'y avait aucune contradiction. Pendant des décennies, la classe politique a infantilisé le citoyen, en lui disant de ne pas aller à des réunions, que c'est le job des politiques : « N'essaye pas de comprendre c'est trop compliqué, on s'occupe de tout, laisse nous faire et si tu as un problème, viens à ma permanence sociale à l'arrière

salle de telle taverne et on résoudra ton problème de logement, d'emploi, de facture ». C'était le climat politique pendant des années et le citoyen s'en est accommodé. Il a fallu quinze ans à ma mère pour oser mettre une affiche Ecolo à Vottem dans sa cité sociale. Elle me disait qu'elle ne pouvait pas parce que c'était grâce à eux qu'elle avait eu le logement social. Je lui disais que ça faisait quarante ans qu'elle était là et qu'ils n'allaient pas la virer. « Oh, on ne sait jamais... » me répondait-elle. Elle parlait de moi à ses copines, elle était fière de moi, mais une affiche non. Parce que c'était une cité ouvrière, à majorité absolue socialiste. Il est vrai qu'elle avait eu son logement après avoir vu un échevin dans les années soixante, mais elle était dans les conditions pour l'avoir. Donc à la limite il y a des gens qui font semblant de rendre un service à des gens qui en fait ont un droit! Et donc quand le divorce est intervenu, suite à l'austérité dans les années 80, suite aux scandales politico-financiers qui se sont multipliés, et suite au point d'orgue qui a été l'affaire Dutroux, les citoyens étaient mal pris. Les citoyens disaient : « Comment peuvent-ils ne pas s'occuper de ça? Ils nous lâchent tous, ils ne sont même pas capables de faire ça alors qu'on a toujours voté pour eux les yeux fermés ». Et en fait il y avait une délégation tacite collective des citoyens à leur parti de façon quasi héréditaire. On votait socialiste de père en fils, PSC de père en fils, PRL de père en fils et tout fonctionnait bien, la société ronronnait. Jusqu'au moment où ça a commencé à gripper.

монssin: Est-ce qu'il y a eu un effet électoral de la Marche Blanche? Tu fais un lien entre la Marche blanche et les résultats de 1999?

JACKY: Il y a probablement un lien, mais c'est loin d'être la seule explication, il ne faut pas oublier qu'on avait lancé les États généraux de l'écologie Politique (EGEP). Il y a eu toute une série de réunions ouvertes diverses sur toute une série de sujets. C'est aussi une tradition Ecolo qu'on a encore répétée récemment. Garder un lien avec la société civile. Mais ces processus ne regroupent au mieux que quelques centaines ou quelques milliers de personnes. Les EGEP ont aussi été un levier. Les gens qui participaient étaient ce qu'on appelle des leaders d'opinion. Et puis, autre contradiction des citoyens, c'est le nombre de

gens qui me disent « On ne nous dit rien, on nous cache des choses ». Je leur réponds « eEst-ce que vous achetez un journal ? Vous regardez le JT ? Vous allez à des réunions de quartiers ? Comment voulez-vous qu'on vous dise les choses ? Autant j'ai craché sur la classe politique traditionnelle pendant des années, autant je dis aussi qu'il y a eu un comportement d'oisillon confortable dans son lit de la part de la population qui a prévalu pendant des décennies. On vient me donner la becquée. On me donne mon emploi, mon logement, mon piston, ma promotion dans la fonction publique. Et puis, je ne veux rien savoir. Et au moment où les choses partent en couille les gens te disent : « On ne nous a rien dit ». Mais l'infantilisation elle procède d'abord du monde politique. Ce n'est pas l'œuf et la poule, il y a bien une origine : c'est l'encadrement et le quadrillage de la société depuis le dix-neuvième siècle par les partis dominants, d'abord les catholiques et les libéraux, puis les socialistes, avec une efficacité redoutable qui continue toujours aujourd'hui. À Bruxelles vous avez quelques exemples où les partis développent des stratégies à l'égard de certaines communautés ciblées à qui ils promettent n'importe quoi, y compris des choses inacceptables. Je pense notamment à la communauté turque par rapport au génocide arménien par exemple. Ce sont des trucs hallucinants.

MOHSSIN: Le système du clientélisme a aussi ses propres contradictions internes. Tu as quand même besoin d'avoir des leviers de pouvoir pour donner des jobs. Quand tu n'as plus les leviers pour donner des jobs, ton système foire. Regarde Emir Kir, Bourgmestre de Saint-Josse, qui a dû faire toutes les promesses avant les élections et qui est maintenant dans une situation très difficile quant à la réalisation de ces promesses individuelles. Il a dû mettre un garde du corps à l'entrée de son bureau. Parce que les gens viennent réclamer leur dû.

JACKY: On a fait la preuve par l'exemple qu'il n'y a pas besoin de distribuer des pistons pour avoir une audience démocratique. Les 20 % de 99 et les 20 % de 2009, ce n'est pas du clientélisme. On n'a jamais pistonné, ni promu qui que ce soit. Et on a quand même fait 20 % de l'électorat. À Bruxelles, en 99, on était devant le PS. On était le deuxième parti. On avait battu le PS et le PSC. Alors que la société est aussi quadrillée à Bruxelles qu'en Wallonie.

монssіn : Les accords préélectoraux favorisent les rejets. Si on pouvait au moins dire quelle sont les indications sur nos préférences. Mais partir dans des logiques complètement obscures cachées de tous en secret où on signe des accords devant notaire ça ne va pas.

JACKY: J'ai l'impression que pour ces élections, les jeux sont assez ouverts et que le débat est rude. Ca dépendra du résultat. Mais dès le moment où il y a un accord préélectoral, là tout est biaisé.

MOHSSIN: J'espère que ça ne se fera plus. Au gré de tes interviews tu pointes ça de temps en temps. Et parfois de manière assez marrante, parfois je souris quand je relis tes interviews.

JACKY: Je m'amusais bien.

монssin: On le ressent. Mais comment tu faisais pour avoir une telle liberté de ton avec un parti derrière toi dont on sait que le fonctionnement était encore plus compliqué avant qu'aujourd'hui? Est-ce que tu sortais d'abord et essayais de t'arranger en interne après ? Ou est-ce que tu avais vraiment une liberté totale ? Je pense qu'on est actuellement tellement focalisé sur l'interne que nos réflexes sont conditionnés par la volonté de satisfaire telle ou telle sensibilité en interne et pas nécessairement par la volonté d'être efficace dans le discours et dans le dialogue publics. Comment fonctionnais-tu au moment de répondre aux interviews ?

JACKY : À l'époque le bureau politique se réunissait le vendredi soir pour que les non permanents et les non mandataires puissent venir. Tous membres en ordre de cotisation pouvaient assister au bureau politique. Donc j'étais à tous les bureaux politiques, à tous les conseils de fédération, j'étais fréquemment présent dans les régionales. Je consacrais quasiment toutes mes soirées à sillonner le parti, donc je prenais bien le pouls quand même. Par exemple, quand je dénonce l'austérité, je peux y aller franchement. Il y a des sujets où je pouvais y aller franchement. Pour d'autres sujets c'est plus délicat.

## монssin : Quand tu attaques le PS?

JACKY: Aucun souci pour attaquer le PS. Par ailleurs j'avais des conseillers très proches qui, eux-mêmes, prenaient le pouls du parti et auprès desquels je testais mes intentions. Ils m'alimentaient également. Je pense à Éric Biérin et à d'autres. Je n'ai jamais eu vraiment de problèmes avec l'interne dans mes interviews. Les deux sujets qui étaient les plus délicats, avec lesquels il fallait naviguer avec prudence, c'était d'abord « gauche-droite » : moi je suis arrivé en 1986 comme secrétaire et porteparole, à l'époque du ni-ni. Et la position a évolué avec le temps. Et l'autre question c'était « est-ce que vous êtes candidats au pouvoir ? ». Parce qu'il y avait toujours une frange, de plus en plus minoritaire, qui disait que notre vocation n'était pas de participer au pouvoir parce qu'on risquait de subir une contagion culturelle à l'envers. Selon elle, on devait plutôt rester un groupe de pression politique et parlementaire. Moi je n'étais pas du tout d'accord avec ça. Donc sur ces deux sujets j'ai dû encore plus consulter et prendre le pouls. Et j'ai aussi grossi le trait pour un peu forcer la main sur ces deux questions, pour clarifier. Et puis ce débat a progressivement disparu au fur et à mesure que se multipliaient les participations aux majorités dans les communes.

монssıм : Et ce débat sur le « ni à gauche, ni à droite », il a évolué comment ?

JACKY: Il y a eu la motion Neufchâteau-Virton en 1986 qui disait deux choses principales : on n'est pas la bonne conscience de la gauche et on est candidat au pouvoir. Puis j'ai écrit des articles dans certaines revues. J'ai donné des interviews. J'ai préparé des discours avec des conseillers en communication. En développant des expressions comme « progressistes altruistes novateurs », « héritiers des valeurs de la gauche mais pas réductibles à la gauche ». Autrement dit, on dépasse la gauche. Notamment avec nos notions de participations, de long terme, de développement durable, de préservation des ressources. Et surtout, le gros clivage entre la gauche traditionnelle et nous et qui est toujours existant, c'est le productivisme. Pour eux tant que tu produis n'importe quoi et que ça crée de l'emploi, c'est bon. Tu produirais de la merde en

boite à Charleroi, on te dirait que c'est quand même 425 emplois. C'est quand même de la merde en boîte. Sur le rapport avec la science aussi on a des divergences. Et donc cette évolution s'est faite, mais ça a été par étapes. J'avais ces étapes bien en tête et chaque fois je faisais des tests.

MOHSSIN: Mais au niveau du SF, tu avais clairement la casquette de celui qui était le porte-parole du parti, le communiquant ?

JACKY: C'était complètement informel. J'ai été élu en 1986 avec l'équipe de Paul Lannoye avec lequel j'ai rédigé la motion de Neufchâteau-Virton. De 1986 à 1989, Paul était le leader de l'équipe et moi je faisais un peu mes armes. Puis en 1989 Paul devient député au Parlement Européen et c'est moi qui suis propulsé sur le devant de la scène et ça a tout de suite marché médiatiquement.

MOHSSIN: Et dans les années 90? Avec Isabelle vous vous divisiez les rôles comment?

JACKY: En 1991 je suis élu à la chambre, en 94 on me rappelle, parce que la direction ne fonctionnait pas. Je suis chargé de monter une nouvelle équipe et je propose de prendre Isabelle avec moi. Pendant un an et demi, Isabelle n'apparaît pas médiatiquement parce qu'elle était ancrée uniquement à Bruxelles et ne connaissait donc pas bien la Wallonie. Elle a fait le tour du parti mais elle n'allait pas à l'avant-scène et dès qu'on a senti qu'elle était prête on l'a envoyée dans les médias et puis elle a très vite décollé. Tant qu'il y a une bonne ambiance dans l'équipe, la répartition se fait plus ou moins informellement et ça ne pose pas de problème. Et puis quand la formule des co-présidents est arrivée, ça a été plus formel. Mais c'est plus facile de monter une équipe à deux qu'une équipe à cinq d'autant que dans les équipes de cinq, il n'y en avait que deux qui étaient rémunérés. C'était une source de malaise. Donc je trouve que la formule du binôme plus l'administrateur fonctionne très bien et est une bonne formule.

MOHSSIN: Mais parfois il peut y avoir une impression de division des tâches. Moi je suis très proche de Sarah Turine et il y avait un peu de cela quand elle était co-présidente.

JACKY: Sarah a souffert des médias qui ne voulaient que Jean-Michel. Et à son premier débat, elle s'est faite casser, notamment par Milquet de manière cruelle. C'était d'ailleurs déloyal et dégueulasse de sa part. On ne flingue pas quelqu'un comme ça pour son premier débat.

MOHSSIN: Pour changer de sujet, je n'avais pas autant conscience que l'austérité n'était pas nouvelle. Je le savais théoriquement, mais je n'avais pas conscience que c'était en fait la marche normale depuis quarante ans. En fait il y a très peu d'années où l'austérité n'a pas été érigée en règle de gouvernement!

JACKY: Il y a eu des erreurs dans les années soixante et septante. Il faut bien reconnaître le gaspillage et l'irresponsabilité budgétaire. D'une part il y a eu pendant un moment ce qu'on appelait la technique du gaufrier. C'est-à-dire que quand tu donnais un milliard de francs belges à la sidérurgie wallonne par exemple, il fallait donner l'équivalent au port d'Anvers. Et réciproquement... C'était vraiment mécanique sans se poser la question de l'utilité des projets. Et puis après la crise pétrolière de 1973-1974, le chômage a commencé à monter exponentiellement. Et dans l'illusion de l'époque (très compréhensible dans l'état d'esprit idéologique de la période), c'était une crise passagère, les cours du pétrole allaient redescendre, on allait recréer des milliers d'emplois et donc ça allait passer. On s'est mis à recruter à tour de bras dans les administrations publiques pour atténuer le choc du chômage. Et puis on s'est retrouvé fin des années septante avec une dette colossale et un déficit insupportable. On n'a jamais nié qu'il fallait assainir les finances publiques : ce qu'on a toujours contesté c'était la méthode. Et la très injuste répartition de l'effort sur certaines catégories sociales et certains types de revenus. Ça nous ramène aussi à ce qu'on vit aujourd'hui. L'austérité a commencé en 1981 avec le gouvernement Martens-Gol et s'est poursuivie dans les années 90 avec la même logique néo-libérale. On casse les acquis sociaux, on sabre dans les budgets publics, on remet en cause les droits. Et puis en fait, quelles que soient les méthodes, en 2007-2008, on était passé d'un taux d'endettement de plus de 132 % à un taux de moins de 100 %. Donc on était vraiment en train d'assainir les finances publiques. On avait fait du chemin. Et c'est la crise bancaire qui, en 2008, a pris tout le monde de fouet. Et on a été obligé de... banquer. Et donc le déficit a recommencé à augmenter. Là, ce n'est pas le problème des pouvoirs publics, ce sont les conneries du privé et surtout des banques. Ce n'est pas de la faute des pouvoirs publics sauf en terme de non contrôle et de non régulation du secteur bancaire. C'est ce qui explique historiquement des mécanismes comme le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux dans certaines administrations publiques etc. Ça remonte aux années septante. Moi, ça fait plus de trente ans que je me bats contre l'austérité. Je commence à en avoir plein le cul.

MOHSSIN: Et comment tu vis les derniers épisodes sur le traité budgétaire? Pour toi c'est un pas en plus dans cette direction ou c'est simplement un dossier qui cristallise?

JACKY: C'est une couche de lasagne en plus. Mais c'est dans la droite ligne de ce qui nous est imposé avant même que l'Europe ne nous l'impose. Il faut toujours le rappeler. Les impositions européennes en termes de contraintes budgétaires datent uniquement de la préparation de la création de l'euro. Mais l'austérité ne date pas de l'euro et de l'Europe. On l'a commencée avec la même idéologie et les mêmes méthodes et la même injustice et la même sévérité bien avant que l'euro nous l'impose.

монssin : C'est Martens-Gol qui a commencé. Et le fait que les socialistes agitent aujourd'hui le spectre d'un retour de Martens-Gol, ce n'est pas étonnant! C'est efficace quand même!

JACKY: Ah oui ça marche à tous les coups. « Sans nous ce sera l'enfer ». Après Martens-Gol, ça a été Dehaene-Di Rupo et Di Rupo a privatisé une série d'entreprises publiques et ils ont continué les politiques néo-libérales de Martens-Gol. Il y a des privatisations qui ont été catastrophiques. Prenons le Crédit communal, qui se portait comme un charme, qui rendait au citoyen un service impeccable. Les comptes étaient sains, les communes recevaient des dividendes chaque année, ce qui leur permettait d'éviter de lever des impôts : ça fonctionnait bien, c'était un système vertueux. Et en plus le Crédit communal finançait

vraiment des projets locaux, c'était la banque des communes et des petits indépendants locaux, etc. Et puis non, on trouve qu'une banque publique ça n'a pas de sens, c'est ringard et on privatise. Quelques années après, boum, droit dans le mur. Non seulement faillite donc obligation de renflouer parce que « too big to fail », plus de dividendes aux communes, plus de crédits aux PME et à l'industrie locale, c'est un non-sens total! Ce qui n'empêche pas les libéraux de revenir avec leurs vieilles recettes. Personne ne se plaignait du Crédit communal!

MOHSSIN: Mais l'idée que l'État dépense trop est profondément inscrite, à dessein, dans le discours dominant. Et ça fonctionne parce que chacun a son petit exemple en tête.

JACKY: Oui, c'est toujours la dépense consentie à l'autre qui est de trop. Les travailleurs trouvent qu'on donne trop aux chômeurs, les chômeurs trouvent qu'on donne trop aux immigrés, etc. Et qu'il y a toujours des économies à faire quelque part.

MOHSSIN : Quel était le fonctionnement du parti dans les années 90 ? Comment fonctionnait le Conseil de fédération par exemple ?

JACKY: Le CF était à l'époque composé uniquement de non-professionnels de la politique. Aujourd'hui, on y trouve des gens qui ont eu des expériences communales, des conseillers communaux, provinciaux, voire des permanents. Donc ce sont des gens qui viennent avec un autre bagage et une autre culture. Je trouve que les conseils de fédé sont aujourd'hui plus techniques, vont beaucoup plus loin dans la livraison et l'échange d'informations et sont moins idéologiques qu'avant. On peut trouver ça bien ou mal, c'est juste une évolution. C'est aussi moins idéologique à mon sens parce que les grandes questions idéologiques ont été réglées. Dans les années 80 si tu avais posé au Conseil de fédération la question d'une participation au pouvoir, tu avais d'abord un premier débat sur le principe! Aujourd'hui pas du tout, c'est directement avec qui, avec quel programme, quelles lignes de forces, pour obtenir quoi, etc. ? Il y a aussi d'autres lieux qui ont été créé pour aborder des questions plus idéologiques. Comme les Rencontres écologiques

d'été, les Rencontres des nouveaux mondes (RDNM), les EGEP et puis plus tard les Rencontres de l'écologie politique (REP). Avant, le Centre d'étude et de formation en écologie politique (CEFE, ancêtre d'Étopia) était surtout un outil technique et très environnementaliste. Aujourd'hui Étopia est vraiment un outil prospectif, de réflexion et de fond, qui permet à tout un chacun de trouver un lieu de discussion et de réponse à ses questions et ses interrogations. Je trouve qu'on a atteint un bon équilibre actuellement.

монssin : Et par rapport au PS ? À Bruxelles on est confronté à des réalités complètement différentes par rapport au PS. Moi je suis à Saint-Gilles, une commune à majorité absolue socialiste, ce qui me rapproche beaucoup plus de la réalité de certaines communes wallonnes qu'à Ixelles ou dans d'autres communes où Ecolo et le PS font le même genre de scores. Et puis quid de sa rénovation ? On a encore un Parti socialiste qui touche quand même les classes populaires, ce qui est beaucoup moins le cas en France. C'est peut-être une des raisons pour lesquelles on n'a pas de réel parti d'extrême droite en Wallonie.

JACKY: Tout à fait. Quand l'extrême droite a fait sa grosse percée en 1991, les sondages étaient très clairs, c'étaient des électeurs PS, comme en France. Ils ont aussi eu la chance d'avoir l'extrême droite la plus bête d'Europe. Parce que pour trouver plus con que le FN belge il fallait y aller. C'est autre chose que le FN français. S'ils avaient eu un porte-parole doué, le PS aurait souffert. Et le PP ne va pas chercher dans les mêmes zones, il est beaucoup trop néo-libéral. En plus ultra pro-israélien, ce qui brouille complètement les cartes. Ils n'ont pas le profil de l'extrême-droite classique.

MOHSSIN: J'aimerais avoir ton avis sur l'outil « parti politique ». Plusieurs personnes ont déclaré récemment que les partis politiques étaient condamnés soit à se redéfinir soit à disparaître sous leur forme actuelle. Ce qui était avant un agent de rationalisation du débat public, au départ un parti c'est ça, n'arrive plus à produire de nouvelles idées. Je pense que c'était un dossier dans la revue « Esprit » sur le thème « À quoi servent encore les partis politiques? ». Qu'est-ce que tu en penses?

Est-ce que l'outil « parti politique » doit être redéfini ou est-ce qu'il est bien tel qu'il est ou est-ce un faux débat ?

JACKY: Je peux déjà te dire que je ne préfère pas le tirage au sort. C'est une boutade mais ça procède d'une même lame de fond. Les partis politiques doivent se rénover. Et rien que notre création a été une illustration, de ce besoin de rénovation. Notre premier slogan c'était « faire de la politique autrement », avec notre mode de fonctionnement très démocratique, avec nos règles éthiques très strictes et nos habitudes culturelles. C'est dans notre ADN de régulièrement lancer des processus de consultation, de participation, de prise de pouls de l'opinion publique. Par ailleurs, quand on dit que les partis politiques ne produisent plus d'idées, ça dépend des moyens qu'ils se donnent. Nous on a montré qu'on en était capable avec Etopia. Ce n'est pas une fatalité.

MOHSSIN: Mais les partis sous-traitent de plus en plus de choses. Ils créent des think-tanks ou ils font appels à des boîtes de communication externes. Nous le faisons également.

JACKY: Ce n'est pas d'hier ça, moi je l'ai fait aussi. Par ailleurs la politique ne se réduit pas aux partis. Nous avons tout un volet programmatique sur la participation: consultation populaire, référendum, panels... La question n'est pas simple mais, par exemple, peut être un jour faudra-t-il consulter les Bruxellois sur l'institutionnel? Imaginons que la NVA fasse un score cataclysmique, elle veut imposer sa vision de Bruxelles cogérée par les deux communautés. Tu interroges les Bruxellois: « Voulez-vous être une région à part entière ou préférez-vous être cogérés par les deux communautés? », ça peut faire un débat pétaradant.

MOHSSIN: On peut en faire sur les pesticides, sur les OGM, sur le gaz de schiste... Il y a actuellement un certain rejet de la démocratie représentative, même dans certains cercles intellectuels. La question du renouveau démocratique de nos institutions est très importante. Les partis politiques font partie du lot et c'est important de dire aux gens qu'on ne leur demande pas leur avis que tous les quatre ou cinq ans à l'occasion des élections. Les choses sont liées aussi. La défiance des

gens en matière de finances publiques nous empêche parfois d'avoir un discours sur la fiscalité. Il n'y a pas de consentement à l'impôt en fait. C'est difficile de dire aux gens que certains vont contribuer plus pour la solidarité quand ils ont la conviction que les services publics ne fonctionnent pas et qu'ils sont mal utilisés. Il y a des pays où il y a un grand consentement à l'impôt. Au Danemark 80 % des gens se disent heureux de payer des impôts. En fait il faut renouveler le sens politique de l'impôt. Re-comprendre l'intérêt de l'impôt et le légitimer.

JACKY: Ce qui revient à « immoraliser » la fraude fiscale. Plus seulement la pénaliser, mais la rendre moralement inacceptable. Mais on en est loin.

MOHSSIN: Oui, mais si on laisse aux libéraux un boulevard sur la diabolisation des finances publiques, c'est difficile mais il y a d'autres possibilités. Tout ce qui tourne autour de choses comme l'opengovernment notamment : profiter du développement des technologies de l'information pour ouvrir un peu la boîte et permettre aux citoyens d'aller voir dedans. C'est très anglo-saxon et fondamentalement libéral, libéral au sens politique.

JACKY: Je suis très sceptique sur les votes et la participation via internet. Et la question a été posée en interne d'Ecolo. C'est trop facile de chez soi de cliquer pour voter sans débattre, sans avoir entendu les échanges et les débats.

MOHSSIN: Mais l'open-governement, ce n'est pas forcément ça, c'est souvent simplement la publication des documents publics sur internet. Il y a des exemples en terme de marchés publics par exemple.

JACKY: Un outil que je trouve intéressan, t ce sont les conférences citoyennes. Tu constitues un panel, tu lui soumets une question, tu mets à sa disposition des experts, de la documentation et tu les laisses débattre sereinement. Les panels sont des outils qui me paraissent plutôt bons. Et comme disait Winston Churchill, « la démocratie parlementaire est le pire des systèmes politiques à l'exception de tous les autres ».

монssin : Mais la démocratie parlementaire ne fonctionne pas non plus telle qu'elle devrait. J'ai été frappé lors de la lecture de tes interviews par un élément qui a l'air bête mais qui pour moi est fondamental. Parfois avant de répondre, tu marques une pause, un moment de silence.

JACKY: Ca, ca me venait de ma pratique des arts martiaux : quand tu as une force trop importante qui te fonce dessus, il faut absolument éviter le coup et puis répliquer et ne pas rester immobile. Pour moi c'était souvent un jeu, mais un jeu de fond. Je me suis vraiment beaucoup amusé. Et c'était communicatif forcément et les journalistes aimaient bien m'interviewer et donc c'est un cercle vertueux : ils m'appelaient régulièrement et ils savaient qu'ils allaient passer un bon moment. L'écologie est un plaisir et doit le rester. Je me suis toujours beaucoup amusé.

# ECOLO ET L'ÉTHIQUE EN POLITIQUE, EN BELGIQUE, EN EUROPE ET DANS LE MONDE

**DELPHINE MASSET** 

# « Pas d'écologie sans Ecolo »

Force d'oppositon d'abord, de proposition ensuite, Ecolo négocie son 3° virage : participer au pouvoir.

UN ENTRETIEN

de Pierre Bouillon

e 23 avril, "Ecolo s'est doté d'un nouvel « exécutif » en élisant Jacky Morael, Isabelle Durant et Dany Josse à la direction du mouvement. L'ancien député de Liège, aujourd'hui, revient sur une élection qui a provoqué quelques accès de mauvaise humeur au sein du mouvement. Certains écologistes estimant que la personnalité de Morael allait déséquilibrer le direction tricéphale du parti et la transformer en régime présidentiel qui ne dit pas son nom.

Le nouveau secrétariat fédéral (SF) n'a rallié que 61 % des suffrages de l'assemblée écologiste. Comment Morael analyse-t-il ce score très mesuré ?

- O II y a plusieurs facteurs. C'était la première fois que le SF se présentait en équipe. Une série de personnes, et non des moindres (ndlr : Paul Lannoye et Xavier Winkel) ont publiquement manifesté leurs réticences. Et il n'y avait qu'une seule candidature, ce qui a conduit certains à penser, à tort, que le débat démocratique était biaisé.
- La peur d'une dérive vers un régime présidentiel est fondée ? Non. C'est en travaillant en équipe que je crois être le plus efficace. Et Isabelle Durant et Dany Josse, ont du caractère. Ce ne seront pas des potiches.
- Quelle était votre motivation personnelle, à (re)devenir secrétaire fédéral?
- ☐ Tout cela est le résultat de nombreuses discussions, au bout desquelles je suis resté seul sur la liste. J'étais motivé,

J'ai exercé la fonction de 1986 à 1991. Et c'est ce qui m'a le plus intéressé jusqu'à présent. C'est l'endroit où l'on est, à la fois, en contact avec le monde politique extérieur et avec l'intérieur du mouvement.

Comment voyez-vous le rôle du secrétariat fédéral ?

Q Une direction, mais pas au sens hiérarchique. Ce n'est pas un collège de directeurs généraux qui donnent des instructions. Mais ils doiyent pouvoir imprimer des directions.

Ma Au cours des débats, avant votre élection, le député Winkel vous a accusé de « survaloriser » le rôle des médias.

Q le ne les survalorise pas. C'est vrai que, ces dernières années, j'ai été l'un des plus médiatisés. Ce n'est pas à moi d'en analyser les raisons. La médiatisation, c'est la dernière étape du travail politique. C'est 5 % du temps, qui n'ont de sens que s'il y a 95 % de tripes, de travail de dossiers, de contacts avec l'extérieur, de débats.

Wous dites qu'aux élections de 1991, Ecolo a fait un bond quantitatif et qu'il s'agit, désornais, de « faire un nouveau saut qualitatif ». Vous dites même que c'est une question de « sur-

vie » pour Ecolo...

On vit dans une situation curieuse. Il y a des enjeux politi-ques intenses — du Gatt aux agences locales pour l'emploi, etc. Il y a des rouleaux compresseurs sociaux, économiques, écologiques. Donc, de grands suiets d'inquiétudes. Mais le débat politique est pauvre. Et peu de choses distinguent encore les partis traditionnels. Le consensus est total sur l'internationalisation des marchés, l'ouverture de ces marchés, le type de construction européenne. On se bat à la périphérie des problè-mes, sans mettre le doigt au ceur de ces problèmes. Ecolo doit jouer un rôle, là. Or, notre participation à la réforme de l'Etat nous a fait percevoir comme un parti traditionnel. Toute la réalité d'Ecolo --- un mouvement alternatif porteur d'un projet de société — a tendance à être gommée. C'est très grave. Pas seulement en terme d'ima-

ge d'Ecolo sur le marché politique. Car quel peut encore être le sens d'Ecolo s'il est perçu comme un parti traditionnel ? Il y a une image à rectifier.

- M Votre accession à la tête du parti et les récents remaniements statutaires font dire à certains qu'Ecolo s'apprête à vivre sa troisième mutation : celle du professionnalisme.
- ☐ Ecolo a d'abord tenté d'empécher des choses. Depuis 1986, il a essayé de faire faire les choses, en proposant. Cette période s'est achevée sur un constat : on ne fait pas d'écologie sans les écologistes. La troi sième période sera : faire nousmêmes
- W Votre programme indique qu'Ecolo n'a aucun adversaire ou partenaire privilégié, sauf l'extrême droite. Certains ont critiqué cette formule.
- Pourtant, c'est clair depuis longtemps pour nous. Sur notre notion d'éco-développement - politique globale qui vise à transformer les rapports sociaux, culturels, de même que les modes de production, de consommation et de travail tous les partis traditionnels sont à équidistance de nous. Ils sont des partis d'histoire, de culture et de comportements productivistes. Nous n'avons pas de partenaire privilégié. Est-ce qu'il sera possible de passer un accord avec les libéraux, s'ils veulent fédéraliser ou privatiser la sécu-rité sociale ? Non. Avec les socialistes s'ils maintiennent leurs machines à exclure, comme les ALE et les régimes sur les temps partiels ? Non plus.
- Bla crise de la gauche, c'est une opportunité pour vous. Elle vous laisse le champ libre.
- Q Faut pas voir les choses en terme d'opportunité, mais de nécessité. Aujourd'hui, ce qui manque, c'est l'existence et la conscience de cette existence d'un pôle de transformation de la société. S'agit pas de se distinguer pour le plaisir, mais Ecolo remet en cause les choses au cœur du système. C'est vrai que dans les thèmes que nous défendons, il y a des que nous défendons, il y a des

Valeurs qui s'apparentent davantage à celles que porte la gauche. Mais quand on voit la gauche aujourd'hui, institutionnelle, politique ou syndicale, c'est une gauche installée, qui a développé des comportements très éloignés du projet écologiste.

- Dans une série de domaines—enseignement, fonction publique—Ecolo devient une sorte de cour d'appel des mouvements de pression qui n'ont pas ou plus "foreille des partis traditionnels. Ne serait-ce pas plus clair d'organiser vos propres relais syndicaux? 'Un syndicat vert, c'est absurde?
- Q Oui. Ecolo veut rester libre. Le mouvement est issu de mi lieux associatifs. Pas seulement liés à l'environnement. Depuis le début, et c'est son terreau, il a réuni des syndicalistes, des pacifistes, des féministes, des gens du non-marchand, de l'aide aux personnes. Ecolo a gardé cette réalité associative. Nous avons une caractéristique : la double, triple ou quadruple ap-partenance. Il est rare qu'un membre d'Ecolo ne soit que membre d'Ecolo. Il est aussi à Amnesty, aux Amis de la terre, dans une école de devoir. Ecolo a donc des antennes partout, et qui font remonter les bruits jusqu'au cœur du mouvement, mais sans logique d'occupation du terrain. Et, sous peine de devenir un porte-voix d'une accumulation de revendications, nous devons arbitrer.

### UNE DEMOCRATIE EN CHEMIN: CHANGER NOS INSTITUTIONS ET LEURS MODES DE FONCTIONNEMENT.

Les questions d'éthique en politique et de démocratie sont vastes<sup>1</sup>! Elles sont le résultat de siècles d'évolutions. Traiter quelques années de mandats, c'est donc traiter d'une toute petite série d'améliorations telles que l'évolution des modes de financement des partis et la lutte pour le décumul des mandats... et pourtant c'est déjà toute une histoire!

### **RÉTROSPECTIVE:** JACKY MORAEL ET L'ÉTHIQUE EN POLITIQUE

Dans les années 80, les partis s'autofinançaient. Imaginez ça : un parti allant frapper à la porte d'une entreprise pour voir si elle ne serait pas intéressée, par hasard, de les soutenir... bon, sans contrepartie, hein! La scène paraît surréaliste et pourtant! L'affaire Agusta, c'est donc ça : c'est, quelque part, un parti qui renvoie l'ascenseur. « A la fin des années 80, le PS et le SP, son pendant flamand de l'époque (...) avaient selon la justice touché des *pots-de-vin* en favorisant *injustement* l'attribution de deux marchés militaires: celui de l'acquisition de systèmes de contre-mesure électronique ou boucliers électroniques antimissiles pour les chasseurs F-16 et celui du remplacement des hélicoptères Alouette. Pour arriver à leurs fins, les personnes mises en cause avaient par des faux et autres pratiques illégales occulté l'avantage substantiel de certains systèmes ou appareils concurrents au profit de Dassault pour l'amélioration des F-16 ou d'Agusta pour l'achat de 46 hélicoptères <sup>2</sup> ».

<sup>1</sup> L'éthique touche aussi bien le statut et la rémunération des mandataires politiques, le statut et le financement des partis politiques, les cumuls des mandats, le contrôle du gouvernement et des finances publiques... La démocratie, elle, traite à la fois des modalités du droit de vote (censitaire, incluant les femmes, etc.), du système politique (représentatif, participatif) et de son organisation (bicaméral, monocaméraliste).

<sup>2</sup> La DH, « Agusta-Dassault: arrêt le 2 juin », J.-P. P. Publié le vendredi 20 mai 2005 à 07h21. In fine, 12 personnes ont été condamnées fin 1998 à des peines de prison avec sursis allant de trois mois à trois ans, la peine la plus lourde étant infligée à Willy Claes. Les deux Guy et Serge Dassault, eux, ont été condamnés à deux ans.

Après ces épisodes, une loi sur les financements des partis est votée en juillet 1989<sup>3</sup>. Cette loi sera plusieurs fois modifiée, entre autres en 1993. Cette année-là, Jacky Morael cosignera une version visant à limiter les dons aux partis politiques (les affaires Agusta, Dassault et INUSOP relevaient en effet de ces problèmes) et à limiter les dépenses électorales. Mais Ecolo n'entend pas s'arrêter là : la ligne politique du parti en matière d'éthique va beaucoup plus loin que ça.

Ainsi, en 1995, la chambre vote quatre propositions de loi réglant le statut fiscal du parlementaire, imposant la déclaration des mandats et de patrimoine, une nouvelle limitation des dépenses électorales et la déclaration de l'origine des fonds... Mais Jacky Morael, présent lors du compromis de Gesves qui vise à fixer la matrice de ces quatre lois, constate le recul des partis sur une série de points : cumuls des mandats, statut fiscal plus avantageux qu'avant.

Il revient donc à la charge : Ecolo, en la personne de son secrétaire fédéral, en plus de la déclaration des mandats qui vient d'être mise en vigueur, demande une interdiction des cumuls des mandats... Et oui, c'est l'ADN d'Ecolo qu'exprime déjà Jacky Morael ! Il veut éviter d'avoir « un Parlement de professionnels dans un aquarium, sans implication dans la vie sociale, économique... <sup>4</sup>». Et de fait, on ne fait pas de bons penseurs systémiques sans organiser l'inclusion des professionnels politiques dans la vie « normale ». Sans parler de la concentration de pouvoir qu'un cumul des mandats favorise *de facto.*...

On se souviendra en effet des affres de la « Carolo »<sup>5</sup> qui a vu, en 2003, le Parlement wallon se doter d'un décret visant l'interdiction

<sup>3 «</sup> D'un mélange de financement privé et public indirect sans réglementation comptable particulière, on passe à un financement essentiellement public avec la mise en place d'un contrôle de la comptabilité des partis politiques et une limitation de leurs dépenses électorales ». Catalogue du CRISP, Evolution des règles de financement et de contrôle des partis politiques, Courrier hebdomadaire n° 1607-1608, par L. Iker, 60 p., 1998.

<sup>4</sup> Le Soir, jeudi 9 mars 95, « Jacky Morael : la ligne morale des Verts ».

<sup>5</sup> Un rapport d'audit mené dans la société de logements sociaux de Charleroi avait démontré que de nombreuses pièces comptables faisaient défaut, les entreprises désignées pour effectuer les réparations étaient quasiment toujours les mêmes et une de celles-ci appartenait à un échevin de la ville, la somme des jetons de présence payés aux administrateurs était colossale... etc. Voir : « L'éthique en politique » de l'Institut d'éco-pédagogie, pp. 60-61.

d'un cumul de certaines fonctions (un administrateur, un directeur ou un membre du personnel ne peut siéger au conseil d'administration de la SWL). Au-delà de ces petites améliorations, pas de grande avancée en matière de cumul des mandats : la législation belge interdit depuis 1995 l'exercice simultané de mandats politiques fédéraux, régionaux et européens... mais c'est surtout à la suite d'une inflation des niveaux de pouvoirs qu'est née cette nouvelle loi<sup>6</sup>.

Mais il s'agit d'aller encore plus loin que la bataille menée pour le « décumul » des mandats et de « rétablir la confiance en la démocratie 7». En effet, Jacky Morael nous apprend que l'enquête sur l'assassinat d'André Cools s'éternise, que les années 90 sont hantées par les années 80 : « n'importe quel chien avec un chapeau qui dit avoir des révélations à faire sur un complot impliquant n'importe quel homme politique aura droit au JT 8». Dans cette atmosphère de saga policière et de suspicion permanente, Ecolo demande une mise à plat des comptes depuis les années 80. Même si en 95 la loi vient de changer, il faut faire table rase des vieilles habitudes et faire la lumière sur le financement des partis dans les années 70 et 80. Cette mise à plat (rétrospective) n'aura malheureusement pas lieu.

Mais quoi qu'il en soit, on voit qu'en 1995, Ecolo traite déjà des principales questions démocratiques<sup>9</sup> avec détermination et sérieux!

<sup>6</sup> Jean-Benoit Pilet, Le cumul des mandats dans un système politique multi-niveaux : le cas de la Belgique. En fait « Les pratiques de cumul ont dû être adaptées à la transformation du système institutionnel belge. Deux processus, la fédéralisation et l'européanisation, ont complexifié la situation en multipliant les niveaux de pouvoir » (p. 81).

<sup>7</sup> Le Soir, jeudi 9 mars 95, « Jacky Morael : la ligne morale des Verts ».

<sup>8</sup> Le Soir, jeudi 9 mars 95, « Jacky Morael : la ligne morale des Verts ».

<sup>9</sup> J.Morael souhaite aussi réduire les dépenses électorales à 25 millions de franc par parti.

### UNE DÉMOCRATIE ENCORE TROP EN RADE POUR LES GÉNÉRATIONS 80-90

Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts.

Il y a des acquis politiques qu'on oublie tellement ils font partie de nous. Les acquis d'Ecolo / de Jacky Morael en matière de démocratie et d'éthique font partie de ceux-là : pour la génération des années 80 ou 90, une *certaine éthique* dans les affaires politiques est chose courante. Non, les partis ne se financent pas dans le privé, les budgets de campagne sont limités et contrôlés par une commission parlementaire et l'obligation de déclarer annuellement ses mandats et son patrimoine a été entérinée.

Les jeunes générations sont nées avec cette innocence-là : la politique a toujours fonctionné dans un cadre éthique minimal. Alors parfois on s'échine, on se fatigue à regretter ne pas avoir une plus belle démocratie, plus directe, plus participative. Certes, pour les générations-wikipedia, celles de l'apprentissage partagé et de l'intelligence collective, il est difficile d'entendre que la démocratie n'est pas plus horizontale. L'expérience de l'expression des opinions en ligne, celle d'une gestion libre et collective d'une série de biens communs virtuels a permis, dans un sens, de prendre confiance en les individus qui fondent la société.

Contrairement aux révolutionnaires français ou américains du 18e siècle qui avaient choisi le processus électif pour fonder leurs démocraties parce qu'ils se méfiaient du peuple<sup>10</sup>, les jeunes d'aujourd'hui auraient plutôt tendance à penser qu'il faut faire confiance aux citoyens. En effet, la méfiance en la capacité de tout un chacun à prendre des bonnes décisions quand cela le concerne, a de moins en moins de raisons d'être: le niveau d'instruction n'a fait qu'augmenter, les nouvelles technologies permettent un accès croissant à l'information et au débat public et la machinisation de l'industrie a rendu possible la diminution du temps de travail. Pas étonnant, donc, que deux cents ans plus tard, notre démocratie semble pour certains dépassée! Si nous vivons dans des

<sup>10</sup> Francis Dupuis-Déri, « L'esprit antidémocratique des fondateurs de la démocratie moderne », Résumé, 1999.

démocraties libérales où le système politique privilégie la représentation basée sur l'élection, il en existe en effet d'autres formes (républicaines ou délibératives<sup>11</sup>). À méditer ?

Mais que d'avancées inspirantes! Revenir sur les luttes de Jacky Morael, c'est se rassurer sur la bonne avancée de nos démocraties. Revenir à ces acquis, c'est aussi revenir aux fondements d'Ecolo, s'ancrer dans ce que ce parti a de plus cher et dire : « on a déjà fait ça »! Et ce n'est pas rien! Quand on voit les affaires qui ont secoué la France à la mi-mars 2014, quand on apprend que Guéant, Hortefeux, Sarkozy, ont été mis sur écoute judiciaire parce qu'on soupçonne que la campagne de Sarkozy de 2007 ait été financée par Kadhafi, on se dit que ce qui semblait être un acquis inaliénable peut être encore parfois menacé.

Les articles de presse de Jacky Morael rappellent aussi cela : la démocratie avance à petits pas. Pas de changement brutal mais des négociations, des déplacements de majorité, qui, petit à petit, font avancer les choses.

Mais cela ne suffit pas... non, cela ne suffit pas parce que, comme le disait déjà J. Morael, en 1994, « aujourd'hui, la classe politique est en sursis : elle est dépossédée, avec son consentement, par l'économie. Elle est déconsidérée à cause des affaires; si ça continue, dans dix ans, on va se demander à quoi servent les gouvernements 12».

Or, devant les environnementalistes qui ne cessent de déclarer l'urgence de dépasser l'hubris débridé et de réparer la planète qui grince, le scepticisme gronde. La difficulté de faire de la politique entre les institutions internationales, les lobbies et les mass médias, elle, semble de plus en plus grande.

<sup>11</sup> L'exemple athénien est le plus édifiant pour rendre compte de la démocratie républicaine. Quant à la démocratie délibérative, celle-ci se base sur la qualité du processus démocratique, notamment son aspect délibératif : elle crée les conditions d'un débat juste et équitable.

<sup>12</sup> Le Soir. Vendredi 1er septembre 94. Morael tend la main aux démocrates du Nord.

Vingt ans plus tard, en tout cas, la désaffection politique qui voyait le jour dans les années 80 semble continuer sa longue progression. Les 39% d'abstention lors des municipales françaises de 2014 inquiètent. Elles suivent en effet une courbe ascendante qui les font dépasser les 34% de 2008 ou encore les 27% de 1989... Tous les 6 ans, l'abstentionnisme semble faire un saut moyen de +4%. En Belgique, même phénomène: le taux d'abstention a augmenté de 4% en six ans : en Wallonie, il est passé de 8% (2006) à 12% (2012) et à Bruxelles, de 13,5% (2006) à 17% (2012).

A cela s'ajoutent les résistances exprimées par les Indignés, le mouvement des 99 % aux États-Unis et des 5 étoiles en Italie, la démocratie « liquide » du parti Pirate...

Il faut donc continuer : continuer à améliorer nos démocraties, à politiser les citoyens et civiliser le politique (comme via le financement des partis), réinscrire plus que jamais l'économique dans l'humain, changer nos institutions...

#### EN EUROPE

Changer nos institutions. En effet. La bataille n'est pas finie et l'Europe n'est pas, à ce jour, source d'exemplarité en matière de démocratie! Le problème n'est pas tellement qu'avec la ratification du traité de Maastricht et la création du marché unique, la Belgique a connu un transfert de souveraineté... mais que ce transfert de souveraineté se fasse dans une instance qui ne respecte pas la vision démocratique (d'Ecolo).

En 95, déjà, Jacky Morael rappelait qu' « il ne faut pas faire de l'Europe la cause de nos problèmes » mais que « l'Europe est un grand rêve qui, si on ne fait pas attention, est en train d'échouer<sup>13</sup> ».

Le rêve européen, donc. Mais lequel ? N'y a-t-il pas plusieurs rêves européens ? En tout cas, les auteurs François Denord et Antoine

<sup>13</sup> Le peuple. Mercredi 20 décembre 95. « Morael : «nous payons les erreurs des gouvernements passés».

Schwartz<sup>14</sup> avancent que c'est la *structure* européenne même qui assoie un gouvernement libéral. Le rêve européen serait donc plutôt celui d'une Europe libérale.

Or, pour que l'Europe puisse déboucher sur le plein-emploi et la justice sociale, il faudrait que cette Europe libérale planifie tant soit peu un projet social. Et ça coince, évidemment! Non seulement cette planification ne serait pas à l'ordre du jour... mais le projet social risquerait bien de ne pas du tout l'être, quand on voit que l'Union Européenne se rassemble autour des priorités de maîtrise du déficit et de la dette publique, de stabilité du taux de change, de contrôle de l'inflation et de convergence des taux d'intérêts.

En fait, Frédéric Lordon va jusqu'à soutenir que l'Europe est antidémocrate. Pour lui, « l'Union européenne n'a pas de politique, au sens très précis d'une possibilité discrétionnaire d'initiative. L'Union européenne n'a pas de politique conjoncturelle, c'est-à-dire de politique dont les orientations sont déterminées par les partis « conjoncturellement » au pouvoir, car toute la politique économique-européenne a été irrévocablement fixée dans des textes à valeur quasi-constitutionnelle. L'Union n'a donc d'autre politique que de la politique structurelle, ou pour mieux dire de la politique constitutionnelle.<sup>15</sup> ». A ce titre, elle serait très peu démocratique.

Mais Jacky Morael n'est pas dupe et pour lui « ce n'est pas l'Europe qui organise la dérégulation, le démontage progressif des services publics, le détricotage de toutes les règles de protection sociale et écologique. Il

<sup>14</sup> L'Europe sociale n'aura pas lieu, par François Denord et Antoine Schwartz Ed. Raisons d'agir, 2009, 138 p. Les deux auteurs y d'écrivent la construction européenne et l'étroite parenté qu'elle entretient avec l'essor du néolibéralisme dès les années 1930. Pour eux, « s'il est un trait des pères fondateurs dont il faudrait s'inspirer, ce serait leur volontarisme, tant l'avènement d'une véritable politique sociale européenne nécessiterait une remise à plat totale des traités ». Igor Martinache, Alternatives Economiques n° 281 - juin 2009. Les auteurs déconstruisent le projet européen en trois étapes: ils décrivent les intentions américaines au moment de la construction européenne, pointent les intellectuel européens qui ont participé à l'édification européenne et en appelaient à la construction d'une marché commun libéral, et rappellent les étapes d'une construction qui conduit aujourd'hui à ce que toute velléité d'avancée sociale dans un seul pays est à peu près interdite par avance.

<sup>15</sup> Frédéric Lordon, « Pour une monnaie commune sans l'Allemagne (ou avec, mais pas à la francofortoise) ». Les blogs du Diplo, samedi 25 mai 2013.

n'y a pas assez d'Europe parce qu'on a construit l'espace européen en soumission totale à l'idéologie dominante, ce qu'on appelle maintenant la pensée unique, c'est-à-dire la dictature de la compétitivité, de l'internationalisation des marchés, de la mise en concurrence d'économies totalement différentes à l'échelle de la planète<sup>16</sup>».

Il y a cependant suffisamment de bonnes raisons pour maintenir l'actualité du rêve européen : l'Europe est une structure de coopération essentielle à nos pays : il faut le reconnaître - et rendre ainsi hommage à ses créateurs -, l'Europe a apporté la paix. On ne pourra pas se passer d'Europe. Mais toute une série de mesures doivent être prises pour renforcer le système démocratique européen et pour Jacky Morael, il serait bon de s'assurer d'une :

- Possibilité d'une prise d'initiative des parlementaires
- Élection directe des membres du conseil européen (actuellement, ce sont les chefs d'État qui y siègent)
- Co-décision du conseil avec le parlement européen
- Fin de la règle de l'unanimité (comme pour la taxe Tobin, pouvoir avancer sur une proposition et une application d'une règle, à quelques pays seulement).

Certes, ce combat n'est pas évident quand, en 94, Jacky Morael nous disait déjà que « le consensus est total sur l'internationalisation des marchés, l'ouverture de ces marchés, le type de construction européenne. On se bat à la périphérie des problèmes, sans mettre le doigt au cœur de ces problèmes. » Mais un combat gagné d'avance n'est pas un combat et Jacky Morael n'est pas de ceux à se décourager ! Ainsi, pour Jacky, indéniablement « Ecolo doit jouer un rôle là. <sup>17</sup>»

<sup>16</sup> Le peuple. Mercredi 20 décembre 95. Morael : « nous payons les erreurs des gouvernements passés».

<sup>17</sup> Le soir. Mardi 3 mai 94. « Pas d'écologie dans Ecolo »

### **ENTRETIENS JACKY MORAEL - DELPHINE MASSET - 7 MARS 2014**

### ECOLO ET L'ÉTHIQUE EN POLITIQUE EN BELGIQUE, EN EUROPE ET DANS LE MONDE

JACKY: Quelle sont tes premières impressions et ton sentiment général après avoir lu la revue de presse?

DELPHINE : J'ai eu un sentiment de clarté et de cohérence. J'ai vraiment eu le sentiment que ton discours était très clair, qu'il était basé sur des constats assez simples que tout le monde pouvait comprendre. Et par ailleurs, que les solutions proposées étaient aussi assez cohérentes. Moi en tant que jeune, j'ai eu le sentiment que c'étaient les fondements d'Ecolo. Je retrouvais ce que sont les fondements d'écolo. Je t'ai trouvé très progressiste, entre autres en matière d'emploi. Beaucoup plus que ce qu'on peut être aujourd'hui dans le discours. J''ai donc éprouvé une très grande satisfaction à te lire dans ces interviews. Je pense que ce n'est vraiment pas évident d'être compris et intelligible aux yeux de tous. J'ai eu le sentiment qu'on pouvait facilement s'approprier ta vision politique.

Pour revenir sur mon texte, est-ce que tu pourrais m'expliquer l'affaire Agusta? J'ai envie d'en savoir plus. Quelles incidences a-t-elle eues sur le monde politique ? Tu étais à cette époque rapporteur de la commission spéciale de la chambre. J'aimerais aussi en savoir un peu plus sur les anciens modes de financement des partis sur lesquels tu as travaillé. J'ai eu l'impression que ces années étaient des années de corruption qui ont alimenté une méfiance très forte à l'égard du pouvoir en place et des institutions. Que ce soit la justice mais aussi le politique. Tu parlais d'une crise de régime et d'un régime de crise et je voulais savoir quel bilan tu fais aujourd'hui de la manière donc on faisait de la politique dans ces années-là.

JACKY: L'affaire Agusta s'est déroulée en 1988 et a éclaté dans le début des années 90. Dès qu'on apparaît en 81, on dit que le financement des partis par les entreprises privées est inacceptable. Il faut passer à

un financement public et objectivé des partis. On prêche dans le désert jusque-là. Refus de tout le monde de mettre le débat sur la table du parlement. Quel était le mode de fonctionnement jusque-là? Avant chaque campagne, tous les trésoriers des partis traditionnels faisaient le tour des grandes sociétés (Electrabel, les banques, les grandes industries, les grandes sociétés financières) en demandant une contribution financière à leur campagne. Et ces entreprises soit donnaient la même chose à chacun, soit travaillaient à la proportionnelle en fonction du poids électoral des partis. Reynders parle de cette situation dans son dernier bouquin avec une grande précision et reconnaît qu'elle était malsaine. Parce que même si ça n'était pas dit, ça mettait les partis dans des positions inconfortables vis-à-vis de ces entreprises et donnait à penser à ces dernières que ces dons leur ouvriraient des retours via des discussions parlementaires sur des projets de lois, des discussions gouvernementales, etc. D'ailleurs, on peut penser que si Electrabel a bénéficié d'une telle complaisance de la part du monde politique belge, c'est parce que c'était un des principaux acteurs de financement des partis dans les années 80 via sa filiale Tractebel qui arrosait généreusement tous les partis traditionnels: socialistes, socio-chrétiens et libéraux. De plus, Electrabel fournissait des experts pour les cabinets ministériels. Donc, il y avait une sorte de consanguinité malsaine entre Electrabel, c'est-à-dire le secteur nucléaire, et les décideurs politiques. Ce peut donc être une des raisons, pas la seule, mais ça peut en faire partie, de la prévenance dont le secteur nucléaire a fait l'objet pendant des années et qui se poursuit encore aujourd'hui via, par exemple le prolongement complètement hallucinant de la durée de vie des centrales, d'abord prévues pour vingt ans, puis trente, puis quarante ans. Avec tous les soucis de sécurité que ça peut amener. Donc jusque 89, c'est le financement privé des partis. Ecolo, dès sa création dans les années 80, obtient heureusement des élus à la Chambre et au Sénat, et c'est par les contributions de ses premiers élus sur leurs indemnités parlementaires que le parti commence à organiser ses premiers budgets, à engager ses premiers permanents, à louer ses premiers locaux, avec les cotisations des membres également. Donc nos deux principales sources de financement

dans les années 80 étaient les rétrocessions de nos parlementaires et les cotisations des membres. Il y a une affaire qui éclate dans les années 80 et donc en 88-89 viennent enfin sur la table du parlement les premières propositions de loi sur les financements des partis. Quelques années plus tard sera mis en place ce qui constitue aujourd'hui l'essentiel de la législation actuelle. C'est-à-dire, un financement public des partis au prorata du nombre de voix obtenues et un contrôle des finances des partis et des campagnes électorales. Donc, à la fois des droits et des devoirs pour les partis : ils sont financés, mais les dépenses électorales sont plafonnées, ainsi que les dons de particuliers. C'est un des dossiers sur lesquels la Belgique, grâce à l'apport des écologistes notamment, a fait de grands pas en termes d'éthique en politique. Quand on voit certaines affaires en France, c'est flagrant. En France, les budgets des partis sont occultes : ils se financent de manière privée par des dons d'entreprises, on sent qu'il y a un climat malsain en France avec une répétition d'affaires qui ne cessent de se multiplier. Là au moins, sur ce volet de financement des partis politiques, on a quand même contribué à assainir la vie politique. Mais ça ne résorbe pas le problème lourd que tu soulèves, c'est-à-dire le fossé grandissant entre l'opinion publique et les partis politiques et la politique en général mais il est dû à d'autres causes que tu évoques d'ailleurs comme l'incapacité en matière socioéconomique. Mais sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, la Belgique est vraiment à la pointe des pays européens avec les Pays-Bas et l'Allemagne. Bien plus que la France et que d'autres États du sud de l'Europe.

DELPHINE: Peux-tu expliquer comment vous vous y êtes pris pour convaincre les autres partis ?

JACKY: Je crois qu'il y avait un ras-le-bol dans les autres partis de cette humiliation qu'il y avait à aller faire la manche dans les entreprises à chaque campagne. Et pas qu'au niveau des partis, au niveau des candidats individuels également. Parce qu'outre les trésoriers des partis, chaque candidat devait dans son arrondissement aller trouver l'imprimeur du coin, l'industriel, les commerçants, etc., pour essayer de récolter des financements. Et c'était quand même assez humiliant. Il y a d'abord eu un refus assez général, puis une succession de scandales financiers liés au financement des partis ou aux campagnes personnelles. Tout le monde s'est rendu compte qu'il fallait apporter une réponse à ça et que ça ne pouvait plus durer. Au départ, les discussions étaient très froides. Il a fallu forcer un peu la porte. Puis les partis se sont rendu compte qu'un financement public allait rassurer tout le monde. Ça s'est amélioré parce que la crainte était évidemment de se retrouver sans source de financement. Mais dès l'instant où ils se sont rendu compte qu'il y avait des critères objectifs de financement au prorata des voix récoltées, que ça s'accompagnait d'une limitation des budgets à la fois des partis et des candidats, ça soulageait aussi certains candidats. Parce que selon le niveau de fortune, la course était mortelle pour certains. Ils n'avaient pas les moyens de suivre. Nous, on ne se rend pas compte de cela chez Ecolo parce que même dans le système actuel, la plupart des frais de campagne sont assumés par le parti. Tous nos candidats sont mis sur le même pied. Et ce n'est pas le plus riche qui peut se permettre d'imprimer des affiches et le plus pauvre qui doit quémander. C'est très profond comme changement ça. Au MR, les campagnes sont toujours financées individuellement.

**DELPHINE**: Comment explique-t-on qu'en Belgique on en est arrivé là et pas dans d'autres pays?

JACKY: Je ne sais pas. Le fait est que le vent de réformes est plutôt venu du nord de l'Europe, c'est peut-être lié à la culture protestante. Culturellement, il y a une plus grande attention à la rigueur, à l'éthique. Je dis bien culturellement, pas religieusement. La Belgique a fait ces réformes après l'Allemagne, les Pays-Bas et les pays de l'Europe du Nord et aujourd'hui tout le sud de l'Europe est vraiment à la traîne sur ces questions et je crois que c'est vraiment une question culturelle.

**DELPHINE**: Tu parles du protestantisme, mais ça me donne envie de te poser une question qui sort un peu du cadre : c'est quoi les valeurs qui t'habitaient avant de t'engager en politique ?

JACKY: Au plan religieux, depuis que j'ai une conscience et que je suis en âge de réfléchir, je me suis toujours senti athée. J'ai fait ma petite communion avec mes deux sœurs parce que c'était la tradition familiale. Et dès l'approche de la grande communion, j'ai dit à mes parents que je ne voulais pas la faire, que je ne le sentais pas, que ça m'énervait. Et ils me disaient que j'allais passer à côté des cadeaux de la famille et je répondais que je m'en foutais et que je ne voulais pas. Et donc je n'ai pas fait de catéchisme, je n'ai pas fait ma grande communion et il n'y avait aucune révolte, aucune agressivité de ma part, ça me paraissait simplement être un monde complètement étranger, je ne croyais pas en ces histoires. Donc je suis resté athée avec des convictions de plus en plus affirmées au fur et à mesure de mes lectures, de rencontres, de discussions. Athée, mais pas bouffeur de curés, athée serein! Et puis pour le reste de mes convictions, à la fin de mes humanités, fin des années 70 quand je rentre à l'université, j'ai surtout lu des auteurs libertaires comme Bakounine, Kropotkine, etc. Je n'ai jamais été attiré par le marxisme, ça m'a toujours paru chiant et à côté de la plaque, pour dire les choses brutalement, parce que je reconnais aussi la grande valeur historique de ces écrits. Par contre, la littérature anarchiste et libertaire, liée aux conflits sociaux du dix-neuvième siècle et la littérature sur la guerre d'Espagne m'ont toujours attiré. Et je me suis donc retrouvé très naturellement à Ecolo dont une grande partie de la culture dès sa création était la culture libertaire : participation, démocratie directe, autogestion, etc.

DELPHINE: Le parti s'étant professionnalisé, est-ce que tu penses qu'on s'y retrouve toujours au niveau de ces valeurs-là?

JACKY: Ben c'est moi qui l'ai amorcée la professionnalisation du parti. J'y ai tenu. Est-ce qu'on est allé trop loin dans la professionnalisation ? Je ne pense pas. D'autant que le pouvoir de décision des membres est resté intact, ça se sent dans nos assemblées générales. Qu'on mette des professionnels aux postes clés du parti, ça me paraît élémentaire. Quand on a besoin d'une expertise économique, juridique, etc., il n'y a rien à faire, ça ne se trouve pas sous les sabots d'un cheval, il faut des gens compétents pour le faire. Par ailleurs, la professionnalisation d'Ecolo

est une des formes de renouvellement, ne l'oublions jamais. Parce que c'est comme ça que beaucoup de jeunes approchent ou entrent à Ecolo, par leur expertise au départ. Ils sont recrutés comme experts, ils font leurs premières expériences, ils côtoient le mouvement, ils se frottent à des enjeux de sociétés et puis parfois chez certains et certaines naît une vocation. Toute professionnalisation peut avoir des dérives et des effets pervers, mais à mon avis, ils sont marginaux par rapport aux avantages jusqu'à présent.

**DELPHINE**: On a abordé la question du financement des partis en général. Que peux-tu dire sur l'affaire Agusta en particulier?

JACKY: Une des réponses a été le financement public des partis puisque l'affaire Agusta est liée au versement par la firme Agusta de vingt millions de francs belges au PS et de vingt millions au SP. Et l'enquête a montré que les trésoriers de ces partis étaient très embêtés par ça. François Pirot, le trésorier du PS est allé chez Spitaels avec la mallette avec les billets en disant au président « qu'est-ce que je fais de ça? » Parce que c'était déjà illégal à l'époque. Et Spitaels a fait le Ponce Pilate en lui disant : « prends-toi un ticket pour le Luxembourg ». Et donc Pirot est allé planquer cet argent au Luxembourg pour des jours meilleurs. Et puis quelques années plus tard, ça s'est su et il y a eu des sanctions judiciaires parce que c'était totalement illégal, déjà au moment des faits. Et je crois qu'aujourd'hui, plus aucun parti n'oserait accepter un don d'une entreprise parce que le risque que ça se sache est bien trop grand et les dégâts médiatiques seraient incommensurables. Les gens n'accepteraient pas qu'un parti reçoive de l'argent d'une entreprise alors qu'il est déjà aux yeux du public largement subventionné par les pouvoirs publics, donc par les impôts du citoyen. Alors si en plus ils s'en mettent dans la poche de manière illégale, ça ne va plus. Donc, non seulement ce serait illégal, mais ce serait aussi une sorte de suicide politique.

Il y a quelque chose que tu n'abordes pas dans ton texte en termes d'éthique en politique et qui était présent dès notre naissance aussi, c'est la question des nominations politiques. La semaine dernière, on a assisté à la mise en place de la première école de formation des fonctionnaires en Wallonie, l'Ecole d'Administration Publique. C'était une revendication d'Ecolo

depuis des années. Nous avons toujours souhaité une administration à l'américaine, c'est-à-dire qui nomme les hauts fonctionnaires en fonction des majorités en place de façon à ce que les rouages fonctionnent bien entre l'exécutif et la fonction publique. Au renouvellement de l'exécutif, du gouvernement, les fonctions dirigeantes de l'administration changent. Jusqu'à présent, c'est le contraire qui se fait : c'est-à-dire que les anciens chefs de cabinet une fois en fin de parcours sont nommés à la tête de n'importe quelle administration de façon purement arbitraire et politique et ça, ça ne va pas du tout. Donc on peut espérer que cette haute école de formation des fonctionnaires contribuera à rendre encore plus crédibles les concours de recrutement et donc contribuera à assainir le recrutement. les désignations et surtout les promotions dans la fonction publique. Même si ça ne règle pas tous les problèmes, notamment aux échelons inférieurs de la fonction publique où tout reste à faire. Mais là, c'est encore une avancée qui a été inscrite et obtenue par Ecolo, et par Ecolo seul, dans l'accord de gouvernement wallon de 2009. Dans ce domaine-là comme dans d'autres, on a vraiment fait avancer les choses. Certains, à la lecture de la revue de presse, comme moi d'ailleurs, pourraient retirer l'impression qu'on ne cesse de dire la même chose et donc qu'on ne sert à rien. Mais en fait, il faut aussi voir l'autre versant de la chose : c'est que beaucoup de problèmes ont trouvé des solutions qui correspondent souvent à nos revendications et à notre programme. C'est le cas dans le financement des partis, dans les nominations politiques et dans les promotions de la fonction publique. Et je pourrais citer des tas d'autres domaines où Ecolo a contribué à faire avancer des dossiers importants. La participation par exemple. Il faut se souvenir que c'est en 1986 que José Daras arrive à faire passer un décret au parlement wallon sur la mise en place obligatoire des études d'incidence sur l'environnement de tout projet industriel avec un nécessaire volet de participation, avec un rapport du fonctionnaire délégué à l'urbanisme, avec l'ouverture d'une enquête publique, un débat contradictoire avec les associations et les comités de quartiers, etc. C'est maintenant entré complètement dans les mœurs, ça nous paraît tout à fait naturel. Avant 1986, ça n'existait pas, ça se réglait entre les ministres, l'administration et l'industrie, point!

**DELPHINE**: Tu penses qu'il faudrait aller plus loin en termes de participation? Et dans quel sens?

JACKY: Oui bien sûr. Par exemple, le gouvernement wallon vient de lancer un appel à des citoyens pour une consultation sur l'avenir du développement durable en Wallonie. Nonante personnes seront sollicitées selon un panel équilibré géographiquement et sociologiquement. Voilà une forme de participation, il y en a plein d'autres. Nous sommes par ailleurs favorables à des consultations populaires. Ça n'existe pas encore au niveau fédéral malheureusement, mais ça existe en Wallonie. Il ya donc une gradation, une échelle selon l'intensité et la localisation du dossier en termes de niveau de pouvoir. Par exemple, les projets très locaux d'implantation commerciale en périphérie des villes, ça nous paraît mériter des consultations populaires plus que des enquêtes publiques.

**DELPHINE**: Est-ce que tu serais prêt à ce qu'il y ait un jour des décisions qui soient prises de cette manière? Pas seulement consulter, mais décider?

JACKY: Dans notre programme, on est toujours favorable au référendum, mais il faut changer la Constitution parce qu'à l'heure actuelle, elle ne permet pas l'organisation de référendum. Il y a un blocage légal. Mais de toute façon, si on organise en Wallonie des consultations qui sont largement suivies par les citoyens et dont le résultat qui émerge est suffisamment clair, je vois mal le pouvoir politique décider le contraire de l'avis des citoyens. À notre époque, ce serait inconcevable même si on a eu l'expérience à Liège avec la sculpture/fontaine de la place Saint-Lambert où le collège communal n'a pas suivi l'avis de la population. En cas de déclaration unilatérale d'indépendance de la Flandre, par exemple, je suis d'avis et j'ai toujours été partisan du fait qu'une des conséquences logiques et implacables devrait être qu'une consultation populaire (et si possible d'un référendum) directe devrait être organisée dans les communes de la périphérie pour savoir de quelle région ces citoyens veulent relever. Parce que la loi de 1963 qui installe ces communes dans la région flamande les installe dans le cadre d'un État fédéral. Dès l'instant où on change la règle du jeu et où on n'est plus dans le cadre d'un État fédéral mais bien dans le cadre de régions

indépendantes, il faut alors reposer la question aux citoyens. Ce serait une des conséquences de l'indépendance programmée.

**DELPHINE**: Au niveau de la participation, est-ce que tu es partisan d'une participation plus accrue des citoyens parce que c'est plus démocratique ou aussi parce que ça rend les gens plus citoyens ?

JACKY: C'est les deux. C'est une façon d'associer les citoyens à la « res publica », à la chose publique, mais c'est aussi une manière de les faire s'émanciper en leur mettant à disposition les enjeux, les arguments, les contre-arguments, les conséquences de telle ou telle décision. Et je crois que ça leur permet de se mettre à la place du décideur politique, qu'il soit exécutif ou législatif. Quelle réponse donne-t-on à telle question, à tel enjeu, à tel dossier, sachant que ça peut avoir telle ou telle conséquence ? C'est plus facile de râler que de se positionner clairement en votant ou en prenant part à une décision. Râler, c'est à la portée de tout le monde, mais dire « je suis pour, je suis contre ou je m'abstiens », c'est déjà un choix qui est fait et dans le meilleur des cas ça doit se faire après que le citoyen ait pris la peine de s'informer, après que les pouvoirs publics aient mis à leur disposition toute l'information nécessaire, après que des assemblées citoyennes aient été organisées en termes de débats contradictoires avec les pour, les contre et une expertise extérieure. Ce n'est pas une panacée, mais moi j'y crois vraiment fondamentalement. Et je pense que ça peut contribuer à résorber le fossé qui est de plus en plus visible et inquiétant entre politiques et citoyens.

DELPHINE: Justement, à propos de ce fossé et de ces gens qui râlent, tu disais en 1994 qu'« une majorité politique est en train d'écraser une majorité sociale ». Moi, ça m'a fait faire des associations. Je voulais savoir si tu étais d'accord avec les critiques actuelles de la démocratie représentative qui disent que celle-ci ne serait l'apanage que de quelquesuns, que ce serait au fond une autre forme d'aristocratie. Certains ont tendance à penser ça ces derniers temps. Quel est ton avis sur la question ?

JACKY: Je serais beaucoup moins dur que toi. C'est peut-être le privilège de la jeunesse. La phrase « une majorité politique est en train de tromper une majorité sociale » est à relier à une autre phrase : « on passe progressivement d'un régime de crise à une crise de régime ». Et je pense qu'une bonne partie de la méfiance, du rejet, de l'insatisfaction pour le moins, d'une part de l'opinion à l'égard des responsables politiques vient du fait que depuis trente ans de crises, d'austérité, de mondialisation sans garde-fous, sans protection sociale et fiscale, depuis trente ans que les mêmes radotent les mêmes solutions au problème du chômage, de l'exclusion, etc., les gens n'y croient plus tout simplement. Ils se demandent à quoi servent ces politiques.

**DELPHINE** : C'est un problème de récit en fait ?

JACKY: Ce n'est pas seulement un problème de récit. C'est un problème d'actions et de résultats. À peu près tous les partis se sont succédés au fédéral avec une exception de quatre ans pour Ecolo, mais on ne peut pas dire que les formules traditionnelles aient donné des résultats spectaculaires contre le chômage dont on sait que c'est une des principales préoccupations de l'opinion publique actuellement, y compris de ceux qui ont un emploi mais qui s'inquiètent pour l'avenir de leur gosses : est-ce qu'ils pourront avoir un emploi, un revenu, une maison, une famille? C'est la première fois dans l'histoire que ça se produit; qu'une génération finisse par être convaincue que la génération suivante vivra moins bien qu'elle. C'est insupportable mentalement. Moi, je suis de cette génération dont toutes les précédentes ont pensé que la future vivrait mieux. On se disait : « oui je suis ouvrier, mais si mon fils fait de bonnes études peut-être qu'il sera maître d'école, ou fonctionnaire, ou policier, ou commerçant, donc s'il fait des études il vivra mieux que moi ». Et celui qui était enseignant se disait que si son fils faisait des études, il serait peut-être avocat, etc. Il y avait donc un ascenseur social qui permettait d'avoir confiance et dans le système et dans sa classe politique. Mais dès l'instant où l'ascenseur social est grippé et ne fonctionne plus, voire quand il ne fonctionne pas à l'envers, il ne faut pas s'étonner du rejet. Donc je ne crois pas que ce soit seulement les problèmes éthiques qui expliquent le fossé grandissant entre citoyens et

politiques. Mais les problèmes éthiques sont d'autant moins supportables que la classe politique ne fait pas la preuve de son efficacité.

DELPHINE: Et aujourd'hui que penses-tu que la classe politique pourrait faire?

JACKY: Changer sa vision de la société, sortir de cette obsession du néo-libéralisme, de la compétitivité à outrance, de la dérégulation, de la libre-marchandisation, de la mondialisation. On est encore en train de discuter avec les États-Unis d'un accord de libre-échange alors qu'on a vu les effets des précédents échanges comme le GATT, qu'on dénonçait déjà dans les années 90, avec les dérégulations sanitaires, fiscales, sociales. On a fait l'expérience de tels accords, on a le bilan incontestable devant les yeux et on recommence et on accélère. Tu cites Frédéric Lordon qui dit que l'Europe n'a pas de politique ni de projet. Mais si, l'Europe a une politique, certes pas affichée, encore que... La conviction de la Commission et du Conseil, c'est le libre-échange, l'ouverture des marchés, la libre circulation des marchandises, avec un minimum, un strict minimum, d'harmonisation fiscale et sociale. Et c'est d'ailleurs pourquoi certains (et on s'y est opposé) ont préféré élargir l'Europe dans une fuite en avant à l'Europe centrale, à l'Europe de l'Est, plutôt que d'approfondir d'abord les procédures démocratiques. Parce que plus il y a d'adhérents, plus il est difficile de se mettre d'accord sur les processus démocratiques de décisions. Et tant qu'on travaillera à l'unanimité tout sera toujours bloqué. Et ce blocage arrange bien du monde parce que chaque fois que quelqu'un met sur la table une mesure sociale ou fiscale, on dit : « oh, pas de chance, la Grande-Bretagne s'y est opposée » et puis une autre fois, c'est l'Allemagne, puis la France, puis la Pologne. Et donc jamais rien n'avance sauf le libre-échange.

DELPHINE : Et pour toi ça devrait être quoi le projet pour l'Europe ?

JACKY: D'abord approfondir les processus démocratiques. Pour ça, il faudrait une campagne de référendum européenne. Je crains d'ailleurs qu'à mesure qu'on s'enfonce dans la crise, le résultat soit de plus en plus négatif. Elle aboutit en effet à un rejet total de l'Europe, à tort. Même si on ne peut pas en vouloir à l'opinion publique dès l'instant

où l'Europe est présentée comme le bouc-émissaire de tout ce qui va mal par les gouvernements nationaux. Alors qu'une bonne partie des décisions se prennent au Conseil européen avec l'aval de chacun des gouvernements des États membres. Mais il y a une hypocrisie totale : on dit que c'est Bruxelles qui a décidé. D'où la haine que vouent les Français, les Italiens, les Grecs, à Bruxelles, alors que toutes ces décisions sont prises par les chefs d'États.

**DELPHINE**: Comment se fait-il que certains chefs d'État socialistes qui dans leur pays pourraient avoir des discours un peu moins libéraux acceptent de telles décisions au niveau européen ? C'est une question de structures ?

JACKY: C'est une question de convictions. Regarde Hollande, il est élu sur un programme modérément de gauche et puis il fait son tournant en janvier que certains appellent social-démocrate, moi je dis libéral. Puis, on découvre que tout au long de ses études et de sa carrière, Hollande a toujours été libéral, comme Fabius. Il n'a donc pas besoin de se forcer la conscience pour adopter ce genre de mesures. Il y croit, comme beaucoup: que ce soient des socio-démocrates ou des libéraux. Au moins, les libéraux ont le mérite de la cohérence.

**DELPHINE**: Et toi, pourquoi tu ne crois pas au libéralisme?

JACKY: Parce que c'est un échec sur toute la ligne. Je n'y ai jamais cru, parce que je n'ai jamais cru que le libéralisme était en soi un moteur d'émancipation sociale, de redistribution des richesses. Il a fallu pour ça des luttes sociales et des décisions politiques pour forcer la main du libéralisme. Le libéralisme n'a jamais été vertueux en soi, c'est l'appât du gain, et c'est tout! Et s'il n'y a pas de contre-pouvoirs et des pouvoirs démocratiques pour imposer la redistribution des richesses, la sécurité sociale, le respect des travailleurs, les droits syndicaux, aucune avancée ne se fait. Ce ne sont jamais les entreprises qui ont proposé ça, jamais. Conceptuellement, je n'étais pas libéral. Comme je le disais précédemment, je me suis nourri des luttes sociales du dix-neuvième siècle au travers des auteurs libertaires et anarchistes. C'est de là que

vient ma prise de conscience sociale. Et puis, depuis trente ans, le libéralisme fait la preuve éclatante de son échec à la fois conceptuelle et pratique. Qu'on me cite un pays où le libéralisme fonctionne. Il n'y en pas un seul. Si, au sein de l'Europe, il n'y a que l'Allemagne où ça fonctionne plus ou moins, mais pourquoi? Parce qu'aucun des autres pays européens n'a mis en place la même politique que l'Allemagne. Si tout le monde avait fait comme l'Allemagne, c'était un jeu à somme nulle, personne n'y gagnait, tout le monde y perdait. De même qu'on ne pourra jamais me citer un pays communiste où ça fonctionne.

DELPHINE: Aujourd'hui, il y a une intrication très forte de la Belgique avec l'Europe et donc on peut imaginer qu'il y a une perte de souveraineté. Que penses-tu que le pouvoir politique belge puisse encore faire dans ce contexte?

JACKY : Je ne parlerais pas de perte de souveraineté parce que nous avons toujours été des fédéralistes et des Européens convaincus. Que la Belgique voie certaines de ses compétences et une partie de sa souveraineté migrer vers l'Europe, en soi, je n'y vois aucun mal. Je ne suis pas sur la ligne nationaliste de l'extrême gauche et de l'extrême droite, je n'ai jamais été nationaliste et je ne suis pas prêt de le devenir. Le problème est que si la Belgique reste peu ou prou un espace de démocratie et de pluralisme, l'Europe ne l'est pas. On transfère des compétences d'un pouvoir démocratique à un pouvoir qui ne l'est pas et c'est là que ça coince. Que faire ? Les Verts défendent par exemple l'élection directe européenne du président du Conseil et du président de la Commission. Une série de grands formats européens seraient ainsi obligés de faire campagne dans toute l'Europe avec un vrai projet de société pour l'Europe. Et alors, si c'est un libéral qui est élu, au moins c'est le peuple qui l'aura décidé et on mènera une politique libérale, mais en connaissance de cause. Une autre mesure indispensable, c'est de mettre fin à la règle de l'unanimité. Il y a déjà une échappatoire qui sont les coopérations renforcées, qui permettent à une série d'États de faire un bout de chemin ensemble sur une politique précise, qu'elle soit fiscale, sociale ou éducative, pour mettre en commun un projet

politique, mais ce n'est pas suffisant. Il faut que l'unanimité cesse, sans quoi ça va être le blocage à chaque fois qu'une avancée sera proposée.

**DELPHINE**: Il faut donc avancer par blocs de pays?

JACKY: Au pire, c'est ce qu'il faut faire. Comme on va le faire sur la taxe sur les transactions financières parce qu'on n'aura jamais l'unanimité des pays membres. Il y aura toujours au moins la Grande-Bretagne et le Luxembourg qui diront non. Je trouve donc que le compromis est acceptable : un certain nombre de pays avanceront ensemble sur une taxe sur les transactions financières en espérant avoir quelques grandes places financières comme Paris, comme Francfort. Mais cette solution est aussi un peu boiteuse. Parce que si on est vraiment des fédéralistes européens, il n'est pas normal que les britanniques puissent bloquer sur des choses pareilles. Par ailleurs, il faut aussi renforcer la codécision avec le parlement européen. Et là, on retrouve la souveraineté via des représentants élus. Ce n'est pas moins d'Europe qu'il nous faut maintenant, au contraire, c'est plus d'Europe.

**DELPHINE**: L'Europe reste un sujet difficile. Comment peut-on rapprocher le citoyen de l'Europe ? Comment t'y prendrais-tu pour que les gens puissent un peu mieux comprendre les enjeux ?

JACKY: On a mis la charrue avant les bœufs. Il faut aussi, pour expliquer l'Europe, revenir aux fondamentaux et à l'histoire de la construction européenne. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, pourquoi a-t-on créé l'Europe? Avant la Seconde Guerre mondiale, on était un continent ravagé par les nationalismes non seulement économiques mais aussi guerriers. L'intuition géniale des pères de l'Europe, Schuman et d'autres, a été de se dire qu'il fallait d'abord commencer par des coopérations économiques autour du charbon et de l'acier (CECA), ce qui permettait de réunir les frères ennemis qu'étaient la France et l'Allemagne autour de débuts de coopérations économiques avec les premiers embryons d'instruments politiques de décision. L'Europe ne s'est pas créée sui generis comme ça, par mouvement naturel : ça a été la volonté de certaines personnes extrêmement talentueuses et avec beaucoup de force

de conviction. Au début, c'était la CECA et puis dès les années 70, on s'est rendu compte qu'il fallait ajouter à cela un volet plus politique. En même temps que l'Europe s'élargissait à des pays qui étaient d'anciennes dictatures comme l'Espagne ou la Grèce, on a bien senti qu'il ne fallait plus seulement un projet économique et industriel, il fallait aussi un projet politique. Et c'est là que ça a commencé à patauger parce que certains continuent à ne pas en vouloir. Et notamment les Français qui baignent dans une ambiguïté terrible : ils veulent en même temps la souveraineté nationale et le secours de l'Europe. Mais à un moment donné, il faut savoir ce qu'on veut. Tu soulèves une question difficile : comment réconcilier les gens avec la politique et avec l'Europe. Parce que ce sont un peu les mêmes phénomènes qui sont à l'œuvre. Ce sont les mêmes mécanismes.

DELPHINE: En effet il y a un manque de connaissance des fondamentaux de l'Europe. Mais aussi un écart terrible entre les décisions qui se prennent et la population. Et oui, il faut distinguer l'Europe en ellemême, la structure européenne de ce qu'on en fait politiquement mais en même temps c'est difficile puisqu'on n'a jamais connu que l'Europe libérale puis néo-libérale. Donc c'est difficile de se dire que l'Europe pourrait être autre chose. Parfois je me demande si on n'aurait pas dû commencer par se mettre d'accord sur les droits sociaux et puis par après commencer des échanges économiques. Évidemment, c'était plus facile de commencer par les échanges économiques.

JACKY: Oui, mais c'est la grande illusion que la rentabilité économique entraîne une amélioration sociale. C'est terrible, c'est dans l'ADN de pas mal de décideurs politiques qui sont vraiment convaincus de cela.

DELPHINE: Et toi, qu'en diss-tu?

JACKY: Jamais le marché n'a été vertueux en soi. Il n'a jamais de luimême proposé des avancées sociales, démocratiques, sanitaires. C'est toujours sous la pression de l'opinion publique, des luttes sociales, des parlements, des scandales sanitaires qu'il y a une régulation minimum. Pourquoi y a-t-il une législation européenne sur la viande bovine ? On sait bien pourquoi, ce n'est pas le marché qui a proposé ça ! Il y a une augmentation des richesses, phénoménale d'ailleurs. La question n'est pas de savoir si on doit continuer à produire des richesses ; c'est le cas, on produit des richesses. Le problème c'est qu'elles sont de plus en plus inégalement réparties. C'est la course au nombre de milliardaires.

**DELPHINE**: Dans les années 90, tu prônais beaucoup la réduction du temps de travail. Qu'en est-il aujourd'hui?

JACKY: C'est toujours dans le programme mais il faut reconnaître qu'on est très isolé là-dessus. Certaines centrales syndicales y sont favorables, mais pas toutes. Et au niveau politique ça n'éveille aucun soutien. La France ne nous a pas beaucoup aidés là-dessus avec le débat déplorable sur les trente-cinq heures qui était plus idéologique que pragmatique. Ils s'envoyaient des invectives à la tête sans arguments, sans chiffres, sans rien, certains criant au désert économique et social. Et de toute façon, la réforme a été tellement mal organisée qu'en termes de création d'emplois les résultats ne sont pas les meilleurs. Mais en même temps, qui peut aujourd'hui affirmer avec certitude « j'ai la solution au chômage de masse »? Nous disons qu'il y a les alliances emploi-environnement, les filières vertes, le non-marchand. Tout cela peut contribuer à créer des emplois. Tant mieux, parce que ce sont des emplois non délocalisables, qui correspondent aux qualifications de nos travailleurs, etc. Mais on ne va jamais dire que c'est la solution idéale au chômage, la solution pour revenir au plein emploi. Ce ne sont pas les filières vertes qui vont mettre tout le monde au travail et tout résoudre. Donc ni les forces du marché, ni l'impulsion par les pouvoirs publics de filières de développement, de recherche, d'innovation, de formation, bref, tout ce qui est nécessaire à la bonne vie de la machine économique, ne permettent de répondre au chômage de masse. Donc, soit on se résigne à un chômage de masse, soit on fait autre chose. Et moi je ne vois pas d'autre solution que de renouer avec un mécanisme qui a été interrompu fin des années 60 : le temps de travail n'a cessé de diminuer depuis le début de la révolution industrielle. On est passé progressivement de quarante-huit à trentehuit heures. Pourquoi est-ce qu'on a arrêté ça brutalement? Pourquoi

est-ce que c'est devenu subitement anti-productif, anti-compétitif? Pourquoi ? Ça a bien marché jusque-là. Et ce sont les mêmes arguments qui sont opposés aujourd'hui à la réduction du temps de travail qui étaient opposés à la semaine des quarante heures : « vous allez mettre les entreprises sens dessus dessous, elles vont crever et vous allez mettre plus de gens au chômage ».

**DELPHINE**: Si je ne me trompe pas, il y a eu une réduction du temps de travail jusqu'au choc pétrolier. C'est là que c'est devenu un peu plus difficile, mais les négociations syndicales allaient toujours dans ce sens-là avant.

JACKY: C'est aussi à ce moment que se sont accentuées la mondialisation et la compétition internationale. Ce n'est pas un hasard. Les syndicats ont été sensibles aux arguments du dumping. Attention, vous risquez de perdre des marchés, donc des emplois et vous allez mettre en place une machine infernale qui va provoquer plus d'effets pervers que d'effets bénéfiques. Et comme en même temps les budgets publics se sont appauvris au point de créer des problèmes de déficit énormes et donc une austérité continue depuis, le débat a été de plus en plus difficile. Ecolo se bat contre l'austérité depuis 1981, depuis les premiers gouvernements Martens-Gol, les dévaluations, les sauts d'index, etc. Ça fait plus de trente ans que je radote contre l'austérité. Il faut que votre génération sorte de cette idée que l'austérité est une conséquence de la crise bancaire et financière des subprimes de 2008. Non, en fait, elle nous est imposée depuis 1981. Comme en plus le problème des finances publiques est devenu ce qu'il est, on ne peut même plus ouvrir le débat de la compensation de la perte salariale parce qu'on nous demande où on irait chercher l'argent. Et si tu dis que ce sont les entreprises qui compensent, on va te répondre qu'elles vont toutes tomber en faillite et l'État c'est impossible, donc le débat est directement clos.

**DELPHINE**: Que signifie alors d'être favorable à une autre mondialisation?

JACKY: Oui, évidemment, je suis pour une autre mondialisation. Idéalement oui, mais je ne crois pas que je la verrai de mon vivant. Je

suis pour une mondialisation dans la collaboration, dans l'échange des savoirs, des meilleures expériences, avec de fortes protections sociales, sanitaires, économiques, fiscales. On a d'ailleurs déposé une proposition de loi qui vise à imposer des droits d'entrée sociaux et environnementaux sur les produit importés en Europe de la part de pays qui ne respectent pas les conventions internationales en termes de droit du travail et de protection de l'environnement. Il ne s'agit pas de faire du protectionnisme, mais de dire que si ces pays ne respectent pas les mêmes contraintes que nous en matière sociale, sanitaire et environnementale, ils payeront des droits d'entrée sur notre territoire. C'est le juste échange! Sinon on permet à la Chine d'exporter en Europe des panneaux solaires à des prix qu'aucun pays européen ne peut atteindre. C'est impossible, il faut une dictature avec une absence de droits sociaux et des salaires très bas pour arriver à ce prix de revient.

**DELPHINE**: Et des barrières douanières protectionnistes?

JACKY: Ce n'est pas du protectionnisme, c'est le respect du droit et des conventions internationales. C'est de la concurrence saine. Si un pays ne veut pas respecter ces conventions internationales, c'est son droit, même si ça nous énerve, c'est son droit, mais alors il paye des droits d'entrée aux frontières de l'Europe.

**DELPHINE**: Et sachant qu'il y a de fortes disparités au niveau des salaires, des droits et des conditions sociales des travailleurs entre l'Europe et d'autres continents, est-ce qu'il faudrait des barrières douanières ?

JACKY: Oui, prenons le secteur du textile. Certains scandales ont montré que les plus grands fournisseurs en matière de vêtements exploitent les travailleurs dans des conditions abominables qui ne correspondent en rien aux standards européens. Pour ce genre de situation, il faut des droits d'entrée. Pas question d'importer des t-shirts tachés du sang des ouvriers. Le protectionnisme, c'est taxer un produit simplement parce qu'il vient de l'extérieur et uniquement pour ça. Ce n'est pas ça notre proposition. La nôtre est liée aux conventions internationales. Par exemple, sur les produits importés du Canada qui respectent peu ou

prou à peu près les mêmes contraintes juridiques internationales que nous, il n'y a pas de raisons de percevoir un droit d'entrée. Je prends l'exemple du Canada, mais je pourrais prendre d'autres exemples, des pays d'Amérique du Sud par exemple, etc. Et on ne parle pas des salaires. On parle par exemple d'un pays qui ne respecte pas les droits syndicaux, qui interdit la création de syndicats (mais forcément qui dit syndicat dit négociation salariale évidemment).

DELPHINE: Mais moi j'irais même plus loin, notamment par rapport à la question du chômage. Je me demande si on ne devrait pas revenir à des secteurs d'activités qui seraient plus protégés que d'autres, au-delà des conventions internationales. Et donc à ce moment-là à un certain protectionnisme pour certains secteurs.

JACKY: Notre proposition de loi ne va pas jusque là parce que ce n'est pas du protectionnisme. Et on s'est accroché avec le PS là-dessus au Sénat parce qu'ils veulent noyer le poisson via une résolution sur la « réindustrialisation de l'Europe », un micmac incroyable qui va dans tous les sens. D'autant plus qu'ils savent très bien que leurs demandes sont tellement importantes qu'elles ne passeront jamais chez leurs partenaires de gouvernement. Ils font cela uniquement pour montrer qu'ils ne sont pas inactifs là-dessus. Pour revenir à l'Europe, je ne suis pas opposé à un élargissement de l'UE mais pas avant un approfondissement de la démocratie européenne et de ses institutions. Il faut d'abord repenser le fonctionnement. Que l'Ukraine ou la Turquie, par exemple, rejoignent l'espace européen à l'avenir, ça ne me gêne pas du tout. Mais pas avant qu'on ait changé les modes de fonctionnement de l'Europe. Parce que plus on est, plus c'est difficile de les changer. Il faut rester en dialogue avec les futurs États candidats à l'adhésion, éventuellement créer des mécanismes de coopération renforcée.

DELPHINE: Tu crois qu'en dehors d'Ecolo il y a un souhait des pays à vraiment réfléchir à une uniformisation sociale de l'Europe.

JACKY: Indépendamment du changement des modes de décision du Parlement, du Conseil et de la Commission, se pose la question de l'uniformisation progressive des paysages fiscaux et sociaux européens. Sur la fiscalité, paradoxalement, on a plutôt bien avancé. Par exemple, il y a désormais des échanges automatiques d'informations fiscales. Et bientôt, dès qu'un citoyen européen ouvrira un compte bancaire dans un autre pays européen que le sien, ce pays devra en informer le pays du citoyen européen en question. Ça n'a l'air de rien, mais pour convaincre le Luxembourg, il a fallu ramer. En matière sociale on en n'est pas encore là. Mais il faudra à terme une uniformisation, ce qui est très difficile en matière sociale parce que les systèmes de sécurité sociale sont très hétéroclites en Europe.

**DELPHINE** : Que penses-tu du revenu de base au niveau européen, de l'allocation universelle ?

JACKY: Si la question est à terme d'avoir un salaire minimum garanti commun à l'ensemble des pays membres, je suis évidemment totalement favorable. La question de l'allocation universelle au niveau européen comme au niveau national, je la trouve intéressante parce qu'elle pose de bonnes questions. Et au travers de toutes les réflexions qui découlent de l'idée d'allocation universelle quand on déroule la pelote, des tas de questions sont soulévées : sur l'affectation des revenus, le temps libre, l'implication citoyenne... Comme porte d'entrée pour un véritable débat de société socio-économique et citoyen, je trouve donc ça très enrichissant. Par contre sur l'instauration concrète à terme, que ce soit au niveau national ou européen, je suis totalement convaincu que ce n'est pas possible. Pas seulement pour des raisons financières, mais par exemple, tu le donnes à qui ce revenu? Aux nationaux ou aux résidents? La question est la même que ce soit au niveau belge ou européen. Si tu le donnes à tous les résidents, tu vas aboutir de facto à un renforcement du blocage des frontières. Il n'y aura plus que les hauts revenus et les hautes qualifications qui seront autorisés sur notre territoire. Et ça va restreindre très fortement l'acquisition de la nationalité si tu ne le donnes qu'aux nationaux. Autre question, est-ce que tu déduis cette allocation du montant légal du salaire minimum garanti? Imaginons que l'allocation soit de 700 euros par mois et que le salaire minimum

soit fixé à 1200 euros, ça fait 500 euros que le patron est tenu de payer. Et quand je pose cette question à Van Parijs, il me répond oui. Bingo pour les entreprises alors, parce que l'allocation universelle va être payée par les pouvoirs publics et tu vas décharger une partie des entreprises de leurs obligations salariales. La FEB va applaudir des quatre palmes. Mais l'idée est intellectuellement intéressante parce qu'elle suscite un foisonnement de questions qui interrogent toute notre société : notre rapport au boulot, notre rapport au temps libre, notre rapport à l'investissement associatif : elle nous interroge sur notre façon de vivre en fait. Mais en tant que mesure concrète, je reste très sceptique.

Il y a une question que tu poses dans ton texte et qu'on n'a pas encore abordé, c'est « la fin justifie-t-elle les moyens » ? Tu peux expliciter un peu plus ?

DELPHINE: Oui, en mai 94, tu dis qu'il ne faut pas voir les choses en termes d'opportunité mais de nécessité. Les idées d'Ecolo sont de l'ordre de la nécessité. Par exemple, la crise écologique n'attendra pas. Mais la politique est parfois quand même une question d'opportunité. Par rapport à ce dilemme, quelle est ta boussole éthique pour ne pas céder ? Est-ce qu'il y a des points sur lesquels tu ne céderais pas ? Des compromis que tu ne voudrais pas faire? Et question plus philosophique, la fin justifie-t-elle les moyens?

JACKY : À la première question, la réponse est oui, à la dernière la réponse est non. Et à la question du milieu, à savoir les compromis, les points de ruptures, c'est plus nuancé. Est-ce que la politique est une affaire d'opportunité ? Oui évidemment. En fait les deux, nécessité et opportunité, sont entremêlés. L'opportunité n'est pas incompatible avec la nécessité. Au contraire, la nécessité doit nous pousser à saisir toutes les opportunités. Par exemple, quand en 99 nous est proposée une possibilité de négocier un accord gouvernemental sans les sociochrétiens. À mon sens, le simple fait de virer les socio-chrétiens du gouvernement n'était pas une fin en soi, je l'ai dit, je suis un laïc athée, mais je ne suis pas un bouffeur de curés. Par contre, cette mise à l'écart nous permettait d'enfin régler une série de questions éthiques importantes : le mariage homosexuel, la nationalité, la naturalisation,

le droit de vote, etc. Et donc, ce n'est pas pour rien que la législature 1999-2003 a été une législature d'avancées en termes éthiques. Parce qu'on n'avait pas les chrétiens dans les pieds. On a donc saisi une opportunité parce qu'il y avait une nécessité. Les deux se conjuguent. Quelle est ma boussole éthique ? Quels sont les points sur lesquels je ne céderai jamais? Des compromis, il faut toujours en faire, on n'a jamais 100 % de notre programme. Et même sur chaque point d'un programme, on n'a jamais 100 % de ce qu'on souhaitait dans ce point. Sur quoi ne jamais transiger? Ce qui relève des libertés individuelles. Ce qui relève de l'éthique individuelle et sociétale. On dirait en France tout ce qui relève du pacte républicain, tout ce corpus de principes qui font sens, société et démocratie. Avant 99, j'ai fait abandonner par Ecolo les « points de rupture ». Avant cela, on se présentait aux élections avec une liste de dix ou douze points qui pour nous étaient indispensables et sans lesquels on n'entrait même pas en négociation. Le meilleur moyen pour permettre aux autres de nous évacuer. Il suffisait qu'ils disent non à deux des propositions. On était donc chaque fois balayé. C'était un peu gros quand même. Mais pour prendre un exemple plus précis, je crois qu'Ecolo n'aurait jamais signé un accord de gouvernement qui comportait la mesure qui vient d'être prise sur les chômeurs. Ca, ce ne serait jamais passé devant l'assemblée générale.

DELPHINE : Et le TSCG par exemple ? Il y a eu un gros débat à l'interne d'Ecolo.

JACKY: C'était un débat piégé. Dans les faits, l'esprit du traité était déjà d'application via le six pack, d'autre part, au moment où on a dû le ratifier, le nombre de pays nécessaires pour qu'il entre en vigueur l'avait déjà fait: il était donc déjà en vigueur. Mais c'est devenu un combat symbolique et tout le monde était titillé par l'extrême gauche qui criait aux salauds. On a donc lancé une négociation avec le fédéral et les régions pour faire accompagner cette ratification d'un texte annexe qui dispose qu'en cas de circonstances exceptionnelles, une crise qui s'approfondit brutalement comme ça a été le cas avec la crise bancaire et financière, le respect du TSCG. n'est plus obligatoire. C'est toujours

l'histoire du verre à moitié plein ou à moitié vide. Je ne trouvais pas ça extraordinaire mais en même temps, ce n'était pas dégoûtant, vu que le texte était déjà d'application. C'est déjà pas mal d'avoir obtenu ce qu'on a obtenu et d'avoir sauvé les meubles. Il est plus facile comme le fait le PTB de rester dans sa tranchée et de tirer sur tout ce qui bouge. Il est évident que ce traité est une calamité mais il ne fait qu'appliquer le six pack. C'est quand même un texte qui vient ajouter une couche à l'austérité sans perspective, sans projet. Et enfin, troisième question, la fin justifie-t-elle les moyens ? Non! D'ailleurs, une des premières phrases de notre texte de fondation est « la fin est dans les moyens comme l'arbre est dans la graine » (Gandhi). Donc si tu considères que n'importe quel moyen est justifiable pour atteindre tes fins, tes fins ont beau être aussi bonnes qu'elles sont, l'utilisation de moyens amoraux ou injustes noircit ton objectif lui-même. Ce n'est évidemment pas à prendre au pied de la lettre : on se fait tous des coups fourrés en politique, on n'est pas des anges, mais il y a quand même un cap! Par exemple, le fait de vouloir remporter une campagne électorale n'autorise pas à se corrompre auprès d'entreprises. Même si on peut souhaiter que les écologistes gagnent une campagne électorale, ce n'est pas pour cela qu'on va accepter de l'argent des banques. De toute façon, elles ne nous le proposeront jamais!

DELPHINE : J'ai envie de rebondir sur la question de la communication et de la médiatisation. En 1994, tu dis que la médiatisation c'est la dernière étape du travail politique, que ce n'est que 5 % du temps, qui n'ont de sens que s'il y a 95 % de tripes, de travail, de dossier, de construction de fond. Est-ce qu'on en est encore là aujourd'hui? Est-ce qu'avec la montée en force des réseaux sociaux et des nouveaux médias, mais également la peoplisation du monde politique, on en est encore là ? Et est-ce qu'il n'y a pas une sorte de comédie politique et médiatique ?

JACKY: Est-ce que la communication peut prendre le pas sur le fond et le dénaturer? Quand on voit l'évolution générale du paysage politique, la réponse est oui. Est-ce qu'il y a une peoplisation ? La réponse est oui aussi. Mais je confirme que l'essentiel du boulot est d'abord la

production de fond. Mettre sur la table des propositions, les débattre démocratiquement en interne, les faire examiner par des experts, les confronter à des partenaires syndicaux, associatifs, etc. Puis les adopter après un débat contradictoire et enfin, seulement, les communiquer et établir autour de ces propositions et de ces programmes une stratégie. Maintenant je ne dirais plus que la communication ne prend que 5 % du temps, c'est plus que ça. Mais tu ne peux pas avoir une bonne communication avec un mauvais produit. Il faut donc d'abord produire un bon programme qui puisse donner de l'espoir et convaincre des gens. Et alors après se pose la question de comment le communiquer de la façon la plus efficace, la plus convaincante, etc. Et en ce qui concerne la peoplisation, on ne peut pas dire qu'Ecolo soit tombé dans le travers. On n'a pas encore vu le dos de Jean-Michel, ni les fesses d'Isabelle Durant. Est-ce que c'est de la peopleisation quand Jean-Mi est photographié au stade du Standard? Non, parce que tout le monde sait bien qu'il est supporter depuis qu'il est tout gosse.

**DELPHINE**: Penses-tu qu'il y a un fossé entre ce qui se passe dans un gouvernement ou une négociation et ce qui est communiqué par les partis politiques ?

JACKY: La discussion est beaucoup plus franche et beaucoup plus frontale en négociation qu'en communication. Je crois que quand les gens mentent sur leur programme, ça finit toujours par se savoir. Le MR vient d'en faire les frais avec son « électrochoc fiscal », un article de l'Écho a démontré que c'était une vaste fumisterie sociale qui ne profitait en fait qu'aux revenus les plus élevés. Et puis ils se sont plantés dans les chiffres aussi.

DELPHINE: Et au niveau du cumul des mandats?

JACKY: Rappelons qu'Ecolo n'a pas changé ses règles en matière de cumul, qu'on a réussi notamment au parlement wallon à faire passer imparfaitement et incomplètement notre souhait de non cumul entre bourgmestre et parlementaire. Je dis incomplètement parce qu'un quart de chaque groupe parlementaire pourra continuer à cumuler. C'est une solution qui n'est finalement pas très satisfaisante, pas très lisible,

pas très juste non plus pour les mandataires puisque ça dépendra du résultat qu'ils feront. C'est un peu arbitraire même si cette décision va dans le bon sens. Il y a une série de mandataires actuels qui ne se représentent pas parce qu'ils préfèrent garder leur mandat de bourgmestre. C'est tant mieux : ça a un effet avant même la constitution des listes. Et c'est bien qu'ils se consacrent à leur mayorat. Sur les dérogations que nous octroyons en interne, c'est du cumul dans le temps, ce n'est pas du cumul de différents mandats en même temps. La règle chez Ecolo c'est : pas plus de deux mandats successifs, sauf dérogation au deux-tiers et motivée par le conseil de fédération. D'une part si on prend l'histoire du conseil de fédé depuis quelques années, il y a un tas de dérogations qui sont refusées. D'autre part, il y a une série de mandataires qui arrivent au bout de leur deuxième mandat qui n'osent même pas demander de dérogation parce qu'ils sont convaincus à tort ou à raison que le conseil de fédération n'acceptera pas leur dérogation. De même, en termes de rotation, si on prend l'exemple du poll Europe où Philippe Lamberts l'a emporté sur Isabelle Durant, même la presse nous a reproché ce vote. Malgré le nombre de voix d'Isabelle, l'assemblée a dit que ce serait Philippe, en étant consciente que Philippe ne ferait probablement pas autant de voix qu'elle. Les membres ont voté en âme et conscience. Et je trouve que le vote est respectable malgré ce qu'en a dit la presse. À la limite si c'était Isabelle qui était passée, la presse aurait titré le lendemain qu'Ecolo était un parti comme les autres. Prenons également le cas de Huy-Waremme en termes de rotation : c'est un jeune militant qui a été préféré au parlementaire sortant. Et ça a fait du ramdam et en ce compris dans la presse à nouveau. Et puis enfin, quand on observe la rotation des groupes parlementaires depuis 81, on constate qu'on est le parti qui est de loin celui qui a le plus de rotations de ses parlementaires. Pour ne pas parler des conseillers communaux où la rotation est terrible. Et j'aime autant te dire que pour obtenir deux tiers nécessaires à une dérogation au Conseil de fédération ce n'est pas facile! On pourrait avoir des doutes si c'étaient les membres de la régionale du parlementaire qui lui donnaient la dérogation en se disant que c'est son fief, etc. Mais au Conseil de fédération, le

délégué de Tournai n'a pas le même rapport avec le parlementaire qui vient de Liège! Il décide selon son bon vouloir. Et puis il y a aussi des parlementaires qui ne font qu'un seul mandat.

# ECOLO ET LA PARTICIPATION AUX EXÉCUTIFS

**CAROLINE SAAL** 

## Questions à Jacky Morael, secrétaire fédéral d'Ecolo

Depuis mardi, et jusqu'au 11 décembre, nous consacrons une page par jour aux « questions aux présidents ». Ces questions, ce sont les lecteurs qui nous ont demandé de les poser. Dans l'abondant courrier et dans les coups de téléphone recus, nous avons fait une sélection libre. Les questions les plus fréquentes ont bien sûr été retenues bour tous les partis. Au-delà, nous avons tenu compte de la spécificité du parti, pour poser les questions les plus éclairantes. Nous avons aussi cherché à aborder l'un ou l'autre sujet difficile et inattendu. Le style est oral. Pour éviter au maximum les fastidieux développements techniques et les écrans de fumée, nous avons demandé aux présidents de répondre aux questions au téléphone, du tac au tac. brièvement. Malgré la difficulté, ils ont accepté la formule. Tous ont donc été placés dans les mêmes conditions. L'ordre de passage est celui du tirage au sort des numéros de listes. Du Parti Communiste, nous passons donc aux Ecolos. Jeudi sera

le jour du C.V.P.

**VOS QUESTIONS** 

Page réalisée par Thierry Evens.

### « Ecolo défend une certaine idée de la qualité de la vie... »

rouvez-vous qu'on paie trop d'impôts en Belgique ?

- Une série de personnes peuvent, à juste titre, estimer payer trop d'impôts. D'où le projet de réforme fiscale présenté par le gouvernement. Cela dit, en politique, il y a toujours un critère de priorité. Vu la faible marge budgétaire dont l'Etat dispose actuellement, il y a d'autres priorités à affronter plus vite.

On peut considérer qu'un million de personnes sont exclues du circuit socio-économique normal: Il y a environ 940.000 demandeurs d'emploi et 44.000 personnes au minimex. Priorité à eux. La fiscalité doit être considérée comme ce qu'elle est: un instrument de politique économique. Elle doit servir à un programme qui s'adresse à ces gens-là.

### LES CHIENS CONSOMMENT

- Accepteriez-vous une augmentation substantielle de la taxe sur les chiens ?

Question inattendue! Euh... Pour nous, la fiscalité, outre son caractère de redistribution des revenus, doit aussi servir à pénaliser des activités qui sont des nuisances. Alors, les chiens sont-ils ou non des nuisances? On pourrait dire oui. Ils dégradent l'environnement, surtout en ville. Pas besoin de vous faire un dessin... Ils consomment aussi des quantités importantes de nourriture. Cela dit, les animaux de compagnie ont une fonction sociale qu'il ne faut pas gommer. Ils sont, malheureusement. pour toute une série de personnes quelque chose d'appréciable dont on ne peut les priver.

- Etes-vous favorables à l'allocation pour la femme ou l'homme au foyer ?

- Non. Mais il faut permettre que des gens, à un moment donné, décident de faire une pause pour une raison qui leur est propre: parfaire leur formation, s'occuper d'un enfant, aménager leur logement, etc. Nous avons proposé d'étendre le droit à la pause-carrière au secteur privé et de porter l'indemnité el 10.000 à 20.000 F.

### UN SEUL REGIME DE PENSION

- Comment pensez-vous garantir le paiement des pensions dans les années à venir ?

- On agite cet épouvantail pour le moment et c'est vrai que c'est un problème grave. Cela dit, nous constatons que la quantité de richesses produites chaque année dans le pays ne diminué pas. Au contraire. Donc, la redistribution peut toujours avoir lieu.

### L'avortement doit être une question de parlement et pas de gouvernement.

Se pose alors le problème de l'évolution démographique. Il est clair que le nombre de jeunes actifs va diminuer par rapport aux pensionnés. Il va falloir avoir une approche globale du problème. Nous avons fait une proposition ferme : uniformiser le régime des pensions et instaurer progressivement un régime unique. Il y a des dipurités inacceptables. Pour nous.

c'est un prealable.

- A quel moment commence le droit à la vie ?

- C'est un problème philosophique. On ne peur pas coller en la matière une étiquette à un parti. La question de la dépénalisation de l'avortement, puisque c'est de ça qu'il est question, traverse tous les partis. C'est une bonne chose. C'est une question d'éthique: pas question d'imposer une discipline en la matière.

pline en la matière.

A Ecole existe une position majoritaire. Un: l'avortement est toujours un échec, c'est une chose à éviter. Deux: nous n'avons pas le droit d'imposer à la femme une vision plutêt qu'une autre de ce qu'elle doit ou ne doit pas faire. Nous sommes donc majoritairement favorables à une dépénalisation. Et trois: surtout, cela doit être une question de Parlement et pas de gouvernement.

### LIBERTE DES PERSONNES

 Comment conciliez-vous cette position en faveur de la dépénalisation avec votre attitude tendant à respecter l'être vivant en général?

Il y a un principe incontournable qui est le principe de la liberté des personnes. Les femmes ont le droit de décider de leur avenir. C'est du ressort de la femme et de son partenairre, et je pense que personne n'a da s'immiscer dans les décisions que ces gens peuvent prendre.

 Ouelle serait votre position en cas de débat sur l'euthanasie ?

 Difficile de donner comme ça une position abrupte sur l'euthanasie. Ce qui nous semble en tout cas très dangereux. c'est une certaine forme d'acharnement thérapeutique, qui pose à la limite beaucoup plus de problèmes que l'eutha-nasie elle-même.

### LA PROVINCE

### C'EST DEPASSE

- Quelle est votre position sur le fédéralisme provincial ?
- Il est clair que l'échelon provincial ne correspond plus à rien de très efficace dans ce pays. La province est un outil depassé, lourd, vieillot, antidémocratique. C'est une abomination à supprimer.
- La question du fédéralisme ne se pose pas dans ces termeslà. Entre le cas extrême du fédéralisme à deux et l'autre extrême du fédéralisme à neuf, il peut se trouver des solutions médianes. Nous sommes favorables à un fédéralisme qui donne d'abord à Bruxelles un statut propre, dans le sens de l'accord conclu avec Agaley.
- On se dirige vers un fédéralisme à trois. Mais, comme on va au-devant d'une nouvelle

grand-messe communautaire, il n'est pas bon, il n'est pas sain, il n'est surtout pas effica-ce que chaque parti s'amène avec des préalables dont il ne veut pas sortir.

- Quatre niveaux de pouvoir en Belgique - Etat, régions, provinces, communes - est-ce bien nécessaire ?
- Vu la complexité de la réalité belge, on peut difficilement. y échapper. Ce qui n'est pas sain, c'est que ce soient les mêmes personnes qui participent aux différents pouvoirs. La double, voire triple casquette de certains parlementaires pose problème.
- Etes-vous prêts à reconnaitre la primauté du Parlement européen sur les parlements nationaux?
- Pour les matières qui sont de compétence européenne, oui évidemment. C'est essentiel à la réalisation de l'Europe fédérale, l'Europe des régions dont nous sommes partisans.

### DEFENSE CIVILE

- Vous souhaitez que la Belgique quitte l'Otan. Dès lors, comment assurer sa défense? Est-ce que cela ne coûterait pas beaucoup plus cher ?
  - Nous souhaitons que la Bel-

gique quitte l'organisation mi-litaire de l'Otan. Conséquences immédiates : retrait des seize missiles déjà installés, retrait des troupes belges en Allemagne, retrait des troupes étrangères sur notre sol, refus du transit d'armes étrangères en Belgique. Nous resterions membres du Traité de l'Atlantique Nord. Cette position de désarmement raisonnable me paraît la plus juste.

Quant au coût, je crois que la défense n'est pas une question de coût. Quand un Etat ou une nation se donne un objectif prioritaire, elle y consacre les movens nécessaires. Progressimoyens nécessaires. Progressivement, notre pays devrait se diriger vers une défense civile. Pour cela, nous avons par exemple déposé une proposition de loi dur ternée une corraine forme d'objection fiscale : les gens en despectant avoir se un arrements nourraient refuer mements pourraient refuser d'affecter leur part de l'impôt à ce programme. Leur part servi-rait à la création et au financement d'un institut pour la paix, qui serait notamment charge de mettre en place un programme progressif de défense civile.

### lutter contre la drogue ?

- La drogue pose le problème de l'exclusion sociale. Il y a à peu près un million d'exclus dans ce pays, des perspectives tout à fait bouchées pour les jeunes. Il faut donc s'attaquer de front à l'exclusion sociale, via notamment une réduction du chômage par un partage radical du temps de travail. Il faut aussi développer une poli-tique de prévention à l'égard de la jeunesse.
- Etes-vous favorables à une diminution du temps de travail avec une réduction proportionnelle de la rémunération ?
- Non. Il n'en est pas question. Depuis 1981, les salariés ont perdu environ 15 p.c. de leur pouvoir d'achat. On ne peut plus leur demander au-jourd hui de faire un effort supplémentaire de solidarité, qui amputerait encore leur pouvoir d'achat. Ce serait insupporta-

Nous avons fait des propositions, d'ailleurs plutôt bien accueillies, pour partager massivement le temps de travail. Côté travailleurs, notre idée consiste à accorder à toute personne qui accepterait de passer à trois quarts temps, un crédit d'impôts de 5.000 F par mois, directement disponibles, puisque retiré du précompte professionnel. En conséquence, les personnes qui ont un revenu inférieur à 40.000 F par mois ne perdraient rien; pour un re-venu de 40.000 à 50.000 F. ils perdraient 500 F; et de 50.000 à 55.000 F, ils perdraient à peu près 1.000 F par mois. Autre-ment dit, 60 p.c. des salariés pourraient adopter le trois quarts temps en perdant au maximum I.000 F par mois. Il y a d'autres mesures dans ce plan, mais qui concernent le volet patronal.

### AFFRONTER DE L'EXTERIEUR

- Ne seriez-vous pas plus efficaces en infiltrant les partis traditionnels?
- Bonne question. Non. C'est un non catégorique. Les partis traditionnels se sont ouverts à certaines nécessités. Ils se sont rendus compte que la protection de l'environnement est une donnée de base électoralement parlant. Mais Ecolo n'est pas qu'un parti de protection de l'environnement, loin de là. Nous sommes plutôt les défenseurs d'une certaine idée de la qualité de la vie.
- Cela implique bien sûr le droit à un environnement sain, mais aussi le droit à un travail et pas à n'importe quel travail, pas avec n'importe quel reve-nu. C'est aussi le droit à l'expression via le référendum, via l'interpellation dans les con-

### Infiltrer les trois formations traditionnelles, ce serait affronter une logique de l'intérieur.

seils communaux. C'est aussi le droit à l'information, etc.

- Le fait est que le projet de société porté par Ecolo n'est pas viable s'il ne remet pas en question la logique même de la société qu'on vit depuis vingt ou vingt-cinq ans. Donc, infiltrer les trois formations traditionnelles, ce serait affronter une logique de l'intérieur. Ce n'est pas notre stratégie. Nous voulons affronter cette logique de l'extérieur et, le plus claire-ment possible, essayer de pro-voquer la comparaison, un affrontement des idées.
- Au lendemain des élections, est-ce que vos colleurs d'affiches deviendront des décolleurs ?
- D'abord, on n'a pas encore collé. (N.d.l.R. : Interview réalisé le 26 novembre.) Les trois partis traditionnels, et en tout cas le P.R.L. ici à Liège puisque c'est ce que j'ai sous les yeux, mènent une politique de collage tout à fait démente. On voit le P.R.L. partout, c'est incroyable. Ce n'est pas à nous de devenir en plus les décolleurs d'affiches du P.R.L. Nous allons coller proprement, avec des consignes strictes, sur les panneaux reservés. Puisque nous collons en toute légalité, pourquoi de-vrions-nous aller décoller les affiches des autres ?

### NEUFCHÂTEAU-VIRTON, 1986, ÉPOQUE HOULEUSE.

En 1986 se posent pour les écologistes les questions des règles de négociation, de pré-accord, de participation aux exécutifs : qui discute de quoi ? Avec qui ? Si je simplifie, il y a deux grandes tendances. Une incarnée par Paul Lannoye qui vise l'équilibre entre réaction à l'actualité et débat démocratique interne, et qui souhaite une répartition claire des tâches dans le fonctionnement interne entre une démocratie représentative (incarnée par le secrétariat fédéral) et une démocratie directe (grandes options, les courants) - ça pose aussi la question du temps disponible pour faire de la politique (j'y reviendrai). En face, les opposants à cette motion (surtout issus de la régionale de Bruxelles) considèrent qu'Ecolo est avant tout une force d'opposition et que son action dans les institutions doit demeurer une priorité secondaire. Ces deux approches illustrent des rapports différents à la politique et à ses lieux d'action, à sa temporalité (la progressive contagion culturelle ou l'action institutionnelle plus directe), aux interlocuteurs (les uns regardent vers les institutions, les autres vers les citoyens, en clivant grossièrement).

C'est ce jour-là que tu deviens secrétaire fédéral. Si on en croit les observateurs externes (Delwit, Goldman...), lors d'une période tendue. Tu me répondras sans doute : dans une ambiance de clarification aussi, dure mais salutaire. Quel était ton état d'esprit à ce moment-là ? Quel est ton regard actuel sur cet épisode ?

Cette motion exprime, illustre des questions qui semblent faire partie de l'identité des écologistes (je ne dis pas encore que c'est une bonne ou une mauvaise nouvelle) :

• Le rapport aux interlocuteurs à privilégier demeure une vraie question pour nous. En période de participation gouvernementale (en tout cas, celle-ci), le spectre de la participe-opposition n'est jamais très loin. D'un côté, ceux qui « montent » au pouvoir et tentent d'appliquer le programme avec toutes les règles de la coalition, avec les rapports de force en présence, les relations interpersonnelles, les compromis de l'ombre... De l'autre, ceux qui se posent, depuis l'externe, en garants du programme écologiste, de nos valeurs, et vont critiquer,

parfois (souvent ?) publiquement, le travail accompli. C'est à la fois sain d'avoir une base active, c'est parfois clairement agaçant, cette incapacité de ne pas laver son linge sale en famille. Se pose la question de nos institutions démocratiques internes et de leur valorisation, de leur publicité. Non qu'elles soient opaques, mais peut-être doit-on repenser la manière dont elles sont présentées aux membres. Dans cette motion, il y a la volonté de ne plus partir de principes désincarnés pour présenter notre programme. La désincarnation touche aussi le fonctionnement du parti (en dehors de la coprésidence).

« Refuser d'être la bonne conscience de la gauche et transcender le débat gauche-droite », écrit la motion. Le cerveau aime le binaire, c'est un fait. Bien ou mal, vrai ou faux, le jour et la nuit, noir ou blanc... En politique, ça se traduit par le dualisme gauchedroite, éventuellement complété par celui opposant conservateurs et progressistes. C'est ce qui explique probablement encore qu'aujourd'hui, presque 30 ans après cette motion (30 ans !), il est encore régulièrement demandé à Ecolo où il se situe sur cet axe. La réponse « au-dessus » ne satisfait pas (nous sommes soupçonnés de langue de bois, de ne pas vraiment vouloir dire qui nous sommes, de ménager notre électorat volatile, etc.). C'est particulièrement compliqué parce que les concepts changent et ne sont pas définis de la même manière aussi bien dans les milieux politisés que dans ceux qui le sont moins. Gauche et droite sont des mots que l'électeur définit en fonction de son expérience, de son ressenti. Les écologistes ont beau être sincèrement convaincus qu'ils sont « autre chose », ils réussissent difficilement à ouvrir ce débat-là. A un point tel que, par souci de clarté en communication et par attachement à des valeurs progressistes, le débat pour savoir si nous devons assumer à coups de slogan notre proximité de la gauche revient inlassablement. Le Manifeste politique adopté en juin 2013 a trouvé une bonne formule : nous sommes les héritiers de la gauche. Si la gauche et ses réponses suffisaient, si l'axe gauche-

- droite englobait toutes les préoccupations et toutes les réponses politiques possibles, nous ne serions pas apparus.
- Parti ou lobby? Avec l'augmentation des scores, la question se pose. Nous venons de la société civile, des mouvements associatifs, de la contestation. Il faut finalement s'interroger sur ce que nous ferons avec un pourcentage de poids. Lobby? Non, parti. Mais en retour ininterrompu vers la société civile. C'est resté une réalité, liée à notre conception de la démocratie. Les Ecolos, c'est « il faut demander aux gens et partir de là ». Rupture avec le monde politique traditionnel mais prêt à prendre ses responsabilités. Aujourd'hui, cette prise de responsabilité, accepter le compromis, est vite taxée de « traditionnelle ».

Cette question de la participation et de ses conditions s'est posée à nouveau lors de la rédaction du Manifeste d'Ecolo en 2013. Le passage concerné, qui réaffirmait notre identité d'acteurs politiques mais qui rappelait qu'accepter le pouvoir réclamait la certitude d'y influer, n'a finalement pas été accepté par les militants parce que ce discours était considéré comme inutile. Néanmoins, la rédaction de ce passage comme le débat qu'il a créé montre que la méfiance des militants écologistes vis-à-vis du pouvoir, des gouvernements, existe toujours bel et bien. Cette méfiance me semble compréhensible parce que, pour le dire simplement, nous sommes attachés à la démocratie et que le système politique actuel ne répond pas à notre définition de celle-ci. Sa tendance oligarchique, ce que les écologistes appelaient la confiscation du pouvoir dans la déclaration de Pérulwez-Louvain-la-Neuve, est sans doute ce qui encourage les uns à choisir le rejet complet du système, et ce qui motive les autres à profiter des leviers du système électif pour infléchir la démocratie dans le sens d'une recherche d'un intérêt général, qu'ils ne confondent pas avec le dogme des « Marchés ».

### LES INTERVIEWS DE JACKY MORAEL SUR CES SUJETS

Une question que les journalistes, les citoyens, mais aussi les hommes politiques nous posent encore aujourd'hui (Libre Belgique, 02/12/87): nous, les écologistes, ne serions-nous pas plus efficaces dans les partis traditionnels, en les infiltrant? La réponse de Jacky, qui n'a pas cillé en 27 ans est un non catégorique : « Ecolo, pas un parti de l'environnement, mais celui d'une certaine qualité de vie », « nous voulons provoquer la comparaison, un affrontement des idées ». C'est fou, on semble être le seul parti à devoir justifier notre existence. Pourtant, les dossiers du photovoltaïque et des éoliennes, notre gestion, nos ambitions et les réactions de nos partenaires, ne montrent-ils pas combien Ecolo n'est pas un ersatz de parti?

La politique prend du temps. Elle doit, pour être efficace, le devancer. C'est ce constat, qui n'a de cesse de s'amplifier, qui pousse Ecolo à modifier son fonctionnement interne. Inconsciemment ou non, les écologistes cristallisent quelque chose autour du temps : nous sommes pressés devant l'urgence du réchauffement climatique, nous travaillons tous trop pour le parti, nous semblons toujours débordés, en manque de temps, nous pensons qu'on n'a pas le temps d'attendre le changement culturel (d'où le choix du parti et pas du lobby) et... nous revendiquons une meilleure répartition du temps de travail. Nous voulons que plus de temps soit alloué à une vie citoyenne. Ne pas limiter la démocratie au droit de vote est nécessaire aux écologistes pour faire percuter leurs idées et pour participer plus sereinement aux exécutifs. Nous devons garder le cap d'une politique qui ne se réduit pas à des slogans. Pour certains dossiers, extrêmement complexes, nous souffrons de ne pas avoir de tribune adaptée à l'explication de ce qu'est la politique, des choix que nous faisons, de leurs réelles conséquences, etc.

### ENTRETIENS CAROLINE SAAL - JACKY MORAEL - 1ER FÉVRIER 2014

### ECOLO ET LA PARTICIPATION AUX EXÉCUTIFS

JACKY : Quelles impressions générales retires-tu de la lecture de la revue de presse ?

CAROLINE : C'était très gai de retourner dans ces documents. D'autant plus qu'à cette époque, moi, j'étais un bébé. Et toi, tu portais déjà un tel message il y a dix, vingt, trente ans. C'est un message qui n'a pas beaucoup changé. C'est fou de voir à quel point on dit la même chose depuis autant de temps. Je vais faire un lien avec le Larzac. Lorsque José Bové est venu à Liège il y a quelques temps, il m'avait dit quelque chose que j'ai retenu: nous sommes aujourd'hui, en tant que militants, habitués à faire des actions « one shot ». On fait des petites choses les unes après les autres. Et lui disait que le Larzac est un militantisme de long terme auquel on n'est plus trop habitué. Un combat comme on n'en voit plus beaucoup aujourd'hui et qui dure des dizaines d'années. On est en fait en train de se dire les mêmes choses et de dire à l'extérieur les mêmes choses depuis tout ce temps. Pour nous qui sommes plus jeunes, c'est un peu une découverte. Peut-être allons-nous devoir également raconter la même chose tout le temps. C'est intéressant de le savoir, d'en prendre conscience, mais c'est aussi un peu flippant. C'est peut-être parce que nous, on a grandi dans une société où le rapport au temps se résume à « tout va très vite tout le temps ».

JACKY: C'est une impression unanime et que je partage aussi. On pourrait en tirer des conclusions soit pessimistes - à savoir que ça fait trente ans qu'on radote - soit plus optimistes. Voyons aussi tout ce qui a changé depuis qu'on est là : l'éthique en politique, le financement public des partis, le contrôle des dépenses électorales, le non cumul, etc. Ce sont toutes des choses qui paraissaient venir de mars au moment où on les exprimait dans les années quatre-vingts et qui sont aujourd'hui devenues force de loi et admises par quasiment tout le monde. On peut

aussi évoquer le fédéralisme, comme on en a parlé avec Jonathan. Quand on se présente pour la première fois avec nos nonante propositions aux élections législatives de 81, on parle du fédéralisme intégral, qui sera coulé dans les réformes de la Saint-Michel et de la Saint-Quentin en 91-92. Donc, il y a des trucs qui ont changé. Je ne parle même pas de nos acquis dans les gouvernements fédéraux et régionaux. Ce qui me conforte positivement, c'est que notre système de pensée est resté le même. Bien sûr actualisé, mais la grille d'analyse est globalement la même.

CAROLINE : Ça montre en tout cas une certaine cohérence. Moi je ne vois pas ça de manière négative. Je vois plutôt ça à travers le prisme du rapport au temps. Notre génération, c'est la génération MTV, avec plein d'images qui sont diffusées super vite, avec Facebook, Twitter, avec un rapport au temps qui est vraiment très différent. C'est intéressant de voir qu'il y a d'autres temporalités. Ça permet de relativiser des combats dont on a l'impression qu'ils n'avancent pas vite. Alors qu'au final ça avance. La politique et le changement culturel, ça prend du temps. Ça doit aussi être un peu un défaut professionnel puisque ma thèse porte beaucoup sur les questions autour du temps et des temporalités.

JACKY: Comme tu l'indiques dans ton texte, la construction interne du parti a une grande influence sur l'externe. Par exemple, la motion de Neufchâteau-Virton peut être analysée à la fois sous un angle strictement interne et sous un angle externe. Elle a été rédigée par Paul Lannoye et moi en mettant l'accent volontairement sur des mots, en les choisissant, pour faire enrager l'extrême gauche d'Ecolo de l'époque.

**CAROLINE**: C'est vrai?

JACKY: Ah oui, oui, on calibrait nos phrases pour leur donner un sens qui dépasse le vote et qui puisse durer dans le temps, mais on savait que le choix des mots et des locutions allait les faire enrager. C'était a priori un enjeu strictement interne, mais ça été d'une importance primordiale dans le développement et le positionnement d'Ecolo par la suite et donc sur la société politique dans son ensemble.

CAROLINE: C'est très intéressant de savoir ça parce que ce genre de chose n'est pas écrite. Donc c'est ce qu'on ne sait pas, ce qu'on ne dit pas par rapport à un texte qui est écrit. J'ai lu Delwitt et De Waele et j'ai retenu de leur analyse qu'il y avait deux grosses tendances. L'une incarnée selon eux par Paul Lannoye et la tendance en face semblait être la régionale de Bruxelles. Et donc toi tu me dis qu'avec Neufchâteau-Virton vous avez voulu mettre les extrême dehors.

JACKY: Oui et on a réussi d'ailleurs. Dans les semaines et les mois qui ont suivi le vote de cette motion, ils sont tous partis. Il serait plus correct de dire qu'une bonne partie de ce courant d'extrême gauche, qu'on pourrait qualifier de ptbiste aujourd'hui, se trouvait, pour des raisons plus sociologiques, représenté plus au sein de la régionale de Bruxelles. Mais ce n'était pas l'entièreté de la régionale de Bruxelles.

**CAROLINE**: Comment est-ce que tu te retrouves à rédiger cette motion avec Lannoye? Tu en étais où au sein du parti à ce moment?

JACKY: Moi, j'ai d'abord milité au sein des Amis de la Terre fin des années 70, où j'ai même animé leur émission de radio, sur la radio des étudiants liégeois d'ailleurs, 48 FM, qui existe toujours. Mais via José qui était mon prof de géo, j'avais déjà rencontré Paul et d'autres au sein des Amis de la Terre de Liège, avant même qu'Ecolo ne soit créé. Donc, j'étais déjà adhérant aux Amis de la Terre avant de venir chez Ecolo. Pour moi, ça me paraissait d'un naturel absolu. En plus, je venais d'une commune socialiste, Herstal-Vottem et j'étais dégoûté comme beaucoup de jeunes de la commune d'ailleurs. Donc pour moi, il n'y avait aucune hésitation.

CAROLINE: Et Paul Lannoye, il venait d'où?

JACKY: Paul avait déjà un parcours politique important et beaucoup plus chargé historiquement. Il a d'abord été chercheur universitaire en énergie. Et puis membre actif du Rassemblement Wallon avec François Perrin au même titre que d'autres membres du RW qui figureront aussi dans les membres fondateurs d'Ecolo.

**CAROLINE**: Et donc tu le rencontres comment?

JACKY: Je le rencontre d'abord à Liège lors d'une réunion organisée par José, rue Grandgagnage, au premier local des Amis de la Terre. Je m'en souviens très bien, on était trois ou quatre. Le courant passe très vite. Puis durant mes études à l'ULg, je deviens secrétaire local de Herstal, puis secrétaire régional de Liège, puis assistant parlementaire de José. Et puis je participais aux conseils de fédération et donc je voyais Paul au moins une fois par mois. Et puis en 1986, Paul m'a contacté pour monter une nouvelle équipe pour le secrétariat fédéral en me proposant d'en être. Après avoir pris l'avis de José qui m'a dit à l'époque : « fais ce que tu veux », j'ai décidé de m'engager dans cette aventure avec Paul et en même temps de rédiger la motion de Neufchâteau-Virton. Et cette motion a été votée le même jour que l'élection du nouveau SF.

CAROLINE: Ça a dû se faire dans une ambiance dure non? Quand on lit Delwit, on a l'impression qu'il y a quelque chose qui est en train de se passer, mais on ne sait pas vraiment quoi.

JACKY: C'est paradoxal parce que moi j'en garde un très bon souvenir. Pour moi, c'est un souvenir d'euphorie. Parce qu'il y avait une partie de la salle qui gueulait.

CAROLINE: C'est vrai? Qui gueulait quoi?

JACKY: Qui gueulait « trahison », « propos de droite », « conservatisme », enfin tu vois le genre. C'était l'extrême gauche qui se sentait comme provoquée par une muleta dans une corrida. Et plus ils s'énervaient, plus Paul et moi on jubilait. C'était exactement l'effet qu'on voulait provoquer, indépendamment du texte qu'on peut relire aujourd'hui. Indépendamment de son contexte, le texte est très bon : on avait veillé à faire un texte cohérent et qui puisse durer dans le temps.

CAROLINE: Moi quand je le relis aujourd'hui, je m'y retrouve.

JACKY: On pourrait le revoter aujourd'hui sans problème, oui. Mais en même temps, on l'a rédigé de telle manière que certains mots provoquent

à tel point l'extrême gauche qu'elle n'avait plus aucun choix si le texte était voté, que de quitter Ecolo. Et c'est ce qui s'est produit.

**CAROLINE**: Mais cette frange, ça représente quoi à ce moment-là ? C'est se désolidariser de combien de personnes ?

JACKY: Mais comme toujours avec l'extrême gauche, c'est ultra-minoritaire, mais ultra-présent physiquement et oralement dans les réunions. Ce sont des gens qui écrivent beaucoup, des contributions, des manifestes, etc. Ils hurlent dans les réunions et donnent l'impression à trois ou quatre dans une réunion de vingt qu'ils sont quasiment majoritaires.

CAROLINE : C'est marrant parce que cette caractéristique est toujours la même actuellement dans les mouvements d'extrême gauche. Et ces personnes, tu sais ce qu'elles sont devenues ou pas ?

JACKY: Ces personnes ont toutes pratiquement disparu des écrans radars. Bon ce n'était pas l'extrême gauche héritière du stalinisme, c'était plutôt l'extrême gauche soixante-huitarde, libertaire, anti-capitaliste, en résumé bordélique et néanmoins prétentieuse et sans concession. C'était non seulement ingérable, c'étais insupportable. Impossible de construire quoi que ce soit.

CAROLINE : J'ai l'impression qu'on passe notre temps à avoir ce débat entre ceux qui veulent camper sur des positions radicales et qui peuvent parfois être déçus de la ligne du parti et ceux qui disent qu'on doit être radical dans nos propositions et notre action, mais qu'on doit également séduire pour pouvoir réaliser des réformes structurelles. Est-ce qu'on a, depuis trente ans, convaincu beaucoup de gens de cette ultra gauche ? Est-ce qu'on en a déçu beaucoup ou est-ce que c'est toujours les mêmes qui gueulent ?

JACKY: Ça soulève plusieurs questions. Est-ce qu'on a déçu des gens? Oui, c'est sûr. Et bon nombre de personnes. Ce n'est pas un hasard si Paul Lannoye, Martine Dardenne, Georges Trussart, Théo Bruyère, Raymond Yans, nous ont quittés. Ce n'est pas un hasard si ces gens sont partis à un moment ou un autre. Ce sont tous des héritiers des événements de mai soixante-huit. Moi j'étais trop jeune à l'époque,

j'en avais une vague connaissance mais je ne l'avais pas vécu dans mes tripes. Mais eux ont vécu ces événements de près, et donc ils sont arrivés en politique avec une certaine forme de radicalité. Et il y a deux formes de radicalité. Il y a la radicalité au sens extrémiste du terme, c'est-à-dire proposer l'exact contraire de ce que le commun des mortels politiques propose. C'est très confortable et très agréable pour l'égo. Et il y a la radicalité au sens de s'attaquer aux racines des problèmes. Et je trouve que – quelle que soit l'opinion qu'on a d'Ecolo aujourd'hui - quand Nollet s'attaque à la tarification de l'électricité, quand Henry s'attaque à l'aménagement du territoire, avec le CODT, c'est s'attaquer à la racine des problèmes. Recréer une Wallonie à partir des noyaux d'habitat, ça remet en question toute la mobilité, tout l'aménagement du territoire, l'implantation des activités économiques. À partir de ce fil-là, tu déroules tout le développement économique et territorial de la Wallonie. Et pourtant personne n'a jamais dit que Philippe Henry était un fou-furieux révolutionnaire. Et l'extrême gauche ne fait aucun commentaire là-dessus, parce qu'elle n'a simplement pas compris. Ils ont ajouté une couche verte dans leurs programmes, mais c'est tout. Ils n'ont pas compris la radicalité au sens RACINES de l'action d'Ecolo. Et moi je préférerais toujours cette forme de radicalité profonde à la radicalité superficielle qui est très facile. Il n'y a rien de plus facile que ça. Et donc s'il y a une leçon à retenir, pour des jeunes et des jeunes du parti, c'est que la radicalité ne se mesure pas aux décibels ou aux cris qu'on suscite. Il y a parfois des formes de radicalité plus feutrées mais qui touchent aux mécanismes de fond qui structurent notre société. Ce sont des révolutions de velours.

caroline: Comment est-ce qu'on fait pour montrer qu'on réalise des révolutions de velours? Parce que pour certains — prenons un exemple extrême comme Eerdekens - on paraît pour des chieurs qui chipotons sur des dossiers. On a une image de Khmers verts. Et pour d'autres — à l'autre extrême - on est un parti comme les autres. Donc soit on n'est pas assez extrême soit on l'est trop. Et je trouve que c'est quelque chose qui nous colle un peu à la peau. Je n'ai pas l'impression qu'il y ait d'autre parti qui vive ça. C'est embêtant.

JACKY: Je pense que c'est une contradiction existentielle et insoluble. On sera toujours pas assez à gauche au regard des révolutionnaires d'extrême gauche qui voudront toujours nous damer le pion par de la surenchère dénonciatrice. Mais autant en 1986 on disait qu'on ne devait pas être la bonne conscience de la gauche, autant on ne doit pas non plus être l'otage de l'extrême gauche. Ce n'est pas à elle de nous dicter notre agenda et de nous dire qui on est. C'est une émancipation qu'on doit trouver. Ils existent, ils sont, comme le dit Magnette, les héritiers d'un mouvement de fond depuis la seconde guerre mondiale : les partis communistes ont toujours existé surtout dans les bastions industriels comme Charleroi et Liège et ils ne font que capitaliser sur ce courant historique contre lequel on ne peut rien. Ce n'est pas grave. Et même si des gens nous quittent pour les rejoindre, ce n'est pas grave. Ils seront de toute façon dans une autre histoire que la nôtre. Et inversement, on sera toujours perçus comme des emmerdeurs par d'autres partis qui sont plus au centre. Parce que ces partis ont l'habitude des petits arrangements entre amis : je te donne ça, tu me donnes ça, sans jamais mettre en œuvre ce que j'appelais des politiques radicales qui s'attaquent à la racine des problèmes. C'est parce qu'on s'attaque à la racine des problèmes qu'on les dérange. Et on sera toujours perçus comme pas assez revendicatifs par d'autres.

CAROLINE: Ce que je trouve frustrant avec un certain électorat de gauche, c'est que ceux d'entre eux qui nous quittent, ne nous quittent pas pour les bonnes raisons. Moi je suis quand même fière d'être dans un parti qui bosse, qui se fixe des objectifs à atteindre et qui obtient des choses. Tout cela aussi bien en dialoguant avec les autres partis qu'en allant consulter régulièrement la société civile et les citoyens. L'épisode du vote sur le TSCG, c'est très frustrant et ça nous embête. Mais je trouve que quand on explique les raisons de notre vote au parlement régional, ça prend du sens. Quand on explique qu'on a voté contre au niveau européen, qu'on a voté contre au niveau fédéral et qu'on s'est rendu compte qu'un vote contre au niveau régional n'aurait qu'un aspect symbolique et n'aurait aucun poids réel et qu'on aurait davantage d'impact réel à bien encadrer sa mise en application,

notamment en installant des gardes fous comme la consultation des partenaires sociaux et les équilibres sociaux et environnementaux, je trouve que notre position est finalement tout à fait compréhensible. En quoi est-ce que notre posture là dedans est moins bonne que celle de ceux qui se contentent de gueuler ?

JACKY: Sur le fond OK, sur la forme notre posture est incompréhensible.

CAROLINE : Oui, sur la forme elle est incompréhensible parce qu'on ne prend pas le temps de l'expliquer.

JACKY: Non, pas seulement. Elle est foncièrement incompréhensible. Et j'ai d'ailleurs refusé de participer aux votes. Au Sénat est arrivé l'accord de coopération entre l'état fédéral et les entités fédérées. La décision du groupe Ecolo-Groen, sur l'insistance de la direction des partis, c'est de voter contre. Donc, on se justifie partout en disant que grâce à notre présence dans les entités fédérées, on a réussi à imposer des décrets qui amoindrissent le TSCG en faisant intervenir des critères imprévus et on a réussi à imposer un accord de coopération avec l'état fédéral. Et quand l'accord vient au fédéral, on nous dit qu'on va voter contre. Ça n'a plus de sens. J'aurais préféré qu'on vote contre partout mais je pouvais comprendre le fait d'obtenir des rééquilibrages et des garde-fous dans les régions.

Pour en revenir à ta question, il y a d'une part la maîtrise de nos dossiers dans nos participations et la maîtrise de nos dossiers là où on est en opposition, par exemple actuellement au fédéral. Et cette maîtrise est tout de même assez conséquente, quand on voit l'exemple de Muriel sur les dossiers de santé, l'acuité de Gilkinet sur les dossiers fiscaux, l'acuité de Lamberts sur les dossiers bancaires : manifestement on est blindés. On ne peut pas nous nier une maîtrise des dossiers. Mais ce qui me chagrine c'est que la direction du parti n'ose plus l'impertinence dans la pertinence. Elle se comporte comme si elle était le porte-parole des gouvernements dans lesquels nous sommes. Mais non, pas du tout. C'est le parti qui doit s'exprimer et puis c'est aux ministres de jouer la collégialité dans les gouvernements où nous sommes. Regarde le duo que forment Magnette et Di Rupo : Di Rupo joue le centre, « j'ai

stabilisé le pays » et bla bla bla, « ç'aurait été le chaos sans nous » et bla bla bla, et Magnette fait un fort virage à gauche sur l'austérité, etc. Donc il y a un gros « gap » entre Di Rupo et Magnette et personne ne leur reproche. Je ne dis pas que leur discours est crédible mais en tout cas leur discours est construit! Et moi je trouve qu'il est inacceptable qu'une direction de parti intègre les contraintes d'une participation gouvernementale. Une direction de parti ne doit pas exprimer l'avis de ses ministres, mais bien celle de ses militants et de ses parlementaires.

CAROLINE: Mais alors est-ce qu'on ne revient pas sur notre peur de la participe-opposition? C'est vrai que je trouve aussi que par rapport à d'autres partis, on apparaît comme voulant sauver ce qui se fait en gouvernement alors qu'eux ne se gênent absolument pas pour se désolidariser régulièrement des décisions du gouvernement.

JACKY: Tout à fait. On est incapable d'organiser une polyphonie.

Caroline :Je me demande si ce n'est pas lié à la participe-opposition. Même si je n'étais pas présente à cette époque-là, j'ai l'impression que dans l'inconscient collectif du parti, c'est systématiquement présent comme un traumatisme. Ça nous a traumatisés.

JACKY: Le concept de participe-opposition est un concept débile. Il faut être solidaire de nos participations. Bien sûr il faut soutenir l'action de la majorité parlementaire et du gouvernement, mais il faut dire quels sont nos caps et nos objectifs en tant que parti, indépendamment de la déclaration gouvernementale à laquelle nous restons fidèles. Une déclaration gouvernementale vaut pour quatre ou cinq ans et on remplit le contrat, mais on doit avoir une vision à plus long terme en tant que parti.

CAROLINE :Donc on serait passé d'un extrême à l'autre ?

JACKY: Oui tout à fait.

CAROLINE: Moi j'ai commencé à militer en faveur d'Ecolo en 2003 et 2004. J'ai toujours été très engagée déjà quand j'étais à l'école. J'ai toujours été dans quelque chose de très politique au sens premier du

terme. Et toutes les valeurs que je me suis construites au fil des années ont fait que quand j'ai eu seize dix-sept ans (c'était l'époque de 2003-2004), je me suis dis que moi, je voterais pour Ecolo. Alors qu'à ce moment-là tout le monde crachait sur Ecolo à cause de Francorchamps, etc.

JACKY: Francorchamps c'est par exemple une forme de radicalité qui est stupide! Je me suis battu contre ça, mais j'ai été battu. La directive allait s'appliquer un an après, ça n'avait pas de sens de demander une anticipation d'un an et demi sur le calendrier prévu. Ça a donné libre cours à tous les lobbys automobiles, cigarettiers, publicitaires, etc, pour nous rentrer dans le chou. Avec un thème très compréhensible qui revient régulièrement comme les Khmers verts, idéologues, idéalistes, anti-économiques, etc. Qu'est-ce qu'on s'en foutait qu'il y ait de la pub pour le tabac sur le circuit de Francorchamps ? Franchement, quelle est la racine d'un problème que tu attaques en t'attaquant à ça ? On a donné le bâton pour se faire battre. Que tu te battes pour qu'il n'y ait pas de distributeur de paquets de clopes dans les écoles, dans les centres sportifs, dans les cafétérias, ça oui, ça a du sens. Mais interdire dix panneaux de vingt mètres carrés sur le circuit de Francorchamps, c'est franchement débile.

**CAROLINE**: Pourquoi ça a pris tant d'ampleur Francorchamps?

JACKY: Parce que dès l'instant où certains d'entre nous ont mis en avant cette revendication, l'opposition s'est faite très virulente, la presse a embrayé, il y avait des confrontations Ecolo versus publicitaires, Ecolo versus cigarettiers, Ecolo versus PS ou MR, qui disaient que le circuit de Spa-Francorchamps était un fleuron de notre renommée internationale, une activité économique très importante pour la région. Et avec les promoteurs du circuit qui disaient partout qu'ils n'étaient pas particulièrement favorables à la pub pour la cigarette mais que si on leur enlevait ça, le circuit allait s'arrêter et les emplois avec. Bon, depuis, on en est revenu puisqu'on s'est rendu compte que ça coûte au contribuable plus que ça ne lui rapporte, mais enfin, à l'époque c'était encore une image de fleuron économique. Sur ce truc, on a été cons comme des balais. J'ai été complètement minorisé là dessus. Et José était sur la même longueur d'onde que moi. Il gueulait. On a eu

une frange qui s'est réveillée à ce moment-là en interne. Peut-être que c'est parce qu'on participait à des gouvernements que ces gens en interne ont pris ce prétexte (Francorchamps) pour essayer de se refaire une virginité. Ils se sont emparés de l'emblème de la pub tabac sur le circuit en se disant qu'ils allaient enfin montrer ce qu'était vraiment Ecolo : des gens pugnaces, radicaux. Et au final on s'en est pris plein la gueule. Ça c'est un défaut dont il faut toujours se méfier.

CAROLINE: C'est un défaut et en même temps, moi personnellement, j'ai tellement été marquée par le fait qu'on tapait autant sur Ecolo alors que je trouvais qu'ils étaient les plus intéressants que ça m'a plutôt rapprochée encore plus du parti.

JACKY: Ça a radicalisé dans les deux sens. Ça nous a aussi amené des gens. Mais la balance était déficitaire en quantité. On a clairement perdu des électeurs, surtout certains déçus du PS qu'on avait réussi à attirer vers nous peu à peu. À ce moment-là ces gens-là se sont barrés. Des gens assez productivistes, mais tout de même fort à gauche, fort altruistes et qui ne se retrouvaient plus dans le discours du PS. Faut se rappeler que 1999, c'était juste après l'époque où Di Rupo privatisait les entreprises publiques, comme Belgacom, en appelant ça des « consolidations stratégiques ». Et donc toute une frange de leur électorat se disait que le PS se foutait de leur gueule. Ils ne disaient pas qu'ils privatisaient, ils disaient qu'ils « consolid[ai] ent stratégiquement ». Et donc on avait réussi à capter une bonne partie de cet électorat-là et on les a perdus avec cette folie de Francorchamps.

Mais ces élections de 2003-2004 sont vraiment un paradoxe électoral. Alors qu'on s'est battu pour un refinancement de la communauté, une partie des gens qu'on avait gagnés avec cela nous ont lâchés en 2003-2004. Et ça, je ne comprends pas. Il y avait aussi un secrétariat fédéral particulier à l'époque. C'était l'équipe Defeyt-Baudhuin-Ersnt. Qui a été une catastrophe. Philippe Defeyt a bien montré depuis lors ses réelles qualités et fait un travail remarquable tant au CPAS de Namur qu'à l'Institut du Développement Durable en tant qu'économiste. Mais l'équipe du SF, ça n'allait pas du tout. Et Brigitte reconnaît aujourd'hui que ça a été difficile.

**CAROLINE**: Et comment est-ce qu'il a été élu ce SF?

JACKY: En 1999, je suis secrétaire fédéral depuis cinq ans, depuis 1994, et auparavant, j'avais été SF de 1986 à 1991. On m'y avait rappelé en urgence en 1994 alors que j'étais bien à la chambre où j'étais chef de groupe depuis 1991. Il y a eu une grosse réunion à une trentaine de personnes, qui n'était pas un échantillon représentatif. On s'est rendu compte qu'on allait droit dans le mur et qu'il fallait donc présenter un nouveau secrétariat fédéral. On fait un tour de table, tout le monde décline et se tourne vers moi en me demandant d'y aller. Donc je monte une équipe et un programme et puis les résultats sont là en 1999 : on fait notre meilleur score historique dans l'histoire du parti. Je suis emballé par le succès, je suis embarqué dans les négociations gouvernementales, qui très vite déçoivent beaucoup de gens parce qu'une série de nos principes forts et de nos revendications ne trouvent pas d'échos et donc ne se concrétisent pas. Mais qui s'attendaient à ce que PS ou MR deviennent tout d'un coup Ecolo...? Par exemple la réduction du temps de travail : après les deux premières heures de négociations, j'avais compris. Personne ne me soutenait, pas plus le PS que le MR, que les partis flamands, même Agalev. Mais il y avait aussi des trucs très positifs comme l'assouplissement de l'octroi de la nationalité belge, une augmentation considérable des moyens de la SNCB, etc. J'avais un accord sur l'institutionnel mais que je devais garder secret. On arrive donc à l'AG, qui est partagée et où une bonne partie de militants présents étaient déçus. Il faut se souvenir de la phrase de Christophe Derenne à l'époque : « On a gagné les élections, on a perdu les négociations ». Il n'avait pas tout à fait tort, mais moi me souvenant du rapport de force de l'époque, je savais qu'on pouvait difficilement faire mieux. Et donc, c'était aux militants de juger du résultat. Par ailleurs, il y a une cabale qui se monte contre moi à ce moment-là depuis Bruxelles. Et puis sur le plan personnel, je perds ma fille en août. Et donc au moment où il faut re-déposer une nouvelle candidature pour l'élection d'un secrétariat fédéral, à la fois je suis mal vu auprès d'une bonne partie d'Ecolo et je n'ai plus la force. J'ai hésité jusqu'au dernier moment. Jusqu'à l'avantdernier jour du dépôt des candidatures je discutais encore avec Daniel

Burnotte et d'autres personnes d'une équipe et d'un programme. l'avais vraiment l'envie de mettre sur pied une équipe de SF qui puisse accompagner les participations. Pas les entraver, mais les amplifier et tenir un discours parallèle aux participations, ce dont je parlais tout à l'heure, un discours de parti. Et puis au dernier moment, je n'avais plus la force et j'ai renoncé. Et donc, un peu par l'appel du vide, il y a eu cette équipe Defeyt-Bauduin-Ernst qui incarnait en fait la minorité du parti qui était opposée à la participation. Et tout le monde trouvait ça démocratique que ce soit les anti-participationnistes qui élisent la direction du parti. Ce qui était déjà une première folie. Quand tu prends une décision, tu dois prendre la décision suivante en cohérence, pas en contradiction. Il fallait au moins, pour donner une chance aux participations, élire une équipe de secrétaires fédéraux convaincus par la participation, mais vigilants et forts. Mais pas des gens qui y seraient opposés et qui ont, pour justifier leur présence, inventer des concepts aussi abscons que la « participe-opposition ». C'est Bauduin qui a sorti ça dans une interview au Soir : « Notre position est la participeopposition ». Le journaliste, Pierre Bouillon, lui réplique : « Tiens, je ne connais pas, ça veut dire quoi? » Et Bauduin répond : « Ça veut dire qu'on est en même temps dedans et dehors ». Ça commençait bien! Et tout cela a créé un contexte où plusieurs éléments se cumulaient. l'étais négociateur, mais je ne deviens pas vice-premier ministre, et ça c'était incompréhensible pour les partenaires. Pour eux, si tu as négocié, tu deviens vice-premier. Parce que dans une négociation, tu as vingt pourcents des accords qui sont écrits et quatre-vingts pourcents qui sont non-écrits ou tacites. Soit à six, soit à quatre, soit à deux, etc. Des trucs informels, parfois bi-latéraux, que tu gardes en mémoire. Et donc c'est Isabelle qui s'installe vice-première. Avant 99, il y avait un accord PS-MR. Vu notre résultat, on s'impose comme des intrus à la dernière minute. Un peu comme un type qui arrive à un souper avec son assiette et ses couverts et qui dit « Hey salut, je viens bouffer avec vous ». Et ils s'étaient déjà réparti les postes. Et couche supérieure, c'est Isa qui devient vice-première et pas moi avec qui ils avaient négocié directement. Ils lui ont mené la vie dure notamment à cause de ça.

#### **CAROLINE**: Et pourquoi Isabelle?

JACKY: Plusieurs raisons: c'était elle qui était SF avec moi et donc en vue dans le parti. Donc elle avait une bonne visibilité. Et par ailleurs, il y a eu une cabale de Bruxellois contre moi. Parce que certains à Bruxelles avaient calculé que si je devenais vice-premier ministre fédéral et qu'on avait un ministère à la Région bruxelloise, ce serait immanquablement Isabelle qui aurait été ministre bruxelloise et pas quelqu'un d'autre. En faisant monter Isabelle au fédéral, le poste de ministre bruxellois s'ouvrait. Dans les dernières semaines de négociations, je l'ai appris par la suite parce que je n'ai rien vu venir. Ils se sont réunis à dix, quinze, vingt, je ne sais pas, en disant que s'ils m'éjectaient du fédéral, ce serait Isabelle qui monterait et donc la place bruxelloise serait ouverte. Mais c'est un épisode qui reste un peu un non dit. C'est Olivier Deleuze qui m'a appelé le matin de l'AG de participation. J'étais dans ma voiture et il me téléphone en me disant : « Jacky, je dois te prévenir, il y a des gens qui veulent ta peau à l'AG. Si tu maintiens ta candidature comme vice-premier, ils vont faire capoter l'AG, il n'y aura même pas de participation, Ecolo ne montera pas au gouvernement », etc. Et il me dit qu'il a été chargé, sachant nos bonnes relations, de me faire passer le message. Et donc je m'amène à l'AG avec ce message d'Olivier et je sens tout de suite dans les couloirs un tas de rumeurs qui circulent et qui me reviennent : « Il paraît que Jacky a négocié des avantages personnels », etc. Je me demandais qui répandait ces rumeurs. Et puis quand je fais mon rapport sur les négociations le matin devant l'AG, je me rends compte d'une série de choses. J'avais informé une quinzaine de personnes que je voyais tous les jours pendant les négociations que j'avais obtenu un accord secret sur le refinancement des communautés<sup>1</sup>. Et puis je me présente devant l'AG, je fais mon rapport, évidemment je n'aborde pas la question. Et l'ancien président de la commission enseignement, Jacques Liesenborgh, qui faisait partie des quinze personnes que j'informais tous les jours, se lève et dit en parfait militant démocrate-chrétien jésuite : « Jacky, je m'étonne que dans ton rapport, qui pourtant était très détaillé, tu n'aies touché mot du refinancement

Ce point est développé en page XXX

des communautés qui était pourtant au cœur de notre campagne et de notre succès. Vous n'en avez pas discuté dans les négociations ? ».

CAROLINE: Et qu'as-tu répondu?

JACKY: Oh ben j'ai fait des ronds de jambes mais j'ai alors senti qu'on me faisait un truc crapuleux et donc j'ai réuni quelques amis sur le temps de midi et je leur ai dit que j'allais annoncer que je ne serais pas candidat pour le poste de vice-premier ministre parce que ça me paraissait, à tort ou à raison, la condition pour qu'on puisse voter une participation. Sinon les Bruxellois allaient foutre le bordel. Et ironie de l'histoire, finalement, il n'y a même pas eu d'accord bruxellois. Les accords préélectoraux entre MR et PS étaient tellement précis qu'ils s'étaient déjà réparti les portefeuilles ministériels à Bruxelles, entre Mourreaux, Simonet, etc. A tel point que même si on s'immisçait dans les accords, on n'aurait pas de ministre. Rappelons-nous qu'on avait fait plus que le PS en 1999 à Bruxelles! Donc c'était un traumatisme pour eux. Mais tu t'imagines? On fait plus qu'eux et ils nous disent qu'on n'aura pas de ministre, mais peut-être un secrétaire d'état. Et Henri Simons qui était dévoré d'ambition faisait le siège de moi et d'autres tous les jours pour avoir un ministre. On répondait qu'ils devaient d'abord négocier sur le fond et qu'on verrait pour les ministres par après, comme on fait à chaque fois d'ailleurs (ce qui nous différencie d'autres partis qui négocient d'abord les portefeuilles ministériels avant de savoir ce qu'ils vont faire ensemble). Jusqu'au dernier moment, les socialistes et les libéraux n'accordaient à Ecolo qu'un poste de secrétaire d'état. Je comprenais que c'était humiliant, mais je leur disais de le prendre car ils auraient eu de super compétences : aménagement du territoire, mobilité, logement. Donc il y avait juste le titre qui changeait. Mais Henri Simons voulait absolument un poste de ministre, pour lui évidemment, à condition qu'Isabelle soit au fédéral. Et jusqu'au dernier moment les socialistes nous disaient qu'ils avaient des accords avec les libéraux et qu'il était impossible qu'on ait un ministre. Et moi je leur répondais qu'ils avaient signé ces accords avant d'avoir le résultat des élections. Mais ils me disaient : « un accord c'est un accord ». Alors

qu'on avait fait plus qu'eux. C'est d'ailleurs la seule fois où on les a dépassés aux élections régionales. Et donc quand j'ai annoncé que je n'étais pas candidat au poste de vice-premier ministre en disant que je resterais secrétaire fédéral si l'AG votait la participation, j'ai senti que la pression diminuait dans toute l'assemblée, y compris chez des gens qui m'étaient proches. Et donc, les Bruxellois ont laissé se mener la discussion sur la participation au fédéral, qui est passée avec une majorité nette mais pas écrasante. De même que les participations en Wallonie et à la Communauté. Et puis vient le débat intra-bruxellois sur Bruxelles et les militants bruxellois ont voté non. Ils sont venus me trouver par après en disant que ce non voulait dire qu'il fallait que je retourne négocier avec Busquin et Michel. Je les ai évidemment envoyés péter, en leur disant qu'ils n'auraient pas de participation et qu'ils seraient cinq ans dans l'opposition.

CAROLINE: C'est quand même dingue de voir ce qui se joue. Il y a ce genre de trucs dans toute l'histoire de l'humanité.

JACKY: Ce n'est pas à des historiens que je vais expliquer qu'entre la vérité officielle et la vraie vérité, il y a parfois un fossé. Il y a eu des intérêts personnels. La cabale a été montée par Henri Simons qui voulait être ministre bruxellois et son seul moyen de l'être c'était qu'Isabelle monte au gouvernement fédéral. Et ce genre de choses vous arrivera aussi. Vous allez aussi être confrontés à ce genre de trucs que vous ne comprendrez qu'a posteriori. Il ne faut pas oublier que nous sommes aussi un groupe humain, avec ses grandeurs et ses bassesses. Et j'aime autant vous dire qu'à côté des autres partis, sur ce plan, on est des bisounours. Ailleurs, c'est presque à la vie à la mort.

CAROLINE: Mais nous on travaille ensemble en AG et on a tout de même une vision très collective de la politique.

JACKY: Oui. Et une AG ça se prépare. Ça n'a rien de malsain, c'est de la politique.

CAROLINE : Oui.

JACKY: Dans ton texte, tu abordes le reproche qui nous est régulièrement fait sur la question de gauche ou droite, participation ou pas participation et c'est même « parti ou pas parti »! Est-ce que vous n'auriez pas mieux fait de rester un mouvement de pression, une association? Ce qu'on n'a d'ailleurs jamais été parce qu'il y a d'autres mouvements de pression qui nous ont précédés, comme Inter-environnement, comme les syndicats, etc. Et dès l'instant où la question de l'écologie s'est posée en politique, il est apparu évident qu'il fallait créer un parti. Un parti qui participe aux institutions depuis la commune jusqu'à l'Europe. Et donc quand on nous pose la question de savoir si on ne serait pas plus efficace en étant un mouvement de pression et en faisant de l'entrisme dans tous les autres partis, la réponse est toujours non depuis trente ans évidemment, parce que la réalité démontre qu'on n'aurait jamais engrangé toutes les avancées qu'Ecolo a amenées si nous nous étions uniquement comportés comme un groupe de pression.

CAROLINE: Et c'est toujours une question qu'on continue à nous poser. On nous dit toujours que tout le monde se préoccupe de l'environnement aujourd'hui. Il n'empêche que tout le monde ne mène pas les dossiers environnementaux de la même manière et avec la même conscience.

JACKY: Dès que tu as répondu non à cette question, d'office tu es un parti qui veut participer au pouvoir exécutif. Et donc se pose la question de la participation, à quel prix, selon quel projet, quelle méthode, quelles valeurs. C'est ça la vraie question.

CAROLINE: Oui sauf qu'on continue à nous dire qu'on devrait être un groupe de pression et pas un parti.

JACKY: Tout à fait, même si on a trente ans. Je ne trouve pas malsain qu'on nous pose cette question parce que ça nous oblige à réfléchir sur nousmêmes et à faire de la pédagogie et à expliquer ce qu'est l'écologie politique. Même si c'est agaçant et qu'il y a un côté condescendant à cette question.

CAROLINE : N'est-ce pas un peu lié à la question de l'axe gauche droite ? Autre question qui revient régulièrement vis-à-vis d'Ecolo. Le PS à gauche,

le MR à droite, le Cdh au centre et où est Ecolo? On nous demande toujours régulièrement ça. Et si Ecolo est au-dessus, qu'il surpasse ce clivage, certains peuvent répondre qu'il n'est peut-être nulle part. Il y aussi une nécessité pour une partie de la population d'avoir une vision simple des différences politiques entre partis. C'est noir ou c'est blanc.

JACKY: C'est d'abord une vision très binaire de la vie en commun, pas seulement de la vie politique, et une vision très linéaire, très positiviste, très dix-neuvième siècle, comme si les partis pouvaient se définir sur une seule ligne qui va de l'extrême gauche à l'extrême droite, alors qu'il y a une série de formations politiques en Europe qui défient ces classifications, pas seulement les écologistes. Prenons par exemple les partis libéraux : le parti libéral des Pays-Bas, c'est un parti extrêmement de droite sur l'échelle socio-économique, mais c'est en même temps un parti libertaire sur les questions de mœurs, de drogues, de libertés. C'est vraiment un parti que tu aurais plutôt tendance à placer à gauche sur les questions de société. Et donc si tu leur demandes de se situer sur l'axe gauche-droite, je ne sais pas très bien ce qu'ils répondent. Moi j'ai toujours essayé, non pas d'évacuer cette question, parce que c'est impossible, on est constamment questionné là-dessus, mais plutôt de la contourner en élargissant son spectre. En disant que bien sûr nous sommes les héritiers des valeurs de gauche, telles qu'elles se sont incarnées au dix-neuvième et au vingtième siècles, mais en disant aussi que nous ne sommes pas réductibles à ces valeurs. Et on a inventé la notion de « progressistes, altruistes et novateurs ». « Altruiste » ça veut aussi dire que nous ne sommes pas repliés sur une seule classe sociale, contrairement au PTB par exemple. Il y a plein de chose qui différencient Ecolo du PTB, mais il y a notamment le fait qu'ils prétendent parler au nom d'une seule classe de la population. Et puis on peut se demander où s'arrête la notion de « travailleurs ». C'est quoi les travailleurs ? Est-ce que ce sont les salariés, les employés, les petits indépendants, les petits commerçants ? Où s'arrête cette notion? J'utilise aussi l'expression du tabouret: Ecolo ne pouvait exister que s'il avait au moins trois pieds : le pied développement durable et environnement, le pied socio-économique, emploi, réduction du temps de travail, et le pied démocratie, participation des citoyens. Et tous les partis écologistes reposent sur ces trois fondamentaux.

CAROLINE : Je pense que c'est important de bien insister sur ce pilier de démocratie et participation.

JACKY: Oui, d'autant plus que pour la plupart des partis politiques, la démocratie se résume au droit de vote: à terme échu, les gens peuvent déposer un bulletin en faveur de tel candidat de tel parti. Chez nous, la démocratie ne se limite pas à cela. C'est la transparence des institutions, la participation des citoyens, au travers de consultations populaires, voire de référendum idéalement. C'est une toute autre conception. Imagine un conservateur qui accepte un référendum. Pour les mêmes raisons qu'ils ont été contre le vote des femmes au début du vingtième siècle, ils sont contre les référendums. Nous avons une vision beaucoup plus large de la démocratie.

CAROLINE: Je pense qu'on gagnerait pas mal à augmenter la démocratie, parce qu'on a parfois plus de mal à communiquer notamment car nous abordons les problèmes de manière complexe. Plus de démocratie permettrait aux gens de consacrer plus de temps pour faire de la politique, pour s'informer et comprendre les dossiers.

JACKY: Tout à fait, c'est toujours une de nos grandes difficultés: comment exprimer une pensée complexe en un langage simple et court? Tu peux prendre le type le plus intelligent de la planète, si tu lui mets un micro sous le nez en lui demandant de te résumer les défis du monde actuel en vingt-cinq secondes, comment veux-tu qu'il réponde? C'est un de nos paradoxes principaux qui restera parce que ça fait partie de notre ADN. On s'occupe de questions complexes et en politique via les médias principalement télévisuels et l'accélération des petites phrases via les réseaux, on doit communiquer avec un langage simple et court.

CAROLINE: Pour revenir sur nos participations, on peut considérer que 1999 et 2009 sont les deux moments où on concrétise vraiment la motion de Neufchâteau-Virton?

JACKY: Une grosse différence objective entre 1999 et 2009, c'est qu'en 1999 (et 2003-2004 qui va avec) ce qui était vraiment en ligne de mire,

notamment dans les médias, c'était la participation au fédéral, alors qu'on était aussi en Région Wallonne et en Communauté française. Mais si on reprend la presse de l'époque, ni la Région, ni la Communauté ne faisaient l'objet de polémiques exacerbées contrairement à aujourd'hui où nous ne sommes pas au fédéral, où nous sommes dans les régions et à la Communauté et où il y a clairement un traitement différencié de la presse par rapport aux rapports de force. Quand les partis s'engueulent au niveau fédéral ça paraît normal et sain, alors que quand les partis s'engueulent en Région Wallonne, la presse dit que c'est le bordel total, qu'ils se détestent, etc.

CAROLINE : Et pourquoi est-ce qu'il y a une telle différence de traitement de la part de la presse ?

JACKY: Je ne sais pas, je n'ai pas d'explication. Reynders, vice-premier, fait des déclarations où il dit presque que son objectif est d'éjecter le PS du pouvoir alors qu'il gouverne avec eux depuis vingt-cinq ans. Imagine que Nollet dise que l'objectif d'Ecolo est de mettre le PS dans l'opposition en Région Wallonne. Imagine ce que ça donnerait, ce serait une bombe atomique médiatiquement, les titres se focaliseraient sur la déloyauté.

CAROLINE: Et est-ce qu'on a mieux réussi les négociations en 2009 qu'en 1999?

JACKY: Oui, mais n'oublions pas qu'en 2009, on ne parle que des niveaux régional et communautaire et qu'en 1999, il y a aussi et surtout les négociations fédérales. Il y a des partenaires qui ne sont pas à la région et à la communauté mais qui sont présents au fédéral : ce sont les Flamands. Or aujourd'hui comme en 1999, l'ensemble des partis flamands autour de la table au fédéral étaient et sont toujours très à droite, même le SP.A est blairiste (mettons Agaley/Groen de coté). Et donc ça complique beaucoup plus les choses. Lors des négociations de 1999, sur les questions de chômage, de nationalité, de réfugiés, d'allocations sociales, on avait des oppositions entre Ecolo et le MR, mais aussi des oppositions entre Ecolo et les Flamands. Bien souvent

je me suis retrouvé seul face à 5 partis sur certaines questions et avec Agalev qui restait silencieux. Parce qu'Agalev avait compris une donne dès le départ et l'avait intégrée : ils se sont en fait battus sur leur cœur de cible : environnement, qualité de vie, transport, mobilité, etc. Et je n'avais pas compris à l'époque que c'est ce ministère qui allait leur être donné. Et donc, lorsqu'on abordait des questions économiques, le plus souvent Agalev était assez neutre, pour ne pas dire silencieux. Mais dès qu'on abordait les questions d'énergie, de santé publique, de sécurité sanitaire, là il se montrait très pugnace et moi aussi évidemment. A tel point qu'ils ne m'ont pas soutenu non plus lors de la répartition des portefeuilles ministériels. La dernière nuit de négociations, une fois les derniers points engrangés, Verhofstad passe à la répartition des portefeuilles. Et la règle est que les partis prennent la parole dans l'ordre de leur poids électoral. Et donc on commence. Le PS demande les affaires sociales, le MR demande les finances, etc. Puis arrive mon tour et je demande l'emploi et le travail. Busquin explose sur sa chaise, se met à hurler comme un possédé, en me traitant de tous les noms, crapule, salaud, fumier, ... Alors c'était en partie une provocation, mais si on me l'avait donné, j'aurais été content. S'en est suivi une longue discussion, puis une longue interruption de séance où Verhofstad a vu tous les négociateurs un par un et est revenu vers moi en me disant que personne ne me soutenait et que je n'aurais pas ce ministère. Alors que je respectais la règle, l'ordre de parole fixé en fonction des scores électoraux. Et il me dit que je ne pouvais pas avoir l'emploi et le travail. Il me dit que je pouvais avoir l'énergie, la SNCB, la mobilité, mais pas l'emploi et le travail. C'est à ce moment-là que j'ai perdu les négociations. Et c'est là où Agalev m'a lâché en me disant que je demandais trop. C'est incroyable. Et donc à toute participation, on risque d'être cantonné aux mêmes secteurs. Le prochain saut quantique d'Ecolo, ce sera quand on arrivera à avoir un ministère dit « régalien ». C'est José qui a été le premier historiquement à poser cette revendication. En 1999, dans les discussions internes préparatoires, on a discuté des postes éventuels qu'on allait revendiquer. José avait provoqué un silence au bureau du parti en disant que bien sûr il fallait participer et

qu'il fallait réclamer des ministères imprévus pour nous et qu'il était candidat pour le ministère de l'intérieur! Et ça pouvait paraître un peu exagéré, mais sur le fait d'avoir un ministère « régalien », il avait tout à fait raison. Mais en Belgique, il y a une culture du compartimentage et des chasses gardées. Tout ce qui est social doit aller aux socialistes, tout ce qui est finances doit aller aux libéraux, tout ce qui est un peu sociétal aux socio-chrétiens et tout ce qui est un peu bisounours et environnemental aux écolos.

CAROLINE: Mais n'y a-t-il pas tout de même un intérêt à ça parce que de toute façon les partis seront vus dans leurs clichés. Imaginons qu'on ait l'emploi et qu'on va avec le PS et je ne sais pas quel autre parti, les gens ne diront-ils pas que de toute façon ce qu'on fait à l'emploi, c'est les socialistes ?

JACKY: Mais en même temps tu te contredis parce que juste avant on disait que c'était quand même embêtant qu'on soit systématiquement relégués aux mêmes compétences et qu'il faudrait qu'on puisse aussi être crédibles sur d'autres vecteurs. Et à mon avis, prendre des responsabilités dans ces autres matières est une façon d'être crédible.

CAROLINE: Est-ce qu'il faut qu'on laisse les matières qui nous identifient à d'autres? Parce que ce qui serait fait dans ces matières sans nous ne serait probablement pas ce qu'on veut qui soit fait. Mais les citoyens pourraient tellement identifier Ecolo avec ses matières de prédilection qu'ils pourraient reporter la faute sur nous si les autres gèrent mal.

JACKY: Il n'y a aucune solution miraculeuse. Toute solution est potentiellement piégeante. Soit on se laisse cantonner, soit on s'aventure sur des terrains où on n'est pas attendu et que ce soit le crédit ou le discrédit, ça pourrait être attribué à d'autres.

CAROLINE: On a une espèce de clivage en interne entre cabinetards et professionnels de la politique d'un coté et militants de l'autre, qui voient très peu les négociations et qui voient surtout les compromis qui sont faits et donc qui regardent surtout ce qu'on n'a pas obtenu

plus que ce qu'on a obtenu. Ce clivage est très intéressant parce que c'est important pour la démocratie interne. Mais actuellement, on donne souvent - et de plus en plus - l'explication qui est : « ça a été voté en Conseil de Fédération ». Je trouve que c'est une confiscation des débats en fait. Parce que qui va au Conseil de Fédération parmi les militants? Et quel retour est-ce qu'on a du Conseil de Fédé? En fait, ça fait écho avec les critiques actuelles sur la démocratie représentative. Quand le citoyen se voit répondre : « Vous avez choisi vos représentants, c'est ainsi », ce sont des réponses complètement insuffisantes. Dans la motion de Neufchâteau-Virton, vous parlez de l'importance de ne pas désincarner les idées et je pense qu'on a aussi besoin de ne pas désincarner le fonctionnement du parti. Juste dire que le CF a voté sur quelque chose, ça ne veut plus rien dire.

JACKY: Il y a eu une évolution qui n'est pas forcément positive à mon sens. En tout cas, dans la régionale de Liège, avant de désigner les représentants, on passait en revue l'ordre du jour du Conseil de Fédé. Et il y avait une explication orale de chaque point à l'ordre du jour du CF. Le plus souvent, quand je partais au CF, j'avais un quasi mandat de la régionale. Et donc la régionale venait explicitement en amont. Donc il y avait vraiment un fédéralisme pratiqué. Aujourd'hui, c'est moins le cas et le CF devient de plus en plus lourd, dense et complexe. Ce n'est pas évident de faire partager tous les points à l'ensemble des membres de la régionale. C'est toute la dialectique entre la démocratie directe et participative. En même temps, il n'y a pas de vote innocent quand on désigne les représentants au Conseil de Fédé. Sur le clivage fundisréalos, un bémol : personne n'est complètement réalo et personne n'est complètement fundi. On peut être réalo sur certains thèmes et plus fundi sur d'autres. C'est souvent assez mitigé. Mais c'est vrai qu'il y a chez les fundis, beaucoup plus d'ultra-fundis qu'il n'y a d'ultra-réalos chez les réalos. Et une autre chose, c'est qu'entre 1999 et 2009, il y a eu énormément de participations communales et ça c'est fondamental car dans un tas de locales, les militants ont été confrontés au réalisme de coalition, à la réalité des participations.

CAROLINE: Mais on a des gens qui partent en claquant la porte comme des dingues généralement pour des mauvaises raisons qui ne sont pas liées au projet politique. Des gens comme Dubié ou Wesphael qui font croire qu'ils partent avec leur virginité en essayant de faire croire que c'est parce qu'ils n'ont pas voulu transiger sur certains aspects politiques, mais en fait pas du tout.

JACKY: Sans vouloir être désobligeant vis-à-vis d'un bon nombre de ces personnes, ils ont presque tous un point commun : ils ont tous un égo surdimensionné et ils ont toutes les peines du monde à fonctionner dans un collectif sauf lorsqu'ils en sont le leader. La preuve, une fois que Bernard a quitté Ecolo, il est devenu le leader de son propre parti. Je crois que ces gens ne sont pas très représentatifs de militants intermédiaires qui nous quitteraient, des gens qui sont impliqués dans leur locale, dans leur régionale, etc. À mon avis ceux-là sont plus inquiétants que les grandes gueules qui peuvent faire les JT en quittant le parti. Et ce qui me rassure c'est que ceux qui se barrent pour des raisons d'égo-développement, en général, retombent assez vite dans l'anonymat. De plus, la plupart des démissions fracassantes ont souvent des côtés sordides. Ce n'est pas le cas d'un Paul Lannoye qui a toujours été d'une correction exemplaire vis-à-vis d'Ecolo, qui a démissionné d'Ecolo après avoir été mandataire ; donc il ne devait plus rien au parti, il était toujours en ordre de rétrocessions, etc. Il est parti principalement parce qu'il n'a pas accepté notre culture du compromis.

CAROLINE: Pourtant Neufchâteau-Virton c'est vous deux qui l'avez rédigé

JACKY: À mon avis j'y croyais plus que lui. Mais j'ai mangé avec lui il y a environ un an où il me disait que vu les enjeux écologiques, vu les urgences environnementales, vu les changements climatiques, vu la pollution de l'eau potable, on ne pouvait plus se permettre de faire des compromis et des mesurettes. Pour lui on ne répond pas assez aux enjeux. On ne va pas assez vite. Et on ne peut pas lui donner entièrement tort. C'est toujours la tension entre l'urgence et le travail de moyen et long terme. Et je respecte son point de vue, il est vraiment très honnête.

CAROLINE: Mais alors c'est quoi la réponse selon lui? Des Khmers verts?

JACKY: Il a créé son parti, le « Rassemblement R ». Il remet en question notre manque de radicalité au sens où je l'entendais tout à l'heure, qui s'attaque à la racine des problèmes. On ne va pas assez vite pour lui. C'est un questionnement qui doit tous nous toucher : malgré toutes nos bonnes volontés, toutes les énergies qu'on déploie, toute notre vigilance, est-ce qu'on va assez vite et assez fort par rapport à la marche du temps ? Dans la dernière discussion que j'ai eue avec lui et qui était vraiment très ouverte et passionnante, on se rappelait d'un bouquin qu'on a lu tous les deux à des époques différentes : « Printemps silencieux » de Rachel Carson, publié dans les années soixante. Une femme qui écrit un bouquin en disant que bientôt il n'y aura plus d'oiseaux. Ça a été un des déclencheurs des premiers mouvements écologistes et environnementalistes. On se rendait compte que ça faisait cinquante ans que ce bouquin avait été publié. Et on se demandait ce qui avait structurellement et fondamentalement changé depuis. Est-ce qu'on épuise moins les ressources ? Est-ce qu'on pollue moins la planète ? Bien sûr, on a réussi par le protocole de Montréal à mettre fin à la disparition de la couche d'ozone via l'interdiction des CFC dans les aérosols. On a eu Kyoto, etc. OK, c'est bien, mais est-ce que ça va assez vite pour vous préserver à vous et aux générations qui vous suivront, un monde vivable? Et je ne dis même pas « agréable », je dis « vivable », en termes de ressources disponibles, de qualité de vie, de qualité d'environnement. Est-ce que la bouffe est en constante amélioration ou en constante détérioration?

CAROLINE : En fait Paul Lannoye est peut-être parti parce que ça épuise ?

JACKY: Non, Paul Lannoye n'est pas épuisé, il est toujours aussi mordant, aussi hargneux, même face à moi. C'est quelqu'un que je considère comme un de mes pères spirituels et politiques au même titre que José. Donc tu ne tires pas un trait là-dessus, c'est impossible. Il a toujours cette même force de conviction, de persuasion. Et je suis parfois en panne d'arguments face à lui en lui disant qu'on fait ce qu'on peut, qu'il y a des majorités, qu'il y les Flamands, qu'il y a des libéraux,

des socialistes, des socio-chrétiens. Mais il répond qu'il s'en fout, que ce sont tous des cons, des vendus. Et quand je lui demande ce qu'on doit alors faire selon lui, il n'a pas de réponse. Il a raison sur le constat que l'écologie politique n'est pas assez forte, pas assez convaincante, pas assez pesante dans l'agenda politique. Mais quand on lui pose la question de savoir ce qu'il se passerait si on n'était pas là, ou ce qu'il voudrait mettre à notre place, il n'a pas de réponse. Parce que des associations, il en existe, Inter-environnement, Greenpeace, WWF, qui ont un rayonnement mondial, mais est-ce que ça suffit pour peser sur l'événement et sur la décision politique ? Ben non !

CAROLINE: Ce qui fait qu'on a une marge de manœuvre restreinte, c'est peut-être aussi le fait qu'on est dans une démocratie que des gens comme Hervé Kempf qualifie d'oligarchique et que nous, on ne joue pas là-dedans. Et donc on se prive de cénacles informels, voire obscurs, que je ne cautionne pas, mais qui prennent des décisions? Mais donc dans ce type de fonctionnement on sera toujours en dehors alors.

JACKY: Pourquoi cette oligarchie est-elle si puissante? Parce qu'ils restent entre eux. D'où l'importance d'avoir des éléments qui les perturbent. Il faut aller faire passer nos messages dans certains cénacles. Un des concepts dans notre cursus c'est aussi la contagion culturelle. Et certains me répondent à cela qu'il y a aussi le danger de la contagion culturelle inverse. Mais si on vient avec nos convictions suffisamment fortes, c'est le contraire qui se passe. À condition qu'on fasse de l'écologie politique par conviction et pas par intérêt. Donc oui il faut pouvoir discuter avec plein de milieux différents et faire de la contagion culturelle partout, partout, partout, en portant notre message.

CAROLINE: Mais comment fait-on pour changer ce système oligarchique si on y participe?

JACKY: Gramsci disait: « le vieux ne veut pas mourir et le neuf tarde à apparaître ». Ça prend du temps, mais on ne fait pas de la politique tout seul dans son coin. Autant il faut de l'impertinence dans la pertinence, autant il faut de la patience dans l'impatience.

# LE CHANGEMENT À LONG TERME À L'ÉPREUVE DE LA POLITIQUE

**AURÉLIE MARÉCHAL** 

## « Pas d'écologie sans Ecolo »

Force d'oppositon d'abord, de proposition ensuite, Ecolo négocie son 3° virage : participer au pouvoir.

UN ENTRETIEN

de Pierre Bouillon

e 23 avril, Ecolo s'est doté d'un nouvel « exécutif » en élisant Jacky Morael, Isabelle Durant et Dary Josse à la direction du mouvement. L'ancien député de Liège, aujourd'hui, revient sur une élection qui a provoqué quelques accès de mauvaise humeur au sein du mouvement. Certains écologistes estimant que la personnalité de Morael alla deséquilibrer le direction tricéphale du parti et la transformer en régime présidentiel qui ne dit pas son nom.

Le nouveau secrétariat fédéral (SF) n'a rallié que 61 % des suffrages de l'assemblée écologiste. Comment Morael analyse-t-il ce score très mesuré ?

- O II y a plusieurs facteurs. C'était la première fois que le SF se présentait en équipe. Une série de personnes, et non des moindres (ndlr : Paul Lannoye et Xavier Winkel) ont publiquement manifesté leurs réticences. Et il n'y avait qu'une seule candidature, ce qui a conduit certains à penser, à tort, que le débat démocratique était biaisé.
- La peur d'une dérive vers un régime présidentiel est fondée ? □ Non. C'est en travaillant en équipe que je crois être le plus efficace. Et Isabelle Durant et Dany Josse, ont du caractère. Ce ne seront pas des potiches.
- Quelle était votre motivation personnelle, à (re)devenir secrétaire fédéral?
- ☐ Tout cela est le résultat de nombreuses discussions, au bout desquelles je suis resté seul sur la liste. J'étais motivé,

J'ai exercé la fonction de 1986 à 1991. Et c'est ce qui m'a le plus intéressé jusqu'à présent. C'est l'endroit où l'on est, à la fois, en contact avec le monde politique extérieur et avec l'intérieur du mouvement.

Comment voyez-vous le rôle du secrétariat fédéral ?

Q Une direction, mais pas au sens hiérarchique. Ce n'est pas un collège de directeurs généraux qui donnent des instructions. Mais ils doiyent pouvoir imprimer des directions.

Ma Au cours des débats, avant votre élection, le député Winkel vous a accusé de « survaloriser » le rôle des médias.

Q le ne les survalorise pas. C'est vrai que, ces dernières années, j'ai été l'un des plus médiatisés. Ce n'est pas à moi d'en analyser les raisons. La médiatisation, c'est la dernière étape du travail politique. C'est 5 % du temps, qui n'ont de sens que s'il y a 95 % de tripes, de travail de dossiers, de contacts avec l'extérieur, de débats.

Wous dites qu'aux élections de 1991, Ecclo a fait un bond quantitatif et qu'il s'agit, désornais, de « faire un nouveau saut qualitatif ». Vous dites même que c'est une question de « sur-

vie » pour Ecolo...

On vit dans une situation curieuse. Il y a des enjeux politi-ques intenses — du Gatt aux agences locales pour l'emploi, etc. Il y a des rouleaux compresseurs sociaux, économiques, écologiques. Donc, de grands suiets d'inquiétudes. Mais le débat politique est pauvre. Et peu de choses distinguent encore les partis traditionnels. Le consensus est total sur l'internationalisation des marchés, l'ouverture de ces marchés, le type de construction européenne. On se bat à la périphérie des problè-mes, sans mettre le doigt au ceur de ces problèmes. Ecolo doit jouer un rôle, là. Or, notre participation à la réforme de l'Etat nous a fait percevoir comme un parti traditionnel. Toute la réalité d'Ecolo --- un mouvement alternatif porteur d'un projet de société — a tendance à être gommée. C'est très grave. Pas seulement en terme d'ima-

ge d'Ecolo sur le marché politique. Car quel peut encore être le sens d'Ecolo s'il est perçu comme un parti traditionnel ? Il y a une image à rectifier.

- Wotre accession à la tête du parti et les récents remaniements statutaires font dire à certains qu'Ecolo s'apprête à vivers a troisième mutation : celle du professionnalisme.
- © Ecolo a d'abord tenté d'empêcher des choses. Depuis 1986, il a essayé de faire faire les choses, en proposant. Cette période s'est achevée sur un constat : on ne fait pas d'écologie sans les écologistes. La troisième période sera : faire nousmêmes.
- W Votre programme indique qu'Ecolo n'a aucun adversaire ou partenaire privilégié, sauf l'extrême droite. Certains ont critiqué cette formule.
- Pourtant, c'est clair depuis longtemps pour nous. Sur notre notion d'éco-développement - politique globale qui vise à transformer les rapports sociaux, culturels, de même que les modes de production, de consommation et de travail tous les partis traditionnels sont à équidistance de nous. Ils sont des partis d'histoire, de culture et de comportements productivistes. Nous n'avons pas de partenaire privilégié. Est-ce qu'il sera possible de passer un accord avec les libéraux, s'ils veulent fédéraliser ou privatiser la sécu-rité sociale ? Non. Avec les socialistes s'ils maintiennent leurs machines à exclure, comme les ALE et les régimes sur les temps partiels ? Non plus.
- M La crise de la gauche, c'est une opportunité pour vous. Elle vous laisse le champ libre.
- Q Faut pas voir les choses en terme d'opportunité, mais de nécessité. Aujourd'hui, ce qui manque, c'est l'existence et la conscience de cette existence d'un pôle de transformation de la société. S'agit pas de se distinguer pour le plaisir, mais Ecolo remet en cause les choses au cœur du système. C'est vrai que dans les thèmes que nous défendons, il y a des que nous défendons, il y a des

valeurs qui s'apparentent davantage à celles que porte la gauche. Mais quand on voit la gauche aujourd'hui, institutionnelle, politique ou syndicale, c'est une gauche installée, qui a développé des comportements très éloignés du projet écologiste.

- Dans une série de domaines—enseignement, fonction publique—Ecolo devient une sorte de cour d'appel des mouvements de pression qui n'ont pas ou plus "foreille des partis traditionnels. Ne serait-ce pas plus clair d'organiser vos propres relais syndicaux? 'Un syndicat vert, c'est absurde?
- Q Oui. Ecolo veut rester libre. Le mouvement est issu de mi lieux associatifs. Pas seulement liés à l'environnement. Depuis le début, et c'est son terreau, il a réuni des syndicalistes, des pacifistes, des féministes, des gens du non-marchand, de l'aide aux personnes. Ecolo a gardé cette réalité associative. Nous avons une caractéristique : la double, triple ou quadruple ap-partenance. Il est rare qu'un membre d'Ecolo ne soit que membre d'Ecolo. Il est aussi à Amnesty, aux Amis de la terre, dans une école de devoir. Ecolo a donc des antennes partout, et qui font remonter les bruits jusqu'au cœur du mouvement, mais sans logique d'occupation du terrain. Et, sous peine de devenir un porte-voix d'une accumulation de revendications, nous devons arbitrer.

#### PERSONNE N'AIME LE CHANGEMENT

Personne n'aime le changement. Et encore moins quand celui-ci signifie une transformation sociale profonde et radicale. Changer de modèle de société, c'est pourtant ce qu'Ecolo propose. Au fil des articles de cette revue de presse de l'époque « Jacky Morael » (1994-1999), cette caractéristique revient à de nombreuses reprises: « Ecolo remet en cause les choses au cœur du système » (1), « ce qui nous distingue des autres formations politiques, c'est notre volonté de globaliser l'approche des problèmes » (8), etc. Ce discours renvoie à la volonté de transcender les cadres pour proposer une vision de long terme, et s'illustre singulièrement pendant ces années par quelques propositions phares sur le plan socioéconomique, telles que la réduction collective du temps de travail et la fiscalité environnementale.

Proposer un projet de société à long terme, et le réaliser en dépassant les clivages et les tactiques politiciennes, c'est le fil rouge qui traverse l'ensemble des interviews données par Jacky à cette période. Mais à la lecture des articles, et plus singulièrement, au regard des avancées concrètes obtenues depuis lors, force est de constater que cette belle ambition se heurte encore et toujours à des obstacles de taille. Comme si vision de long terme et règles du jeu politique demeuraient fondamentalement incompatibles, ou en tout cas très difficiles à concilier.

#### COMMENT MOBILISER, QUI, ET SUR QUOI?

« Il est difficile d'exprimer simplement un discours de transformation sociale global. [...] Si Ecolo a l'ambition d'être un mouvement de transformation sociale, la question sera de savoir sur quoi on peut mobiliser » (4). Jacky synthétise ici le cœur du problème : si la complexité du monde appelle à des réformes complexes, systémiques et structurelles, la complexité du discours ne fonctionne pas pour mobiliser l'opinion publique et survivre dans l'arène politique et médiatique.

En outre, il ne s'agit pas simplement de savoir sur quoi on va pouvoir mobiliser, mais aussi (et peut-être avant tout) qui va nous suivre. D'une part, en n'étant pas attaché à un pilier, Ecolo ouvre des possibilités jusque-là inexistantes dans la société belge. En parlant de « majorité sociale » au-delà des clivages, Ecolo propose dans les années 90 de rassembler ceux qui ont une vision globale d'un monde plus juste à long terme, « une majorité sociale, syndicale, culturelle, associative et intellectuelle [qui est] contre le Gatt, contre les normes de l'union économique et monétaire, pour une redistribution du temps de travail, pour une opération sur la dette » (2). Et ça résonne...comme l'illustrent les États généraux lancés en 1996, qui attirent même l'attention de la presse.

La démarche apparaît alors, cohérente avec l'ambition d'ancrer le changement profondément dans la société, pour que celui-ci soit durable : « Notre constat est que le rapport de force ne suffira jamais pour débloquer les dossiers majeurs.[...] on va chercher à constituer, secteur par secteur, des coalitions, des fronts, des regroupements qui dépassent les clivages philosophiques, politiques, organisant la société belge en piliers. » (4)

Mais d'autre part, l'absence de partenaires fixes constitue aussi un frein à la mise en place de réformes structurelles de long terme. Il est d'autant plus difficile pour les écologistes de convaincre que leur discours de transformation radicale va rarement dans le sens de l'intérêt des groupes particuliers (sauf de certains groupes très minoritaires). Personne n'en retire de bénéfice immédiat. En outre, la nature même des propositions systémiques dépasse le périmètre d'intérêt de la plupart des acteurs, focalisés chacun sur leur coin de pré carré. L'épisode récent des réformes sur l'énergie (électricité, photovoltaïque, certificats verts) rappelle en ce sens singulièrement celui des écotaxes d'il y a 20 ans...

Dans l'arène politique aussi, l'absence de partenaires privilégiés est un couteau à double tranchant. À de nombreuses reprises, Jacky évoque le fait qu'Ecolo négociera avec tous (à l'exception de l'extrême droite) sur la base de projets, de convergences, et sur la volonté des interlocuteurs

d'inscrire un réel changement dans un programme. Une démarche aux antipodes du fonctionnement du jeu politique classique : « La stratégie politicienne écrabouille toutes les visions à long terme et toutes les notions d'urgence. » (9)

#### LA RÉDUCTION COLLECTIVE DU TEMPS DE TRAVAIL. AU CŒUR DU DILEMME?

Malgré la réalité de ces obstacles, Ecolo a porté, notamment par la voix de Jacky, des idées fortes incarnant une vision systémique et de long terme pendant les années 90. La réduction collective du temps de travail (RCTT) en est un exemple phare – et en filigrane le concept d'allocation universelle comme « principe directeur » (7).

Dans la plupart des articles de 1995 à 1999, la RCTT est proposée comme solution structurelle au marasme socio-économique, et particulièrement au chômage, et pour améliorer le bien-être de tous. Présentée comme enjeu mobilisateur (4) et comme pilier des mutations nécessaires pour réaliser un autre modèle de société (14), la proposition est étayée et ambitieuse. La version défendue est celle d'une réduction collective avec embauches compensatoires, condition de réduction des coûts du travail (3). Une attention particulière est portée à l'équité de la mesure: le maintien du salaire est assuré pour les petits et moyens revenus, une perte limitée et progressive est proposée pour les hauts revenus (3, 10). La proposition est très clairement liée à une réforme ambitieuse de la fiscalité (7, 8), la RCTT étant financée en partie par la taxe CO2 (3, 5). En 1997, l'AG d'Ecolo affine la position et se prononce « pour la semaine de 32h, objectif à atteindre en quatre ans » (10).

Revendication centrale d'Ecolo - c'est une des 3 priorités pour l'emploi (11), la RCTT est sur la table des négociations gouvernementales de 1999 : « On ne reviendra pas d'une négociation avec rien dans les mains. Ni avec des expériences pilotes » (13). Pourtant, aucune avancée significative et structurelle n'a été obtenue lors de la participation

d'Ecolo aux majorités et la proposition semble avoir été abandonnée progressivement. Elle était pourtant soutenue par une partie des syndicats, et l'exemple français des 35h, mis sur les rails à la même période, aurait pu servir d'émulateur et d'exemple.

Pire, à considérer qu'aucune avancée à ce sujet n'ait pu être obtenue en raison des rapports de force au sein du gouvernement, pourquoi Ecolo a totalement abandonné cette revendication après 2003, se tournant vers des formules individualistes et volontaires ? Aujourd'hui encore, alors que le chômage de masse est plus présent que jamais, et que certains syndicats ont ressorti cette proposition, Ecolo n'a pas été capable d'en faire un axe fort dans son programme pour les élections de mai 2014... La RCTT est une mesure écologiste par excellence, l'allocation universelle encore plus. Et pourtant, elle semble avoir été balayée, malgré des années de travail de fond et de communication sur le sujet.

#### DES « PETITS PAS » INÉVITABLES ?

On pourrait pointer d'autres exemples de réformes structurelles, ambitieuses et parfois complexes mais résolument écologistes, qui ont été abandonnées après la participation de 1999-2003. Si le traumatisme de la défaite de 2003 est peut-être sous-estimé par les jeunes qui n'ont pas connu cette période, le repli d'Ecolo vers des propositions prudentes, et peu originales (la politique des « petits pas » comme l'a formulée Jean-Michel Javaux dans une interview à la fin de son mandat) est pour le moins inquiétant.

En même temps, il faut reconnaitre qu'une série de « petits pas » ont été réalisés, lentement mais sûrement depuis 20 ans, par l'action des ministres et parlementaires écologistes, pavant le chemin de la transformation à long terme. Par exemple, les alliances emploi-environnement, dont Ecolo parlait déjà en 1995, ont commencé à voir le jour il y a quelques années (6). Ces petites victoires sont aussi le reflet d'un changement culturel plus large, et de l'évolution des mentalités par rapport aux

constats et thèses écologistes. Le fait que l'emploi et l'environnement ne soient généralement plus considérés comme antinomiques est une idée qui a fait son chemin, alors qu'elle était encore une hérésie il y a 20 ans. Autre exemple : la création de postes de ministres du développement durable, proposée par Ecolo en 1995, et qui devait à l'époque paraitre farfelue, n'est plus du tout contestée aujourd'hui.

Si la politique des petits pas est inévitable à certains égards, elle ne remplace pas pour autant l'absolue nécessité d'une vision de long terme, portée par des propositions radicales. La réduction du temps de travail, l'allocation universelle, ou encore la réforme de la fiscalité (notamment environnementale) en font certainement partie. Dans un monde d'« après-crise », où les failles et dangers du capitalisme et du productivisme ont clairement été dévoilés au plus grand nombre, il est incompréhensible que les écologistes tergiversent. Aujourd'hui plus que jamais, leur dilemme permanent entre volonté de changement radical et structurel, et inscription dans le système politique et ses règles, doit être dépassé.

En allant puiser dans la vision et le discours de Jacky, qui a su manier tel un équilibriste, réalisme et radicalisme, les jeunes peuvent maintenant faire la synthèse. Décomplexés d'une part de la nécessité de « jouer le jeu », de se professionnaliser, de communiquer, de participer, mais résolus d'autre part à revenir à un radicalisme sur le fond, doublé de ce fameux « courage politique » qui semble nous avoir quitté. « Ecolo n'a jamais nié les rapports de force. La question, c'est de savoir si on peut continuer à coller des rustines sur un pneu crevé; si des aménagements à la marge peuvent générer des richesses durables, réparties équitablement entre les groupes sociaux » (5). La réponse est non.

Articles consultés : ensemble de la revue de presse, et en particulier :

- Pas d'écologie sans Ecolo (3 mai 1994)
- Morael tend la main aux démocrates du Nord (2 septembre 1994)
- Pourquoi pas des tickets de rationnement ? (2 septembre 1994)
- Ecolo condamne le dogme de l'assainissement (24 avril 1995)
- Les ultra-libéraux n'osent plus se montrer (24 avril 1995)

- Emploi, sécu, environnement : « défis manqués », dit Ecolo (7-8 octobre 1995)
- Jacky Morael (Ecolo) : il faut rééquilibrer la fiscalité belge (18 avril 1997)
- « Notre spécificité : globaliser l'approche des problèmes économiques » (18 avril 1997)
- Morael : la stratégie politicienne écrase les urgences (19 décembre 1997)
- « Tous à 32 heures, pour enrayer le chômage et vivre mieux » (19 décembre 197)
- Politiques de l'emploi : convergences et nuances (16-17 janvier 1999)
- Jacky Morael : le secteur marchand doit revoir la structure et les mécanismes des aides aux entreprises (06-08 février 99)
- « Je ne dirai pas sur quoi Ecolo ne transigera pas » (27-28 mars 1999)
- Un trait sur les Trentes Glorieuses (05 juin 1997)

NB: Les citations sont extraites de ces articles, avec en référence simplement entre parenthèse le numéro qui leur est attribué dans cette liste.

#### ENTRETIEN ENTRE AURÉLIE MARÉCHAL ET JACKY MORAEL - LIÈGE LE 26 JANVIER 2014

### ECOLO ET LA POLITIQUE À LONG TERME.

JACKY: Avant de commencer, quelle a été ton impression générale en relisant la revue de presse?

AURÉLIE: Cela m'a fait beaucoup de bien et m'a fait me poser beaucoup de questions sur la politique, sur Ecolo, sur la notion de changement. J'ai ressenti un mélange de motivation et de questionnements parce que je ne connaissais pas bien cette période. Ça m'a fait du bien de voir le genre de discours, le genre d'idées que tu défendais et l'énergie que tu mettais dans ce que tu disais. Et en même temps il y a aussi des aspects un peu déprimants quand on lit ces articles, parce qu'il y a des lignes entières qu'on pourrait réécrire ou redire aujourd'hui.

JACKY: C'est exactement mon impression. Il y a un bon coté à cela, c'est qu'on ne disait pas des conneries mais on peut prendre des paragraphes entiers de mes déclarations et les dater d'aujourd'hui, personne n'y verra que du feu.

AURÉLIE: Exactement et pour moi ça a été une des plus grosses révélations. Il y a quelques articles sur l'Europe où on parle d'austérité. On a l'impression d'y être entrés en 2008 mais en fait, ça fait quarante ans que ça dure...

JACKY: ce qui me frappe c'est que je ne me suis jamais battu que contre l'austérité. Car quand j'ai commencé en politique on était en plein gouvernement Martens-Gol avec sauts d'index et blocage des salaires. Ce que les gouvernements nous proposaient à l'époque, ce qui nous paraissait déjà horrible, ce n'est rien à coté de ce qui se fait maintenant.

AURÉLIE: Pourquoi ça n'a pas marché? Pourquoi notre discours n'a pas été plus entendu ? Qu'est-ce qui fait que certaines choses ont évolué ? Est-ce qu'il y a des raisons internes, dans notre manière de communiquer, de nous organiser?

JACKY: Le changement fait peur. Surtout si tu parles d'un changement structurel, radical, qui prend les choses à la racine, avec une vision de long terme. Le public préfère des mesures simples, à court terme, lisibles. Par exemple, la baisse de la TVA sur l'électricité, c'est une connerie sans nom, mais le gouvernement fédéral fait son beurre là-dessus, alors que tous les économistes disent que ça ne sert à rien. À l'inverse, la démarche de Nollet qui a fait passer la tarification progressive de l'électricité au gouvernement wallon, ça c'est vraiment une mesure structurelle.

Tu commences toi-même dans ton commentaire par mettre les pieds dans le plat, en disant que personne n'aime le changement, que les approches globales sont toujours difficile à faire passer. Les gens préfèrent des approches sectorielles, qui sont plus faciles à comprendre, qu'est-ce qu'on dit aux ouvriers de la métallurgie, qu'est-ce qu'on dit aux enseignants, qu'est-ce qu'on dit aux chômeurs, qu'est-ce qu'on dit aux PME et aux indépendants? Nous, nous cherchons à mettre les choses en perspective, à installer une cohérence, à la fois dans l'espace et dans le temps, entre toutes ces questions, sur le long terme. C'est bien cela qui est le plus difficile pour un écologiste. Parfois notre langage et notre communication sont complexes. Rien n'est plus difficile, surtout pour un écologiste, que devoir répondre à une question complexe en trente secondes. Et il m'est arrivé de refuser des interviews pour cette raison. On me disait : « Quels sont pour vous les enjeux de la société et comment doit-elle les résoudre ? ». Je réponds : « J'ai combien de temps ? » Le journaliste me dit : « 45 secondes ». Je dis « non ». Impossible.

Tu parles aussi des clivages et des tactiques politiciennes. Là, tu mets le doigt sur le court-termisme. La plupart des responsables politiques ont l'œil rivé sur, au mieux, la prochaine élection, au pire le prochain sondage: « Comment faire pour avancer dans les sondages? Qu'estce que je dois balancer dans les médias pour atteindre cet objectif? »

AURÉLIE: Mais il y a un paradoxe et une difficulté qui me semblent inhérents au système politique et peut être même plus au système politique belge. Les gens se montrent désenchantés, déplorent que ce soit toujours la même chose ou que « c'est toujours les mêmes ». Sur cette question, il y a un extrait d'un article qui est génial : tu y dis que nous, justement, on fait autrement, on essaye de préparer la nouvelle génération. Tu parles de la nouvelle génération de l'époque (Nollet, Doulkeridis, Henry, Hoyos). Et tu te demandes dans l'interview comment fera cette jeune génération après Milquet, après Reynders, après Di Rupo... Il y a quatre noms qui sont cités et sur les quatre, il y en a trois qui sont actuellement ministres dans le gouvernement fédéral. Mais, j'y reviens, le paradoxe veut que, quand on met des candidats moins connus en bonne place sur les listes, les gens disent ne pas les connaître, et donc ne pas leur faire confiance. Et donc sans même parler du contenu, du programme, je pense qu'il y a quelque chose en rapport avec les personnalités politiques. C'est un paradoxe avec lequel il est difficile de travailler pour nous car ce que nous voulons mettre en avant c'est surtout le contenu.

JACKY: Mais le contenu est toujours porté par des personnes. Le contenu doit s'incarner dans des personnes qui en sont les portes paroles.

AURÉLIE : Voilà ! Et en même temps, les autres partis éprouvent le problème inverse : les contenus sont fossilisés et incarnés par des personnes qui sont elles-mêmes devenues des fossiles de la politique. Et face, le citoyen qui va dire « c'est tous les mêmes et c'est toujours la même chose » et s'en plaindre, mais qui, si il voit une tête de liste qu'il ne connaît pas, va dire « C'est qui ça ? J'ai pas confiance ». C'est une difficulté avant même de pouvoir entrer dans le contenu.

JACKY: J'ai toujours eu une double obsession. D'une part de porter un discours qui porte sur les structures de la société et sur le long terme tout en me rendant compte, dans ma politique interne, qu'il fallait pour cela faire surgir des générations, parce que personne n'est éternel. C'est la raison pour laquelle, dès que je suis devenu secrétaire fédéral, j'essayais de repérer des jeunes gars, des jeunes filles, à qui donner des

responsabilités, pour les faire surgir, car je pensais que ces personnes avaient du potentiel. Tu as cité Nollet et Henry. Je suis aussi allé chercher Isabelle Durant — avec toujours cette obsession : « on ne va pas tout le temps tabler sur Lannoye, Daras, Morael, et quelques autres ». Et ça n'a pas toujours été simple en interne. Je me souviens que j'avais une méthode un peu particulière. Un exemple me revient en tête : je demande un jour à Christos Doulkeridis de m'écrire une note. Il me la fait, je la commente, et lui demande de corriger certains aspects. Il m'annonce que la note est prête et que je peux la présenter au bureau politique. Je lui dis non : c'est toi qui va la présenter. Et je me souviens qu'il a présenté sa note au bureau, avec le style qui est le sien, un peu hautain, un peu cassant. Je me souviens très bien d'avoir vu la vieille garde se dire : « Mais c'est qui ce jeune con ? ». D'où l'expression « mes jeunes cons » quand je parle d'eux. Il y a donc un fil rouge entre mes 30 ans de vie politique et ce bouquin.

AURÉLIE: Aujourd'hui est-ce que tu pense que cette spécificité d'Ecolo est toujours présente? Est-ce que tu vois la relève arriver? Ou est-ce qu'il n'y a pas un genre de petit trou noir?

JACKY: Ça je crois que c'est à vous qu'il faut poser la question. On assiste à la fin de la première génération. La plupart des membres fondateurs sont hors circuit, il reste quelques vieux pachydermes comme Daras, moi et quelques autres. Il y a la génération intermédiaire qu'on connaît bien : Nollet, Doulkeridis, Hoyos... Et puis, il y a la nouvelle génération et c'est à cette nouvelle génération qu'il faut poser la question. Comment porteton, à notre sauce, avec notre culture, nos acquis, nos expériences et nos convictions, à notre manière, une radicalité ? Olivier aborde ça dans son commentaire et c'est intéressant : il dit qu'on semble avoir perdu un peu de radicalité, un peu d'impertinence dans la pertinence. Et moi je vous dis que c'est à votre génération de porter ça, ou de vous préparer à porter ça.

AURÉLIE: Tu as raison: il ne faut pas attendre qu'on nous dise quoi faire. Est-ce qu'il faut passer par une guerre interne? On n'en est pas là! Mais j'ai quand même la perception d'un Ecolo ayant évolué ces dernière années vers cette espèce de prudence trop prudente!

JACKY: Je suis tout à fait d'accord avec ça.

AURÉLIE: C'est lorsque j'ai suivi l'Académie verte que j'ai vraiment ressenti une espèce d'appartenance à Ecolo. Mais, il y a une chose qu'on s'est tous dit, c'est qu'à chaque séance il y avait au moins un moment qui était consacré au traumatisme de 2003! Il n'était plus jamais question de refaire certaines erreurs, surtout pas. Et donc il n'était plus question non plus de reparler de certains thèmes. Or, dix ans plus tard, il est peut-être temps de passer à autre chose. Une série de militants actuels n'ont même pas vécu cette période ou ne s'en souviennent tout simplement pas.

JACKY: Quand Paul Lannoye me propose de former une équipe pour le secrétariat fédéral (SF) en 1986, je suis présent aux Amis de la Terre depuis la fin des années '70 et à Ecolo depuis le début des années '80. Mais je n'ai pas tout le background des années '60 et '70, qui fait l'objet du premier volume du livre de Benoît Lechat – qui remonte aux racines de l'écologie politique en Belgique. Quand je débarque dans le SF, à la fois je suis conscient du passé, mais aussi insatisfait d'une série de choses. J'aimerais qu'Ecolo soit plus présent sur les thématiques, qui apparaissent comme moins spécifiques à l'écologie. Les rapports aux syndicats, à la société civile, etc, sont à ce moment un peu mis de coté du fait de notre refus de la pilarisation.. En 1989, quand Paul est élu à l'Europe, je trouve une plus grande latitude en termes de communication et de stratégie politique. Je m'emploie donc à changer la stratégie d'Ecolo et à être plus offensif sur des thèmes relativement nouveaux pour nous. On est tous, quelle que soit la génération, des héritiers du passé, mais aussi des acteurs du présent et du futur. C'est donc à chaque génération d'assumer ce rôle, qui n'est pas facile et qui n'est pas exempt de critiques ou de regards lucides. Je connais l'admiration des jeunes pour Jean-Michel, mais je ressens aussi chez eux une critique de sa ligne politiquement correcte et une envie de revenir à une plus grande radicalité. Ceci dit, il faut replacer sin mandat dans le contexte historique : après une grande défaite, on

avait besoin de se reconstruire. En fait, il est admiré mais en même temps critiqué pour la prudence extrême qu'il a installée.

AURÉLIE: Oui, il était sans doute la personne qu'il fallait à ce moment là et qui a permis qu'Ecolo continue d'exister et de bien exister. Mais c'est vrai qu'existe maintenant l'impression que tu décris, qui est aussi une question de passage de génération. En tout cas une impression qu'il est temps de passer à autre chose. Sur le fond, c'est aussi le sentiment que la crise de 2008 est quand même un marqueur, un changement important. Les citoyens n'ont plus la même perception de certains enjeux depuis 2008. Parfois, j'ai l'impression qu'on manque une occasion : une porte était entre-ouverte et qu'on ne saisit pas la chance de l'ouvrir complètement. Mais ce qui se passe en France avec Hollande, et son tournant vers l'économie de l'offre, est encore plus aberrant.

JACKY: Hollande répète les erreurs néolibérales de Mitterrand d'après 83. L'histoire se répète.

AURÉLIE : Ce qui me paraît incompréhensible, c'est la poursuite de l'hégémonie du discours néolibéral, malgré la crise.

JACKY: Il n'y a pas de saut de génération quantique chez Ecolo. C'est par cercle évolutif que les choses changent: c'est un processus continu. Il n'y a jamais de rupture sèche et c'est une bonne chose. Vous allez être confrontés au dilemme de tous ceux qui font de l'écologie politique: on porte un discours d'urgence qui nécessite des mesures de long terme, alors que le politique a tendance à gérer le long terme par des mesures de court terme. C'est toujours une rustine sur un pneu crevé.

AURÉLIE: Mais aujourd'hui la conscience d'un monde en crise, du poids des inégalités, du danger climatique est beaucoup plus partagée: ça change quand même les choses! Je crois qu'ilo y a une fenêtre d'opportunité pour sortir de la prudence sans subir une défaite écrasante. Nos propositions pourraient nettement mieux résonner qu'il y a dix ou vingt ans. Mais on ne le fait pas assez. Ce qui me frappe c'est que la défaite de 2003 nous a imposés de construire une image plus lisse et un fond plus prudent.

Ce faisant, n'a-t-on pas un peu oublié de montrer toute la richesse de notre programme ? Je n'ai pas de problème à ne montrer que la pointe émergée de l'iceberg mais il ne faut pas pour autant oublier sa partie immergée, à savoir l'ensemble de notre programme. En 2009, la prudence nous a permis d'amener Ecolo dans un rapport de force suffisant pour monter en majorité, obtenir de bons accords de gouvernement et réaliser beaucoup de réformes importantes et structurelles. Mais 2014 n'est pas 2009. Notre stratégie reste celle de la prudence alors qu'on pourrait « y aller beaucoup plus fort »: on a un pied dans la porte, on pourrait l'ouvrir plus. Pourquoi cette prudence, cet effacement, alors qu'on a réalisé des réformes importantes et qu'on a un excellent bilan ?

JACKY: C'est quand même un peu plus compliqué. Notamment si on prend l'exemple de ce débat sur l'éolien où Philippe Henry s'est fait canonner par les autres partis tout en restant hyper zen. En interne, beaucoup louaient son calme. Pas moi : je pensais qu'on aurait dû leur rentrer dans le lard. Mais Jean-Marc Nollet et Philippe Henry m'ont dit par la suite que le dossier tombait « au bout de l'entonnoir » concernant d'autres dossiers importants au sein du gouvernement. Il fallait donc être prudents. Effectivement, quelques semaines après, l'olivier a engrangé toute une série d'accords majeurs, dont certains très importants pour nous. Lors d'une participation gouvernementale, il y a toujours une tension entre les cabinets et le parti. Et je reconnais que sur ce coup là je n'avais qu'à moitié raison.

AURÉLIE: On revient au paradoxe. À court terme, cette image de victime a été bénéfique pour engranger ces accords importants au gouvernement. Mais est-ce que ça ne va pas s'avérer préjudiciable sur le plus long terme ? Le fait d'apparaître comme victime aux yeux du public crée un risque de pas être réélu et donc de ne pas pouvoir réaliser le programme sur le long terme.

JACKY: Certes. Mais il y a des réformes qui resteront même si nous ne sommes plus là. Si Nollet parvient, par les arrêtés d'application, à mettre en œuvre concrètement la nouvelle tarification progressive de l'électricité – proposition qui se trouve dans notre programme depuis

1981 – personne ne reviendra dessus, même les libéraux qui crachent dessus. Votre génération va être confrontée à la réduction de l'espace d'expression, tant dans les médias audiovisuels que dans la presse écrite. La différence de place accordée aux interviews dans les journaux hier et aujourd'hui est énorme. On peut le constater dans la revue de presse que vous avez consultée. Notre difficulté de faire passer des messages complexes n'en est que plus importante puisque l'espace réservé est encore plus petit qu'avant.

AURÉLIE: Mais il y a aussi les nouveaux médias sociaux désormais. Il y a un espace qui nous permet de faire passer du contenu, sans idéaliser ces médias bien évidemment.

JACKY: Il y a le coté pile et le coté face des médias sociaux, car les gens ont tendance à aller vers la ligne qui les arrange, vers les infos qui les intéressent, avec lesquelles ils sont d'accord. Bref, tout ce qui les conforte dans leur opinion. Nous faisons pareil. Internet peut tout aussi bien ouvrir l'esprit que le fermer. La télé et la radio restent les médias qui touchent le plus de gens simultanément, mais ils sont en crise eux aussi.

AURÉLIE: C'est un peu déprimant...

JACKY: Non, ce n'est pas déprimant! Les codes changent, les contraintes évoluent, c'est tout. Aujourd'hui on peut, en tant qu'écologistes, sortir de notre pré carré, parler d'économie, de finance, de fiscalité, d'international, sans qu'on nous prenne pour des extraterrestres. Vous n'avez plus cette contrainte aujourd'hui, mais vous en avez d'autres.

AURÉLIE: Oui, mais les caricatures restent toujours présentes. Pour le grand public, je me rends compte à quel point Ecolo c'est l'environnement, et seulement l'environnement.

JACKY: L'environnement reste notre « core-business », notre porte d'entrée, le point à partir duquel on peut tisser d'autres fils de la pelote et qui nous permet d'aborder d'autres problèmes.

Aurélie: Pour évoquer un autre sujet, j'ai été fort impressionnée par le nombre d'articles sur la réduction collective du temps de travail (RCTT) et par la manière dont tu l'abordais. Qu'est-ce qui a changé pour que cette thématique soit désormais beaucoup moins abordée?

JACKY: Cette mesure figure dans notre programme depuis 1981. On a eu de grosses difficultés sur ce sujet avec certains syndicats (sauf la CNE), surtout avec les directions. Tant la direction de la FGTB que celle de la CSC ont toujours dit oui du bout des lèvres dans des interviews. Mais quand tu discutes avec eux en tête à tête, c'est hors de question. Parce que les syndicats, comme les partis traditionnels, ont toujours pensé que le retour de la croissance allait résoudre la question du chômage. Ils n'ont pas abandonné le dogme selon lequel la croissance allait nous redonner le plein emploi. Or nous, depuis 1981, nous sommes convaincus du contraire. Les syndicats majoritaires, pétris de cette idéologie, considéraient donc que le partage du temps de travail – je n'aime pas ce terme, auquel je préfère celui de « réduction » – se fondait sur une vision chrétienne de l'économie (partager la pénurie). Dans leur esprit, réduction du temps de travail signifie réduction du salaire, ce qui n'est pourtant absolument pas le cas. Je crois que la question est de plus en plus d'actualité et de plus en plus moderne. Le nouveau parti français de Pierre Larrouturou, la Nouvelle Donne, en référence explicite au New Deal de Roosevelt, a deux grandes propositions phares : d'une part, la régulation des marchés financiers comme l'a fait Roosevelt et, d'autre part, la réduction collective du temps de travail.

AURÉLIE : D'après toi, il n'y avait donc pas de soutien suffisant des acteurs externes en 1999 ?

JACKY: Oui, mais ce n'était pas le seul problème. Il y avait aussi des contraintes financières. Dans notre projet, il fallait faire intervenir la puissance publique pour gommer les pertes de salaires. Si tu dis aux entreprises « tout le monde à 32h avec le même salaire et embauche compensatoire », la masse salariale et les frais administratifs explosent. Aucune entreprise n'était prête à l'accepter! L'argent public est donc nécessaire. Actuellement, on se replie sur le plan Tandem, avec des jeunes qui commencent et des

travailleurs plus âgés qui réduisent leur temps de travail. C'est bien, c'est un premier pas, mais ce n'est clairement pas structurel. En 1999, l'époque ne se prêtait pas à des investissements publics aussi massifs. Mais moi je crois qu'il faut relancer le dossier avec force aujourd'hui.

#### AURÉLIE: Et l'allocation universelle?

JACKY: J'ai toujours été contre. J'ai toujours pensé que c'était un bon point d'entrée comme réflexion sur l'organisation de la société en général. Mais comme mesure concrète, j'y étais opposé. Pour moi, elle pose plein de problèmes. Un des plus importants, outre la question du financement, c'est de savoir à qui on l'octroie. Aux nationaux ? Aux résidents ? Si c'est seulement aux résidents, tu renforces l'effet « forteresse » et le refus de l'immigration. L'allocation universelle porte en elle des risques de confrontation sociale lourde. Sans compter que, comme beaucoup d'idées, il en existe une version de gauche et de droite. Donc, c'est intéressant intellectuellement – j'en ai discuté avec Philippe Van Parijs – mais, concrètement, c'est beaucoup plus risqué.

AURÉLIE: Pour moi l'erreur c'est de présenter l'allocation universelle comme la baguette magique qui résoudrait tout. Tout comme pour la réduction du temps de travail, une série de critiques qu'on va lui opposer, ne sont en réalité pas des critiques contre la mesure, mais contre le système en général.

JACKY: C'est la raison pour laquelle je dis que c'est une excellente entrée pour réfléchir sur l'organisation de la société en général. Comment se distribue l'emploi ? Comment se distribue la richesse ? Pour moi, l'allocation universelle doit rester dans le corpus d'étude, de réflexions et de débat d'Etopia bien sûr. Parce que ça titille les méninges et que ça permet d'aborder des questions qu'on ne se poserait pas si on ne débattait pas de ce sujet. Mais de là à ce que ça figure dans le programme...

Pour revenir à la réduction du temps de travail, pourquoi n'a-t-elle pas figuré dans l'accord de 99 ? Parce que tout le monde, à part nous, était contre. Nous n'étions soutenus par personne. On nous regardait comme des martiens. S'est ajouté à cet état de fait l'expérience française des 35h,

pilonnée par la droite, qui assénait que la mesure avait été catastrophique pour les entreprises, et mollement défendue par une certaine gauche, qui se contentait de démentir le côté catastrophique pour les entreprises, et niait la création d'emplois. La question de la localisation de la mesure est également importante : les « esprits éclairés » diront « si vous faites ça, toutes les entreprises transnationales vont se délocaliser ».

AURÉLIE: Face à cet argument là, je trouve qu'on devrait pouvoir dire : « peut-être, et alors ? ». Ce n'est pas facile, mais il y a deux réponses. Soit on dit : « c'est vrai et donc il faudrait le faire au niveau européen », mais dire ça, c'est renoncer à la mesure ou la renvoyer à très long terme. Soit on dit : « certes, il y a un risque et on pense aussi que ce serait plus efficace au niveau européen, voire mondial ». Mais je refuse que la globalisation nous cantonne à l'impuissance. Le même raisonnement vaut pour des chantages du type « on ne peut pas augmenter les salaires ou plafonner les hauts revenus), ou on ne peut pas augmenter les taxes sur les grandes entreprises, parce que sinon elles iront ailleurs ». Qu'elles partent alors. N'est-on pas capable de trouver, dans notre pays, ou en Europe, des gens qui seraient capables et motivés pour faire le même travail que celui qui partirait ?

JACKY : Ce n'est pas la même question : il y a une question de stratégie industrielle et il y a une question de choix individuels.

AURÉLIE: Mais les deux sont importants. Pour ce qui concerne les individus, on trouvera toujours des gens compétents. Et par ailleurs, que certaines mesures puissent faire délocaliser certaines grosses entreprises, c'est un fait. Mais cela signifie-t-il qu'on serait incapable de trouver d'autres voies et d'autres choses à faire, même structurellement, en terme d'activités économiques et industrielles? Pour moi la question n'est pas de savoir si on veut réduire le temps de travail ou mieux répartir les richesses. Non, pour moi, la question est celle de la forme économique qu'on souhaite, et de sa durabilité. Encore une fois, les oppositions que suscitent nos propositions sont en fait souvent des oppositions au système actuel dans son ensemble.

JACKY: Je suis d'accord, mais il faut aussi tenir compte du fait que l'économie belge, depuis au moins cinquante ans, s'est fortement internationalisée. Les groupes qui étaient présents en Belgique se sont internationalisés, les secteurs nationaux sont en déclin total. L'économie belge est donc très largement tributaire de l'économie internationale. Si la Belgique prend une mesure de réduction du temps de travail, des entreprises vont quitter « ce pays de fous », ne fût-ce que pour montrer à tout le monde ce à quoi s'attendre. Ceci dit, je reste clairement partisan de la mesure. Mais elle doit être couplée à un discours sur la (re)création d'activités économiques endogènes, non délocalisables, notamment dans les filières vertes et dans les PME. Et c'est d'ailleurs dans les PME que la réduction du temps de travail est la plus difficile à appliquer – ce qui complique un peu la donne. Mais dans le secteur des services, dans l'administration ou dans l'enseignement, c'est en revanche immédiatement applicable.

AURÉLIE: Les modalités d'applications sont évidemment plus difficiles dans certains cas et il faut réfléchir à ces cas concrets. Mais c'est la même chose pour toute réforme... Ce n'est pas un argument contre la réduction du temps de travail en tant que telle, c'est plutôt un argument contre toute forme de changement tant soit peu structurel!

JACKY: Il est donc également important d'avoir un discours nuancé et précis par rapport aux modalités d'application et ne pas se contenter de déclarer : « Voilà, réduction pour tout le monde, partout, de la même manière, tout le temps ».

AURÉLIE: Pour moi, la RCTT, c'est un exemple paradigmatique de ce que peut apporter l'écologie politique et de la difficulté qu'elle a à proposer cette mesure qui est, par essence, une mesure structurelle de long terme dans un cadre de court terme qui est le cadre politique, mais aussi le cadre économique. Réfléchir le long terme, c'est de toute façon difficile pour la société.

JACKY: Mais il y a aussi un effet de masse. La personne qui t'entend dire ça en télé, il va se dire : « Ils sont bien sympa les écolos, mais moi

je connais mon patron hein. Si je réduis mon temps de travail, je perds un quart de mon salaire »... Et donc, c'est NIET d'office.

AURÉLIE: Mais ce n'est pas une proposition stand alone. Elle doit s'imbriquer avec d'autres, comme une meilleure répartition des richesses par exemple.

JACKY: On retombe alors sur la complexité. Il y a très peu de nos propositions qui tiennent toutes seules. Il nous faudrait en fait la majorité absolue...

En matière d'éthique politique, on a vraiment beaucoup avancé dans les années 90 sans être dans des majorités. Certaines idées écologistes passent donc dans les mœurs malgré le fait qu'on soit dans l'opposition. Évidemment, nos idées progressent beaucoup mieux et beaucoup plus vite quand on est dans des gouvernements. On le voit bien avec la législature, qui se termine en Wallonie et à Bruxelles. Mais sur l'éthique et le financement des partis, qu'on aborde dans un autre chapitre, quand j'ai commencé en politique, les partis étaient financés par des dons d'entreprises...J'ai reçu des confidences de plusieurs personnes à ce sujet : le président ou le trésorier des trois gros partis de l'époque, allait avec sa petite mallette, à la Générale de Banque, chez Tractebel et toutes les grandes entreprises du pays pour faire sa récolte de dons. Avec condescendance et mépris, on leur donnait des liasses de billets – l pratiquement la même chose à tout le monde, officiellement du moins. Certains anciens présidents de partis m'ont déjà dit à quel point c'était humiliant! Quand tu reçois un million de francs belges de Tractebel, comment poser la question du nucléaire ? Il n'y avait pas de financement public des partis, il était communément admis que les partis étaient financés par des entreprises, en Belgique comme ailleurs – d'ailleurs, en France, ils n'en sont pas encore vraiment sortis. Ce financement pouvait aussi passer par des ajouts occultes à des marchés publics, comme dans l'affaire Agusta, qui constituait en fait la queue de comète du système. Dans les grandes commandes d'État, le soumissionnaire allongeait une « dringuelle » aux partis! Dès notre entrée au parlement, nous avons déposé des propositions de loi et réussi à imposer la mise en place d'une commission sur le financement des partis. On peut dire que les principaux problèmes étaient réglés à

la fin des années 80 et au début des années 90. L'affaire Agusta éclate en 1993-1994. Quelques années après la mise en place des premières mesures concernant le financement des partis, des rumeurs circulent sur le fait que le PS aurait touché 20 millions de francs belges à l'occasion de la commande d'hélicoptères de combat à la firme italienne Agusta en 1988. Lors de la commission d'enquête et le procès, le trésorier du PS de l'époque, François Pirot, passe aux aveux et raconte qu'il s'est trouvé à un moment au siège du PS, avec les 20 millions sur lui et a demandé à Guy Spitaels, président du PS à l'époque : « Qu'est-ce que j'en fais ? ». À l'époque, certaines règles étaient déjà en place et ces 20 millions étaient donc encombrants. Spitaels et Guy Coëme – qui était ministre de la défense lors de la commande des hélicos – s'interrogent puis disent à Pirot « d'aller mettre l'argent au frais, ai Luxembourg », ce qu'il fit. Cet argent leur brûlait les doigts.

AURÉLIE: Il y a donc quand même des choses qui changent!

JACKY: Je crois que ce genre de choses n'est plus pratiqué, sauf peut être au niveau individuel - ça je ne peux pas le savoir. Aujourd'hui, il y a en effet des plafonds aux dépenses électorales. On ne peut pas faire tout et n'importe quoi, tout est très codifié. Et c'est clairement à notre demande! Naguère, un député sortant qui voyait la campagne arriver allait démarcher les entreprises de sa région, les commerçant, etc : « Écoutez, moi j'ai pas un balle : si vous voulez que je continue à vous défendre, il va falloir m'aider ». Il recevait des dons, parfois assez modeste, des commerçants du coin, de l'entreprise du coin, pour laquelle il avait, par exemple, obtenu un permis d'exploiter la mine, la carrière, etc. De ce point de vue, la société belge a complètement changé. Quelqu'un qui se fait prendre à accepter des dons supérieurs au plafond se fait désormais dégommer. On a remplacé le financement privé des partis, par un financement public, au pro rata des voix obtenues aux élections – ce qui était impensable au début des années 80. Demander ça sans un débat, c'était à coup sûr se faire traiter de fou furieux!

Les changements démocratiques inspirés par les Verts ne se limitent pas au financement des partis. Il y a aussi les lois sur les cumuls des

mandats, la parité... La parité, la première fois qu'on en a parlé, les autres nous ont pris pour des fous : « Vous êtes fous vous, vous allez nous amener des bonnes femmes dans les collèges échevinaux, dans les parlements ? ». On l'a fait !

## ECOLO ET L'AXE GAUCHE-DROITE

## **MAXIME COUNET**

# Jacky Morael, le retour

A l'issue d'une tranche de vie très éprouvante, Jacky Morael devait tourner le dos à la politique. L'artisan de la victoire écologiste de 1999 était donné partant. Il revient.

#### ENTRETIEN

**DAVID COPPI** 

Jacky Morael, vous étiez sur le point, en juin dernier, de quitter la scène politique, et puis voilà, vous avez changé d'avis. Que s'est-il passé?

Pour être tout à fait sincère, c'est vrai que j'ai eu un passage à vide, pour une série de raisons... La façon dont on traite le Sénat n'y est d'ailleurs pas été étrangère. Des conditions de travail complètement loufoques, avec des trucs qu'il fallait traiter en quinze jours, etc. Pas sérieux. Et puis, il y a eu la fameuse crise au sein d'Écolo à la suite de l'interview de Jacques Bauduin à votre journal, fin juin. Là, à ma grande surprise, on a assisté finalement à une assemblée générale enthousiaste, qui a rassemblé 800 personnes et qui a donné lieu à l'avènement d'un nouveau secrétariat fédéral, d'une nouvelle équipe qui a manifestement retrouvé le plaisir à travailler ensemble. Une équipe qui a du « peps », une équipe « sexy »... C'est communicatif. J'ai réfléchi. Ce n'était pas le moment de remettre en considération mon mandat.

Vous allez faire campagne...
Oui, à Liège. A la Chambre. Pour l'instant, je me dis que, dernier sur la liste, ce serait bien... Pousser la liste, avec plein de gens compétents aux premières places... Il faut leur donner leur chance. Mon objectif, c'est donc bien la Chambre, là où on peut faire du vrai travail politique, où s'exerce le contrôle du gouvernement.

Votre retour a lieu dans un contexte particulier pour Ecolo. marqué par une démarche commune avec le PS, qui tient dimanche un congrès engageant « offi-

ciellement » le

parti dans des négociations

avec les verts pour dessiner une sorte de « pôle » des gauches. Au fond, c'est vous qui aviez donné le cap dans les années 90 en voulant alors positionner Ecolo à gauche...

J'ai été celui qui a sorti Ecolo du fameux « Ni ni », ni droite - ni gauche, en 1995-1996. Après des débats démocratiques internes, c'est à mon initiative qu'Ecolo s'était affirmé clairement comme un « parti progressiste novateur », selon l'expression que j'avais suggérée à l'époque.

Aujourd'hui, ce rapproche-ment Ecolo - PS, comment le qualifieriez-vous?

Il s'agit de dire aux gens que, si nous sommes appelés demain à négocier un programme de gouvernement fédéral avec le PS, nous défendrons ensemble une série de points, en front commun. Mais attention ; à côté des convergences de gauche — et là j'insiste —, il y a des divergences de gauche. Il y a un tas de dossiers sur lesquels on n'est pas d'accord : les ÔGM, la FN, le Mox, Francorchamps, etc. Je ne dis pas que les uns sont des salauds et les autres des purs et des anges, mais que, simplement, nous avons des histoires différentes. Eux, socialistes, sont cohérents par rapport à leur his-

« Ecolo a retro<del>uvé</del>» une équipe dirigeante qui a du peps, sexu. C'est communicatif »

toire, leur culture, leur parcours ; les écologistes sont cohérents par rapport aux leurs.

Pour la santé et la transparence du débat démocratique, il faut donc à la fois conceptualiser et mettre en forme nos convergences - le processus est en cours et il aura trait notamment à la sécurité sociale, à la politique d'emploi — et, par ailleurs, cultiver nos différences sans pour autant devenir agressifs, vindicatifs.

> Quand la démarche Ecolo - PS

aboutira-t-elle?

On devrait signer un document avant la fin du mois, au plus tard au début d'octobre. Je me réjouis d'ailleurs

de voir la réaction de François Martou et du Mouvement ouvrier chrétien à la publication d'une plateforme minimale PS -Ecolo. Un événement qui rejoindrait ce qu'il répète depuis 5 ou 6 ans. On va voir alors si François roule pour le CDH, comme certains le disent, ce que je ne crois pas, ou s'il roule pour des thèses et un contenu, ce que je crois profondément.

Une entente préélectorale teile qu'elle se dessine entre Ecolo et le PS, c'est du iamais vu dans

la vie politique belge?

Le fait est innove. au'on Mais ce n'est pas un accord préélectoral.

égard, le seul qui lie Ecolo, c'est le préaccord avec Agalev: on montera ensemble au gouvernement ou on restera ensemble dans l'opposition. Avec le PS, il ne s'agit pas non plus d'un rassemblement des gauches dans la vision idéaliste des années soixante. Simplement, je l'ai dit, on va expliquer, publiquement, que si nous devons travailler ensemble demain dans un gouvernement, il y aura une série de domaines où nous

« Avec le PS, on devrait signer un document fin septembre, début octobre »

avancerons de front.

Louis Michel, pour le MR, a brandi aussitôt l'épouvantail : une alliance de gauche dominante tuerait le réveil wallon et, soulevant l'hostilité de la Flandre, elle pourrait même être fatale pour l'unité de la Belgique...

Quant au Mouvement réformateur, soyons clairs... Il faut être conscients qu'il y a aussi une alliance objective MR - PS, que certains vont nier mais qui est évidente, qui n'a jamais été vraiment démentie, et que mes sources me confirment. C'est une alliance purement tactique, de pouvoir, « objective » je l'ai dit, pas du tout de fond. PS -Ecolo, c'est au contraire une alliance de fond.

Cela étant, le gros enjeu des élections, c'est de savoir qui du PS ou du MR fera le meilleur score, quel sera le premier parti francophone. Pour moi, il est clair que ce ne sera pas le MR. Ils avaient perdu déjà en 1999. Contrairement aux apparences. à ce que les médias ont dit à l'époque, la fédération libérale avait été battue. Michel avait bluffé, plein d'aplomb. Mais les chiffres sont là. Et, cette fois, il n'y a vraiment aucune raison que le MR passe devant. Il n'aura pas la main. Il n'y a donc aucune raison que Michel se met-

te à dicter la composition de la prochaine coalition. De plus, même si la coalition arcdevait en-ciel être relancée, désolé, mais il trouvera devant lui un front PS - Eco-

lo qui n'existait pas en 1999.

Au fond, c'est là l'utilité première d'une telle alliance PS -Ecolo: soigner le rapport de forces en vue d'un prochain arc-en-ciel? A vous entendre,

il est plus question de cela que d'une coalition « alternative » incorporant le CDH...

Je ne préjuge pas. Je ne dis pas qu'il faut nécessairement reconduire l'arc-en-ciel. Encore que : quatre ans, c'est bien pour préparer les dossiers, et tout le monde sait qu'il faut un temps encore pour les mettre en œuvre. Mais il ne faut pas exclure d'autres scénarios. Louis Michel doit bien comprendre que des coalitions sont possibles sans lui. Le jeu est ouvert.

PS - Ecolo: une alliance anti-MR ?

Non. Encore que... J'entends Ducarme dire qu'ils sont libéraux sans accepter les excès du libéralisme... Désolé, mais je siège à la commission des Finances et, croyez-moi, les libéraux sont... libéraux. Louis Michel a une fibre sociale réelle, pas ses troupes parlementaires. Je ne suis pas dupe du discours centriste du MR.

Le CDH, lui, ne semble pas figurer dans votre paysage politique, même recomposé...

Ils disent tout et son contraire. Dans la polémique autour de la livraison d'armes au Népal, ils ont flingué Ecolo qui aurait renié ses convictions, tout en disant qu'ils auraient octroyé la licence... Oui mais bon, c'est quoi leur position de fond ? Economique, éthique ? Quoi ? •

### « le vais VOUS expliquer »

acky Morael, un rescapé? Il se disait que l'ex-leader indiscuté des verts francophones allait laisser tomber. Après s'être heurté aux murs de la vie politique et, surtout, s'être fracassé contre celui de la vie, la vraie - lire le portrait en page 2 ---, celui qui contribua de façon prépondérante au succès électoral écologiste de juin 1999 avait fini par se résoudre à quitter l'arène.

En décembre 2000, son nom avait circulé un instant pour accéder à la direction de la SNCB. Sénateur, on l'avait vu s'activer efficacement au sein de la commission des Finances en faveur de la taxe Tobin sur les transactions financières internationales.

Mais, enfin, l'essentiel, vraiment, n'était pas là : en juin dernier, Jacky Morael avait sérieusement envisagé de tourner la page, de « faire autre chose ». Et pourquoi pas, en marge du ministère des Affaires étrangères, une mission d'observation en Afrique, dans la région des Grands Lacs?

Et puis voilà. Un court été plus tard, Jacky Morael, sans ressasser le passé, fait demitour et lance : Je reste en politique, je vais me réinvestir, je vais faire campagne. Je vais vous expliquer... .

#### UN POSITIONNEMENT STRATÉGIQUE DANS LE PAYSAGE POLITIQUE BELGE

À lire des *interviews* dès 1994 (j'avais trois ans) et jusque 2009 (j'étais candidat aux élections régionales), il semblerait que le positionnement « à gauche » relève davantage d'un choix de mots que d'une bataille d'idées.

Cette question revient pourtant très régulièrement pour une force politique relativement neuve, qui plus est sortie du « ni gauche, ni droite », vers 95-96¹. Pour les journalistes, et fort probablement pour une large part de l'électorat, il est toujours vital de se positionner sur cet axe. Notons qu'à des années d'écart, des articles se demandent si tel ou tel parti « devient de gauche ». Est-ce à dire que la notion change, ou que les « valeurs » ou principes sont en perpétuel mouvement ²?

Sur le fond, quand on prône la « défense des démunis et [qu'on] recherche l'émancipation, on est forcément à gauche »³. En observant la place de l'impôt, la redistribution, la réduction du temps de travail, le refus de la fatalité<sup>4</sup> mais aussi de la participation, la jeunesse et le côté novateur<sup>5</sup> sans oublier la place du public<sup>6</sup>, du service public<sup>7</sup> et de la sécurité sociale<sup>8</sup>, Jacky Morael peut clamer que « l'antilibéralisme, c'est nous »<sup>9</sup>. Cette position semble pertinente vis-à-vis de la question européenne. L'Europe aurait (aurait eu ?) trois possibilités : le néo-libéralisme, le blairisme et une autre « voie rouge-verte »<sup>10</sup>. En jugeant que l'emploi est considéré comme étant une priorité subsidiaire par les acteurs de la construction européenne, Jacky Morael estime que « l'ensemble

<sup>«</sup> Jacky Morael, le retour », Le Soir, 07/09/2002.

<sup>2 «</sup> Jacky Morael : « Ni à gauche, ni à droite « Mais plutôt... A gauche ? », La Wallonie. - 04/03/1994.

<sup>3 «</sup> Les jeux sont ouverts, cette fois », Vers l'avenir, 18/04/2007.

<sup>4</sup> Voyez notamment « Les écologistes refusent la fatalité de la « realpolitik « en dépit des contraintes », L'Écho, 13/05/1995.

<sup>5</sup> Voyez notamment « Jacky Morael (Ecolo) : sur certains points, il y a un fossé entre les partis politiques », Le peuple, 17/05/1995.

<sup>6 «</sup> Privatisations : « Des accords de Yalta » », Le peuple, 14/09/1995.

<sup>7 «</sup> Morael : « Nous payons les erreurs des gouvernements passés « », Le peuple, 20/12/1995.

<sup>8</sup> Voyez notamment « Emploi, sécu, environnement : « défis manqués «, dit Ecolo », LLB, 7/10/1995.

<sup>9 «</sup> Le maillon faible, c'est le MR... », LLB, 12/02/2003.

<sup>10 «</sup> L'Europe, blairiste ou rouge verte », 28/03/1999.

de l'appareil économique et social [...] doit converger vers le haut »<sup>11</sup>. En définitive, « Ecolo partage[rait] une série de valeurs héritées de la gauche [mais] ce n'est pas en organisant une ligne Maginot contre le libéralisme que l'on va protéger ces valeurs »12.

Pourquoi prendre ses distances avec le terme ? Le propos n'est pas de dire qu'Ecolo n'est pas de gauche, mais qu'il est irréductible à la gauche. Dans un article intitulé « Pourquoi Ecolo n'accepte pas d'être «de gauche» », Jacky Morael explique en quoi l' « axe gauche-droite [...] ne permet plus d'expliquer toutes les nuances du champ politique »<sup>13</sup> et présente les « nouveaux » clivages relatifs au progrès, à la croissance, à la nature ou encore à la démocratie<sup>14</sup>.

Ce qui est marquant et qui permet d'avancer dans notre réflexion, c'est que la gauche n'est que très rarement commentée comme un ensemble de valeurs ou de positions, mais est toujours mise en rapport avec les forces existantes. En 1995, Jean Gol et Georges Jacob<sup>15</sup> sont évoqués comme témoins de l'existence d'une droite, l'existence de la gauche est sujette au doute au vu de la position socialiste<sup>16</sup>.

L'idée n'est donc pas de porter au plus haut une bannière mais de s'interroger sur ce qu'il en sera fait dans la presse et dans l'opinion. Si l'on « constate que, lorsque l'on fait des propositions -quelles qu'elles soient – qui visent à toucher l'actuelle répartition des richesses, on se fait immédiatement traiter de néo-marxistes »17. De ce traitement pas nécessairement bénéfique - découle selon nous le besoin d'une expression autre, celle du « parti progressiste novateur ».

<sup>11 «</sup> Morael (Ecolo) : L'emploi, une priorité subsidiaire », 14/09/1995

<sup>12</sup> Le pan.

<sup>13 «</sup> Nous ne sommes pas à la gauche du PS », Le Soir, 24/04/1995.

<sup>14 «</sup> Pourquoi Ecolo n'accepte pas d'être « de gauche », Le Soir, 28/10/1997.

<sup>15</sup> Alors président de la FEB.

<sup>16 «</sup> Nous ne sommes pas à la gauche du PS », Le Soir, 24/04/1995.

<sup>17 «</sup> Jacky Morael (Ecolo) : il faut rééquilibrer la fiscalité belge », L'Echo, 18/04/1997.

Il faut donc bien mettre l'appellation en rapport avec les forces existantes se réclamant à gauche, nommément, le PS<sup>18</sup>. « En nous affichant clairement comme une force de progrès, nous mordons sur les terres du parti socialiste »<sup>19</sup>. Cette idée sera reprise jusque dans le slogan de campagne de 1999, habilement détourné par la rédaction du Soir<sup>20</sup>.

Le vocable « progressiste » pose toutefois question. Pour avoir participé à beau nombre de débats autour de la campagne régionale de 2009, ce discours était toujours celui des représentants du MR, pour s'affranchir d'une appartenance de droite ou d'un rôle joué dans la dynamique ultra-libérale. En parlant de Jean Gol : « le libéralisme triomphant conditionne à peu près toutes les politiques de la planète, les partisans de ces thèses n'osent plus s'afficher publiquement »<sup>21</sup>. Les libéraux ne sont pas les seuls, vu qu'il est jugé, en 1995 toujours, que Jean-Maurice Dehousse se colle une « étiquette » progressiste<sup>22</sup>. Aujourd'hui le terme « progressiste » est également employé par le PTB<sup>23</sup>.

Une dernière hypothèse est celle d'ouvrir les possibilités de coalition. Si le parti désire « prolonger les mouvements [...] dans lesquels s'ancrent depuis plus de deux siècles les valeurs de la gauche »<sup>24</sup>, il a tout intérêt à exprimer sa différence avec le PS pour ne pas faire office de partenaire systématique, et par-là enterrer les convergences de gauche<sup>25</sup>.

Il semblerait donc bien que, dans les mots de Jacky Morael utilisés plus haut « le propos n'est pas de dire qu'Ecolo n'est pas de gauche, mais qu'il est irréductible à la gauche ». Il s'agit également d'une question de priorité. Si même celle-ci serait d'appliquer une politique de gauche, elle n'est certainement pas de s'en revendiquer. Au sein d'un parti

<sup>18</sup> Par exemple, Pierre Piccinin s'interroge en 2009 sur « La nébuleuse Ecolo : à gauche, donc ? » en parlant exclusivement des possibilités de coalition.

<sup>19 «</sup> La Wallonie au vert », Vers l'avenir, 2/02/1999.

<sup>20 «</sup> Quand c'est rouge, les verts avancent », Le Soir, 27/03/1999.

<sup>21 «</sup> Les ultras-libéraux n'osent plus se montrer », Le Soir, 24/04/1995.

<sup>22 «</sup> Jacky Morael : la ligne morale des verts », Le Soir, 9/03/1995.

<sup>23</sup> Voyez par exemple « Christian Panier, le juge passé au PTB », Le Soir, 2/02/2013.

<sup>24</sup> Manifeste politique d'Ecolo, Pour une transition écologique de la société, voté le 23/06/2013, p.8.

<sup>25</sup> Voyez Olivier Deleuze dans la chronique de Bertrand Henne du 7/03/2012.

qui, il suffit de parcourir une revue de presse entre 1991 et 2007 pour s'en convaincre, a été traversé de dynamiques franchement variées, la priorité est peut-être également d'accepter les différences, du fait qu'il n'y ait pas (toujours) de ligne uniforme. Serait-ce une des raisons pour lesquelles se clamer « de gauche » voire « à gauche » pose problème ?

#### ENTRETIEN ENTRE MAXIME COUNET ET JACKY MORAEL - 4 MARS 2014

#### ECOLO ET L'AXE GAUCHE-DROITE

JACKY : Quelle est ton impression générale après la lecture de la revue de presse ?

MAXIME: Il y a un aspect qu'on nous avait demandé de regarder, c'est la question de la communication. A priori, je me demandais comment mettre la question gauche-droite en rapport avec la communication. Et en fait ce qui m'a frappé dans la lecture des articles, c'est que la question gauche-droite était surtout abordée en terme de « comment ça va être perçu ». La question gauche-droite n'est jamais définie de manière abstraite en termes de valeurs absolues, mais toujours en lien avec la manière dont cela va être percu.

JACKY: Il y a une dimension qu'il ne faut pas perdre de vue: quand je m'exprime dans la presse, je ne m'exprime pas en mon nom personnel mais au nom du parti et j'ai donc des limites. Je dois tenir compte de mon *back office*, du parti, du bureau politique, des groupes parlementaires, du Conseil de fédération. J'ai toujours en arrière fond les positionnements des uns et des autres et je sais jusqu'à quelles limites je peux aller. Le côté évolutif de ma communication sur cette question en découle. Je n'aurais pas pu dire en 1994 ce que je disais en 1999 sur cette question gauche-droite parce que le parti a évolué. Il a fallu que le terrain soit propice. Parce que si, dès que

tu fais une déclaration, elle est immédiatement contredite par des parlementaires, par des régionales ou par des fondateurs du parti, la communication tombe à plat.

MAXIME: Évidemment, l'aspect communication ressort très fort dès lors que le terreau de la discussion reste en effet la presse, donc forcément un message envoyé. Une question qui traverse fort le paysage politique par rapport à Ecolo c'est celle qui dit « est-ce qu'Ecolo ne devient pas de droite ? ». Mais ces questions sont déjà présentes dans les années 90.

JACKY: Tu abordes bien cela dans ton texte: Ecolo est de gauche mais n'est pas réductible à la gauche. Jusqu'à l'apparition d'Ecolo, dans le paysage politique belge, se déclarer de gauche c'était s'inféoder mécaniquement à une histoire, à un passé et à un présent et à des forces politiques emblématiques et toutes puissantes dont on se faisait l'allié, non pas privilégié, mais incontournable. C'est à dire qu'on n'envisageait même pas, même au niveau communal, des alliances avec d'autres partis que ceux de gauche. Et Ecolo a rompu avec cette vision dans sa communication en disant : « Oui nous sommes des héritiers des valeurs de la gauche que nous portons avec modernité, mais nous ne sommes pas réductibles à la gauche telle qu'on l'entend, telle qu'issue du dix-neuvième siècle avec ses strates et ses conservatismes ». La situation politique française actuelle explicite bien cela. Les verts français sont conspués par la presse qui se demande ce qu'ils font dans ce gouvernement. Et c'est vrai qu'ils sont en tension permanente avec le parti socialiste sur des questions qui sont fondamentales pour les écologistes. L'aéroport Notre-Dame des Landes est une question emblématique comme a pu l'être le Larzac dans les années soixante. Mais ce n'est pas qu'une question emblématique, c'est toute la question du développement, des infrastructures, de la mobilité. La question du nucléaire est aussi fortement présente puisque la loi de transition énergétique est en cours de discussion et que Duflot a dit que ce serait un cap très difficile et très important à franchir. On sent vraiment le fossé difficile à franchir entre une gauche écologiste non-productiviste et une gauche socialiste, si on peut encore l'appeler

comme ça, surtout après le tournant libéral de Hollande, qui est productiviste à crever. Entre Duflot et Montebourg, il y a un fossé presque aussi grand qu'entre Duflot et Copé.

MAXIME : C'est d'autant plus lisible en France où il y a un système majoritaire qui oblige à faire des alliances avant les élections. En France, c'est encore plus compliqué pour les écologistes de dire qu'ils sont un vote utile que ça ne peut l'être chez nous. Cette différence entre écologistes et socialistes est très lisible en France pour l'instant, mais je pense qu'elle l'est aussi chez nous.

JACKY: Au niveau local, personne ne nous fait le reproche d'aller en majorité avec d'autres partis que le PS. Et il y a dans les participations communales tout l'éventail des alliances possibles avec les partis démocratiques. Jamais le reproche idéologique ne nous est fait. Il peut y avoir un reproche tactique, mais il n'y a jamais d'accusation de traîtrise idéologique. Les campagnes sont, il est vrai, très pragmatiques et peu idéologiques. Mais paradoxalement ce sont les campagnes dans lesquelles nous pouvons par des exemples concrets le mieux illustrer notre corpus idéologique. Au travers de questions comme la participation démocratique, la mobilité, la transition énergétique, la densification de l'habitat, etc., on arrive à faire passer nos valeurs dans le débat et dans la gestion communale sans que ça apparaisse pour de l'idéologie, alors que nous sommes là au cœur de notre projet de société. Quand on fait des propositions équivalentes au niveau régional ou fédéral, on nous traite tout de suite d'idéologues.

MAXIME: C'est parfois aussi strictement mathématique quand on arrive dans une majorité. C'est là que les intérêts stratégiques servent beaucoup. Au niveau local, les réalités sont parfois tellement éclatées d'une commune à une autre que c'est strictement mathématique. Je prends l'exemple de Visé en 2000 : Cdh et libéraux sont à égalité et c'est ce qui permet à Martial Mullenders d'être premier échevin puisqu'il a un siège et est de facto l'arbitre. C'est après cela que l'idéologie peut jouer. Le rapport de force est souvent le premier critère.

JACKY: Ce rapport gauche-droite se pose avec une intensité différente en fonction du niveau de pouvoir. Sauf peut-être au niveau des grandes villes, mais dans les petites communes ça n'affole ni la population ni la presse locale et tout le monde est bien conscient qu'on choisit les partenaires en fonction des programmes, des projets, de la situation budgétaire de la commune. La lorgnette d'analyse n'est pas idéologique au niveau local même si les tensions existent.

MAXIME: Au-delà du positionnement en termes de communication, il existe aussi l'idée que l'axe gauche-droite ne permet plus d'expliquer toutes les nuances du champs politique. Tu donnais l'exemple de Duflot et Montebourg avec le gouffre qui existe entre eux: c'est très représentatif.

JACKY: Oui et notamment sur les gaz de schiste. Ce n'est pas anecdotique, c'est une vision tout à fait différente de la société. La droite est aussi productiviste que la gauche socialiste. Une partie de l'extrême gauche est en train d'opérer une transition. Ça se ressent fort dans le discours du PTB et de Mélenchon en France. Ils se sont rendu compte qu'ils devaient inclure la dimension écologique pour attirer un nouvel électorat, qu'ils ne pouvaient pas s'arc-bouter sur leurs vieilles postures historiques. Et ça leur a demandé un effort de remise à plat de leur vision productiviste parce que le PTB a toujours été productiviste à crever. Et il l'est toujours, mais en ayant mis un bémol dans sa communication et dans son programme, en y mettant une dimension de protection de l'environnement qui est contradictoire avec son productivisme. Pour le PTB, n'importe quelle usine qui ouvre, c'est bien, tant que ça crée de l'emploi.

MAXIME: C'est une tension permanente chez eux. Aller à une manifestation pour l'emploi avec des Adidas. Dans quelle mesure ta qualité de vie peut changer en fonction de ton engagement. Chez Ecolo, il y a aussi une sorte de tension de cet ordre-là. C'est toute la question autour du développement durable et soutenable. Il faut peut-être accepter de changer de rythme. Et l'ancien nom de Groen est aussi représentatif: Anders Gaan Leven (AGALEV) était tout de même plus fort que juste « Vert » (Groen). Quand on parle de luttes originales, comme dans le nom d'Ecolo (Écologistes confédérés pour des luttes originales), on se rapproche aussi de cette rupture.

JACKY: Il y a une opposition frontale entre la gauche historique (y compris l'extrême gauche) et Ecolo: chez Ecolo, à tort ou à raison, est associée une notion de modération dans la consommation. Je me souviens d'une réaction de ma grand-mère paternelle qui m'avait frappé. Dans les premières années de ma militance, je lui ai amené du pain complet et elle a eu du dégoût parce que ça lui rappelait la guerre. Elle préférait son pain de mie blanc. Le pain complet lui rappelait l'occupation, donc les restrictions, les privations, etc. Il m'a fallu des années pour la convaincre que c'était bon, sain et nourrissant. Il y a donc une sorte d'accusation tacite de la gauche historique envers Ecolo, de vouloir imposer des privations et un retour en arrière, etc.

MAXIME: Et il y a aussi cette question de ce qu'est le progrès.

JACKY: C'est vrai. Et la gauche a oublié une de ses dimensions fondamentales que nous portons en héritage et que avons remis au goût du jour : la notion d'émancipation. Il y avait deux grandes valeurs fondamentales de la gauche historique : la protection et l'émancipation. Notamment via l'enseignement, le tissu associatif, sportif. La gauche historique a fait beaucoup pour mettre les gens en réseau, pour leur redonner de la dignité à travers un tas de structures mutualistes, associatives, sportives, de loisir, etc. Maintenant la gauche – et singulièrement le PS – s'arcboute sur son volet « protection » : on ne touche pas à la sécurité sociale. La sécurité sociale est un joyau à préserver absolument et à moderniser, c'est une évidence. Mais la gauche ne se limite pas à cela, la gauche doit regarder comment on émancipe. Qu'est-ce qu'on fait pour émanciper les gens, notamment vis-à-vis du progrès. Est-ce que toute nouveauté technologique ou commerciale qui s'offre au public est nécessairement un progrès vers l'émancipation ou n'est-ce pas plutôt parfois une plus grande source d'aliénation économique, sociétale et citoyenne ?

MAXIME : Et cette aliénation est sans doute renforcée par une sorte d'intégration de valeurs libérales résumées par la formule « on fait ce qu'on veut ».

JACKY: Prenons par exemple la question d'internet: d'un côté Di Rupo se gargarise d'avoir accueilli le centre Google à Mons parce que c'est une implantation économique et des emplois, et de l'autre, Ecolo se bat pour la liberté et la neutralité d'internet, pour la licence globale, pour la protection de la vie privée et la protection des données. Les deux visions sont claires: une productiviste et une émancipatrice. On est sur des terrains différents, on ne s'oppose pas. Les socialistes ne s'opposent pas à ce que l'on dit au parlement sur l'émancipation des gens vis-à-vis des réseaux sociaux, sur la protection des données, de la vie privée et des libertés fondamentales, mais ils n'en touchent simplement pas une bille. Ils en sont à se demander en quoi le numérique peut contribuer au développement économique. C'est une dimension importante, mais ce n'est pas la seule. Et donc il y a des dimensions qu'ils oublient.

MAXIME: L'exemple de Citta Verde est aussi représentatif de cette tension. Un grand centre commercial en périphérie d'une grande ville dont on nous disait qu'il allait créer 2000 emplois principalement grâce à une grande enseigne. La semaine d'après, Carrefour annonçait 3000 emplois en moins.

JACKY: Oui, mais au niveau local, les partis traditionnels se vautrent dans la même contradiction. Tous sont les premiers à défendre l'implantation de grands centres commerciaux en périphérie des villes tout en se disant les défenseurs du petit commerce local. C'est totalement contradictoire. Comme si l'ouverture d'un grand centre commercial allait augmenter le pouvoir d'achat des citoyens. Les gens ne vont pas consommer deux fois, ils vont consommer une fois là ou une fois là, mais pas deux fois.

Le fait de dire qu'on ne soit pas réductible à la gauche signifie beaucoup de choses : nous sommes de gauche mais nous refusons d'être réduits à cela. Tu fais aussi référence à l'Europe blairiste ou rouge-verte. L'Europe aurait eu trois possibilités : soit la vision néolibérale, soit le blairisme, soit la voie rouge-verte. C'est vrai que la construction européenne depuis 20 ans est un des principaux échecs de la gauche en Europe. Il y a eu la question pivot de savoir si on approfondissait le fédéralisme européen ou si on élargissait d'abord à d'autres pays. Et les verts ont toujours dit qu'il fallait

approfondir l'UE avant d'élargir car plus on élargit sans modifier la règle de l'unanimité au Conseil, plus il est difficile de modifier les institutions européennes. Je pense qu'il y a vraiment eu une stratégie de la droite européenne consistant à foncer tête baissée dans l'élargissement sachant très bien que cela condamnait l'approfondissement de l'Europe. Il y a aussi eu une illusion de la gauche européenne, celle que l'Europe a vocation de s'étendre toujours plus aux pays en voie de démocratisation. L'Europe, pour moi, n'a pas de frontière fixe et limitée dans l'espace mais avant tout il fallait approfondir les mécanismes de décision pour qu'elle fonctionne et pour la rendre plus fédéraliste et plus démocratique.

MAXIME: La question de l'Europe est importante pour Ecolo. Il y a une particularité dans le discours d'Ecolo sur l'Europe qui est la possibilité de voir au moins à moyen terme. Ecolo dit toujours que l'Europe est un outil formidable : il faut absolument y aller et ne pas la refuser. Refuser l'Europe est un réflexe de base de la gauche.

JACKY: Oui tout à fait, l'extrême gauche a transformé l'Europe en boucémissaire en confondant le résultat européen et le projet européen. Et c'est vrai que le résultat est pitoyable et dangereux. Ce n'est pas pour cela qu'il faut jeter le bébé avec l'eau du bain. Et c'est d'ailleurs un point de rencontre entre l'extrême droite et l'extrême gauche en Europe. Ils tiennent exactement le même discours sur l'Europe. Mélenchon et Le Pen disent la même chose sur l'Europe. C'est quand même troublant. Il n'y a plus personne pour défendre l'Europe. Mais moi je crois qu'il n'y a pas d'autre horizon possible.

MAXIME : À propos d'extrême gauche, une connaissance me faisait remarquer qu'il avait été étonné par le discours de Raoul Hedebouw dernièrement qui disait espérer avoir l'un ou l'autre élu sans afficher d'autres ambitions. Je pense qu'une des choses qui fait leur possible succès est d'éviter toute possibilité révolutionnaire et de se concentrer sur leur slogan « un moustique dans une assemblée est plus efficace ». JACKY: C'est la stratégie de « rue-assemblée-rue ». Partir de revendications de la rue, les porter dans une assemblée et puis obtenir des résultats. C'est une vision des choses...

MAXIME: Mais les résultats ne sont même plus forcément un souci, ils sont même galvaudés. Ce qu'ils cherchent, c'est faire du bruit. Gueuler sans prendre de responsabilités. Je me demande si la position générale des contestataires, que ce soit l'extrême droite ou l'extrême gauche ne relève pas aussi de cette dynamique. C'est une manière étrange de voir la gestion politique.

JACKY: Le problème est plus flagrant si tu poses la question concrète de l'abandon de l'Europe. Imaginons que la France sorte de l'Europe, quels leviers aurait-elle en plus face à la mondialisation ? Si la France sort de la zone euro par exemple, à part l'outil de la dévaluation, elle n'a rien de plus. Je trouve qu'on fait peser sur l'Europe, par confort paresseux, des problèmes qui ne sont pas de sa responsabilité. Par exemple, on dit que la crise économique est notamment liée au fait que l'euro est trop apprécié – et c'est vrai que c'est un élément parmi d'autres – mais la situation n'est pas meilleure en Grande-Bretagne ou dans d'autres pays qui ne font pas partie de la zone euro. Donc l'Europe n'est pas le déterminant absolu de la vulnérabilité face à la crise mondiale. Mais nous avions dit aussi que créer une monnaie commune sans harmonisation fiscale et financière, c'était une hérésie. Les écologistes ont soutenu la création de l'euro, mais à des conditions qui n'ont pas été mises en œuvre. L'euro est bancal dès le départ. Fallait-il pour cela s'opposer à sa création ? C'est une autre question.

MAXIME: L'euro est un exemple de dimension sur laquelle nous n'avons pas de prise. Le fait que l'Europe prenne des décisions sans aucune espèce de contrôle est génial pour tous les gouvernements.

JACKY: Mais en même temps ce n'est pas faux, le Conseil européen est une institution complètement opaque et non démocratique.

MAXIME: Ce n'est pas faux, mais on ne peut pas se contenter de cette explication.

JACKY: Le côté bancal de l'Europe et le côté incomplet du fédéralisme européen est une des explications à la non résolution de la crise. Dès l'instant où tu as 28 politiques étrangères différentes ou 28 politiques économiques différentes où tout le monde fait la compétition avec tout le monde, c'est bancal. Prenons l'exemple de la compétitivité : tous les pays en crise disent « regardez l'Allemagne, elle a comprimé ses salaires, elle a appliqué une rigueur budgétaire et elle s'en sort très bien avec une balance commerciale extrêmement positive, etc. » C'est vrai, ce n'est pas la seule explication, mais c'est vrai. Mais si tout le monde avait fait de même, si tout le monde avait bloqué les salaires, si tout le monde avait dérégulé le marché du travail, cela aurait été un jeu à somme nulle. L'Allemagne n'aurait pas été plus compétitive, les autres ne l'auraient pas été moins et c'est le monde du travail qui en aurait été le plus grand perdant. À nouveau, la gauche est absente là-dedans quand on voit Hollande qui s'aligne sur la politique de Schröder - parce qu'il n'ose pas s'aligner sur celle de Merkel - c'est fou.

MAXIME: On revient à la question du productivisme: la question de savoir d'où vient la richesse. L'argent qui fait de l'argent ce n'est pas normal. Ça implique d'office que des gens travaillent derrière en créant des richesses et que d'autres perdent. Le marxisme donne des clés de compréhension de ces mécanismes. Mais un des problèmes de Marx c'est qu'il ne définit jamais les classes sociales même s'il y a un texte dans lequel il dit qu'il y a douze classes différentes.

JACKY: Ce qui est frappant dans le discours du PTB c'est qu'ils donnent l'impression que notre société se divise en deux classes : les travailleurs (qu'ils ne définissent pas) et les patrons, avec leur clique de complices comme évidemment les libéraux, mais aussi les socialistes et même les écolos. Et ils passent à côté de l'hétérogénéité extrêmement forte de nos sociétés. Par exemple, l'existence des classes moyennes est complètement gommée dans le discours du PTB. On ne sait pas si le petit patron de PME, le petit commerçant, le petit artisan est un salaud de patron ou

un travailleur exploité. Par exemple une PME qui travaillait à 90 % dans la sous-traitance pour Arcelor-Mittal, c'est un patron ou un travailleur exploité de Mittal ? Il y a un moment où c'est l'un ou l'autre.

MAXIME: Je pense que c'est l'héritage de Staline sur le plan méthodologique, la mise en mouvement, l'action, plus que ce qu'il y a derrière. Il y a une polarisation dans leurs méthodes. Et c'est une méthode stalinienne. J'ai pu le voir dans le mouvement étudiant dans lequel les jeunes du PTB, le mouvement COMAC, sont très présents et où ils ont imposé certaines méthodes de ce type. Pour eux, il faut polariser pour simplifier les choses. Et ça marche bien dans leur recrutement aussi. Ils déplacent aussi leurs cadres en fonction de là où ils en ont besoin. Par exemple, ils sont surtout partis de l'ULB, mais ils ont développé fortement leur présence à Liège à l'ULg. Lorsque leur responsable liégeois a fait une dépression parce qu'il était épuisé, ils n'ont pas hésité à envoyer un des responsables de COMAC ULB à Liège pour reprendre le flambeau avec une mission de trois ans. Ils ont fait pareil à Mons et à Namur.

JACKY: Ils déplacent les gens comme dans la vieille tradition communiste en fait. Comme au début du PTB lorsqu'ils étaient surtout implantés en Flandre, ils envoyaient des cadres du PVDA travailler dans les usines en Wallonie.

MAXIME : Il y a un autre élément dans leur méthodologie, aussi bien de COMAC que du PTB : les « enquêtes » sur la base desquelles ils rédigent leurs programmes. Ces enquêtes n'ont aucune méthodologie scientifique, les questions sont clivées et orientées dès le départ, ils interrogent n'importe qui dans la rue sans aucune représentativité et puis ils appuient leur programme sur ces enquêtes.

JACKY: Depuis quand est-ce qu'un parti fait son programme sur la base de sondages? Si c'était le cas, tous les partis auraient le même programme. Si tu défends ce que les gens ont envie d'entendre, c'est la négation du politique en fait. Il faut parfois être capable de dire des choses que les gens n'ont pas envie d'entendre.

MAXIME: Je parlais de polarisation. Tu disais que le PTB - et l'extrême gauche en général - passe à côté de la classe moyenne. C'est une évidence, mais pour moi, ils se la prennent en pleine figure. Ils ont aussi un problème avec leur personnel élu. Toutes leurs têtes de liste (à part quand ils mettent un ouvrier pour l'aspect médiatique) ont des profils universitaires. Ils vont devoir à un moment donné réconcilier le discours caricatural sur la lutte des classes et le fait de n'avoir comme têtes pensantes que des petits bourgeois.

JACKY: Ça a toujours été le cas de l'extrême gauche. Depuis 1968 c'est comme ça. Ce sont les intellectuels qui servent d'avant-garde éclairée et à la limite, pour eux, les ouvriers sont tellement aliénés qu'ils ne sont pas capables de se rendre compte de leur situation. On fait une erreur quand on pense que les héritiers des valeurs de gauche sont les gens qui ont lu Marx. La gauche ne se résume pas à Marx. Moi, je fais partie des gens qui ont lu Bakounine et les auteurs anarchistes et libertaires du dix-neuvième siècle qui étaient en rupture frontale avec Marx. Bien sûr maintenant avec le recul, c'était plutôt folklorique qu'opérationnel. Mais moi je me suis toujours plus inscrit dans une tradition libertaire que marxiste. Ce qui fait que mon passage à Ecolo s'est fait sans problème car je n'ai rien eu à renier du tout. Et c'est José Daras qui m'a fait découvrir les auteurs anarchistes. Bakounine est un personnage truculent. Marx à côté de Bakounine c'est un pisse-vinaigre. Et la tradition libertaire a imprégné certains membres fondateurs d'Ecolo mais sans le côté dogmatique parce qu'on peut très bien être imprégné de lectures anarchistes, sans pour autant en faire une bible. Tu ne dis jamais « Bakounine a un jour écrit ceci donc c'est vrai », c'est plutôt « Bakounine a un jour dit ça, parfois il s'est planté ». Mais dans les luttes ouvrières qu'il a accompagnées, il a toujours mis en avant l'émancipation des travailleurs par rapport à toutes leurs aliénations diverses et sans cette volonté d'embrigadement qui caractérisait déjà les pré-communistes et les leaders ouvriers syndicalistes qui voulaient plutôt embrigader et constituer des forces de frappe. Bakounine croyait plus à la spontanéité, à l'organisation libre des comités d'entreprise indépendamment d'une hiérarchie éloignée

et centrale. La dimension autogestionnaire est très présente chez les membres fondateurs d'Ecolo et chez André Gorz aussi. Dans toutes les aventures des années septante, le côté autogestion a au moins autant de poids que le côté libertaire, participation, antinucléaire, fédéraliste, etc. Et le côté autogestionnaire est parfaitement compatible avec le fédéralisme, alors que le marxisme l'est beaucoup moins. Parce que le marxisme, c'est soit dans un seul pays (vision stalinienne), soit à l'échelle mondiale (vision trotskiste), mais entre les deux tu n'as rien. Alors que le fédéralisme permet l'éclosion d'un tas d'approches de la société et de projets de société. J'y vois donc une cohérence. Quand je dis qu'on est des héritiers de la gauche, on est surtout des héritiers de la gauche libertaire plutôt que des héritiers de la gauche marxiste. Parmi les lectures qui m'ont le plus touché dans ma post-adolescence, il y a tous les récits de la guerre d'Espagne où les premiers assassins de la colonne Durutti notamment et de tous les anarchistes engagés dans les brigades espagnoles, c'étaient les communistes qui faisaient la chasse aux anarchistes et aux libertaires jusqu'à les fusiller par peloton entier. Je vois plus d'empathie entre le mouvement libertaire du dixneuvième siècle et le corpus culturel d'Ecolo. Je ne parle même pas d'idéologie, à savoir l'attachement au noyau de base, au fédéralisme, à l'autogestion, au fait que des choses peuvent éclore de façon spontanée sans direction, sans chef, sans structure au début, même si après les structures s'imposent par nécessité. Ecolo a toujours été derrière les mouvements spontanés progressistes, ce n'est pas un hasard. Mais tout ce qui est spontané n'est pas forcément positif. Le problème c'est que c'était plus facile avant que maintenant de se connecter aux mouvements spontanés. Parce que nous sommes devenus, qu'on le veuille ou non, une force politique perçue comme gestionnaire, qui participe à des gouvernements et qui a des ministres. Et donc quand on met désormais les pieds dans un mouvement spontané, il y a toujours une sorte de suspicion et de peur qu'on manipule le mouvement par intérêt politique. Alors qu'il y a vingt ans la question ne se posait pas. On reste toutefois le parti le mieux à même à comprendre ce genre de mouvements et le plus capable de faire du lien avec eux.

MAXIME: Quand j'ai commencé à m'intéresser à la politique, on parlait de trois partis traditionnels et maintenant on parle des quatre. Pour prendre un exemple concret, quand on a vu émerger Véga à Liège, certains élus Ecolo ont eu des réactions similaires à celles des élus des trois partis traditionnels vis-à-vis d'Ecolo au début.

JACKY: On ne peut pas rester adolescent toute sa vie. Moi je ne m'en offusque pas. Il y a deux approches possibles. Une approche macro: à mesure que les crises ne trouvent pas de solutions et qu'Ecolo est perçu comme un parti traditionnel parce qu'il participe à la gestion et dispose de ministres, nous sommes mis, à tort à mon avis, dans le même sac que les autres qui sont impuissants. C'est un réflexe naturel. Au niveau plus micro: Vega, si on avait été un parti traditionnel, n'aurait jamais existé. Car dès l'été 2010 nous avons été plusieurs écolos à être sollicités par François Schreuer qui disait vouloir être sur une liste, en ordre utile et, en cas de participation à une majorité, être échevin. Si on avait été un parti traditionnel, on aurait supputé que vu son implication dans le tissu associatif liégeois, François Schreuer allait probablement faire une liste et nous causer du tort et donc on l'aurait mis en bonne place sur nos listes en lui disant qu'il serait échevin si on participait à la majorité, quitte à renier notre parole ensuite. Et l'affaire Véga à Liège serait morte, nulle et non-avenue, c'est aussi cru que cela. Et je parle là de François Schreuer, je ne parle pas de ceux qui l'accompagnent souvent avec une très bonne volonté et beaucoup d'honnêteté dans son expérience Véga. Maintenant le niveau européen est concerné au travers de Decroly, mais c'est à nouveau le même processus. Je comprends que certains anciens compagnons de route d'Ecolo soient déçus par la lenteur des changements que nous arrivons à impulser. J'ai eu de longues conversations avec Paul Lannoye qui m'a bien expliqué le décalage entre l'urgence de certains défis et la lenteur de décision du politique au niveau national, régional, européen et mondial. C'est indéniable. Paul comme d'autres disent que nous sommes insuffisamment radicaux, qu'il faut beaucoup plus ruer dans les brancards et être plus fermes dans nos positions, ce qui est un réflexe que je peux comprendre, mais c'est un suicide politique. Il y a beaucoup d'égo-développement là-dedans

aussi. Decroly s'est toujours senti dépositaire d'une mission messianique depuis l'affaire Dutroux et j'ai l'impression qu'il fait une rechute. Il dépose une liste, c'est son droit. Je ne vois pas ce que ces gens apportent de plus et en quoi ils sont en contradiction avec le programme d'Ecolo. En quoi auront-ils de meilleurs leviers qu'Ecolo pour faire avancer les mêmes points de programme que nous partageons ? En rien. Je ne vois pas Decroly demain faire pression tout seul sur la commission s'il est élu au parlement européen. De même que François Schreuer ne pèse pas autant que le groupe Ecolo à la ville de Liège. Mais ces gens portent un discours qui est porteur électoralement, disant qu'Ecolo est devenu comme les autres, qu'il n'est pas assez radical et qu'eux vont amener de la radicalité dans les assemblées. Ca plaît à mesure que le mécontentement citoyen augmente, à mesure que le fossé entre citoyens et politiques augmente. C'est une constante de la vie politique depuis le dix-neuvième siècle, les extrêmes en profitent. Je crois qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter. Sur le tram, Schreuer a fait un gros boulot avec Urbagora et sa vision du tram est nettement meilleure que celle qu'on a portée au gouvernement. Mais avec Schreuer, il n'y aurait pas eu de tram. Avec Ecolo, il y en a un. C'est ça qui fait toute la différence.

MAXIME: Quid de l'opportunité de se déclarer clairement de gauche?

JACKY: Mon avis à l'heure actuelle est que ce n'est plus nécessaire de se proclamer de gauche. Plus personne ne nous soupçonne d'être de droite. Plus personne n'ose même nous poser la question. Au contraire, on est plutôt considéré depuis 2009 comme « avec le PS dans la mesure du possible ». Donc je ne vois plus l'intérêt de se déclarer de gauche dans un document officiel, un manifeste, un programme ou dans un document de priorités politiques. On peut bien sûr rappeler que nous sommes des progressistes altruistes, que nous visons l'émancipation des citoyens, la protection des plus faibles, la redistribution des richesses. Cette seule litanie suffit. Mais je ne suis plus sûr qu'il faille agiter la muleta de la gauche parce qu'on risque toujours le dérapage incontrôlé vers ce qui s'est passé avec les convergences de gauche qui était une catastrophe. On l'a assez payé ce projet. Mais si tu me donnes un document qui

dit qu'on est de gauche, je le signe. Si tu m'en donnes un qui ne le dit pas, je le signe aussi sauf s'il dit qu'on est de droite.

Il y a un dernier aspect que je voudrais aborder. Tu reprends une expression qui m'est chère, c'est « la ligne Maginot ». Autant je disais qu'une de nos différences avec la gauche traditionnelle est d'émanciper les gens plutôt que de seulement les protéger, autant nous partageons ce que représente l'expression « ligne Maginot » (ce derrière quoi on ne reculera pas, no pasaran...), autant nous sommes quand même le seul parti à oser mettre sur la table des mutations du système de protection sociale et du système de redistribution. C'est par exemple le cas avec la question de l'index sur laquelle on a fait pédale douce à mon grand regret parce que pendant des années l'indexation forfaitaire des salaires a été dans nos programmes. L'allocation universelle, même si je ne suis pas favorable à sa mise en œuvre, reste tout de même une proposition qui permet le débat et la réflexion en interne. C'est une idée à partir de laquelle on peut complètement analyser notre système et le remettre en interrogation. Et par ailleurs, une proposition qui figure toujours bien en bonne place dans notre programme, c'est l'individualisation des droits sociaux pour faire en sorte que ce ne soit plus la cellule familiale qui soit l'étalon dans la définition des droits, mais bien la personne. Et ce sont trois thèmes que la gauche traditionnelle refuse d'entendre et que nous sommes les seuls à porter avec des intensités diverses. Parfois ce sont des propositions programmatiques, parfois ce sont des débats internes, parfois c'est pris en charge par Étopia en terme de réflexion sociétale.

MAXIME : La place de l'émancipation par rapport à l'individualisation des droits sociaux est fondamentale.

JACKY: L'expression « ligne Maginot » n'était pas seulement une attaque envers le PS, c'était pour indiquer qu'Ecolo voulait l'émancipation des gens et que la gauche traditionnelle avait oublié cet aspect. Il y a aussi l'image du bouclier et de la lance, même si c'est un peu guerrier comme expression. Ecolo a gardé la lance avec le bouclier alors que la gauche

traditionnelle a jeté la lance pour ne garder que le bouclier qui s'effrite de plus en plus et recule de plus en plus à mesure qu'il prend des coups.

# ECOLO, L'EUROPE ET LES RELATIONS EXTÉRIEURES

**ALAIN MUGABO** 

## Morael: Ecolo a empêché la mutinerie libérale

Oui, le PSC et (surtout) le PRL-FDF nous ont proposé d'envoyer le PS dans l'opposition. Et nous avons dit non!

#### **UN ENTRETIEN**

de Pierre Bouillon et Didier Tellier

auf pépin ou décision d'anticiper le scutin, socialistes et sociaux-chrétiens resteront en ménage jusqu'en 1999. Au début 1997, alors que le PS glissait sur les affaires, PRL-FDF et PSC ont songé à le débarquer et à s'emparer des exécutifs régionaux et communautaire avec l'appui d'Ecolo. Jacky Morael, secrétaire fédéral des Verts, nous commente cette «mutinerie» manquée.

☐ Toutes les politiques — fédérale, communautaire et régionale — nous font foncer dans le mur. Il faut changer. Et pour changer, il y a deux logiques. Celle d'appareil qui ferait changer les coalitions sans passer par l'électeur. Et la logique de clarification qui fait intervenir l'électeur, le scrutin permettant aux partis d'exposer leur projet. Ecolo préfère la seconde logique. C'est pour ça qu'il a refusé les projets de renverser, sans élection, les majorités actuelles aux Régions wallonne et bruxelloise et à la Communauté française.

#### Et qui a proposé ca, au juste?

Ocontrairement à ce qu'on dit, ce n'est pas Louis Michel qui a refusé ce scénario, auquel les présidents du PRL-FDF et du PSC songeaient sérieusement. Ecoló était un partenaire indispensable pour dégager une majorité alternative. Et c'est lui qui a dit non. En février, nous avons rencontré Michel. Puis, Nothomb. Et nous avons clairement dit: pas question de renverser les majorités sans élection, mais d'accord pour un débat de fond.

Et c'est comme ça que les discussions sur nos programmes respectifs ont commencé avec le PRL-FDF.

Selon vous, pourquoi Louis Michel s'estil mis à discuter de programme avec vous? Curiosité intellectuelle pour vos idées? Ou juste une envie de taquiner PS ou PSC en tentant de leur démontrer qu'une alliance bleue-verte serait possible?

Tout le monde a une stratégie...

Mais en discutant avec lui, vous avez joué son jeu...

□ Non. Parce que nous l'avons fait dévier. Au départ, il s'agissait d'une discussion d'appareils, d'arrangements politiques pour chasser les uns et installer les autres. Et ça a finalement abouti à une discussion de fond entre partis. Dans une logique traditionnelle, Ecolo aurait pu dire: « Nous sommes indispensables pour former une majorité alternative, donc, faisons payer nos voix très cher». On aurait renvoyé le PS se refaire une santé dans l'opposition et Ecolo serait monté dans les exécutifs. Ce scénario a été évoqué au secrétariat fédéral d'Ecolo. Ça n'a pas fait 25 secondes de débat. C'était niet!

Mais pourquoi ce refus de participer à un renversement de majorité?

 Avec la crise actuelle de confiance entre responsables politiques et une partie de la population, se lancer dans ce type de tripatouillages...

M Pourquoi «tripatouillage»? Les règles permettent aux assemblées de changer de coalition en cours de législature.

Q Oui. Mais dans le contexte actuel, ca risquait d'être perçu comme un tripatouillage. En outre, la brutalité de la manceuvre aurait empêché toute négociation sur un programme. Enfin, il restait peu de temps dans la législature. Le risque était grand, avec seulement deux ans devant soi, que ça se limite à des gouvernements de communication et de médiatisation, des effets d'annonce...

■ Après avoir confronté votre programme à celui du PRL, vous avez fait de même avec le PSC. Et vous allez en faire autant avec le PS. Quelles leçons tirez-vous de ces échanges? ☐ Avec le PRL, il y a des proximités en terme de rénovation des pratiques politiques, cumuls de mandats, dépolitisation, financement des partis.

Et l'on pourrait bâtir un programme de législature avec ca?

□ Voilà!... Dés qu'on aborde les volets fiscalité et Sécu, les divergences avec le PRL-FDF sont absolument nettes. Il défend l'idée d'une Sécu plus sélective, relevant plus de l'assistance. Ecolo défend une Sécu universelle plus ancrée dans le giron public.

■ Et avec le PSC?

☐ Des convergences émergent, par exemple en Sécu. Mais des qu'on évoque les pratiques politiques, ça devient déjà un peu plus difficle...

M Avec le PS?

Il n'y aura pas de surprise: il ne se trouve aucune formation avec laquelle des convergences existent sur tout ce qui est prioritaire pour Ecolo.

Au PS, il n'y a pas que les pratiques politiques qui nous posent problème. Il y a aussi sa stratégie économique.

Je suis convaincu qu'il y a désormais deux formes de progressisme. L'un se décline sur le mode de la résistance: le bouclier qui croit pouvoir, en période difficile, empêcher les forces du mal de pulveriser les protections sociales. Notre progressisme est différent parce que notre constat est différent : nous ne traversons pas une mauvaise passe économique, mais une mutation. Et qui dit mutation, dit changements, réformes. Ces deux conceptions du progressisme partent du même attachement à un état régulateur, redistributeur, encadreur, normatif, mais divergent sur l'analyse de la situation et sur les solutions

Depuis quelques mois, Ecolo organise des états généraux sur différents thèmes. Ils ont fait long feu, non?

☐ Non! Au lieu de faire de l'esbrouffe, on réunit des gens. C'est 400 personnes sur l'enseignement, 100 sur l'avenir de l'Etat belge, 200 sur l'alternative à l'Objectif 1. On quitte les réflexions en chambre pour se ressourcer, se relancer dans des discussions variées. s'élargir avec de nouvelles arrivées: militants de base, responsables associatifs, culturels, syndicaux.

## La nouvelle culture politique est un concept vide

 ■ On parle beaucoup d'une ■ Si Patrick Moriau avait été « nouvelle culture politique ». C'est un concept vide! C'est le nouvel Omo. C'est l'ancien avec quelques paillettes dedans et on essaie de faire croire qu'il lave deux fois plus blanc. Dans tous les partis. des gens essaient de se comporter autrement. Mais collectivement, on trouve de sérieux résidus de culture belgo-belge. L'enjeu, pour la classe politique, est de faire une rénovation de facade. Il y a une course entre ceux qui veulent véritablement rénover et ceux qui ne l'acceptent que du bout des lèvres, en espérant que ces rénovations permettent de continuer en catimini ce qu'on a fait jusqu'ici. Exemple: on a fait un barnum autour du financement public des partis mais le financement privé des centres d'études reste autorisé. Ca pose problème: l'ar-gent qui arrivait directement au parti est à présent destiné à des conventions d'études. Faut pas rigoler: ou bien on a changé le mode de financement des partis, ou non...

El li n'y pas quelque chose de dangereux, d'anti-politique, dans ce débat sur la nouvelle culture politique?

La version Verhosfatdt de la citoyenneté supprime les structures intermédiaires pour ne retenir que deux choses: les citoyens qui savent et les représentants propres qui les représentent. Danger! Les piliers sont une source de conservatisme, mais syndicats, associations ou organismes culturels ont des rôles importants à jouer.

député écologiste, il se serait fait exclure du parti?

☐ Il n'aurait pas publié ce bouquin! Le B.A.-Ba d'un parlementaire vert, c'est d'avertir ses copains et la structure du mouvement de ses initiatives. Vincent Decroly ne nous dit rien du contenu des audiences à huis clos, mais il nous consulte sur les attitudes à adopter d'une manière générale.

ma Dans une récente interview au «Soir», Charles-Ferdinand Nothomb jugeait que les commissions parlementaires, ca commence à bien faire, qu'elles condamnent les responsables politiques à se justifier sans arrêt.

☐ Ce doit être une poussée d'ancienne culture politique. Mais n'oublions pas que les lois-cadres sur l'économie et la Sécu ont mis le parlement hors jeu. Il ne faut pas s'étonner qu'il prenne une revanche, même inconsciente.

On ne peut nier qu'il y a une crise de société, de confian-ce. Y a-t-il eu dans les années 80 un complot dans les hauts corps de l'Etat pour déstabiliser le régime? A-t-on. dans l'appareil policier et judi-ciaire, protégé des réseaux de kidnapping et de commerce d'enfants? Ce ne sont pas des questions anodines. Et Jean-Luc Dehaene, avec sa vieille conception de la vie politique, est en train de montrer qu'il considère que ces commissions ne sont qu'un bac à sable pour amuser la galerie. La pieuvre institutionnelle semble reprendre le dessus.

« La nouvelle culture politique, c'est un concept vide. C'est le nouvel Omo. » « Pour tenter de ramener les libéraux au pouvoir, Louis Michel invente une stratégie toutes les trois semaines. Il est atteint de chiraquisme. »

« Je suis né en 1959. Je n'ai jamais connu que le PSC au pouvoir. Il y a un problème. »

«La crise a commencé en 1974. Nous sommes en 1997 : et certains croient encore que c'est une crise temporaire! »

« Interrogez les parlementaires wallons entre quatre yeux. Tout le monde se pèle comme un rat! Le parlement wallon est un superconseil provincial.»

INFOGRAPHIE LESOIR

#### L'EUROPE ET LES RELATIONS NORD/SUD

C'est un lieu commun de dire que parcourir les articles de Jacky Morael, c'est traverser un pan de l'histoire de la Belgique (en particulier de la décennie 90) et de l'écologie politique francophone.

C'est malheureusement un lieu commun de dire que les constats posés et les solutions proposées par le jeune parti d'alors sont toujours d'une déconcertante pertinence. Je dirais même plus qu'il est consternant de constater que les partis traditionnels s'enferment dans les mêmes réflexes pavloviens qui aggravent les inégalités entre les populations. Jacky déclarait, il y a 17 ans : « la crise a commencé en 1974, nous sommes en 1997 et certains pensent encore que c'est une crise temporaire »¹. Cela fait maintenant 40 ans que cette crise a commencé et certains continuent de penser qu'elle est temporaire.

## LA NÉCESSAIRE CONTAGION ÉCOLOGISTE DANS UNE EUROPE NÉOLIBÉRALE

Pour ma génération, l'implantation d'Ecolo dans le paysage politique belge et la percolation des idées écologistes auprès de nos concitoyens est une évidence. La (sur)médiatisation de certaines thématiques, comme les politiques énergétiques, et l'utilisation des concepts écologistes dans la rhétorique des autres partis l'attestent. Cette évidence résulte d'un long travail de transformation progressive d'Ecolo, en un parti en capacité de formuler des propositions de changements structurels crédibles, réalistes et intelligibles aux yeux des électeurs.

À l'échelle de l'Europe, cette évidence paraît moins... évidente. La contagion écologiste paraît plus marginale et ne se reflète pas dans les orientations politiques prises.

<sup>1 «</sup> Un trait sur les Trente Glorieuses », Le Soir 5 juin 1997.

Dans un article du Soir de mars 1999, Jacky appelle de ses vœux « la troisième voie »<sup>2</sup>, celle des coalitions rouges-vertes qui florissaient en Allemagne, en France ou encore au Finlande. Force est de constater que l'Europe a opté pour « la première voie », celle de l'impasse néolibérale, celle de l'austérité dogmatique, celle du traité transatlantique, celle de l'Europe forteresse, celle qui « tourne le dos au développement durable » pour reprendre les mots de Jacky.

Nous sommes là au cœur d'un des défis auxquels doit faire face l'écologie politique. Comment impulser des mécanismes de changements structurels à l'échelle européenne dans un contexte de rapports de force aussi défavorables? Comment être en position d'appliquer notre programme ? Quelles stratégies adopter ? Je privilégierais trois pistes pour atteindre ces buts:

- Réenchanter le rêve européen auprès des nouvelles générations. Je suis issu d'une génération qui n'a connu que l'Union Européenne mais qui en a une perception très négative. Les causes de cette mauvaise image sont à trouver en partie dans les politiques antisociales de l'UE mais également dans la relative complexité du processus décisionnel qui le rend opaque. Les partis verts européens doivent remettre l'Europe au cœur des débats nationaux, créer des espaces citoyens d'échanges comme des « Etats-Généraux d'une autre Europe »...
- Ecolo, rempart contre l'Europe libérale. En parallèle à une formulation de propositions concrètes et à une communication intense sur le changement de cap de l'Europe, il faut qu'Ecolo adopte une posture de refus de cette Europe et donc des textes emblématiques en émanant. Toute autre posture risque de brouiller le message sur la volonté de proposer une autre Europe.
- Renforcer la voix parlementaire : le Traité de Lisbonne, aussi critiquable qu'il soit, a le mérite d'avoir renforcé les pouvoirs des eurodéputés dans le processus décisionnel. Les parlementaires écologistes mènent un travail remarquable et remarqué, mais

<sup>2 «</sup> Morael : quand c'est rouge, les Verts avancent », Le Soir 27 mars 1999.

pas suffisamment par les citoyens lambda. Une réflexion sur la méthode de communication devrait être menée.

### L'ÉCOLOGIE POLITIQUE MULTICULTURELLE PASSE AUSSI PAR UN CHANGEMENT ASSUMÉ DE PARADIGME

S'il y a encore des pans de notre société qui semblent condamner à une inlassable répétition et qui souffrent des mêmes réflexes pavloviens, c'est bien celles des relations que l'Occident entretient avec les pays du Sud.

Dans un article du Soir de 1997, Jacky Morael évoque la culture de l'irresponsabilité en lien avec la Commission Rwanda<sup>3</sup>.

Cette culture de l'irresponsabilité est précisément au cœur des relations Nord-Sud, en général, et du Rwanda avec la Belgique, en particulier. Le premier, le Nord, a du mal à faire face à son passé colonial et appréhende toujours le monde avec des systèmes classificatoires. On parle toujours de pays « sous-développés », « en voie de développement »... Le second, le Sud, semble « subir » l'histoire et être cantonné au rôle d'objet de celle-ci.

La force d'Ecolo est de proposer des solutions novatrices et concrètes permettant de réinventer une autre manière de vivre. C'est ce rôle-là qu'il doit jouer dans l'impulsion d'un rééquilibrage des regards nord-sud qui permet au Sud d'assumer pleinement le rôle de sujet en sortant d'une logique d'aide qui n'est que la perpétuation de la domination historique.

« La main qui reçoit l'aide est toujours en-dessous de celle qui la donne » dit un proverbe ivoirien.

<sup>3 «</sup> La culture de l'irresponsabilité », Le Soir, 19 décembre 1997.

## ENTRETIENS ENTRE ALAIN MUGABO ET JACKY MORAEL - 11 MARS 2014

## ECOLO, L'EUROPE ET LES RELATIONS EXTÉRIEURES

JACKY : Quelle est ton impression générale de ce que tu as lu de la revue de presse ?

ALAIN: Justement, c'est ce que je dis au début, ce qui m'a vraiment impressionné c'est qu'on a l'impression que rien n'a vraiment bougé. J'ai le sentiment que tu poses les mêmes constats que ceux que nous posons actuellement. En particulier, quand tu parles de la crise qui perdure. Par contre, ce qui est impressionnant, c'est le chemin parcouru par Ecolo. Ça, c'est vraiment très impressionnant dans le bon sens ou dans le mauvais sens, c'est selon : c'est devenu un parti qui est vraiment bien incrusté dans le paysage politique belge. À tel point que même le PTB nous taxe de parti traditionnel. C'est d'une malhonnêteté incroyable. Mais peut-être Ecolo est-il aussi un peu trop implanté dans le paysage politique désormais. Il y a un article où tu dis qu'Ecolo doit être crédible mais ne doit pas non plus trop rentrer dans le moule. Et j'ai l'impression que de nos jours Ecolo est peut-être un peu trop rentré dans le moule.

JACKY : Je peux relier çà à une de mes phrases : le défi pour Ecolo c'est d'être pertinent dans l'impertinence.

ALAIN: Oui tout à fait, c'est exactement ça. Maintenant Ecolo est très pertinent mais je ne sais pas s'il est toujours aussi impertinent, en tout cas il ne fait plus cet effet chez les gens.

JACKY: Ecolo a perdu le bénéfice de la nouveauté. On ne peut plus se présenter comme un parti émergent, jeune, nouveau, etc. En effet, Ecolo a évolué et on est installé dans le paysage politique belge francophone, de même que Groen dans le paysage politique néerlandophone, depuis maintenant trente ans. Et trente ans pour les gens de votre

génération, c'est un bail. Donc quelque part, quand on nous taxe de parti traditionnel, c'est vexant parce que dans nos pratiques, à la fois internes et externes, on ne l'est pas, mais pour des gens qui sont nés alors qu'Ecolo était déjà créé, ça peut donner cette impression. Seule l'impertinence ajoutée à la pertinence peu à la limite corriger le tir et l'impression qu'ont les gens de notre démarche.

ALAIN: Moi je suis entouré de personnes qui connaissent Ecolo depuis toujours et qui se sont tournés vers Ecolo grâce à ce côté un peu impertinent, pas comme les autres. Et maintenant justement, ils ne ressentent plus ça, cette nouveauté, ce truc différent, le positionnement par exemple sur l'Europe qui, dans la communication, n'apparaît pas très différent de celui du PS. En tout cas dans la perception que les gens peuvent en avoir. C'est un truc qu'Ecolo a un peu perdu et qu'il faudrait retrouver, cette crédibilité dans l'impertinence.

JACKY: Dans la perception, peut-être dans la communication aussi, ça je ne sais pas. C'est un exercice difficile d'autant plus que depuis 99, on est dans des exécutifs. Au fédéral et à la Région wallonne de 1999 à 2003-2004, à la Région bruxelloise depuis 2004, à la Région wallonne de nouveau depuis 2009. Il est donc difficile de se présenter comme un parti contestataire, anar, rock-and-roll, alors que par ailleurs on a des fonctions ministérielles, des responsabilités lourdes et importantes dans des gouvernements où on doit faire preuve d'une certaine efficacité, d'une certaine cohérence par rapport aux promesses qu'on a faites. Et je trouve que de ce point-de-vue-là, indépendamment du côté moins impertinent, le bilan de nos participations gouvernementales est toujours positif. Mais ça ne nous remet toujours pas sur le terrain de l'impertinence : ça nous met plutôt sur celui de la compétence, du respect de nos promesses, de notre programme tel qu'on l'avait annoncé. C'est donc toujours une gymnastique un peu délicate et pas toujours facile à mettre en œuvre.

ALAIN : S'il y a bien un défi pour les futures générations d'Ecolo, c'est de trouver cet équilibre entre un bon bilan gouvernemental en faisant

de la politique autrement de manière très concrète avec un impact réel sur la vie des gens et en même temps être capable d'être impertinent.

JACKY: Pour en revenir à ton texte, tu rappelles que je faisais remarquer que la crise a commencé en 1974. Tout le monde semble parler d'une crise temporaire dont on pourrait se sortir par des méthodes classiques : soit la baisse de charges, la baisse des budgets publics, la diminution du nombre de fonctionnaires etc. Ça fait 40 ans maintenant que ça existe et ce qui m'a marqué, c'est que les gens de ta génération ont parfois l'impression que l'austérité naît en Belgique et en Europe avec la crise bancaire et financière de 2008. Or, moi, quand j'ai commencé en politique en 1981-1982, on était déjà en plein gouvernement Martens-Gol avec une obsession de l'austérité budgétaire, de la diminution des moyens publics, de la diminution des moyens sociaux, de la dérégulation du marché et du travail, comme partout en Europe. C'est donc une politique permanente et constante qui est mise en œuvre depuis trente ans au moins. Et je trouve que pour les gens de ta génération, qu'ils soient Ecolo ou pas d'ailleurs, c'est important de se le rappeler. Parce que c'est une obsession qui est présente partout en Europe sous le coup des recommandations de l'OCDE, du FMI, etc., ainsi que de la victoire de la pensée libérale et néo-libérale, à savoir moins d'État, mieux d'État, tous les pouvoirs aux marchés, financiers y compris, avec les catastrophes vers lesquelles ça nous a menés en 2008.

ALAIN: Oui, je ne sais pas à quoi est due cette perception. Peut-être parce qu'on en a beaucoup parlé en fait, tout simplement. On a vraiment l'impression que c'est une conséquence de 2008 plus que la conséquence d'une politique. C'est vrai.

JACKY: Revenons à l'Europe et à l'international. Moi je parlais de contagion culturelle. On ne peut pas dire que sur le plan européen cette contagion culturelle ait vraiment été un succès. Autant en Belgique on peut dire que les idées d'Ecolo ont percolé jusqu'à contaminer (si on peut utiliser le mot) les autres formations politiques qui n'osent désormais plus dire que l'environnement n'est qu'un luxe qu'on peut se permettre quand tout va bien. Plus personne n'ose se moquer du développement durable. Les

filières courtes non plus. Bref, la doxa écologiste est désormais entrée dans le discours public et est communément admise même s'il y a des divergences de vues et sur les moyens de la mettre en œuvre ; et ça, c'est le débat politique. Mais en Europe je n'ai pas l'impression que la vision écologiste, qui est partagée par tous les autres partis verts qui composent non seulement le groupe des Verts au parlement européen, mais aussi tous les autre partis verts réunis dans le Parti Vert Européen, se soit imposée dans le débat public aussi fortement qu'en Belgique. Je n'ai pas l'impression que la contagion culturelle ait aussi bien fonctionné.

ALAIN: Tout à fait, je tire les mêmes conclusions que toi. Il y a plusieurs explications possibles mais ce qui m'interpelle surtout, c'est comment y arriver en fait. Certains chercheurs parlent plutôt du renforcement de l'Europe politique. En Belgique comme dans d'autres pays avec un système proportionnel similaire à celui de la Belgique, la contagion s'expliquerait par ce système proportionnel justement. Car dans ces pays, même si les écologistes ne font pas des scores mirobolants, ils ont au moins une représentation parlementaire qui leur permet soit de participer à des gouvernements, soit d'être quand même une force parlementaire importante qui peut influer sur les débats. Le système politique institutionnel européen ne permet actuellement pas aux parlementaires européens d'avoir le même poids et la même influence que les parlementaires nationaux. Étant donné que ce sont quand même les États, à travers le Conseil européen, qui ont une prédominance, ce sont forcément les représentants des pays les plus influents qui ont le plus de poids : l'Allemagne, la France...

JACKY: Le problème c'est que l'Europe est très peu parlementaire en fait : elle est surtout intergouvernementale. C'est le Conseil et la Commission qui ont le plus de pouvoir. Et on sait que les Commissaires européens sont surtout désignés sur injonctions des gouvernements nationaux et par un arbitrage, une négociation entre eux, pour ne pas dire un marchandage. Donc c'est ce qui la rend moins perméable que les États nationaux à la contagion culturelle. On peut dire que la contagion culturelle a bien fonctionné en Allemagne, en Belgique,

dans les pays du nord de l'Europe, beaucoup moins dans les pays du sud. Mais à l'Europe, le mode de décision, notamment le poids de l'unanimité dans toute une série de décision fait que le Conseil reste l'instance de décision au premier chef. Les intérêts nationaux priment donc sur les intérêts européens. Donc on est tous conscients chez les écologistes qu'il faut modifier à terme les modes de décision au plan européen, pour les rendre beaucoup plus fédéralistes, en donnant plus de poids au parlement européen et en réformant le mode de désignation des Commissaires. N'empêche qu'on va se trouver devant un dilemme après les prochaines élections : ce souhait de renforcer l'Europe va être de moins en moins partagé à mesure qu'on peut prédire une victoire des eurosceptiques partout en Europe aux prochaines élections. Donc comment va-t-on contourner ce dilemme qui est qu'il faut plus d'Europe, plus fédérale, plus démocratique, alors que les principaux gagnants partout en Europe vont probablement être les partis d'extrême droite, d'extrême gauche et eurosceptiques ?

ALAIN : C'est une très bonne question, je n'ai pas de réponse à ça.

JACKY: Moi non plus...

ALAIN : Mais ma réflexion part de ce constat : comment un parti écologiste peut influer au niveau européen en partant du plan national ?

JACKY: On ne travaille pas qu'à notre niveau. On est aussi très actif au sein du groupe des Verts au parlement européen. D'ailleurs, Isabelle Durant a été vice-présidente du parlement européen, ce n'est pas rien. Ça a été fait avec l'accord du groupe des Verts au parlement européen. Par ailleurs, nous sommes un des partis les plus actifs au sein du Parti Vert Européen, qui est la fédération européenne des partis verts qui dépasse les frontières de l'Union Européenne, mais qui est aussi un vrai parti politique en lui-même. On ne fait donc pas que de la contagion culturelle, on fait aussi de l'action politique de conviction. Mais on se heurte à des murs idéologiques. Quand on voit que les deux principaux groupes parlementaires à l'Europe sont le groupe socialiste et le groupe PPE (conservateurs) qui ne cessent de proclamer leur attachement à

une Europe fédérale mais qu'à part se partager la plupart des postes, ils mènent une politique de statu quo en permanence. Ils ont moins de cohérence interne que les écologistes qui sont tous sur la même longueur d'onde quant à l'avenir de l'Europe. Au PPE surtout et au PSE un peu moins, il y a de tout et n'importe quoi.

ALAIN: Une des pistes de solutions qui devrait se dégager, c'est refaire vivre l'envie d'Europe dans notre génération, il faut ré-enchanter l'Europe, ça fait partie de la contagion culturelle parce que l'Europe est un peu un épouvantail pour notre génération, c'est un peu le croque-mitaine. Les partis qui présentent généralement l'Europe de la sorte : tous les problèmes sont dus à l'Europe. C'est le bouc-émissaire... Il faut que notre génération recommence à rêver de l'Europe.

JACKY: Mais en même temps pour ta génération, l'Europe c'est aussi Erasmus.

ALAIN : Oui, mais tout le monde n'y a pas accès, ça touche une petite partie des jeunes, mais ce n'est pas suffisant.

JACKY: Tout à fait, mais n'empêche que c'est la première fois qu'il y a un programme qui vise à faire circuler les jeunes étudiants partout dans l'espace européen et je trouve que pour tous ceux qui ont fait un Erasmus dans leur vie, la perception de leur horizon international est changée. Ils ont d'ailleurs décidé de renforcer Erasmus pour permettre à plus de jeunes d'y participer. Je partage ton objectif de ré-enchanter l'Europe, c'est une expression que j'ai moi-même utilisée. Mais on ne peut de toute façon pas ré-enchanter autour d'un mauvais projet. Donc tant que l'Europe restera par essence idéologique ultra-libérale, moi je ne vois pas très bien, malgré tous les efforts qu'on peut faire, comment on ferait. C'est le dilemme des écologistes. Nous sommes des Européens convaincus, nous voulons plus d'Europe et renforcer la démocratie européenne, mais en même temps nous devons dénoncer les travers de l'Europe notamment lorsqu'elle négocie le traité transatlantique avec les États-Unis. Ce n'est pas ça l'Europe qu'on veut ré-enchanter. On ne peut pas accepter ça et on doit le dénoncer : ce n'est pas ça l'Europe qu'on veut.

ALAIN: Comment alors vendre une Europe qui n'est pas vendable, qui n'est pas sexy? Il y a peut-être deux voies en fait : est-ce qu'on peut changer l'Europe de l'intérieur ? Est-ce que s'investir dans l'Europe et réformer les institutions européennes est la meilleure stratégie pour séduire les gens et la nouvelle génération ? Ou alors est-ce qu'il faut être totalement en rupture avec cette Europe?

JACKY: Je crois que la rupture n'est pas un bon choix. Il faut continuer à se battre au sein des institutions européennes. Mais il faut surtout dépasser l'erreur de la fuite en avant vers l'élargissement. Je l'ai déjà dit plusieurs fois. Je crois que c'est une stratégie calculée de ceux qui ont toujours voulu une Europe inter-gouvernementale et ultra-libérale. Élargir dans une fuite en avant à un tas de pays d'Europe centrale sans modifier les mécanismes de décision, sans approfondir la démocratie européenne c'est continuer la stagnation car plus nombreux on est, plus c'est difficile de décider. Donc ce qui était déjà difficile à quinze l'est encore plus à vingt-huit. Or, on voit tous les jours qu'une série de décisions qui devraient être prises en profondeur et en urgence ne le sont pas parce que la règle de l'unanimité fait qu'elles se heurtent toujours à un obstacle de la part de la Grande-Bretagne, du Luxembourg, ou d'un autre pays, en termes d'harmonisation sociale, fiscale, en termes de projet de développement écologique, etc. Je crois donc qu'une des choses que les Verts doivent plaider en Europe c'est un stop à tout élargissement nouveau tant qu'on n'a pas réformé les processus de décision. Je suis favorable à l'adhésion à terme de l'Ukraine et de la Turquie mais il faut d'abord réformer les institutions et les mécanismes de décision et de démocratie interne à l'Europe, notamment sur le principe de l'unanimité. Sinon, plus on sera nombreux, moins ce sera facile de construire une Europe démocratique.

ALAIN: Est-ce que tu as l'impression que la perception qu'ont les gens de ta génération de l'Europe s'est améliorée ou qu'elle s'est dégradée ? Est-ce que leur perception a suivi une évolution positive ou négative ?

JACKY: Pour ma génération, c'est plutôt une évolution négative parce que nous avons projeté sur la construction européenne un tas de choses

très positives, un tas de projets très emballants et encore plus pour la génération qui me précède. Puisque c'était l'Europe de la paix, de la coopération économique, de l'après-guerre. Les progressistes de mon âge sont très déçus de l'évolution de l'Europe. Et votre génération hérite d'un état de fait, sans le rêve européen préalable et avec une déception d'autant plus grande parce que pour vous, l'Europe fait partie du paysage normal. Vous n'avez plus très bien conscience des raisons pour lesquelles elle a été constituée ni de la façon dont elle a été constituée. Vous n'en voyez que le résultat concret et quotidien qui est très décevant. Et donc on en revient à ton expression : il faut ré-enchanter le rêve européen. Pour ce faire, il faut d'abord rappeler que c'est un rêve et que ce rêve a un prix, c'est l'approfondissement démocratique, la réforme des procédures de décisions, passer à des majorités qualifiées, à une plus grande coopération renforcée. Bref, tout ce qui peut permettre de donner de nouveaux élans à la construction européenne et à sa politique.

ALAIN: Tout cela a une implication au niveau stratégique dans la communication. Ne penses-tu pas qu'on ne parle pas assez de l'Europe dans notre communication?

JACKY: Sur la crise ukrainienne, toute notre communication a énormément parlé d'Europe et du fait qu'il était de la responsabilité européenne de tenter de participer à la résolution de cette crise.

ALAIN: Oui c'est vrai, mais c'est lié à un dossier en particulier, l'Ukraine. Il y a un événement qui se passe et on en profite pour rappeler qu'il y a bientôt des élections européennes. Ce n'est pas une communication proactive. C'est ça qu'il faut, une communication proactive sur l'Europe.

JACKY: Le dilemme est très clair. C'est un des problèmes de la communication et surtout du relais presse. Si tu fais une communication sur la crise en Ukraine en signalant le rôle important que doit jouer l'Europe, tu as quelques chances d'être relayé par les médias. Si tu fais une communication ex abrupto sur un dossier qui a des dimensions européennes, que ce soit un dossier sanitaire, économique, écologique,

commercial, tu as très peu de chance d'être relayé par les médias. D'où notre extrême difficulté, par exemple, de faire passer notre message sur nos grandes inquiétudes quant à la négociation sur le traité transatlantique dont les gens n'ont pas conscience des enjeux. Comme avec le GATT à son époque, on va attendre que le traité ait été négocié et approuvé pour se rendre compte des conséquences en matière de bouffe, de compétition commerciale, de dumping social, de dumping fiscal, etc. Mais c'est très difficile de faire une communication proactive sur des dossiers où l'Europe devrait être en première ligne sans un point d'ancrage avec une actualité déjà prégnante. Sauf comme l'a fait Philippe Lamberts sur la crise bancaire et financière, où tout le monde sentait bien que l'Europe était en première ligne. Son discours a donc pu passer un petit peu médiatiquement. Mais c'est à peu près le seul dossier avec l'agriculture où les écologistes arrivent à faire parler d'Europe dans les États nationaux.

ALAIN: En complément à cela, quid de certains votes qui peuvent parfois brouiller l'image de l'Europe qu'on veut défendre? Par exemple le vote sur le TSCG. Je comprends la stratégie d'Ecolo par rapport au TSCG, mais par contre, j'ai l'impression qu'elle ne fait que brouiller l'image : on n'apparaît pas clair. La position n'est pas du tout lisible pour les citoyens. Je ne pense pas que ça va avoir un impact réel sur l'électorat d'Ecolo mais ça risque d'avoir un impact sur les militants d'Ecolo qu'il faut mobiliser pour la campagne.

JACKY: C'est un dossier piégé où toute décision était un peu « lose, lose » dans la mesure où d'une part, le traité s'appliquait déjà via le six pack que l'Europe avait déjà voté, qui contenait déjà des normes budgétaires qui n'ont finalement été que retranscrites dans le TSCG. D'autre part, au moment où la Belgique a dû ratifier, un grand nombre de pays l'avaient déjà ratifié. Il s'appliquait donc déjà et avait déjà force de loi. Le débat était donc un débat de pure communication, puisque la position de la Belgique n'avait en fait plus aucune importance. On pouvait voter ce qu'on voulait, ça ne changeait rien à la réalité des choses. Dans ce contexte, on a essayé depuis notre présence dans les

gouvernements régionaux wallons et bruxellois, de négocier avec la Région flamande et l'État fédéral un texte qui précise les modalités de mise en application de ce traité et qui, notamment, dit qu'en cas de circonstances exceptionnelles, par exemple une crise économique ou sociale, financière ou bancaire, imprévue, le respect des objectifs budgétaires peut être suspendu de droit. C'est une des choses qu'on a obtenues. On a aussi fait inscrire dans le droit la nécessaire association des partenaires sociaux et leur consultation lorsqu'il faut faire des efforts budgétaires supplémentaires. Ce sont deux améliorations au traité que nous avons portées sur le terrain politique belge. Maintenant, est-ce que ça change la portée du traité à l'échelle européenne ? Non, c'est clair, mais la bataille était perdue dès l'instant où toutes les instances européennes avaient déjà adopté le traité.

ALAIN : Mais symboliquement est-ce qu'il n'aurait pas fallu justement ne pas voter le traité dès l'instant où la bataille était déjà perdue justement ? Parce que beaucoup de gens posent cette question.

JACKY: Mais on ne l'a pas voté au fédéral. Je suis d'accord avec toi. Moi j'ai refusé de participer au vote au sénat sur l'accord de coopération. Parce qu'outre le vote sur le traité, est venu quelques mois après l'accord de coopération et là j'ai trouvé que ça devenait complètement surréaliste. Et j'ai dit que je ne participerais pas au vote parce que je ne voyais pas où était le sens d'un oui, d'un non ou d'une abstention. On était dans un débat de communication complètement piégé. Quoi qu'on vote, c'était mauvais. Et donc je ne suis pas allé au vote.

ALAIN: Dans mon texte, je parlais des relations nord-sud. Je voulais évoquer les difficiles relations entre les pays du nord, anciens colonisateurs, et les pays anciennement colonisés, relations très complexes. Les politiques publiques de coopérations au développement qui continuent à maintenir ce type de relations entre le nord et le sud. Par exemple, j'ai la possibilité de travailler sur un jumelage entre Watermael et une commune d'un pays du sud et c'est assez impressionnant de voir que ce que nous nous faisons, c'est en fait renforcer d'une certaine manière la non-démocratie dans ce genre de pays. On vient avec des

projets bien ficelés, avec notre vision d'Occidentaux et on l'impose aux populations qui n'ont rien demandé en fait. Les gens ne sont pas forcément demandeurs. Et les politiques en place avec qui on collabore ont leur propre agenda. Le maire de la commune avec qui on travaille en tirera le bénéfice d'être maintenu au pouvoir parce qu'il a réussi à trouver de l'argent, à tirer des revenus, à avoir des constructions. Le projet, c'est de renforcer les services de l'État civil dans une commune au Congo. C'est une commune de Kinshasa. Et donc tout ce que va finalement faire ce programme, c'est permettre au maire de montrer qu'il a fait quelque chose, qu'il est allé chercher des sous, mais ça ne va en rien renforcer quoi que ce soit pour la vie de la population locale, sur les services à la population. Ce type de relation m'interpelle toujours. Est-ce qu'on ne maintient pas ces relations de dominants-dominés ?

JACKY: Il faut distinguer deux grands domaines, il y a d'une part le domaine très général des relations nord-sud, qui ne soulève pas seulement la question de la coopération au développement mais aussi la question européenne des flux de matières agricoles et de la fixation des prix, et des torts que causent les exportations européennes de produits agricoles vers l'Afrique qui concurrencent des cultures vivrières et mettent en grande difficulté des paysans locaux et des circuits commerciaux locaux ou nationaux. Et d'autre part, les relations particulières que la Belgique peut avoir avec ses anciennes colonies. Ça veut dire que se pose la question de l'Afrique des Grands Lacs (Congo, Rwanda, Burundi) et là, c'est le flou complet. La politique belge ne me paraît pas très lisible. Je reconnais que c'est un problème très compliqué. Par exemple lorsque la Belgique doit se pencher sur le problème du Kivu et maintenir une équidistance entre d'une part la RDC (République démocratique du Congo) et d'autre part le Rwanda, l'équidistance ne me paraît pas être la meilleure solution. La Belgique a quand même manifesté des signes de désapprobation et de condamnation du soutien du Rwanda à une série de rébellions soi-disant spontanées au Kivu avec les exactions qu'on connaît. Quant aux relations entre la Belgique et la RDC, elles sont pour le moins sujettes à débat. Le soutien par exemple au processus électoral depuis quelques années a été entaché

d'une série de problèmes de fraudes électorales notamment lors de la campagne présidentielle et des campagnes à venir, notamment locale, provinciale et sénatoriale. Je crois que la Belgique fait trop peu pour obtenir des garanties de régularité du scrutin. Elle se contente d'être un bailleur de fond, un soutien logistique, ce qui est très bien car il faut que des élections s'organisent en RDC. Mais pas à l'aveugle, comme ça. La Belgique doit se montrer plus intransigeante dans le respect par les autorités de la RDC des principes élémentaires d'un processus électoral ouvert, démocratique et fiable. Ce qui n'a pas été le cas lors des dernières présidentielles de 2011. Tout cela jette le discrédit à la fois sur le gouvernement congolais et sur l'attitude de la Belgique à l'égard de ce gouvernement qui est à mon avis largement, à tort, perçu par certains comme un complice du gouvernement congolais. Je crois que c'est exagéré de dire ça, mais en tout cas, ce n'est pas un partenaire très exigeant. J'aimerais donc que la Belgique soit beaucoup plus exigeante à l'égard du gouvernement congolais qu'il faut continuer à aider bien sûr et surtout au travers des partenariats avec les populations locales et la société civile. Mais je n'ai cessé de le dire au sénat, il faut que l'aide logistique et financière apportée aux processus électoraux s'accompagnent de beaucoup plus de garanties de fiabilité et d'honnêteté du scrutin.

ALAIN : Je suis d'accord, mais je me demande si c'est le rôle d'une ancienne colonie de venir en aide à son ancienne colonie.

JACKY: En théorie je comprends la question et je me la suis souvent posé. Mais d'un côté pratique, il faut bien reconnaître une réalité, c'est que, par exemple, dans le club des bailleurs de fonds de la RDC, Paris, Washington, Londres et quelques autres, la Belgique est quand même une des instances de référence. Quand le club des bailleurs de fonds parle d'échelonnement de la dette, d'étalement, voire de nouveaux prêts, l'avis de la Belgique est souvent considéré et pris en compte parce qu'on reconnaît à la Belgique une expertise dans la connaissance du terrain de la RDC. Beaucoup plus que la France qui est plus impliquée en Côte d'Ivoire, en Centrafrique, dans ses anciens protectorats et dans ses anciennes colonies. C'est normal. Donc, la

Belgique a, qu'elle le veuille ou non, un rôle de référent auprès de la communauté internationale quant aux politiques de la communauté internationale vis-à-vis de la RDC. C'est donc une responsabilité dont il n'est pas possible de se défausser. Ce qui compte c'est d'avoir un haut niveau d'exigence en termes de gouvernance, de fiabilité, de régularité des élections, d'organisation de la fonction publique, de lutte contre la corruption. Là-dessus, la Belgique dit certes des choses avec lesquelles tout le monde est d'accord, mais elle les dit pour les dire. Elle se sert insuffisamment de son pouvoir d'expertise y compris international, pas seulement bilatéral. Je crois que la Belgique pourrait se montrer beaucoup plus exigeante vis-à-vis de la RDC. Et ce serait tout profit pour l'ensemble des Grands-Lacs.

ALAIN: Tu as eu l'occasion de t'y rendre?

JACKY : Oui, la dernière fois que j'y suis allé, c'est comme observateur pour les élections présidentielles à Goma.

ALAIN : Et que penses-tu des relations de la Belgique avec le Rwanda ? Si un écologiste devenait ministre des Affaires étrangères, quelle serait la touche verte dans ce type de relations ?

JACKY: Il y a un passif évident entre le gouvernement belge et le gouvernement rwandais, qui remonte au génocide de 1994 où à tort ou à raison la Belgique est considérée par le pouvoir rwandais comme ayant été finalement assez passive. C'est pire encore avec la France qui s'est même montrée, aux yeux du gouvernement rwandais, plutôt active au bénéfice des génocidaires avec l'opération turquoise et le couloir d'évacuation vers le Kivu. La Belgique a quand même posé quelques gestes que la France a tardé à manifester. Par exemple, les excuses publiques de Verhofstadt au nom de la Belgique quelques années plus tard et la reconnaissance de la part de responsabilité du gouvernement belge de l'époque dans le déroulement du génocide. Pat ailleurs, la justice belge a plutôt bien fonctionné en application de la loi de compétence universelle pour le jugement des accusés de complicité de génocide. Par rapport à la France, la situation belge à l'égard du

Rwanda est quand même meilleure. Je crois que la Belgique, ayant reconnu officiellement ses erreurs, doit redevenir un partenaire serein en toute confiance, en toute transparence du Rwanda qui est vraiment une puissance sur laquelle il faut compter en Afrique centrale dans les Grands Lacs. Notamment parce que c'est un des points importants de la résolution des drames qui se passent au Kivu, en RDC. Aucune solution n'interviendra au Kivu si elle ne s'accompagne pas de décisions concrètes de la part du Rwanda. Notamment en termes d'arrêt de soutien à des groupes « spontanés » armés qui sèment la terreur dans cette région. Mais ça veut dire aussi qu'en parallèle il faudra que la RDC et le Rwanda concluent des partenariats économiques parce que la réalité du Rwanda est incontestable : c'est un pays enclavé qui n'a aucun accès à la mer, qui a des accès très difficiles aux routes d'exportation. Tous les produits lourds coûtent donc extrêmement chers, tant en importations qu'en exportations et donc il faut trouver des partenariats pour permettre au Rwanda de développer son économie vers un espace plus international. Sinon ce sont les pays anglo-saxons qui vont avoir la mainmise sur le Rwanda. Et c'est déjà fortement le cas. Mais si nous voulons continuer à assurer une présence diplomatique et culturelle au Rwanda, ça passera par ces moyens-là et pas par d'autres.

ALAIN : Et concernant la deuxième question sur la touche verte d'un ministre des Affaires étrangères écologistes ?

JACKY: Ce que je viens de dire sur le Rwanda en est un exemple. C'est essayer de reconstruire un partenariat parce qu'il y eu beaucoup de malentendus, fondés d'ailleurs, entre la Belgique et le gouvernement rwandais, qui n'est pas exempt de critiques d'ailleurs. Il n'y a pas les diables d'un côté et les anges de l'autre. Mais ça ne peut se régler que par un partenariat renforcé qui ne peut être que bénéfique aux deux populations. On sait bien l'extrême interpénétration de la population belge et de la population rwandaise : il y a beaucoup de Belges qui sont présents au Rwanda, beaucoup de Rwandais qui sont présents en Belgique. On ne peut pas faire comme si le Rwanda était un pays complètement étranger à la Belgique. Il faut en tout cas bien reconnaître

que, même si j'ai dit que le gouvernement rwandais n'était pas tout rose, en termes de gouvernance, il y a un monde entre la RDC et le Rwanda. En termes d'infrastructures publiques, de gestion des collectivités locales, de corruption, ils sont sur des planètes complètement différentes. Et ça, il faut le reconnaître. Les rues des villes et des villages du Rwanda sont relativement sûres pour la population civile. Il y a bien entendu des problèmes avec l'opposition politique qui ne sont pas tolérables, mais il ne faut pas mettre les pays des Grands Lacs dans le même sac. Sinon, de manière générale, on a eu en Europe un ministre des Affaires étrangères vert, c'est Joschka Fischer, et il a été reconnu comme un excellent. Mais il n'a rien pu faire non plus dans l'Afrique des Grands Lacs et ce n'est pas un hasard parce qu'il faut rappeler qu'avant la Belgique, jusqu'en 1918, c'était l'Allemagne qui était la puissance coloniale du Rwanda et du Burundi. Ils partaient donc aussi avec un passif culturel terrible. Ils n'avaient pas les mains totalement libres non plus culturellement et diplomatiquement. C'est toute l'ambiguïté des anciennes puissances coloniales: c'est qu'à la fois elles ont une bonne connaissance du terrain et des acteurs, mais elles viennent avec un lourd passif.

J'en viens à la fin de ton texte. On est d'accord que les pays du sud doivent accéder au rang de sujet et plus seulement d'objet. Autant la coopération au développement peut être un des vecteurs de cette mutation, autant me paraissent au moins aussi importantes, sinon plus, les conclusions successives d'accords commerciaux internationaux qui par leur méthode de fixations de prix, de contraintes plus ou moins souples et liées au libre commerce en terme de contraintes environnementales, sociales, fiscales me paraissent beaucoup plus dommageables pour les pays du sud que les politiques de développement. Et là, l'Europe a un rôle à jouer. Et quand elle participe à la conclusion d'accords internationaux de commerce, elle me paraît surtout arc-boutée sur ses seuls intérêts (et encore, pas l'intérêt de ses agriculteurs et de ses producteurs) et très inattentive aux intérêts des pays du sud et au risque de voir des filières entières de production locales être concurrencées injustement par des importations, sous dumping, de pays du nord.

ALAIN: Tu penses que l'Europe actuelle en est capable?

JACKY: Elle devrait. Elle devrait intégrer dans son cahier de charges de négociations des accords commerciaux l'intérêt des pays du sud parce qu'on sait que les pays du sud pèsent beaucoup moins que l'Europe dans les négociations internationales.

ALAIN: Mais pour cela, il faudrait que les pays du Sud soient en capacité de pouvoir négocier. Ça c'est un vrai problème. Il y a aussi un déficit de compétences. Ils ne sont pas outillés.

JACKY: Et il y a un déficit de coordination aussi. Ils se présentent souvent en ordre dispersé en négociation. Mais ça, c'est de la responsabilité de l'Afrique. Je parle de l'Afrique, mais ça vaut aussi pour certains pays du sud asiatiques. J'ai l'impression que les pays d'Amérique du sud sont beaucoup plus coordonnés que ceux d'Afrique et d'Asie du sud. Enfin, c'est une impression.

ALAIN: J'ai l'impression aussi, mais je me demande s'il n'y a pas un rôle de la langue. Ceci dit, en Afrique aussi il y a des langues qui sont communes à plusieurs pays: l'anglais, le français,... J'ai une autre question qui est liée. En 2000, quand j'ai commencé à m'intéresser à la politique, Ecolo était un parti qui attirait très fort des populations d'origine étrangère et ce n'est plus le cas, ou c'est moins le cas maintenant. Je ne sais pas pourquoi, je n'ai pas vraiment d'explications.

JACKY: Moi si. J'ai une des explications, peut-être pas la seule. D'une part, quand on parle des populations d'origine étrangère, il faut faire attention à ne pas faire d'amalgames. Par exemple toutes les populations originaires du Maghreb sont très différentes des populations originaires d'Afrique. Et encore, quand on parle d'Afrique, la diaspora congolaise est très différente de la diaspora rwandaise et burundaise. Ces populations n'obéissent pas toutes aux mêmes codes et aux mêmes revendications. Donc cette population n'est pas à prendre en bloc homogène. Certains partis ont cyniquement pratiqué une politique de communautarisme vis-à-vis de ces populations. Ça se sent très fort à Bruxelles mais aussi

dans des villes comme Liège. Par exemple, le Cdh à Bruxelles a opéré une sorte d'OPA sur la communauté congolaise et sur la communauté turque au prix de contorsions indécentes par exemple sur la reconnaissance du génocide arménien etc. Les socialistes ont aussi leur part de responsabilité là-dedans. À Saint-Josse, aux dernières communales, un échevin avait annoncé dans son programme comme promesse le démantèlement du mémorial du génocide arménien. Le Cdh à Bruxelles fait la part belle à la communauté congolaise qui est en fait très diversifiée. On ressent quasiment tous les courant présents en RDC. Je ne voudrais pas être désobligeant, mais la communauté congolaise de Belgique est à la fois très politisée mais très peu politisée en même temps. Ils sont très partisans, il y a des clans, il y a des courants, mais ils ne sont pas politisés en tant que communauté.

ALAIN: Oui et ils sont aussi très ambigus par rapport aux relations qu'ils ont avec la Belgique. Ils reprochent tout, mais en même temps ils sont sans cesse en recherche de l'approbation de la Belgique.

JACKY: Oui, tout à fait. Moi j'en fais l'expérience à chaque campagne où on est invité à Liège dans l'un ou l'autre café fréquenté par la communauté congolaise. On a un peu l'impression que si on ne leur dit pas exactement ce qu'ils ont envie d'entendre, ils sont fâchés. Et donc il y a très peu d'espace de dialogue. Ils ont l'habitude de politiciens en RDC qui disent ce qu'ils ont envie d'entendre, et puis qui font tout à fait autre chose. Mais quand on participe à un meeting électoral dans un café avec cinquante personnes, il faut leur dire ce qu'ils attendent et alors la soirée se passe bien. Mais dès qu'on installe un peu de nuance, un peu de critique, un peu de recul, ils disent tout de suite qu'on n'est pas avec eux. Ils sont très revendicatifs en fait. Et parfois agressifs verbalement. Alors qu'ils ne pensent pas tous la même chose en plus. Il est donc difficile de contenter tout le monde, sauf à faire des contorsions idéologiques.

Dans un premier temps donc, tu as raison, Ecolo séduisait beaucoup de gens de la communauté d'origine étrangère. Notamment parce qu'Ecolo était en pointe sur la revendication du droit de vote aux élections communales. Et ça, ça leur parlait évidemment positivement. Dès l'instant où cette mesure a été instaurée, ce sont des revendications plus communautaristes que démocratiques qui ont pris le pas. Là, on a été pris de vitesse par des partis traditionnels comme le PS et le Cdh qui ont notamment pu ouvrir leur listes à des représentants de la diaspora avec des succès plus ou moins mitigés en terme de présence et de travail parlementaires.

ALAIN: C'est d'autant plus impressionnant au niveau du Cdh, je trouve, à Bruxelles.

JACKY: Et ça c'est un très mauvais service à rendre à ces populations. Je trouve qu'on ne doit prendre un Turc ou un Congolais, etc. sur nos liste s'il est d'abord écologiste. J'ai porté au Sénat une résolution pour la protection des journalistes turcs qui étaient traînés en procès par le gouvernement turc pour délits de presse, mais en fait c'étaient des délits d'opinions. Jean-Claude Defossé avait déjà déposé une proposition de résolution au parlement de la Communauté française et j'ai déposé un texte assez analogue au Sénat, stigmatisant la politique du gouvernement turc à l'égard de ces journalistes. Tir de barrage du Cdh et surtout du PS : ils voulaient noyer la résolution en disant que c'était le même problème général de tous les pays en voie d'adhésion à l'Europe : la Bosnie, l'Albanie, etc. En disant que ce n'était pas seulement un problème turc. On a dû faire quelques concessions en citant également d'autres pays, mais la Turquie était citée en premier et clairement visée. Et des vrais démocrates PS m'ont vraiment étonné : dès qu'on touche à la question turque, ils sont vraiment sur leur garde parce que c'est un enjeu électoral terrible à Bruxelles. Mais donc, soit électoralement on dit aux gens ce qu'ils ont envie d'entendre, soit on fait de la pédagogie et ont dit : voici notre programme. Et on ne va pas flatter le gouvernement turc pour essayer d'obtenir les voix des citoyens turcs qui sont eux-mêmes noyautés par certains groupes directement liés au pouvoir turc. C'est un serpent qui se mord la queue, on n'en sortira jamais. On a quelques militants turcs, quelques militants congolais, etc. mais on ne fait pas de cela une politique systématique

où c'est l'appartenance à la communauté qui prime sur la conviction politique sinon on devient une auberge espagnole qui n'a plus de sens.

ALAIN: Quelque chose qui m'a impressionné, c'est que tu aies fait d'Ecolo un parti capable d'assumer des responsabilités gouvernementales avec tout ce que ca comporte évidemment. Je trouve ca intéressant d'échanger avec toi là-dessus en prenant une posture : celle du militant de base qui aimerait que son parti redevienne un peu plus impertinent. C'est intéressant cet équilibre car tu en as fait un parti capable de gouverner mais tout en restant impertinent. Et puis, il y a aussi beaucoup de concret dans ta communication des années 90 tout en restant très impertinent.

JACKY: Ça me fait très plaisir que tu me dises ça parce que c'est exactement ce que j'ai essayé de faire. Je voulais sortir du souhait d'une minorité du parti qui voulait qu'on reste un poil à gratter, un groupe de pression, sans plus. Et moi, je disais que ça ne va pas pour un parti politique, il faut aussi se rendre responsable. La gymnastique que je devais faire à l'époque c'était de nous montrer pertinents mais en même temps critique vis-à-vis de l'État de la société. Mais c'est un exercice très agréable à faire. Et j'y ai pris un plaisir fou. Ça se voit dans les interviews d'ailleurs, je ne dois pas me forcer. Et puis tout cela était très préparé, c'était un travail d'équipe notamment avec Éric Biérin et avec d'autres personnes aussi et c'était très gai. Je préparais à l'avance, je mettais sur papier ce que je comptais dire, je le soumettais à quelques personnes de confiances pour tester un petit peu. Et puis, il y avait une part de spontanéité aussi. À certains moments, je me lâchais. Il y a des trucs qui sortaient et que je n'avais pas prévus. C'était très gai. Et je sentais qu'au fur et à mesure des interviews on était de plus en plus intéressants pour le public, pour la presse et pour les adversaires politiques qui au départ nous considéraient un petit peu comme une petite merde...

ALAIN: C'est ça la magie de la chose. Du coup, quand tu deviens pertinent et crédible, ils sont obligés de discuter avec toi.

JACKY: Quand tu penses que certains présidents de partis comme Nothomb disaient que les écologistes allaient disparaître, que tous les partis allaient intégrer l'écologie dans leur programme et qu'on en reviendrait aux trois familles politiques traditionnelles. Il avait tout compris le gars, hein!

ALAIN: Et toi, comment tu vis maintenant la surmédiatisation du PTB actuellement? Je sais qu'à Liège il doit y avoir une lecture un peu plus différente de celle de Bruxelles. À Bruxelles, on a l'impression que les médias en font le nouveau truc à la mode.

JACKY: Oui, les médias y contribuent et en même temps, dans le bassin liégeois et à Charleroi, le PTB est une réalité depuis les élections communales. Or, on ne peut pas dire qu'avant les communales ils aient eu une couverture de presse exagérée. Donc ils l'ont fait sur leur force militante, sur leur campagne électorale. C'est un fait qu'il faut reconnaître. Mais leur succès ne m'étonne pas tellement à mesure que la crise s'avère de plus en plus sans solutions et que même Ecolo est associé aux partis traditionnels, qu'il existe depuis trente ans, qu'il participe à des gouvernements et qu'on ne voit pas de solutions à moyen et à long terme à la crise du chômage, du logement, du pouvoir d'achat qui inquiète beaucoup les gens et les familles. Il y a un phénomène naturel qui est que les gens se tournent vers les extrêmes. Ce n'est pas un hasard s'il y a en même temps des émergences de partis à gauche, à l'extrême gauche et d'autre part à droite avec le PP, etc. Les quatre familles dites « traditionnelles » se retrouvent bousculées – je n'aime pas cette étiquette, moi je crois qu'Ecolo ne sera jamais un parti traditionnel, mais c'est un parti installé, c'est un parti institutionnel. Ça, c'est une réalité, on ne pourra pas être jeune toute notre vie, on n'est plus des adolescents! On a trente ans, on est adulte, on a des ministres, on ne peut pas jouer les jeunes en permanence. Donc ça, c'est la rançon de notre succès. Dès l'instant où l'ensemble des partis institutionnels sont mis dans le même sac dans l'échec des solutions à la crise, certains se tournent vers des extrêmes : Vega et PTB d'un côté, et de l'autre le Parti Populaire. C'est une constance dans l'histoire politique d'un pays, il n'y

a rien de nouveau, rien. En plus, le PTB fera ses meilleurs scores là où le parti communiste faisait ses meilleurs scores jusque 1987 avant de disparaître. Je rappelle qu'il y avait jusque 1987 un député communiste au parlement wallon, Daniel Fedrigo, qui venait de la région liégeoise. Il reste donc un terreau idéologique communiste à Charleroi et à Liège, un terreau extrême gauche non communiste à Bruxelles, qui n'est pas la même extrême gauche que dans le bassin liégeois. C'est pour ça d'ailleurs que le PTB ne martèle pas ses origines communistes. Ils se disent la gauche de la gauche mais ils ne rappellent pas qu'ils sont idéologiquement communistes, marxistes-léninistes, voire staliniens maoïstes. Ils auront peut-être des élus, et alors, ce n'est pas grave, on a bien vécu avec des élus d'extrême droite au parlement pendant des années. Donc pour moi, c'est un phénomène naturel au point de vue électoral et notamment auprès de la jeunesse qui ne se reconnaît plus dans d'autres partis. Parce que tu ne peux pas en même temps être dans des fonctions ministérielles et cultiver une radicalité extrême, ce n'est pas possible, au niveau communal comme au niveau régional. Il faut choisir, c'est l'un ou l'autre. Ce qui compte, c'est d'être un gestionnaire visionnaire qui réfléchit au long terme, qui met en place des politiques structurelles (ce qu'on fait en Région wallonne, en Région bruxelloise). Et il me semble qu'on apporte des réponses concrètes dans le cadre de minces marges de manœuvre budgétaires, en termes de logement, de place dans les écoles. Ça aussi c'est le quotidien des gens.

ALAIN: Et au niveau des régions, nos ministres ont vraiment des bilans excellents.

JACKY: Oui, en matière de prix de l'énergie, en matière d'économies d'énergie, on a fait plus pour le pouvoir d'achat des ménages et des personnes isolées que le PTB ne fera jamais de toute sa vie. Mais ça c'est difficile à expliquer et puis les médias ne sont pas très friands des explications rationnelles, ils préfèrent les coups de gueule. C'est complexe à expliquer et à présenter, les bilans. Mais les médias sont toujours en pleine contradiction. Ils trouvent que les partis politiques font de la démagogie, sont insuffisamment rationnels, rendent insuffisamment de comptes, mais quand tu fais une conférence de presse pour rendre des comptes et établir ton bilan, ils trouvent ça chiant! Ce que j'ai appris dans mes études de journalisme : un train qui arrive à l'heure n'est jamais une information. Il n'y a que les trains qui arrivent en retard qui font les JT.

# ECOLO ET SES CONTACTS AVEC LES AUTRES PARTIS

## **MATTHIEU CONTENT**

## Oui, nous discutons avec le PRL. Pas avec Chirac

L ibéraux et écologistes ensemble, c'est toujours antinomique?

O Je n'ai jamais dit cela. Ce qui m'importe, ce sont les questions de fond. Notamment toute la discussion sur la redistribution du temps de travail, sur un abaissement des coûts du travail qui ne menace pas la Sécu et les finances publiques. Là-dessus, le gouvernement a deux fois zéro.

Si les libéraux sont ouverts à une politique de redistribution du temps de travail qui ne pénalise pas les revenus, la sécurité sociale, les finances publiques, pourquoi ne pas discuter avec eux... comme avec d'autres?

Sur le terrain du développement économique, pouvezvous vous entendre avec les libéraux?

Il est aussi difficile de parler avec les libéraux qu'avec les socialistes. Il y a une série de problèmes idéologiques et le ralliement progressif de l'ensemble des partis traditionnels à la pensée unique néolibérale. Vous n'avez pas encore eu de contact avec le PRL?

□ Louis Michel nous a invités. Nous y sommes allés. Nous ai lons mettre en place des petits groupes de contacts chargés de voir à quoi pourraient ressembler des accords entre écologistes et libéraux sur une série de thèmes: la question du développement, le travail, les PME, la Sécu, etc.

■ Il y a moyen de s'entendre?

¬ Nous proscrivons tout type d'accord préélectoral. Mais

rien n'empêche une discussion entre partis démocratiques.

Ma Le discours libéral a évo-

☐ Dans les contacts entre les Verts et les libéraux, on va pouvoir vérifier une chose: Louis Michel est-il en train de refaire le coup de Jacques Chirac? Pendant toute sa campagne présidentielle, il avait pris un ton social, inhabituel. Depuis, on en est revenu à la vieille politique attendue.

May Vous pourriez renverser l'alliance actuelle?

Il n'y a, dans ma tête, aucun contact qui aurait pour but d'opérer un renversement dans le dos de l'électeur. C'est un scénario que nous excluons. Pour nous, c'est le passage par les élections après les commissions d'enquête. S'il y a un accident gouvernemental, tant pis. Il faudra bien interrompre le travail des commissions d'enquête.

醫 Et le PSC?

Q Euh... pff. Bonne question... Au plan idéologique, une des forces qui, au sein du PSC, était plutôt novatrice, la démocratie chrétienne, a été totalement anestriésiée sous la présidence de Nothomb. Je veux bien aussi discuter avec Nothomb. Euh... nous sommes des gens polis et ouverts.

■ Vous faites un appel du pied clair à la démocratie chrétienne... Ou vous avez déjà « assez donné »?

☐ Est-ce que ce n'est pas la démocratie chrétienne qui a déjà assez donné? Cela fait 40 ans qu'ils se font joyeusement rouler dans la farine. JACKY MORAEL

## Ecolo est prêt à dialoguer avec le PS

L'annonce des contacts au sommet entre PRL et Ecolo, entre les couples Michel-Reynders et Morael-Durant, a fait pas mal de bruit. Discussions exploratoires et non négociations approfondies, explique aujourd'hui le secrétaire fédéral des Verts. Qui, dans la foulée. se dit prêt à tenter le même exercice démocratique avec les socialistes.

Jacky Morael, vous êtes parti dans un flirt turquoise?

Vous avez évoqué des contacts approfondis et cela mérite l'une ou l'autre mise au point. Aussi bien au plan culturel que statutaire, Ecolo s'interdit toute signature d'accord préélectoral. Pour nous, il est hors de question d'entamer avec qui que ce soit des discussions qui auraient pour objet de cadenasser les choses avant des élections.

Vous préférez l'expression

discussions exploratoires? Exactement. D'autant que nous restons opposés à l'idée de remaniements sans passer par des élections. Quand bien même ce serait constitutionnellement possible, notamment par les nouvelles dispositions de défiance constructive. L'origine actuelle des problèmes, le type de tensions, l'aggravation de la crise économique et sociale nécessitent une clarification et pas seulement des manœuvres d'appareils. Plus que jamais, ce dont le monde politique et le pays ont besoin, c'est plus d'alternative que d'alternance.

Ce n'est pas une nouveauté dans le discours Ecolo. Aujourd'hul, vous pensez que l'alternative pourrait être coportée par les libéraux?

Ecolo n'a pas de réponse à cette question-là. Et c'est bien pourquoi il n'y a que des contacts exploratoires. Je rappelle que nous avons toujours dit que nous n'avions ni adversaires ni partenaires privilégiés à l'exception de l'extrême droite avec laquelle aucun contact n'est envisageable. Et ceci, au vu de l'évolution du paysage politique flamand où le cordon sanitaire autour du Vlaams Blok a lâché depuis longtemps, n'est pas une clause de style.

donc?

Il y a une situation de blocage et d'absence totale de perpectives aux différents niveaux de pouvoir. Louis Michel a fait une première proposition: «Virons les socialistes». Une proposition qu'il sort sans nous concerter. Mais cela participe à un climat et Louis Michel a probablement senti, chez Ecolo aussi, une forme d'exaspération et d'énervement à l'égard des socialistes tant au niveau fédéral qu'aux Régions wallonne et bruxelloise. Sans doute a-t-il pu identifier que le mesage qu'il lançait n'entraînerait pas un claquement de porte brutal et définitif de la part d'Écolo.

Cela étant, il vous prend en second choix parce que son offre de services n'a pas été

accueillie avec enthousiasme par le CVP...

Non, c'est la même proposition. Puisque, sur le plan arithmétique, s'il peut se passer de nous pour remplacer le PS au gouvernement fédéral, il ne peut, sans les voix des Verts, rien faire au niveau des Régions et Communauté. Sa propostion adressée essentiellement au CVP au plan fédéral a doncbesoin d'une sorte d'assentimenti des Verts pour fonctionner au plan regional.

Un assentiment qui se heurte à votre divergence d'appréciation sur la nécessité d'élections que vous sauhaitez toujours ultérieures à la clôture des travaux de la commission Dutroux?

Il faut que cette commission puisse aller au bout de ses travaux. A la limite, demandons lui de déposer ses conclusions et on peut parfaitement organiser des élections à l'automne. Et le débat parlementaire sur les conclusions de la commission d'enquête peut être reporté à la prochaine législa-

Vous demandez donc des élections à l'automne?

On ne va pas faire un fétichisme de calendrier. Je ne fais pas d'obsession sur tel ou tel mois. Mais il ne faut quand même pas être dupe: Dehaene va nous rejouer la partition de 95. Adhésion de la Belgique à la monnaie unique -« youpie tout va bien, on est au bout du tunnel, les efforts ont porté» - et Verplaetse fera une com-

Pas de problème moral munication pour dire que tout va bien. Il faut dès lors un nouveau gouvernement fort pour procéder à une prochaine étape de je ne sais pas trop bien quoi, probablement la stabilité monétaire européenne mais il y a peu de chance qu'on le dise comme ça aux Belges. On n'est dons pas tordus au point de ne pas voir venir la manœuvre: il y aura probablement des élections anticipées au printemps 98, dans le climat euphorique de l'adhésion de la Belgique à l'UEM.

Ce cap d'adhésion, vous n'en niez pas l'importance? Non, mais s'il y a des élections à l'automne 97, la Belgique aura déjà prouvé ses performancesmonétaires - inflation, solde net à financer. Donc même des élections à ce moment-là ne mettront pas en péril l'examen qui doit avoir lieu deux ou trois mois plus tard.

Cela vous permettrait de capitaliser éventuellement le «sale boulot» réalisé par la majorité en place...

Si eux-mêmes avouent avoir fait le sale boulot, je leur laisse la responsabilité de cet aveu. La question ne sera pas de leur retirer les mérites d'une adhésion que nous avons toujours souhaitée tout en proposant d'autres voies pour v parvenir; des mérites partagés en bonne partie par les libéraux puisqu'ils ont mené, dans les années 80, exactement la même politique. Les seuls qui n'ont pas le mérite d'avoir participé à cette politque d'austérité aveugle sont effectivement les écologistes.

Vous rappelez l'austérité Martens-Gol. Dialoguer avec les libéraux, cela ne vous gène pas aux entournures,

vous qui avez été présenté, pas toujours positivement au sein d'Ecolo, comme étant progressiste?

C'est une étiquette que je ne réfute pas. C'est comme ça que je me sens. Mais je nuance la chose. Il y a au moins deux formes de progressisme. Le progressisme conservateur, avec une stratégie à la Verdun où on essaie de ne pas trop reculer et où on recule quand même de cent mètres en cent mètres - attitude où on fait front à l'ennemi mais où on pactise avec lui de temps en temps. Ainsi, Ecolo et les libéraux n'auront pas à parier de privatisations. la question ne se pose plus, le travail est fait. Et ce n'est pas Reynders qui l'a fait, c'est Di Rupo. Le progressisme conservateur, ie suis persuadé que c'est une startégie vouée à l'échec parce que le monde a changé.

Puls il y a les autres progressistes, les bons. Vous...

Il y a, à côté de cela, un progressisme novateur. Et je ne fais de jugement de valeur entre les deux Je ne dis pas qu'il y a des progressistes conservateurs abrutis d'un côté et des novateurs éclairés de l'autre. Mais la perception n'est pas la même. Nous sommes nous persuadés que notre modèle, que certains appelelent le capitalisme rhénan, a d'immenses avantages et que toute une série de ces avantages doivent être préservés. Mais des mécanismes fondamentaux ne peuvent survivre que s'il y a des mutations. Moi, je me sens dans cette deuxième école-là. On est sorti de la Belgique de papa avec des gouvernements de centre droit ou de centre gauche. Aujourd'hui, il y a peut-être deux facons d'équilibrer des coalitions gouvernementales: ou bien on flanque les sociaux-chrétiens ou les libéraux d'un pôle progressiste conservateur. Ou bien on les flanque d'un pôle progressiste nova-

Vous excluez la présence simultanée de ceux que vous appelez progressistes conservateurs et progressistes novateurs?

Je veux seulement dire qu'il n'y a plus aujourd'hui de fatalité à ce que le parti socialiste soit le seul pôle progressiste de différentes coalitions gouvernementales. Cela dit, il y a effectivement un troi-

Ecolo est prêt à dialoguer avec le PS, La Wallonie, 27/2/1997

Au début de l'année 1997, le PRL cherche à associer Ecolo à un renversement de la majorité fédérale en place. Ecolo refuse catégoriquement de participer à un renversement de majorité sans un appel aux urnes, mais se montre ouvert à une discussion de fond et cherche à recentrer les échanges autour des programmes des deux partis : « Nous proscrivons tout type d'accord préélectoral. Mais rien n'empêche une discussion entre partis démocratiques. (...) Il n'y a, dans ma tête, aucun contact qui aurait pour but d'opérer un renversement dans le dos de l'électeur. C'est un scénario que nous excluons. »¹. Il propose donc au PRL de comparer leur programme à celui d'Ecolo. Voyant par presse interposée qu'Ecolo compare son programme avec le PRL, le PSC et le PS déclarent chacun qu'ils veulent également comparer leurs programmes respectifs avec celui d'Ecolo. Ni une ni deux, Ecolo profite de l'occasion pour élargir le processus et organise des rencontres bilatérales également avec le PSC et avec le PS<sup>2</sup>.

C'est un épisode singulier de l'histoire politique belge. Il est en effet rarissime que des partis concurrents aient des contacts formels en dehors de négociations pour simplement comparer leurs programmes et voir entre eux les points de convergence et ceux de divergence.

On remarque l'aisance avec laquelle Jacky Morael organise ces rencontres et ces discussions et la facilité avec laquelle il les utilise à son avantage dans sa communication médiatique. En effet, Jacky a réussi à renverser la vapeur. Profitant d'un appel du pied purement politicien du PRL, Jacky a imposé une discussion de fond et une comparaison de programmes. À tel point que quelques mois plus tard, en juin 1997, Jacky Morael déclare au Soir qu'« Ecolo a empêché la mutinerie libérale »³. Comme

<sup>1 «</sup> Oui nous discutons avec le PRL. Pas avec Chirac », Le Soir, 24 février 1997.

<sup>2 «</sup> Ecolo est prêt à dialoguer avec le PS », La Wallonie, 27 février 1997.

<sup>3 «</sup> Au début 1997, alors que le PS glissait sur les affaires, PRL-FDF et PSC ont songé à le débarquer et à s'emparer des exécutifs régionaux et communautaires avec l'appui d'Ecolo. Jacky Morael, secrétaire fédéral des Verts, nous commente cette «mutinerie» manquée. (...) pour changer il y a deux logiques. Celle d'appareil qui ferait changer les coalitions sans passer par l'électeur. Et la logique de clarification qui fait intervenir l'électeur ; le scrutin permettant aux partis d'exposer leur projet. Ecolo préfère la seconde logique. C'est pour ça qu'il a refusé les projets de renverser, sans élection, les majorités actuelles. » (« Morael : Ecolo a empêché la mutinerie libérale », Le Soir, 5 juin 1997).

il le dit souvent, il a profité de la force de l'adversaire pour l'utiliser à son avantage.

Pour Ecolo, le préalable à tout engagement dans un exécutif est la rédaction d'une déclaration de politique générale, un document négocié entre partenaires de majorité qui sera le référent pour l'ensemble de la législature. Ce principe est mis en œuvre dès les premières participations d'Ecolo dans un exécutif, notamment à Liège en 1982 (150 pages). À l'époque, cette pratique semble nouvelle pour les autres partis qui ont l'habitude, au niveau local, de se diviser les postes exécutifs et puis de chercher à réaliser leur programme chacun dans leur coin sans véritable cohérence. Bien sûr, la pratique d'une déclaration gouvernementale existe depuis bien plus longtemps au niveau gouvernemental mais Ecolo accorde une grande importance à ces accords.

Cet épisode de 1997 est une formalisation de relations bilatérales entre partis politiques. Mais Jacky Morael semble avoir régulièrement des contacts informels avec des responsables politiques d'autres partis. C'est selon lui un des rôles du Secrétaire fédéral d'Ecolo. Avoir des contacts réguliers informels tant avec d'autres partis politiques qu'avec des acteurs de la société civile est une dimension fondamentale de son action politique. Cela lui permet également de placer Ecolo le mieux possible sur l'échiquier politique et en accord avec les attentes de la société.

Dès 1991, Jacky Morael est apparu comme un interlocuteur fiable et crédible pour former des majorités politiques avec Ecolo. En effet, dans le cadre de consultations pour la formation du gouvernement fédéral en 1991, Guy Verhofstadt avait rencontré Jacky en envisageant déjà très clairement la possibilité d'un gouvernement Arc-en-ciel, 8 ans avant les accords de 1999. La volonté de Verhofstadt était de former un gouvernement sans les chrétiens afin d'avancer sur des questions éthiques importantes qui étaient bloquées par le CVP et le PSC. Son souhait se réalisera en 1999 et, en effet, la législature Arc-en-Ciel sera la plus importante en termes d'avancées éthiques.

Certaines traces de contacts sont plus anecdotiques, mais assez intéressantes : par exemple un contact avec José Happart, alors en froid avec le PS, où ce dernier demande au Secrétaire fédéral d'Ecolo « ce qu'Ecolo peut lui offrir », des contacts avec Joëlle Milquet, alors vice-présidente du PSC venant d'être battue par Charles Ferdinand Nothomb lors de la course à la présidence du PSC et qui songe à rejoindre Ecolo. Ce sont des entretiens dont on a retrouvé des traces écrites dans les archives de Jacky. Sur cette base, on peut supposer que Jacky Morael avait des contacts réguliers avec des responsables politiques de partis concurrents. De manière formelle, c'est sûr : sur des plateaux télé, des débats, etc. Mais de manière informelle aussi, ces traces en sont la preuve. Quant à savoir avec quelle régularité, c'est une question à laquelle seul le premier intéressé pourrait répondre.

En politique, on peut être adversaire mais également s'apprécier humainement. Jacky Morael semble s'être intégré assez facilement au sein de la classe politique. Il a imposé un respect et une considération de la part des autres partis politiques. Il a progressivement installé l'idée auprès de ces autres partis qu'Ecolo pourrait éventuellement être un partenaire potentiel dans une coalition gouvernementale. D'ailleurs, il n'a jamais caché qu'Ecolo était prêt à monter dans un gouvernement.

Lorsqu'on fouille dans les archives du Secrétariat fédéral d'Ecolo, on trouve très peu de traces de contacts avec les autres partis politiques ou de rencontres avec des personnalités politiques d'autres partis. Seules les comparaisons de programme, la composition des groupes de travail et les conclusions de ces comparaisons s'y trouvent. Il y a également dans ces archives un dossier sur des contacts officiels entre Ecolo et le SEP (Solidarité et Participation) à la fin des années 1980. Il semblerait normal dès lors, comme c'est le cas pour Jacky Morael, que certaines traces de rencontres plus informelles se trouvent dans les archives personnelles des divers Secrétaires fédéraux qui se sont succédé à la tête d'Ecolo. Il serait intéressant de s'y plonger pour comparer les discussions, les thèmes abordés, les positionnements. C'est parfois à

travers de telles traces qu'il nous est permis de réellement comprendre certains enjeux qui façonnent la vie politique.

#### ENTRETIENS ENTRE MATTHIEU CONTENT ET JACKY MORAEL - 28 AVRIL 2014

#### ECOLO ET LES CONTACTS AVEC LES AUTRES PARTIS

JACKY: Quelle est ton impression générale?

MATTHIEU: Je voudrais ré-insister sur le fait qu'il y a une grosse partie du discours que tu as tenu tout au long de tes différentes interviews qui pourrait se retrouver actuellement dans la presse dans le discours actuel d'Ecolo. C'est un constat qui a déjà été fait par beaucoup d'autres contributeurs de ce projet de livre. J'ai aussi la particularité d'avoir une vision générale du contenu du livre puisque j'ai assisté à tous les entretiens. Ca me semble important que des jeunes impliqués comme tous ceux qui ont contribué à ce projet puissent comprendre une partie des racines de ce parti et de son évolution. Devenir conscient de ses faiblesses, mais aussi de ses forces. La transmission d'une partie de ton expérience était un des objectifs du projet et je pense qu'il est atteint. Ce livre contribue à l'écriture de l'histoire du parti Ecolo. Et un arbre a besoin de bonnes racines solides pour pouvoir grandir et se développer sainement.

JACKY: J'aimerais aussi réunir quelques journalistes qui m'ont suivi pour leur parler du projet afin qu'ils se rendent compte qu'eux aussi répètent beaucoup la même chose et pour montrer aussi à quel point la presse a évolué. Concernant ton texte, tu parles de mars 1997, mais il faut rappeler que dès 1991, nous avons été contactés par Verhofstadt pour envisager une coalition laïque sans les sociaux-chrétiens. Donc, on était déjà perçu en 1991 comme des partenaires potentiels sérieux. Par rapport aux contacts de 1997, j'avais dit un truc du style : « Pas de

putsch, une discussion de programme, oui ». Quand les libéraux ont pris des contacts avec nous pour renverser la majorité, nous avons tout de suite refusé. Ce n'était pas du tout notre intention. Dans plusieurs interviews, je disais « pas de changement de majorité sans élections ».

MATTHIEU : Il y a d'ailleurs une interview quelques mois après qui titre : « Morael : Ecolo a empêché la mutinerie libérale ».

JACKY: On a tout fait pour éviter ça. J'ai proposé une discussion sur les programmes comme contre-feu à la proposition du PRL de changer de majorité à laquelle je ne voulais pas simplement dire non, mais que je voulais utiliser dans un sens qui serait bon pour nous. Comme en judo, tu utilises la puissance du coup de l'adversaire à ton avantage. Comment utiliser la force de l'adversaire pour changer la trajectoire. Et ça a bien marché. Avec le PRL d'abord, puis avec le PSC et le PS.

MATTHIEU : Je trouve ça magistral en termes de stratégie politique.

JACKY: Ça a étonné tout le monde parce que ça ne s'était jamais fait. Lorsque tu parles des déclarations de politique générale, c'est quelque chose qui s'est toujours fait au niveau fédéral et des régions et communautés. Mais c'est vrai que lorsqu'Ecolo est monté en majorité à Liège en 1982, c'était une déclaration très détaillée et ça avait perturbé le partenaire, le RPSW. Ça tenait aussi à la méfiance de la base d'Ecolo à l'époque, pas seulement à Liège, mais aussi au niveau des autres groupes locaux et du fédéral, car c'était la première majorité à laquelle Ecolo participait. Ça ne se discutait donc pas qu'entre Liégeois de Liège-ville. Il y avait une pression forte pour qu'on ait un accord aussi détaillé que possible. D'autant que la situation de la ville était catastrophique. Elle était en quasi faillite, avec des grèves à répétitions, notamment des éboueurs, etc. J'avais d'ailleurs écrit un grand article sur les finances de la ville de Liège en 1983. Il y a un autre aspect qui a joué aussi dans la rédaction de cette déclaration de politique très précise, c'est que le grand manitou du PS à cette époque était André Cools, qui haïssait la ville de Liège et voulait la faire sombrer. Il y avait donc un intérêt des socialistes liégeois de Liège-ville d'avoir un accord aussi précis que possible pour engager

la tutelle régionale wallonne sur les finances de la ville de Liège, tutelle qui était exercée par André Cools. Ils pouvaient montrer l'accord entre RPSW et Ecolo à André Cools en lui prouvant que le plan d'apurement était bon. Il y avait donc un intérêt mutuel à avoir un programme de majorité aussi détaillé que possible. Ce n'était pas une première, mais ça n'avait jamais été fait à mon avis avec une telle précision. Mais en 1982, moi je n'étais pas du tout un interlocuteur. J'étais simplement un militant actif, secrétaire local de Herstal à ce moment-là.

MATTHIEU: Dans d'autres entretiens, tu dis que tu es réellement devenu le porte-parole d'Ecolo quand Paul Lannoye a été élu au Parlement européen en 1989. Est-ce que ce moment coïncide aussi avec les premiers contacts informels plus sérieux que tu as eus avec les autres partis ?

JACKY: C'est à peu près à la même époque oui.

MATTHIEU: Et comment ça s'est fait?

JACKY: Le déclencheur principal, c'était les débats télévisés. On se voyait sur les plateaux de télévision, une heure avant, une heure après, ça dépend. On discutait, on débriefait, et puis les agendas s'échangent, des dates se prennent. Il faut se mettre dans la peau de ces responsables politiques de partis traditionnels de l'époque. Voir un nouveau venu si jeune débarquer comme ça, auquel les sondages prêtaient un succès, c'était perturbant. En 89, on sentait un trend très positif pour Ecolo et ça s'est confirmé. Mais c'était le cas aussi pour l'extrême droite hélas. Donc à mon avis, il y avait une curiosité chez ces responsables politiques de tâter le terrain. Qu'est-ce qu'il est possible de faire avec ces gens-là? Et comme j'étais le porte-parole attitré et reconnu comme tel, c'était forcément avec moi qu'ils prenaient les premiers contacts.

MATTHIEU: Tu as notamment eu des premiers contacts avec Jean Gol.

JACKY; Oui, ça c'est quand je suis devenu parlementaire en 1991. J'ai été assez vite chef de groupe Ecolo-Agalev donc c'est moi qui donnais les grandes interventions au nom du groupe. Et Jean Gol était vraiment le type tout puissant du libéralisme francophone. Il était d'ailleurs chef

de groupe à l'époque. Je sentais que dans mes premières interventions, il ne prêtait pas vraiment attention à ce que je disais. C'était un type qui savait afficher un mépris visible. Tu te sentais vite comme un étron face à lui tellement il dégoulinait de mépris. Avec une férocité dans ses propos. Moi, il ne m'a jamais agressé, même s'il agressait régulièrement les écolos avec les gros clichés du style les petites fleurs, les pulls qui grattent, etc. Mais c'était un peu l'image qu'on avait dans les années 80 et que j'ai voulu casser d'ailleurs. Un jour, je ne sais plus bien quel était le sujet, je fais un long discours très argumenté à la tribune du parlement sur, notamment, l'absence de développement durable, d'attention aux problèmes énergétiques et aux problèmes de ressources naturelles, etc. l'avais vraiment construit ça sérieusement et de façon très argumentée, avec des chiffres, etc. Parce que quand tu es jeune et que tu débarques, tu n'as pas intérêt à te faire reprendre de volée sur des propos vagues, etc. Donc je me sentais dans l'obligation d'argumenter très fortement parce que j'étais quand même en insécurité face à ces mastodontes politiques, même si je ne le montrais pas. Pour la première fois, j'ai l'impression qu'il m'écoute. C'était un débat parlementaire. Je sentais qu'il m'écoutait, il griffonnait des notes sur son banc. Et puis je termine, je rejoins mon banc et on se croise un peu après. Il vient vers moi et me dit : « Monsieur Morael, je peux vous parler ? ». J'étais très surpris par cette grande politesse à laquelle il ne m'avait pas habitué. Et il me dit (même si je ne suis pas sûr des mots exacts) : « je dois dire que je vous ai écouté très attentivement, j'ai été impressionné et intéressé. Je vous avoue que ma connaissance de l'écologie politique est très fragmentaire, accepteriez-vous de déjeuner avec moi pour m'expliquer un peu en tête-à-tête de quoi il s'agit? ». Et j'accepte. Et donc quelques jours après, assez vite, j'ai son secrétariat au téléphone et on fixe une date un midi à Bruxelles dans un restaurant chinois. Il était très amateur de cuisine asiatique. Et donc on était en tête-à-tête et on a commencé à discuter vraiment très librement. Et l'expérience s'est reproduite quelques fois. Je lui conseillais des lectures, je lui citais des auteurs, il prenait des notes. Moi j'avais l'impression de faire un travail de contagion culturelle très utile. J'allais pas dire : « Non, non, ne vous occupez pas de ça, c'est

notre truc ». Je n'ai jamais été comme ça. J'étais à la fois content qu'il me porte de l'intérêt, qu'il porte de l'intérêt à Ecolo et à l'écologie politique. Et donc on a commencé à se connaître un peu plus. Et puis on se marrait bien quand on était ensemble sur un plateau parce qu'on n'avait pas les mêmes objectifs. Lui, il tapait sur la droite du PSC et moi je tapais à gauche évidemment. Et donc on se complétait et les autres se retrouvaient pris en tenaille et devenaient dingues. D'autant qu'ils voyaient les regards entre Jean et moi, il y avait une connivence qui était visible, on me le disait après. Mais aucun ne desservait sa propre cause, il y avait un intérêt commun. Quand Jean Gol est décédé, c'est Michel et Reynders qui ont formé une sorte de duo dans la direction du PRL. Ce sont tous les deux des descendants de Jean Gol. Michel était professeur de langue et puis Gol l'a pris dans son cabinet et l'a propulsé à la tête du parti. Il travaillait avec les deux.

MATTHIEU: D'ailleurs, ça se voit dans les notes et les documents qui ont été produits lors des rencontres bilatérales de comparaison de programme en 1997. Ceux que vous avez rencontrés au PRL, ce sont principalement Michel, Reynders et Ducarme. Est-ce que Gol est la première personnalité politique de grand format avec laquelle tu as eu des contacts plus informels ? Est-ce que tu avais déjà eu ce genre de contacts avec d'autres?

JACKY: À l'époque, les leaders des partis traditionnels étaient Gérard Deprez pour le PSC avec qui mes rapports étaient détestables. Il était d'une arrogance terrible. On l'appelait l'horloge parlante parce qu'après une élection fin des années 80, il avait fait une déclaration en disant : « ça va être une majorité sociale-chrétienne et libérale parce que ce n'est pas l'heure des socialistes ». Il était pétri du sentiment que les sociauxchrétiens étaient les pivots du pays et que c'étaient eux qui choisissaient leurs partenaires d'élections en élections. Tantôt les libéraux, tantôt les socialistes, tantôt les régionalistes, etc. Au gré de l'actualité et de leurs intérêts. En plus, sur le fond, Deprez n'était pas du tout intéressé par ce qu'était l'écologie politique, donc on avait très peu de choses à se dire. L'autre figure francophone, c'était Spitaels, surnommé Dieu. Ça a pris

quelques années à se dégeler tellement il était imbu de sa personne. Et tellement cajolé, complimenté par tout son entourage qui le regardait avec des yeux enamourés qu'à mon avis il pétait les plombs et se prenait vraiment pour le Roi-Soleil. Et un caricaturiste de l'époque, Royer, ne l'a plus représenté qu'en Louis XIV avec un grand chapeau à plume, longue perruque et une longue canne avec un pommeau. Mais c'était un mec intelligent. Il comprenait ce qu'on disait – je ne dis pas qu'il y adhérait – il était conscient de certaines crises de société que seuls les écologistes soulevaient, mais il savait en même temps qu'il n'avait pas les troupes pour les porter parce qu'ils n'en avaient rien à foutre. D'ailleurs, quand il est devenu Ministre-Président de la Région wallonne en quittant la présidence du PS à la stupeur de tout le monde, on a senti les premières prémisses de la dimension environnementale, du développement durable, de la préservation de la nature, en Wallonie. Il n'était pas encore question du développement durable comme filière de développement, mais il y avait des prémisses. C'étaient des premiers petits pas, mais plus en terme conservation qu'en terme de dynamique. C'est à ce moment-là que l'écologie a commencé à s'imposer comme une contrainte, mais uniquement comme une contrainte, difficilement contournable parce qu'il y avait des répétitions de scandales sanitaires et environnementaux. La gestion des déchets était catastrophique : c'était de la folie, on jetait n'importe quoi dans les rivières, la pollution par Tihange était affolante, la Vesdre changeait de couleur en fonction des eaux des industries lainières de Verviers qui les déversaient directement dedans sans traitement. Et c'est dans cette période aussi que José Daras a mené toute la bataille des études d'incidence environnementale au parlement wallon, ce qui tombe sous le sens aujourd'hui, mais était une révolution à l'époque. Pour en revenir à Spitaels, nos rapports se sont quand même un peu réchauffés. On se rencontrait à des colloques ou à des vernissages, etc. Et il se livrait volontiers à moi, il se montrait ouvert à la discussion et à la fin de sa vie, j'ai reçu quand même quelques signes assez chouettes de sa part.

MATTHIEU: Plus chouettes que les rapports que tu as pu avoir par la suite avec Busquin?

JACKY: Aucune comparaison. Busquin nous détestait et il me détestait particulièrement. Pour lui, j'étais un socialiste dévoyé, un traître parce qu'il sentait que je mordais sur ses flancs. Il entendait autour de lui des gens qui parlaient de certaines interviews que je faisais, etc. Des anciens compagnons de route comme Jean Guy (rédacteur en chef du Peuple pendant des années), Ernest Glinne (ancien ministre et député PS avant de rejoindre Ecolo), qui s'affichaient avec moi dans des conférences de presse. C'était un traumatisme à Charleroi. C'étaient deux figures de proue du PS à l'époque. Jean Guy et Ernest Glinne à coté de Jacky Morael, c'était un séisme politique. Jean Guy m'avait interviewé plusieurs fois, c'était un socialiste virulent. On avait eu l'occasion de discuter ensemble pendant des heures. Et chaque fois, il me disait : « Ça m'emmerde ce que tu dis parce que tu as raison ». C'est lui qui m'a présenté Ernest Glinne. Il m'a fait rencontrer des militants de base du PS carolo. Il m'a invité à des débats dans des maisons du peuple. Et j'avais d'ailleurs un peu le même rapport avec le père Onkelinx, Gaston. Gaston comme Jean Guy m'a invité à plusieurs reprises à la maison du peuple de Seraing. Je me souviens d'un débat mémorable avec Rudy Demotte. Il n'était pas encore très connu, mais était un peu l'intellectuel montant au PS. Il était tiré à quatre épingles, jargonnant en citant des expressions anglaises etc. Personne n'avait rien pigé et moi j'en avais évidemment profité. Et tout ça remontait aux oreilles de Busquin évidemment. Il ne supportait pas ça, ça le mettait en rage. Et à mon avis à l'époque, j'étais un des seuls ecolos à pouvoir mettre les pieds dans une maison du peuple sans se faire lyncher parce que je parlais leur langage, je n'avais pas l'intention de péter plus haut que mon cul. Je ne cite pas André Gorz dans les maisons du peuple, je fais ça dans d'autres cercles, mais pas là. Je prenais des exemples simples, parlants, chiffrés. Je parlais de l'austérité aveugle, des problèmes de la sidérurgie, etc. C'est suite à la grosse crise de la sidérurgie qu'on a sorti le fameux bouquin du CEFE qui évoquait la nécessité de développer de nouvelles filières et de transformer la sidérurgie. Précédemment, il y avait la crise minière. La Wallonie était la région la plus riche d'Europe jusqu'à la seconde Guerre Mondiale et on a abondamment allaité la Flandre. Et ça les Flamands l'oublient souvent...

MATTHIEU: Les idées qui étaient présentes dans ce livre étaient relayées par les écologistes dans les médias et elles ont eu un petit écho via ce que les écologistes en ont fait. Elles n'ont pas été suivies et on en est toujours au même système. On retarde de plus en plus la prise en main réelle de la sidérurgie et sa transformation.

JACKY: Et la publication de ce livre nous a permis de commencer à structurer plus sérieusement notre discours économique et nos contacts avec les autres partis. En montrant qu'on n'est pas des comiques, qu'on est sérieux, qu'on a des chiffres, des exemples étrangers et internationaux, etc. Cette publication a contribué au début de la crédibilisation de la doctrine économique d'Ecolo.

MATTHIEU: Ces premiers contacts avec Verhofstadt et puis avec Gol montrent que les écologistes étaient déjà pris au sérieux au début des années 90.

JACKY: Il y avait aussi le rapport de force car on est devenu en 91 un parti qui comptait et qui pesait dans le paysage politique.

MATTHIEU: J'ai lu dans la revue de presse qu'après que les contacts entre Ecolo et le PRL aient été annoncés dans la presse, le PSC et le PS ont également voulu rencontrer Ecolo pour comparer les programmes.

JACKY : Ils se sentaient mis de coté. Et on avait évidemment accepté.

MATTHIEU: Vous imposiez vraiment votre agenda.

JACKY: Mais oui tout à fait. Sans compter les interlocuteurs hors partis mais plutôt dans le monde associatif et la société civile. C'est à ce moment-là que j'ai commencé à avoir des contacts réguliers avec les syndicats qui eux aussi avaient envie de savoir ce qu'on avait dans le ventre, quelles étaient nos priorités. Ils nous avaient un peu snobés au départ, puis ils se sont rendus compte qu'on était très intéressant et qu'on se rejoignait sur de nombreux points. Dans ces contacts avec les syndicats, j'ai tenté d'adoucir leur critique à notre égard. C'était déjà pas mal. Comme les politiques, ils commençaient à comprendre

la pertinence de nos thèses. Et puis j'ai aussi eu beaucoup de contacts avec François Martou, qui était le président du MOC.

MATTHIEU: Tu as d'ailleurs monté un coup médiatique avec lui.

JACKY: Je le voyais assez régulièrement. Avec son homme de confiance, Jean Daems. On se voyait soit en délégation soit en tête-à-tête. On sentait qu'il y avait une volonté, y compris des socialistes, de s'associer avec les libéraux et ça inquiétait Martou. Et on s'est vu pour préparer un appel de la part de Martou pour ce qu'on pourrait appeler un Olivier, un front progressiste. Tout cela était convenu entre nous et Martou était celui qui faisait l'appel. L'appel de Martou était explicitement lancé au PS et à Ecolo. Le jour même de la publication de l'interview de Martou, j'avais déjà mon discours tout construit quand le journaliste m'a appelé. Et il a évidemment appelé Busquin aussi. Et Busquin était emmerdé. Il n'avait pas de réponse prête et était surpris. Et dès le lendemain, ma réaction avait été publiée et était assez positive en mettant l'accent évidemment sur des points de programmes. Toujours l'angle programmatique en premier pour éviter les manœuvres politiciennes. Et Busquin était manifestement très gêné parce qu'il était en fait en pleine discussion avec les libéraux. Donc c'était difficile pour lui de dire hourra au front des progressistes alors qu'il était en pleine discussion avec les libéraux.

MATTHIEU: Et tu penses que Martou avait tenu le PSC au courant?

JACKY: Je ne crois pas. Je crois qu'il n'y avait que moi qui étais à ce point dans la confidence. Il avait peut-être informé quelques personnes proches du PSC, mais pas la direction du PSC à mon avis.

MATTHIEU: L'aile démocrate chrétienne du PSC a tout de même perdu beaucoup de poids dans ces années-là.

JACKY: Oui d'autant plus qu'auparavant, ils avaient été bousculés par la création du parti SEP, Solidarité et Participation, qui faisait des résultats mineurs, mais qui en terme de ralliement de sympathisants allait puiser dans toute la gauche du PSC et dans le mouvement syndical. MATTHIEU: Dans les archives du Secrétariat fédéral d'Ecolo, il n'y a officiellement que deux dossiers en terme de contacts avec les autres partis. Il y a les rencontres bilatérales programmatiques de 1997 et il y a des négociations avec le SEP aussi, fin des années 80.

JACKY: Oui. J'étais d'un côté et Marcel Cheron en face. Ils étaient trois ou quatre pour le SEP et on était trois ou quatre aussi. C'est d'ailleurs de cette époque que date ma complicité avec Marcel. Le point de départ était que le SEP était sympa mais qu'il ralliait aussi dans nos sympathisants – la famille Verjans par exemple. C'était tout le pilier mutualiste et syndical de la gauche chrétienne, avec le constat que le SEP faisait des scores qui ne leur permettaient pas d'obtenir des parlementaires mais par contre, ils nous en faisaient perdre. Et donc on avait demandé s'il n'était pas possible de comparer nos programmes et de voir ce qu'on pourrait faire ensemble. Ecolo est un parti pluraliste, il y a chez nous des laïques, des chrétiens, des musulmans, des bouddhistes, ça ne posera aucun problème. Et j'ai tout de suite senti un déclic chez Marcel dès la première réunion. Il me faisait des grands sourires alors que les autres étaient plus frileux. Je négociais donc avec un allié de l'autre côté de la table. Et c'est ainsi que le SEP s'est finalement fondu dans Ecolo.

## POSTFACE ERIC BIÉRIN

## Chaque livre d'histoire en se fermant fait le même bruit : « abrutis »

**SCUTENAIRE** 

Politiquement, malgré l'accélération en boucles du bruit ambiant, nos sociétés démocratiques souffrent d'une parole qui ne dévoile pas ce qui est mais le recouvre.

Pour ne citer que l'essentiel, le totalitarisme financier semble rendre obsolètes les rouages de la démocratie parlementaire pendant que la plupart des exécutifs, nationaux comme européen, prétendent rassurer les peuples et réguler les banques, tout en faisant le contraire. Or, hormis ceux qui en profitent, tout le monde en a soupé du cynisme qui fait la loi par delà les lois.

C'est ça qui donne sens à la rencontre d'une douzaine de jeunes pousses d'Ecolo et de Jacky Morael. Pas qu'il s'agisse absolument d'être ou de rester moderne, mais plutôt rester soi en étant à la fois de son temps et hors du temps. Leur soif de se tenir au plus près du réel pour mieux le changer quand il est moche, ils ont pu constater qu'elle était partagée en amont, qu'il y a vingt ans qu'Ecolo plaide pour l'alternative et non l'alternance, annonce le passage d'un régime de crise à une crise de régime et que, parce que la fin ne justifie pas les moyens, ce n'est pas pour rien que le premier des articles historiques des statuts du parti spécifie que « la fin est dans les moyens comme l'arbre est dans la graine ».

Loin de l'angoisse du radotage, la constance du message écologiste au cours des trente dernières années ne peut pas décourager. Mais audelà de la cohérence des propos qu'elle manifeste, cette nécessité de la répétition témoigne aussi que pendant qu'Ecolo était occupé à conquérir une part de l'espace du politique et de la démocratie parlementaire, le monde lui aussi changeait. Et que la globalisation des marchés dans un monde post chute du mur renforçait considérablement le poids de la finance et des multinationales.

La pertinence du message écologiste concernant la nécessité de la préservation de notre biosphère n'a pas changé, pas plus que celui qui privilégie un modèle fondé sur la justice et la liberté plutôt que sur la sécurité des seuls opulents. Ce qui a changé, c'est l'extension des marges de manœuvre des professionnels de la prédation.

Pour Ecolo, il n'a jamais été aussi urgent de convaincre et la société civile dans toutes ses composantes et les décideurs, qui ne sont pas tous des suppôts de « la grande finance internationale » mais au contraire bien souvent à compter parmi ses victimes.

Tout en assumant « l'alternative plutôt que l'alternance » et en dénonçant le passage du « régime de crise à la crise de régime », Jacky a su parler à l'ensemble de ces publics-là, en rompant avec la langue de bois, qui n'avait rien à envier dans les années nonante à ce qu'elle est aujourd'hui. Qu'importe la cravate, devait se dire Jacky, tant qu'on ne se cache pas derrière.

Autant en privé que dans l'exercice de la vie politique, il n'est pas si fréquent de rencontrer des personnes capables de parler avec une voix singulière, mais à tous. A la fin des années nonante, Ecolo pouvait enfin prétendre « débloquer la société » en étant entendu, parce qu'il avait débloqué le langage.

C'est que « arendtien » sans s'en préoccuper, le gamin puis l'adulte Morael perçoit bien que le monde se situe entre les êtres humains qui le composent et qu'à l'inverse de l'idée trop souvent promue, il n'est pas la somme de leurs individualités. Cela explique le sentiment que nos propres aventures individuelles ne peuvent être dissociées de l'histoire collective. Et comme il s'agit de ne rien faire à moitié, comme la lumière et la chaleur doivent pouvoir être réunies, il ne peut y avoir de bonheur pour un homme si des amis ne le partagent pas. Ainsi rendu disponible à soi comme aux autres par l'ouverture, le monde devient un refuge, pas une menace ni un lieu d'exclusion.

« Gardez-vous des âmes meurtries qui exhibent leurs cicatrices, elles rêvent de régner sur un monde d'éclopés » : je ne sais pas si Jacky a lu Vaneigem mais peut-être après tout n'en avait-il pas besoin.

Car il arrive que rien ne parvienne à briser le désir de vie quand son souffle vient du futur. L'accueil de ce souffle est indispensable à celui qui ressent comme insupportable la mise en demeure par le système de renoncer à son envie de vivre selon ses propres désirs d'humanité. Quand se rencontrent des femmes et des hommes conscients que ce désir d'émancipation est incompatible avec la volonté de l'imposer se forge alors par le respect l'amitié politique.

## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont participé à ce projet et qui lui ont permis de devenir réalité.

Je voudrais tout d'abord remercier ces jeunes militants qui ont acceptés de relire une revue de presse imposante et d'en ressortir des contributions écrites qui m'ont toutes passionnées. Qui ont également accepté de dialoguer avec moi à partir de leur analyse. Ils ont, chacun à leur manière, analysé avec pertinence les articles de presse à la lumière de la thématique qui leur avait été confiée. Merci donc à Olivier Biérin, Saskia Bricmont, Matthieu Content, Maxime Counet, Mohssin El Ghabri, Romain Gaudron, Aurélie Maréchal, Delphine Masset, Alain Mugabo, Nicolas Parent, Jonathan Piron et Caroline Saal.

Je voudrais également remercier Jean-Michel Javaux qui a accepté de préfacer ce livre. Ainsi qu'Éric Biérin qui a bien voulu, après toutes ces années de collaboration et de complicité, en écrire la post-face.

J'aimerais également remercier Éric Biérin, Christophe Derenne, Benoît Lechat, Eric Luyckx et Edgar Szoc pour leur relecture et remarques pertinentes. Je voudrais aussi remercier Pauline Bastin pour son travail de relecture.

Sans oublier, la toute précieuse collaboration de Matthieu Content, qui a accompagné ce projet tout au long de son parcours et fut l'amical et passionné scribe des entretiens sans lequel cette entreprise n'aurait sans doute pas vu le jour.

Enfin, merci à Angela Camboni, Marie-Laurence Dubois, Gauthier Damien et Szymon Zareba pour leur collaboration dans ce projet et pour le travail d'archivistes et de documentalistes qu'ils effectuent au quotidien, et qui permet à Ecolo de toujours plus renforcer ses racines et ses convictions profondes.